

Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1972]

LE SYNDICALISME

TOME I

Théorie, organisation, activité.

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Jean Manaud, bénévole, professeur d'histoire en France

Courriel: jean.manaud@hotmail.fr

[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE SYNDICALISME.

TOME I. Théorie, organisation, activité.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 96, 1972, 221 pp.

Le 24 mai 2012, Mme Éva Dangeville, épouse du traducteur, Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre, en accès libre à tous, dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

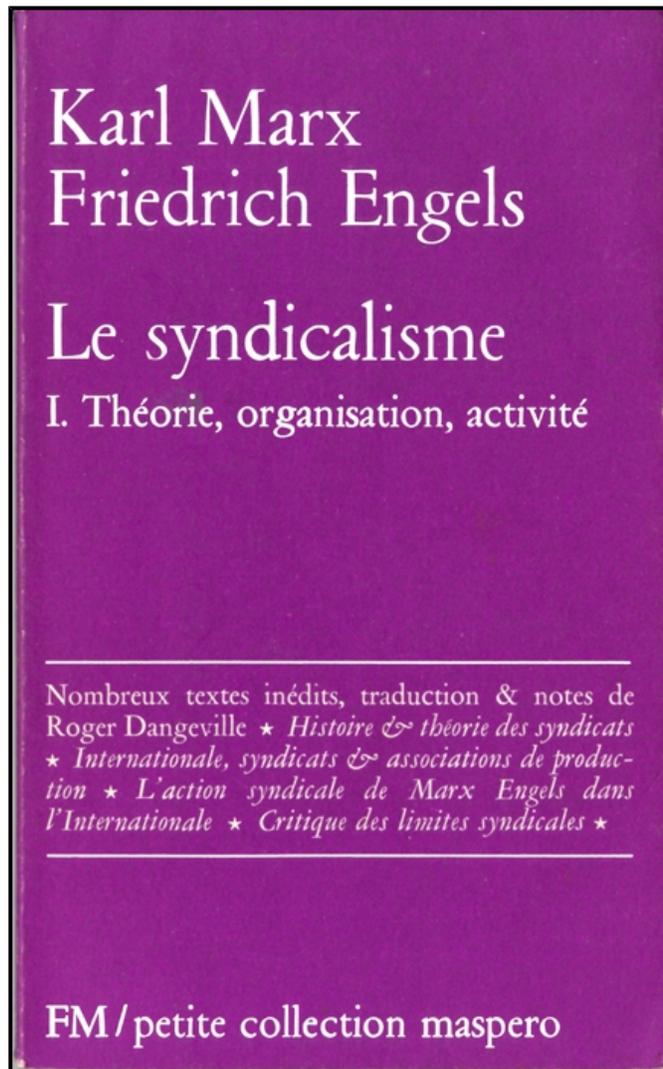
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11"

Édition numérique réalisée le 4 avril 2108 à Chicoutimi, Québec.



Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.
TOME I. Théorie, organisation, activité.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1972. Paris : Petite collection Maspero, no 96, 1972, 221 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le syndicalisme

I. Théorie, organisation, activité

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville. Paris : Petite collection Maspéro, 1972, 221 pp. No 96.

Nombreux textes inédits, traduction et notes de Roger Dangeville.

- * Histoire et théorie des syndicats
- * Internationale, syndicats et associations de production
- * L'action syndicale de Marx et Engels dans l'Internationale
- * Critique des limites syndicales.

PARIS

FRANÇOIS MASPÉRO, ÉDITEUR, 1972

LE SYNDICALISME
tome II

Contenu et signification des revendications

- Différences de salaires et classes
- Réduction de la journée de travail
- Droits du travail

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[219]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

SOMMAIRE

[INTRODUCTION](#) [5]

1. [Histoire et théorie des syndicats](#) [17]
2. [Internationale, syndicats et associations de production](#) [57]
3. [Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale](#) [113]
4. [Critique des limites syndicales](#) [171]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

Table des matières

[INTRODUCTION](#) [5]

Syndicalisme et environnement [5]

Syndicalisme et revendications [8]

Syndicalisme et politique [11]

1. [Histoire et théorie des syndicats](#) [17]

[La concurrence](#) [19]

[Phases successives du mouvement ouvrier](#) [26]

[Rôle économique immédiat des syndicats](#) [49]

[Syndicats et socialisme](#) [52]

[Préambule des statuts de la 1^{re} Internationale](#) [55]

2. [Internationale, syndicats et associations de production](#) [57]

[Présentation](#) [58]

[Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats](#)
[68]

[Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale
des travailleurs](#) [74]

[La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants](#) [77]

[Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de
l'A.I.T.](#) [78]

[Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de
Grande-Bretagne et d'Irlande](#) [81]

[De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés](#) [82]

[Syndicats et associations de production des travailleurs](#) [85]

[Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats](#)

[87]

[Coopératives bourgeoises et patrie](#) [94]

[L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique](#) [95]

[Travail coopératif](#) [98]

[Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales](#) [99]

[Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs](#) [106]

[La forme future de l'association](#) [111]

3. [Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale](#) [113]

[Aide de l'Internationale au mouvement syndical](#) [114]

[Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T.](#) [115]

[Avertissement](#) [119]

[Le lock-out des vanniers de Londres](#) [121]

[La grève de Charleroi](#) [123]

[Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis !](#) [123]

[La grève de Sotteville-lès-Rouen](#) [128]

[Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle](#) [132]

[Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève](#) [146]

[La grève des corps de métier du bâtiment à Genève.](#) Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis [147]

[Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr](#) [150]

[Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital](#) [153]

[La grève des ouvriers agricoles anglais](#) [154]

[L'exemple de deux conseils municipaux](#) [161]

[La grève des mineurs de la Ruhr. 1889](#) [164]

[Les syndicats, début du mouvement de masse](#) [168]

4. [Critique des limites syndicales](#) [171]

[Présentation](#) [172]

[Contre les limitations du rôle des syndicats](#) [176]

[Les syndicats \(I\)](#) [177]

[Les syndicats \(II\)](#) [181]

[Organisation rétrograde des vieux syndicats](#) [184]

[Angleterre 1845 et 1885](#) [185]

[Syndicats et aristocratie ouvrière](#) [193]

[Le 4 mai à Londres](#) [194]

[Le Congrès ouvrier international de 1891](#) [201]

[Unité du parti et syndicats](#) [211]

[5]

LE SYNDICALISME
TOME I. Théorie, organisation, activité.

INTRODUCTION

par Roger DANGEVILLE, 1972.

Syndicalisme et environnement

[Retour à la table des matières](#)

Selon Marx, on ne résout un problème qu'en empêchant qu'il se pose à nouveau. Pour cela, on doit agir sur les causes qui débordent le champ étroit où le problème se manifeste.

La conception bourgeoise suggère, elle, que plus un individu restreint sa sphère d'action et de connaissance en se spécialisant, plus il est efficace. C'est le cas de l'expert moderne qui limite sa compétence à son propre domaine et affirme ne rien connaître à celui du voisin, avec lequel il a passé implicitement le pacte suivant : nous devons empêcher à tout prix qu'on s'aperçoive que nous sommes gonflés du vide le plus complet, même dans nos secteurs respectifs.

Contrairement à l'expert, le syndicaliste doit être plus qu'un syndicaliste, car son domaine d'activité s'étend jusqu'aux conditions économiques et sociales du capitalisme et même du socialisme. En effet, le syndicalisme est par excellence le terrain où s'exerce ce que Marx appelait l'activité autonome du prolétariat, voulue et animée par les ouvriers eux-mêmes au niveau de leurs conditions réelles de vie et de travail pour leurs intérêts immédiats, aussi bien que futurs et généraux, de classe.

Le syndicalisme se relie à une phase déterminée de l'évolution des forces productives de l'humanité. Les luttes et revendications syndicales sont nées de l'exploitation capitaliste, et le syndicalisme ne se concevait pas avant l'existence du capital. La première condition en a donc été la séparation du producteur d'avec ses moyens de production, soit la condition préalable même de la production capitaliste. Le syndicalisme s'étend avec l'expropriation de plus en plus complète et générale des producteurs, lorsque celui-ci ne dispose plus que de sa force de travail, qu'il vend au capitaliste contre un salaire. Il ne lui reste plus alors qu'un seul moyen pour se défendre et s'affirmer : s'associer avec les autres salariés de la même condition [6] pour des actions communes de résistance en vue du but final : s'approprier de nouveau, à l'échelle collective, les moyens de production.

À l'intérieur de cet immense arc historique, le syndicalisme évolue considérablement. Au début du capitalisme, par exemple, les syndicats surgissaient directement des mouvements de protestation et de revendications locaux, partiels et momentanés : aussitôt après l'agitation, l'organisation se désagrègeait. Beaucoup plus tard, les syndicats prirent d'autres proportions, s'organisant en associations plus générales et complexes, durables. Les comités d'action, les organisations d'entraide et de solidarité, les sociétés de secours mutuel, les caisses de résistance, les chambres syndicales évoluèrent progressivement vers le syndicat de métier celui-ci, à son tour, se transforma en fédération corporative, puis, sous l'effet du développement de la production, en syndicat d'industrie, et enfin en confédération (nationale ou internationale) de syndicats d'industrie, eux-mêmes rattachés au parti politique du prolétariat, voire à l'Internationale.

Au bout du cycle, après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par le travail, le syndicat se généralise au fur et à mesure de la réappropriation de la production par les ouvriers, et finit par se fondre dans l'organisation communautaire de la production et de la société, débarrassée des rapports mercantiles, de la division du travail, des classes et de l'État.

L'évolution de la nature et des fonctions des syndicats est étroitement liée au développement de la production, et l'économie ne procède pas par sauts. Contrairement à ce qui se passe en politique,

qui est le domaine des superstructures d'organisation où se heurtent les forces organisées ou non, légales ou non, coiffées par l'État, violence concentrée, l'économie ne procède pas par bonds. Sur le plan économique, l'extension des forces productives ou d'une entreprise dépend uniquement d'un travail suivi, et lui est proportionnelle.

Dans le domaine syndical, les revendications et les formes d'organisation sont, plus que partout ailleurs, évolutives, se développant sur de terrain solide des réalités matérielles. Cependant, elles sont confrontées à toutes les contradictions du capitalisme dont le développement est au plus haut point inégal. Même dans les pays les plus avancés, on voit en effet subsister des secteurs entiers de travail [7] encore semi-capitalistes, à côté des formes les plus socialisées. Il est donc inévitable que les syndicats d'industrie - ceux de la métallurgie, de la chimie, du bâtiment et de l'alimentation, par exemple - prennent le pas sur les syndicats de métier de type corporatif - ceux des charpentiers, couvreurs, verriers, par exemple - qui correspondent à un développement caractérisé non par la spécialité productive du capital, mais par la qualification du travail humain.

Cependant, la coordination des divers types de syndicats ouvriers ne s'effectue pas à l'image capitaliste. Les bourgeois, eux, surmontent la division du travail à la façon des capitaux, ceux des secteurs de pointe prédominant sur tous les autres, grâce à l'énorme concentration des forces productives qu'ils représentent. La liaison se fait ensuite par le réseau des banques d'affaires et d'investissement et par l'État avec sa force organisée. Il s'ensuit une coordination spécifique de classe qui évolue en liaison étroite avec les forces les plus concentrées et les plus dynamiques : l'ordre hiérarchique de la société civile bourgeoise se retrouve accentué dans l'organisation de la classe dominante en oligarchie toute-puissante et despotique.

Dans une page vibrante du Capital, synthèse de l'expérience tirée des luttes acharnées du prolétariat anglais pour des conditions de vie meilleures et marquées par des conquêtes sociales remarquables, Marx définit les conditions non pas de la coordination, mais de l'unité du prolétariat : « Il faut que les ouvriers ne fassent qu'une seule tête et un seul cœur. » Cette union des forces engagées dans le procès de production social se réalise de manière élémentaire dans les luttes

économiques et les mouvements syndicaux. Elle implique, selon Marx, l'opposition la plus catégorique au monde bourgeois, l'abolition de la concurrence des ouvriers entre eux, la lutte contre les hiérarchies et le particularisme corporatif. Enfin, grâce à la généralisation des mots d'ordre et des actions, la fusion des revendications économiques et politiques, l'association internationale des travailleurs s'emparera du pouvoir politique, expropriera les expropriateurs capitalistes et instaurera le règne du travail sur la production et la société.

C'est tout cet ensemble qui constitue l'environnement et la trame des syndicats, et détermine leurs rôles et leurs fonctions multiples.

[8]

Syndicalisme et revendications

Contrairement à ce que suggèrent les conditions actuelles de triomphe arrogant du capitalisme, l'activité syndicaliste n'est pas un éternel recommencement, l'acquis d'hier se défaisant au cours de la nuit et tout étant chaque fois à recommencer. Marx a toujours combattu cette conception du syndicalisme, en prévenant qu'on y cédait lorsque les syndicats limitaient leur action et leurs revendications au seul plan économique.

Si l'on s'y enferme, les mécanismes du capitalisme obligent les syndicats à un véritable travail de Sisyphe : le développement général de la production capitaliste implique qu'une conquête acquise, même si elle n'est pas bientôt remise en question purement et simplement, ne constitue même plus un minimum supportable aux ouvriers au bout de quelques années.

Marx en donne un exemple dans Le Capital : « Pendant trente ans, les concessions que la classe ouvrière arracha restèrent purement nominales. De 1802 à 1833, le Parlement émit trois lois sur le travail, mais il eut bien soin de ne pas voter un centime pour les faire exécuter¹. » Marx poursuit en disant que les ouvriers anglais n'avaient cependant pas lutté en vain, puisque la journée de travail normale passait de 15-16 heures à 12 (loi de 1833) et à 10 (loi de

¹ Cf. [Le Capital](#), 1. 1, Éditions sociales, t. 1, p. 272.

1847). *Et de remarquer aussitôt que le développement technique de l'industrie rendait bientôt cette nouvelle journée de travail intolérable, car, dans l'intervalle, le capital avait introduit le machinisme à une grande échelle et intensifié le rythme de travail au point d'extorquer davantage de plus-value en dix heures qu'en quinze ou seize auparavant*². Les ouvriers anglais furent donc contraints, simplement pour défendre leur intégrité physique, à revendiquer la journée de huit heures, revendication que Marx et Engels n'estiment pas particulièrement exagérée en 1865.

Loin de s'arrêter, les luttes ne font donc que s'intensifier [9] avec le développement du capitalisme et gagner des secteurs de contestation ignorés au début de l'ère industrielle. Tant que le capital n'est pas renversé, chaque conquête, au lieu d'amenuiser les contradictions sociales ou de diminuer les causes de la lutte de classe, ne fait que multiplier les fronts de bataille, fournissant un mobile permanent à une lutte plus âpre et plus décisive. Dès que les travailleurs salariés forment la grande majorité de la population, leurs revendications dépassent de loin le plan économique des conditions de travail immédiates au sein de l'entreprise et la fixation du niveau entre plus-value et salaires.

*La classe ouvrière s'aperçut en effet que « les maîtres de la terre et les capitalistes utilisent leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques*³ ». Elle commença donc à exiger que l'État promulgue des lois réglant la journée de travail et impose, de manière coercitive, leur respect aux capitalistes assoiffés de surtravail aussi bien qu'aux ouvriers récalcitrants qui ne voient qu'un moyen de gagner un peu plus : prolonger leur journée de travail, déprimant ainsi les salaires de la grande masse des travailleurs de leur catégorie⁴.

² Dans *Le Capital*, Marx cite le témoignage d'un capitaliste lui-même qui, dès 1836, déclarait : « Comparé à celui d'autrefois, le travail à exécuter dans les fabriques est aujourd'hui considérablement accru, par suite de l'attention et de l'activité supérieures que la vitesse très augmentée des machines exige de l'ouvrier. » (Ed. soc., t. 2, p. 95.)

³ Cf. Marx, *Adresse inaugurale* de l'Association Internationale des travailleurs, rédigée en septembre 1864.

⁴ « Quant à la législation de fabriques, en tant que première condition pour que la classe ouvrière ait les coudées franches afin de se développer et agir, je demande qu'elle soit faite par l'État, sous la forme de lois coercitives, diri-

[10]

Bientôt, la classe ouvrière devait réclamer également une part du pouvoir politique (chartisme), car composant maintenant la force principale (et la seule productive) de la population, elle ne pouvait plus admettre que les forces de l'Ordre intervinsent systématiquement contre elle, au moindre appel de n'importe quel patron ou juge à la solde du capitaliste local, pour briser une grève, en invoquant la « liberté du travail ». Elle ne pouvait supporter plus longtemps que les ouvriers ne pussent se réunir et s'associer pour débattre de leurs intérêts et des meilleurs moyens pour les réaliser, ni que les ouvriers

gées non seulement contre les fabricants, mais aussi contre les ouvriers. » Voir *Le Capital*, livre I [Éditions sociales, Paris 1948, t. 1, p. 225, note 3, où Marx fait allusion à la résistance des tisseuses et dévideuses empressées de faire des heures supplémentaires]. Cf. Marx à Kugelmann, le 17 mars 1868.

Chaque revendication s'inscrit dans un contexte historique et économique bien déterminé. On ne saurait trouver dans cette citation la prémisse de l'intégration des syndicats dans l'État totalitaire du capitalisme *développé*. En effet, Marx insiste sur le fait que la législation de fabrique est une *première* condition pour que le prolétariat ait les *coudées franches* pour agir. Elle ne lie donc pas les mains, comme cela se passe avec les contrats et conventions collectives signées catégorie par catégorie ou par branches d'industrie avec le patronat.

Historiquement, la législation de fabrique est une mesure de la bourgeoisie qui unifie objectivement le prolétariat. Elle appartient « à ce stade où les ouvriers forment une masse disséminée à travers le pays et divisée par la concurrence. Parfois, ils se rapprochent pour former un seul bloc. *Cette action n'est cependant pas encore le résultat de leur propre union, mais de l'union de la bourgeoisie* qui, pour atteindre ses fins politiques, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et est encore capable de le faire. A ce stade, les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais, tout au contraire, les ennemis de leurs ennemis, les résidus de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, les bourgeois non industriels, les petits bourgeois. Tout le mouvement est ainsi concentré entre les mains de la bourgeoisie *toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire de la bourgeoisie* ». (*Manifeste* de 1848, chap. 1, « Bourgeois et prolétaires » : nous n'avons pas voulu reprendre tout ce passage dans notre recueil, étant donné qu'il est bien connu et facilement accessible. Sa place serait parmi les textes qui font la transition, dans notre première partie, entre *l'histoire* et *la théorie du syndicalisme*.)

La question de l'intégration des syndicats dans l'État est traitée dans la dernière notice du second volume dans le contexte du capitalisme développé qui hypertrophie les fonctions de la machine d'État.

soient tenus à l'écart de l'école, en étant privés du plus élémentaire des moyens de communication intellectuels. Il devenait inadmissible que les ouvriers ne pussent s'exercer au métier des armes pour défendre leur cause avec les moyens adéquats, cependant que le patron était le maître absolu, non seulement dans son usine, mais encore dans les quartiers ouvriers, où maisons et magasins lui appartenaient, etc. Mieux, on s'aperçut que la vie de l'ouvrier ne se déroulait pas seulement au milieu des machines de l'entreprise, mais qu'elle était conditionnée par toute l'organisation politique et sociale qui le maintient de force dans son statut de travailleur salarié.

En accord avec le développement social réel, la conception marxiste du syndicalisme ne peut être qu'historique et économique. C'est pourquoi, même du point de vue de la forme, Marx et Engels n'ont jamais traité à part la question syndicale. Aussi, pour rassembler les textes sur cette question, avons-nous dû choisir dans toute leur œuvre les passages, études, articles, manifestes et résolutions relatifs au syndicalisme ⁵. Il ne faudrait pas en conclure que le [11] marxisme ne s'en soit pas véritablement préoccupé. Au contraire, ce n'est qu'en procédant de la sorte qu'il a traité cette question à fond et avec sérieux.

⁵ Ce n'est que pour des raisons d'édition et d'ordre de présentation que nous publions les textes que nous avons recueillis - il en existe bien d'autres - en deux volumes séparés. Le premier traite de la théorie et de l'organisation des syndicats en liaison avec l'activité syndicale de Marx-Engels, notamment au sein de la 1^e Internationale. Le second volume porte plus spécialement sur le contenu et la portée des revendications syndicales.

Nous avons été obligé de multiplier les notes et les introductions afin de tenir compte des nombreux textes, déjà publiés ou non, que nous n'avons pu reprendre. Nous renvoyons autant que possible aux textes que nous avons écartés, même parfois si la traduction française n'en existe pas encore.

Nous avons multiplié les références aux situations actuelles, parce que nos préoccupations *actuelles* sont toujours plus ou moins influencées par le marxisme, ce « guide de l'action prolétarienne ».

Dans l'introduction du second volume, au chapitre « Actualité des textes de Marx-Engels », nous avons exposé plus longuement la liaison objective entre les écrits de Marx-Engels d'il y a un siècle et les revendications d'aujourd'hui.

Syndicalisme et politique

Par définition, l'économie a toujours été jusqu'ici politique : n'importe quel acte productif implique un certain système de rapports sociaux (politiques dans les sociétés de classe) et a un effet politique de conservation, de renforcement ou de bouleversement des rapports sociaux établis. Cependant, au début du capitalisme, l'action économique ou revendicative du prolétariat n'avait pas - et ne pouvait pas avoir - d'effet politique de caractère directement prolétarien. Cet effet ne pouvait être qu'indirect, restant enfermé dans les limites de l'ordre économique, politique et social du capitalisme, du moins tant que son mode de production restait progressif pour l'humanité et constituait une phase de développement nécessaire de la société. Dans ces conditions, les capitalistes s'approprièrent non seulement le produit du travail ouvrier, mais encore les résultats politiques des luttes ouvrières, déformant et maltraitant, au niveau des institutions, la volonté et les aspirations des masses au point de les retourner finalement contre elles, ce qui ne manquait pas de susciter un certain apolitisme au sein de la classe ouvrière, apolitisme hélas tenace au niveau syndical.

Ce n'est qu'à un stade de développement plus avancé du capitalisme et de l'organisation du prolétariat que Marx-Engels insisteront avant tout sur le caractère politique des [12] luttes revendicatives, concentrant tous leurs efforts pour démontrer que le prolétariat doit arracher à la bourgeoisie le monopole de la politique, grâce auquel elle règne sans conteste non seulement sur la production, mais encore sur la société tout entière. Ils expliqueront en outre que, pour le prolétariat, l'économie ne devient politique qu'à un certain niveau quantitatif de l'action : par exemple, lorsqu'une grève est générale ou pose des revendications sociales intéressant toute la classe ouvrière. C'est dire qu'ils demandent aux ouvriers de dépasser les actions et revendications purement catégorielles et partielles pour généraliser leur champ de lutte et de programme, s'ils ne veulent pas être réabsorbés par la politique et l'économie bourgeoises : cf. infra, p. 99-100.

Marx-Engels ont ainsi centré toute leur lutte, d'abord en Angleterre, puis dans les pays devenus pleinement capitalistes en Europe occidentale après 1871, sur la nécessité de la lutte politique, d'où leurs attaques violentes contre l'apolitisme des anarchistes et la politique réformiste d'une large fraction social-démocrate.

À première vue, il semble paradoxal que le réformisme, qui fleurit surtout dans le domaine politique et plus particulièrement au Parlement, rejoigne la position de l'anarchisme qui rejette toute action politique. En fait, les deux courants ont en commun qu'ils nient la nécessité, réelle et actuelle, d'une politique indépendante et antibourgeoise du prolétariat.

D'emblée, les anarchistes nient la nécessité d'une politique, abandonnant la sphère politique à la bourgeoisie. Quant aux réformistes, ils la nient, en pratiquant une politique en dernière analyse bourgeoise, puisqu'ils ne défendent qu'une politique du possible dans le cadre des institutions bourgeoises et, s'ils revendiquent les buts finaux du socialisme ou du communisme, ce n'est jamais qu'en paroles, puisque pour eux seules comptent les réalisations immédiates. En somme, en politique, l'anarchisme s'identifie au réformisme en général mieux, il le complète là où ne sévit pas le réformisme, par exemple dans l'action syndicale, à côté des grands syndicats passés au réformisme. Tous deux, quoique de manière opposée, sabotent, consciemment ou non, l'action révolutionnaire du prolétariat, en niant la nécessité de ce parti politique par lequel, selon Marx, le prolétariat se constitue en classe autonome et distincte de toutes les autres classes de la société bourgeoise, [13] il fixe pour but à toutes ses actions le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme, faute de quoi le prolétariat n'est qu'une classe enfoncée et perdue dans la société bourgeoise.

Cependant, si le parti de classe doit exercer une influence politique et révolutionnaire sur le mouvement économique du prolétariat, le mouvement économique du prolétariat doit constituer la base vitale du parti politique de classe.

Le simple bon sens suggère qu'il ne devrait pas exister de séparation entre revendications immédiates et revendications finales ou, si l'on veut, entre action directe et révolution. Il est absurde, en

effet, de supposer qu'un communiste (ou un socialiste) puisse ne pas être révolutionnaire, puisque, être communiste (ou socialiste) veut dire reconnaître par définition que l'ordre social actuel doit subir une profonde révolution. Pourtant cette division existe, et elle repose sur la plus ou moins grande importance que l'on attribue soit aux revendications immédiates – réformes - qui sont le levier, soit à la révolution communiste, qui est le but. L'antagonisme entre le travail quotidien, pratique, et les aspirations révolutionnaires, finales, du prolétariat n'existe que dans l'esprit de ceux qui se méprennent sur le mouvement socialiste ou le déforment. Les révolutionnaires accordent donc la plus grande importance au but final, sans négliger pour autant les conquêtes quotidiennes du prolétariat. Les réformistes, eux, accordent en pratique toute leur attention aux réalisations immédiates, mais négligent tout ce qui se rattache au but final, ce qui n'est d'ailleurs pas sans résultat sur l'issue des luttes immédiates elles-mêmes.

On ne répétera donc jamais assez qu'il faut donner une énorme importance à toutes les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, y compris, bien entendu, à celles qui visent à des améliorations immédiates, c'est-à-dire à celles qui servent à préparer la conscience révolutionnaire des masses ⁶. Mais, en même temps, il ne faut cesser de répéter que toutes les améliorations que le prolétariat [14] conquiert au sein de la société capitaliste sont tôt ou tard remises en question par une réaction bourgeoise ou par un développement ultérieur de la production, de sorte que le prolétariat doit prendre une conscience toujours plus profonde de l'antagonisme de classe et se préparer à des combats plus décisifs. Comme dit le Manifeste : « Parfois les ouvriers sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leur lutte, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des ouvriers ⁷. » Dans ces conditions, l'erreur impardonnable des réformistes ou opportunistes

⁶ « Sans revendications économiques, sans amélioration directe et immédiate de sa situation, la masse des travailleurs ne consentira jamais à se représenter un « progrès » général du pays. La masse participe de plus en plus au mouvement, y prend énergiquement part, l'apprécie hautement et développe des qualités d'héroïsme, d'abnégation, d'endurance et de fidélité à une grande cause dans le seul cas où la situation économique du travailleur s'améliore. » Cf. LÉNINE, *Grève économique et grève politique*, Œuvres, t. 18, p. 82.

réside dans le fait qu'ils font croire aux ouvriers que les améliorations, toujours minimales et limitées, représentent quelque chose de stable, un acquis définitif, bref une fin.

Le parti révolutionnaire ne suscite pas les luttes des ouvriers : l'origine et la cause de la lutte de classe se trouvent spontanément dans les contradictions économiques et sociales du mode de production et de distribution capitaliste. En revanche, le succès de ces luttes est conditionné essentiellement par l'organisation de la classe surgie du sein même de ces luttes, c'est-à-dire par le niveau de conscience et les directives politiques, tactiques et sociales. Que le parti du prolétariat soit révolutionnaire ou non, c'est ce qui déterminera le résultat final des luttes de classe « spontanées ». En d'autres termes, les luttes du prolétariat ne suivent pas une impulsion accidentelle, intemporelle et irrationnelle elles obéissent à des facteurs à la fois économiques et politiques, des facteurs productifs autant que des facteurs de conscience, de méthode et d'organisation, que le parti politique concentre et assure au maximum.

À côté de la lutte pour les améliorations immédiates et pour la constitution de noyaux organisés de résistance, ce [15] parti doit donc entretenir chez les ouvriers la conscience du caractère relatif de tout ce qu'ils peuvent conquérir dans les limites imposées par l'économie bourgeoise. Il doit leur rappeler avec insistance les grandes difficultés, les multiples luttes, les conflits qui attendent la société avant que puisse être instauré un système social meilleur. Il doit leur faire comprendre que, tout en défendant leurs intérêts et leurs idéaux propres, il faut qu'ils soutiennent le prolétariat d'autres régions et

⁷ Dès 1847, Marx affirmait : « Plus que de son pain, le prolétariat a besoin de son courage, de sa confiance en soi, de sa fierté et de son esprit d'indépendance. » Cette formule rend compte de la situation historique en général de la « classe la plus nombreuse et la plus déshéritée de la société », mais ne néglige pas - au contraire - les revendications économiques pour des conditions de vie meilleures. En effet, pour obtenir de « hauts » salaires comme pour défendre le minimum vital, les ouvriers doivent mener une lutte acharnée, autrement dit, mettre le courage et les sacrifices au service de la conquête du pain.

Ce n'est pas le résultat immédiat, même s'il est positif, des luttes revendicatives qui est le plus sûr gage d'un avenir meilleur, mais la capacité de faire prévaloir ses intérêts, c'est-à-dire la plus grande organisation possible des ouvriers, la force unie du grand nombre.

pays dans son assaut contre la société bourgeoise. Il doit profiter de chacune de leurs tentatives d'améliorer leur sort pour leur montrer comment - même quand ils l'auraient amélioré - ils demeurent, selon l'expression d'Engels, des esclaves salariés, des déshérités, des objets de dérision, des ouvriers produisant la richesse pour toutes les autres classes de la société, qui sont et demeurent privilégiées, matériellement, culturellement, politiquement et socialement. Il doit leur montrer comment la société qui les présente maintenant, eux aussi, comme des « privilégiés », réserve à leurs enfants un avenir d'insécurité économique et d'humiliations sociales et politiques. Il doit rappeler que le succès limité des revendications économiques - par exemple, la semaine des quarante heures en 1936 - ne résout pas les problèmes politiques de la société, à savoir la guerre qui détruit non seulement un capital productif gigantesque, mais encore et surtout des travailleurs par millions et paupérise des pays et continents entiers ⁸.

[16]

En somme, il doit susciter et entretenir, non pas un illusoire sentiment de satisfaction, mais, au contraire, un vif sentiment de révolte qui pousse à la solidarité de tous les exploités et de tous les

⁸ « L'apolitisme des « syndicalistes-révolutionnaires » ne veut considérer les ouvriers que comme producteurs et comme syndiqués. Si cela signifiait seulement que, comme électeurs, ils ne peuvent que se faire rouler par la bourgeoisie, ce serait fort bien. Mais c'est oublier que les manifestations politiques suprêmes ne sont nullement [...] les élections (comme le proclament les réformistes), mais les guerres et les révolutions. Le plus bel « apolitisme » du monde s'écroule devant ce simple fait que ce sont principalement les ouvriers qui fournissent les effectifs des armées impérialistes et que ce sont eux qui font les révolutions. Les cinquante dernières années se résument vite : une guerre impérialiste mondiale une révolution ouvrière dans le pays le plus arriéré d'Europe une tentative des ouvriers des autres pays d'étendre cette révolution, qui s'exprime dans la constitution de la IIIe Internationale l'échec de cette tentative une seconde guerre impérialiste mondiale.

« Qu'est-ce que ces événements formidables pouvaient bien laisser debout du tranquille schéma sorélien du XIX^e siècle : renforcement croissant de la puissance ouvrière par et dans le syndicat, et affaiblissement croissant de la puissance économique et politique de la bourgeoisie sous la pression de l'activité syndicale ? »

(Cf. *Critique du syndicalisme révolutionnaire, Programme communiste*, oct.-déc. 1960, N°13, p.54).

opprimés et représente le premier ressort de la pensée et de l'action socialistes. Tout cela les réformistes négligent de le faire, non seulement parmi les couches sociales non ouvrières qu'ils prétendent conquérir et qui sont difficiles à convertir au socialisme même s'il s'agit d'intellectuels, mais encore et surtout parmi les ouvriers auxquels ils appliquent les critères de la mesquine quiétude petite-bourgeoise.

Ce n'est pas la méthode marxiste de la lutte de classe qui a fait faillite dans la politique réformiste, c'est cette méthode qui y est déformée. Telle est l'origine du malaise et de la faillite des réformistes de tous les temps.

Pour être révolutionnaire, le parti marxiste n'a pas besoin de tricher avec la réalité. Contrairement à la méthode réformiste, la méthode marxiste nourrit sa propagande et l'action des masses de la réalité des choses, car c'est justement la réalité - les antagonismes de classe existants - qui rend les masses révolutionnaires. Aujourd'hui, l'action directe des larges masses non encore organisées et les innombrables grèves sauvages qui débordent régulièrement et partout les garde-fous des directions syndicales portent témoignage de ce que l'environnement social n'est pas toujours de couleur jaune ou rose.

[17]

1

HISTOIRE ET THÉORIE DES SYNDICATS

[Retour à la table des matières](#)

[18]

Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faite par les ouvriers pour *supprimer la concurrence*. Ils impliquent, en effet, la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers. Et s'ils sont si dangereux pour l'ordre social établi, c'est précisément parce qu'ils s'en prennent - quoique par un biais seulement et de façon fort limitée encore - à la concurrence, ce nerf vital de la société actuelle. Mais l'ouvrier ne saurait attaquer la bourgeoisie et, avec elle, toute l'organisation sociale existante à un point plus vulnérable.

Friedrich ENGELS,
La Situation des classes laborieuses en Angleterre,
1844.

Dans la lutte du capital et de la propriété foncière contre le travail, les deux premiers éléments bénéficient, par rapport au travail, d'un avantage particulier : le concours de la technique ⁹. En effet, dans les conditions actuelles, celle-ci se retourne, elle aussi, contre le travail. Ainsi, presque toutes les machines ont été inventées et introduites dans l'industrie par suite du manque de main-d'œuvre, notamment les machines à filer de Hargreaves, de Crompton et d'Arkwright. Jamais on n'a cherché de main-d'œuvre sans qu'il s'ensuive une invention multipliant considérablement la force de travail.

C'est ce que démontre continuellement l'histoire de l'Angleterre de 1770 à nos jours. La dernière grande invention dans le filage du coton - la broche automatique a été suscitée uniquement par la demande en ouvriers et par l'augmentation des salaires qui s'ensuivit : elle doubla le travail des machines et réduisit en conséquence de moitié le travail manuel, si bien qu'elle priva la moitié des ouvriers de leur travail et diminua en conséquence le salaire de la seconde moitié des ouvriers.

⁹ Cf. ENGELS, « *Éléments d'une critique de l'économie politique* » 1844. Les notes non signées sont du traducteur.

Qui plus est, elle liquida une conjuration des ouvriers contre les fabricants et détruisit [19] le dernier reste d'énergie, avec lequel le travail résistait encore au capital dans une lutte inégale. (Cf. Dr. URE, *La Philosophie des manufactures*, vol. II.)

Certes, les économistes affirment que le résultat final du machinisme sera bénéfique pour les ouvriers : la production se faisant à moindres frais, les produits sont plus nombreux et trouvent un nouveau marché plus vaste encore, si bien qu'en fin de compte les ouvriers privés de leur emploi trouvent de nouveau du travail. C'est parfaitement juste, mais les économistes oublient seulement que la production de forces de travail est, elle aussi, réglée par la concurrence et que les forces du travail pèsent constamment sur les moyens du travail, de sorte qu'au moment où ces avantages doivent survenir, il y a de nouveau un surnombre d'ouvriers en concurrence, si bien que l'avantage en devient illusoire, alors que l'inconvénient - la brusque suppression des moyens de subsistance pour les uns, la chute du salaire pour les autres - n'est aucunement illusoire.

Les économistes oublient, en outre, que le progrès des inventions ne s'arrête jamais, si bien que l'inconvénient se perpétue. Ils oublient enfin qu'à la suite de la division du travail poussée à l'extrême par notre civilisation, un ouvrier ne peut vivre que s'il peut servir telle machine déterminée pour tel travail précis, et que le passage d'un emploi à un autre, nouveau, est pratiquement toujours impossible pour un ouvrier adulte.

[La concurrence](#)

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'introduction ¹⁰, nous avons vu comment dès le début du développement de l'industrie, la concurrence agit sur le prolétariat, en faisant d'abord hausser le salaire des tisseurs par suite d'une demande accrue en tissus qui poussa les paysans tisserands à délaisser l'agriculture afin de gagner davantage à leur métier à tisser nous avons vu comment le système de la grande culture évinça les petits paysans,

¹⁰ Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Londres, 1845.

les réduisant à l'état de prolétaires et poussant un grand nombre d'entre eux dans les villes [20] comment encore elle ruina la majeure partie des petits bourgeois, les abaissant aussi, au niveau du prolétariat comment elle concentra le capital dans quelques mains et la population dans les grandes villes. Tels sont les différents moyens grâce auxquels, parvenue dans l'industrie moderne à son plein développement et au libre essor de ses conséquences, la concurrence a suscité et multiplié le prolétariat.

Nous allons maintenant examiner quel a été son effet sur le prolétariat déjà formé, et tout d'abord sur les prolétaires entre eux.

La concurrence est l'expression la plus achevée de la guerre de tous contre tous qui domine toute la société bourgeoise moderne. Cette guerre, livrée pour la vie, pour l'existence, pour tout, autrement dit une lutte à mort dans certains cas, met aux prises non seulement les diverses classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes. Chacun se dresse sur la route de l'autre, et chacun s'efforce donc d'évincer ceux qu'il trouve sur sa route pour prendre leur place.

La concurrence joue entre les travailleurs, comme entre les bourgeois.

Le tisseur à la machine concurrence le tisserand à la main le tisserand sans travail ou mal payé concurrence celui qui travaille ou est mieux payé, et cherche à l'évincer. Or, la concurrence qui oppose les travailleurs entre eux est l'aspect le plus néfaste pour les ouvriers dans la société actuelle, l'arme la plus acérée de la bourgeoisie contre les prolétaires. D'où l'effort des ouvriers pour abolir cette concurrence en formant des associations d'où la rage de la bourgeoisie contre ces associations et son triomphe à chaque échec qu'elle leur fait subir.

Le prolétaire est sans défense : de par ses propres moyens, il ne peut subvenir un seul jour à ses besoins. La bourgeoisie a usurpé le monopole de tous les moyens d'existence au sens le plus large du terme. Ce dont le prolétaire a besoin, il ne peut le recevoir que de cette bourgeoisie, dont le monopole est garanti par le pouvoir d'État. En droit comme en fait, le prolétaire est donc l'esclave de la bourgeoisie, qui a pouvoir de décision sur sa vie et sa mort. Elle lui offre ses moyens de subsistance, mais uniquement contre un « équivalent », contre son travail qui plus est, elle lui laisse même l'impression de traiter de plein gré, par libre accord, sans contrainte aucune, [21]

comme une personne majeure passant contrat. Belle liberté, qui ne laisse au prolétaire d'autre choix que de souscrire aux conditions imposées par la bourgeoisie, ou d'être torturé par la faim, le froid, et d'aller vivre aussi nu qu'elles avec les bêtes des bois! Bel équivalent, dont le montant dépend de la volonté de la bourgeoisie! Quoi qu'il en soit, si le prolétaire est assez fou pour préférer mourir de faim plutôt que de se plier aux sordides stipulations du bourgeois, son « supérieur naturel », celui-ci en trouvera facilement un autre. Il y a assez de prolétaires de par le monde, et tous ne sont pas insensés au point de préférer la mort à la vie.

C'est ce que représente la concurrence des prolétaires entre eux. Si tous les prolétaires proclamaient leur volonté de souffrir de la faim plutôt que de travailler pour la bourgeoisie, celle-ci serait bien obligée de rétrocéder son monopole, mais ce n'est pas le cas, c'est même un cas pratiquement impossible. C'est pourquoi la bourgeoisie se porte si bien.

Il n'y a qu'une barrière à cette concurrence entre les ouvriers : aucun d'eux n'acceptera de travailler pour moins qu'il ne lui faut pour vivre. Quitte à mourir de faim, autant le faire oisif qu'actif. En fait, cette barrière est toute relative : l'un a plus de besoins que l'autre, l'un est habitué à plus d'aises que l'autre. L'Anglais, qui reste encore un peu plus civilisé, a plus de besoins que l'Irlandais, qui va en haillons, mange des pommes de terre et dort dans une porcherie, ce qui n'empêche pas l'Irlandais de concurrencer l'Anglais ¹¹ et de déprimer

¹¹ Le capital rend ce problème toujours plus universel et aigu. Les pays développés utilisent un pourcentage croissant de main-d'œuvre étrangère, blanche ou de couleur. D'abord, le capital crée surtout un excédent de population à l'extérieur des métropoles industrielles, où le capital a privé les masses de leurs moyens de production traditionnels, tant pour y créer des marchés que pour y piller les richesses en matières premières et y exporter ses produits manufacturés.

Pour Marx, c'est aux syndicats, parce qu'ils sont les organisations *économiques* du prolétariat, qu'il revient d'affronter les problèmes surgis du chômage et de la concurrence entre travailleurs occupés et inoccupés cf. *Le Capital*, 1. I, Ed. soc., t. 3, p. 83 : la traduction française ne fait pas mention des syndicats dans ce contexte. En effet, le texte allemand dit : « quand ils organisent, grâce à leurs syndicats, un plan d'action commune entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin d'atténuer les effets funestes de cette loi « naturelle » de la production capitaliste sur l'ensemble de la classe ouvrière... », là où la traduction française affirme : « dès qu'afin

au niveau irlandais le [22] salaire - et avec lui le degré de civilisation - de l'ouvrier anglais.

Certains travaux exigent un niveau déterminé de civilisation, et c'est le cas le plus fréquent dans l'industrie. C'est pourquoi, ne serait-ce que dans l'intérêt de la bourgeoisie, le salaire doit être assez élevé pour permettre à l'ouvrier de se maintenir à ce niveau. L'Irlandais fraîchement immigré campe dans la première porcherie venue ou, s'il habite un logement convenable, il est bientôt jeté à la rue, parce qu'il boit tout et ne peut payer son loyer. C'est donc un mauvais ouvrier d'usine. Aussi faut-il donner aux ouvriers d'usine un salaire suffisant pour inculquer à leurs enfants l'habitude de travailler comme il convient, mais pas plus qu'il n'est nécessaire pour qu'ils ne puissent se passer du salaire de leurs enfants et en faire autre chose que de simples ouvriers. Là encore, la limite - le minimum de salaire - est relative. Si tous les membres de la famille travaillent, chacun a besoin de gagner d'autant moins, et la bourgeoisie a largement exploité la possibilité fournie par le travail mécanique d'occuper et de rentabiliser les femmes et les enfants, en vue d'abaisser les salaires ¹².

d'affaiblir l'effet funeste de cette loi « naturelle » de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés... » Cf. tout le passage, sous le titre « De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés », *infra*, p. 82-85.

¹² Engels suppose ainsi que le salaire n'est pas déterminé par la productivité de chaque travailleur, comme le capitalisme le suggère avec le système du salaire au rendement, aux pièces. En théorie, le marxisme affirme que le prix du travail de l'ouvrier est déterminé par celui des moyens de subsistance indispensables pour le produire, soit les moyens de sa production qui englobent les frais pour « remplacer les travailleurs usés par de nouveaux » (sa famille), ainsi que les frais pour former l'ouvrier à son travail.

C'est cependant une loi historique, car le machinisme, en précipitant les femmes et les enfants dans les fabriques, déprécie la valeur de la force de travail, au point que le salaire moyen ne correspond plus qu'aux moyens de subsistance du travailleur individuel : il s'ensuit une diminution croissante de la natalité. Lorsque le capitalisme a épuisé les sources de main-d'œuvre de l'agriculture, il se trouve confronté à une véritable pénurie de travailleurs. En gros, le système des allocations familiales permettra alors de maintenir tous les salaires ouvriers au niveau des besoins individuels du travailleur, et de satisfaire au plus juste les besoins de la reproduction.

L'économie croissante des frais de production s'applique en premier à la force de travail. En reversant les sommes retenues sur le salaire, sous forme d'allocation de la femme au foyer, de l'allocation maternité ou des alloca-

Naturellement, toute la famille ne [23] peut aller travailler. D'ailleurs, elle serait en bien mauvaise posture si elle voulait travailler au minimum de salaire calculé pour une famille tout entière apte au travail. En fait, le salaire tourne autour d'une moyenne, grâce à laquelle une famille où tous travaillent se trouve assez bien, et celle qui compte moins de membres aptes au travail, assez mal. Cependant, au pis-aller, l'ouvrier préférera renoncer au peu de luxe ou de civilisation auquel il était habitué pour pouvoir simplement survivre. Il préférera une porcherie que pas de toit du tout, des haillons que pas de vêtements du tout, de simples pommes de terre que la mort par inanition. Dans l'espoir de temps meilleurs, il aimera mieux se contenter d'un demi-salaire, que de rester dans la rue et de mourir au milieu des passants, comme tant de chômeurs l'ont déjà fait. Ce peu - mieux que rien - est donc le minimum de salaire.

S'il y a plus de travailleurs que la bourgeoisie ne juge utile d'en occuper, autrement dit : si au terme de la lutte des concurrents il reste encore un certain nombre de sans-travail, ceux-là sont voués à la mort. En effet, le bourgeois ne leur donnera pas de travail, s'il ne peut

tions pour enfants, le capital (qui préside aux Caisses correspondantes) non seulement ne distribue pas un centime de plus qu'il ne le faut, mais encore oriente une partie des salaires vers le paiement de tel ou tel usage bien déterminé. Pour Marx, « il n'est pas indifférent pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs de salaire, le blé étant meilleur marché d'un franc, quand auparavant il a reçu 5 francs ». En effet : « tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, *une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances* » (*Discours sur le libre-échange*, 1848).

Un certain réformisme peut aisément se retourner contre la classe ouvrière qui plus est, il peut contribuer à rendre le capitalisme encore plus totalitaire, en s'immisçant dans la vie ouvrière jusque hors du temps de travail en régentant ses dépenses, pour mieux le voler. D'où, par exemple, son succès jusque dans les fractions de gauche des partis gouvernementaux et dans certains pays fascistes.

Il en va des victoires remportées par les ouvriers dans la lutte de classe comme de celles remportées sur les champs de bataille : de nombreux succès sur le terrain, attribués à tel camp par les historiens, ont été en réalité une défaite, faute d'avoir été exploités comme il fallait. Dans la lutte entre ouvrier et patron, il importe de savoir lequel des deux consolidera par la suite les résultats acquis, et tant que le capitalisme n'est pas renversé, le patronat dispose d'atouts majeurs sur ce point. Les ouvriers ne peuvent donc se satisfaire d'une première victoire, toujours partielle.

vendre avec profit les produits de leur activité. Tel est le minimum de salaire.

Le maximum se détermine par la concurrence qui oppose les bourgeois entre eux. Le bourgeois ne peut accroître [24] son capital que par le commerce ou l'industrie, et il lui faut des ouvriers pour l'un comme pour l'autre. S'il place son argent à intérêt, il les lui faut indirectement, car sans commerce ni industrie nul ne pourrait lui donner des intérêts pour son capital, qui resterait inutilisé. Ainsi donc, le bourgeois a besoin du prolétaire, non pour vivre - il pourrait manger son capital -, mais comme on a besoin d'un article de commerce ou d'une bête de somme, pour s'enrichir.

Le prolétaire produit les marchandises que le bourgeois vend avec profit. Dès lors que la demande en augmente suffisamment pour que tous les travailleurs en concurrence mutuelle soient occupés, voire qu'il y en ait trop peu, la concurrence entre ouvriers cesse, et c'est au tour des bourgeois d'entrer en concurrence les uns avec les autres. Le capitaliste à la recherche d'ouvriers sait fort bien qu'une forte demande, en faisant monter les prix, procure plus de profit : il préférera donc payer un salaire un peu plus élevé que de laisser échapper tout ce profit. Il est disposé à donner un œuf pour un bœuf, et pourvu qu'il reçoive celui-ci, il fait volontiers cadeau de l'œuf au prolétaire.

Dans ces conditions, *un capitaliste va faire la chasse aux ouvriers de l'autre*, et le salaire grimpe, mais autant seulement que la demande accrue le permet. Si le capitaliste est disposé à sacrifier une parcelle de son surprofit extraordinaire, il se garde bien de sacrifier quoi que ce soit de son profit ordinaire, c'est-à-dire de son profit moyen, en payant des salaires supérieurs à la moyenne.

Cela nous permet de déterminer le salaire moyen. Dans les conditions moyennes, c'est-à-dire lorsque ni les ouvriers ni les capitalistes n'ont de raison spéciale de se faire une concurrence, les travailleurs étant exactement au nombre qu'on peut employer pour produire les marchandises demandées, le salaire s'élèvera légèrement au-dessus du minimum. Il le dépassera suivant les besoins moyens et le degré de civilisation des travailleurs. Si les ouvriers sont habitués à manger de la viande plusieurs fois par semaine, les capitalistes devront se résoudre à leur verser un salaire suffisant pour obtenir une

telle alimentation, tout simplement parce que les ouvriers, s'ils ne se concurrencent pas entre eux, n'ont aucune raison de se contenter de moins mais ils ne toucheront pas plus, car l'absence de concurrence entre capitalistes fait que ceux-ci n'ont pas [25] à attirer à eux les ouvriers par des avantages extraordinaires ¹³.

Par suite de la complexité des conditions de l'industrie anglaise actuelle, il est très difficile de déterminer le degré moyen des besoins et de la civilisation, au demeurant très variable selon les catégories d'ouvriers. Toutefois, la plupart des travaux industriels exigent une certaine régularité qui, elle-même, implique un degré bien déterminé de civilisation : le salaire moyen doit donc permettre à l'ouvrier d'acquérir cette adresse et de s'adapter à cette régularité de travail. C'est ce qui explique que le salaire des ouvriers de l'industrie soit en moyenne plus élevé que celui des simples coltineurs, journaliers, etc., plus élevé notamment que celui des travailleurs ruraux, la cherté des vivres dans les villes contribuant au reste à ce résultat.

Pour parler clairement l'ouvrier est, en droit comme en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie - et ce, au point qu'on l'achète comme une marchandise, son prix s'élevant et s'abaissant comme n'importe quel article de commerce. Lorsque la demande en ouvriers augmente, le prix des ouvriers monte si elle baisse, leur prix aussi. Baisse-t-il au point qu'un certain nombre d'ouvriers ne trouvent plus à se vendre, « demeurent en réserve », ils restent littéralement en suspens et, comme ils ne peuvent vivre de l'air du temps, ils crèvent de faim. En effet, pour parler la langue des économistes, le capital consacré à leur entretien « ne se reproduirait

¹³ Engels suppose tel qu'il existe une mobilité parfaite des ouvriers qui, en théorie, permet aux ouvriers de changer de patron à la moindre différence de salaire. Or, dans la réalité, cette différence doit être assez sensible, ne serait-ce que pour compenser les frais de déplacement de l'ouvrier et de sa famille. Dans les pays à forte concentration industrielle, une marge relativement faible peut entraîner une mobilité assez forte pour les ouvriers habitant cette zone elle doit être plus forte pour les ouvriers ou paysans qui habitent dans le reste du pays. La question est donc liée à celle du logement. La mobilité augmente avec la progression du capitalisme. Marx notait qu'elle n'existait vraiment qu'aux États-Unis où les capitalistes ont manqué longtemps de main-d'œuvre, si bien qu'ils devaient se résigner à proposer des salaires plus élevés. Cf. Marx, *Un chapitre inédit du « Capital »*, 10/18, p. 216.

pas », ce serait de l'argent jeté par la fenêtre, et personne ne fait cela avec son capital...

Au lieu de diminuer, le nombre des habitants de l'Empire britannique s'accroît donc à vive allure et sans arrêt.

[26]

Ainsi, malgré l'extension continuelle de l'industrie et l'augmentation consécutive d'ouvriers en général, l'Angleterre a néanmoins - de l'aveu de tous les partis officiels : tories, whigs et radicaux - un excédent, un superflu de population, si bien que *la concurrence entre les ouvriers continue dans l'ensemble à être plus forte que la concurrence des capitalistes pour les ouvriers.*

Phases successives du mouvement ouvrier

[Retour à la table des matières](#)

... L'ouvrier anglais n'est plus un Anglais, c'est-à-dire un homme d'argent, intéressé et calculateur, comme son vis-à-vis, le possédant ¹⁴. Il est tout pétri de sentiments son flegme inné d'homme du Nord est neutralisé par ses passions que rien n'empêche de se développer et de le dominer. L'éducation rationaliste, en exacerbant les dispositions égoïstes du bourgeois anglais, a fait de l'égoïsme sa passion dominante et concentré toutes ses pulsions sur un seul point : la soif d'argent. Or l'ouvrier ne reçoit pas cette éducation, et c'est pourquoi ses passions sont aussi fortes et puissantes que chez l'étranger ¹⁵. La nationalité anglaise est détruite dans l'ouvrier.

Dès lors qu'il ne reste à l'ouvrier pour tout champ d'activité humaine que l'opposition à toutes ses conditions de vie, il est naturel qu'il apparaisse le plus sympathique, le plus noble et le plus humain,

¹⁴ Cf. ENGELS, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1845. Dans ce chapitre, Engels montre comment les ouvriers anglais, en se forgeant un parti politique, lié indissolublement à leurs luttes et revendications économiques, ont tenté, sur le plan social maintenant, d'arracher à la bourgeoisie le pouvoir et le fruit de leur travail.

¹⁵ La réponse marxiste aux oppositions existant entre nationalités dans le prolétariat est l'internationalisme : le prolétaire n'a pas de patrie. Cf. infra, *La Solidarité avec les travailleurs des pays dépendants*, p. 77-81.

lorsqu'il se rebelle contre elles. C'est vers ce seul point que tendent toute l'énergie et toute l'activité des ouvriers, et même les efforts pour acquérir par ailleurs une culture humaine sont tous en rapport direct avec ce point unique.

Certes, nous aurons parfois affaire à des violences individuelles et même des brutalités, mais il ne faut pas perdre de vue que l'Angleterre est en guerre sociale ouverte et que, si les bourgeois ont intérêt à mener cette [27] guerre hypocritement sous les apparences de la paix et même de la philanthropie, l'ouvrier, lui, ne dispose que d'un moyen pour dissiper cette hypocrisie : considérer la situation réelle sans fard. Autrement dit, même les actes d'hostilité les plus violents des ouvriers contre les bourgeois et leurs laquais ne sont que l'expression franche et directe de ce que la bourgeoisie inflige aux ouvriers de manière sournoise et voilée.

La révolte des ouvriers a commencé dès que l'industrie s'est développée, et elle est passée par plusieurs stades.

La première - la plus brutale et la plus stérile - de cette révolte fut le crime. Vivant dans la misère, l'ouvrier voyait que d'autres jouissaient d'un sort meilleur que lui. Il ne pouvait saisir pourquoi, précisément lui, qui faisait plus pour la société que le riche oisif, devait souffrir de l'état de choses existant. En outre, le besoin impérieux venait vaincre chez lui le respect traditionnel de la propriété - il se mit à voler. On sait que la criminalité a augmenté avec le développement de l'industrie : le nombre de ceux qui sont appréhendés chaque année est en proportion constante avec celui des balles de coton produites.

Mais bientôt les ouvriers se rendirent compte que cela ne les servait pas. En volant, les délinquants ne pouvaient protester contre l'ordre social existant qu'à titre individuel et particulier la société tout entière tombait de toutes ses forces sur chacun d'eux pris isolément, et l'écrasait dans un combat tout à fait inégal. Au reste, le vol est la forme la plus grossière et la plus inconsciente de protestation. C'est pourquoi il ne pouvait être l'expression universelle de la conscience des ouvriers, quoiqu'ils aient pu l'approuver tacitement.

Les ouvriers, en tant que *classe*, ne commencèrent à s'opposer à la bourgeoisie que lorsqu'ils résistèrent par la force à l'introduction du machinisme, comme ce fut le cas dès la naissance de l'industrie. Les

premiers inventeurs - Arkwright et d'autres - subirent aussitôt un mauvais parti, et leurs machines furent brisées. Longtemps encore il y eut de nombreux soulèvements contre les machines, au cours desquels se déroulaient les scènes vécues lors de l'émeute des typographes de Bohême en juin 1844 : les fabriques furent démolies, les machines mises en pièces.

Cependant, même cette sorte d'opposition était strictement limitée, car elle restait cantonnée localement et ne [28] visait qu'un aspect de l'ordre social existant. Le but immédiat atteint, les délinquants étaient livrés sans défense aux coups de l'État tout-puissant qui les châtiât à son gré, cependant que les machines étaient tout de même introduites. Il fallut donc trouver une nouvelle forme d'opposition.

C'est ce que permit une loi votée en 1824 par le vieux parlement oligarchique et conservateur. Cette loi ne serait jamais passée à la chambre des Communes après le vote de loi de Réforme de 1832¹⁶, grâce à laquelle la bourgeoisie s'éleva au rang de classe dirigeante et qui sanctionna l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat. La loi votée en 1824 annula tous les textes législatifs qui jusqu'alors avaient interdit les associations formées entre ouvriers pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que les ouvriers reçurent *le droit de libre association*, jusqu'alors réservé uniquement à l'aristocratie et la bourgeoisie.

Certes, des associations secrètes avaient existé depuis toujours parmi les ouvriers, mais elles n'avaient pu donner de grands résultats. Comme Symons le rapporte (*Arts and Artisans*, p. 137 et s.), en Écosse, par exemple, les tisserands de Glasgow organisèrent, grâce à une association secrète, une grève générale dès 1812. Ils recommencèrent en 1822 à cette occasion, deux ouvriers qui n'avaient pas voulu adhérer à l'association furent déclarés traîtres à leur classe par les affiliés et vitriolés, et perdirent ainsi l'usage de leurs yeux. De

¹⁶ La loi de Réforme électorale, adoptée en 1831 par les Communes fut définitivement ratifiée par la chambre des Lords le 7 juin 1832. Cette réforme, dirigée contre le monopole politique de l'aristocratie foncière et financière, élimina les pires survivances féodales dans le système électoral anglais et ouvrit aux représentants de la bourgeoisie Industrielle l'accès au Parlement. Le prolétariat et la petite-bourgeoisie qui s'étaient placés à la pointe du combat pour la Réforme, furent trompés par la bourgeoisie libérale et n'obtinrent pas le moindre droit électoral.

même, l'association des mineurs écossais était assez puissante en 1818 pour réussir un arrêt général du travail. Ces associations exigeaient de leurs membres un serment de fidélité et de secret¹⁷, tenaient, selon toutes les règles, des listes, des caisses et une comptabilité, et avaient des ramifications locales. Toutefois le [29] secret qui entourait toute chose entravait leur développement.

En revanche, lorsqu'en 1824 les ouvriers reçurent le droit de s'associer librement, leurs syndicats prirent un rapide essor dans toute l'Angleterre et gagnèrent en puissance. Dans toutes les branches d'industrie, on créa de telles associations (*trade-unions*) avec le dessein avoué de protéger l'ouvrier isolé contre la tyrannie et l'incurie de la bourgeoisie. Leurs buts étaient les suivants :

- régler les salaires en traitant en *masse*¹⁸, de puissance à puissance, avec les patrons pour fixer leur niveau d'après les profits patronaux
- les faire hausser, si l'occasion s'en présente, et les tenir partout au même niveau pour chacun des corps de métier. Aussi ces unions se mirent-elles à négocier avec les capitalistes l'institution d'une échelle de salaires qui serait partout observée, et à refuser de travailler pour tout patron qui refuserait d'accepter cette échelle. Par ailleurs, maintenir constamment une forte demande en ouvriers - et donc des salaires élevés - en limitant l'embauche d'apprentis
- contrecarrer, autant que possible, les réductions sournoises de salaires par les capitalistes, lorsque ceux-ci introduisaient des machines et outillages nouveaux.
- enfin, prêter une aide pécuniaire aux ouvriers privés de leur gagne-pain. Celle-ci s'effectue, soit directement par la caisse de l'association, soit au moyen d'une carte portant les indications utiles d'identité et sur présentation de laquelle le travailleur

¹⁷ Ces premiers syndicats reprenaient, entre autres, l'une des formes de la constitution de la Marche, la gilde ce mot signifie association ou confrérie, dans laquelle tous les membres promettaient par serment de se défendre l'un l'autre, et de s'entraider comme des frères. Cf. *Fil du temps*, N° 4, janvier 1969, p. 95-99. (Gérance J. Angot, B. P. 24, Paris 19e).

¹⁸ En français dans le texte.

voyageant d'une localité à l'autre est assisté par ses confrères et renseigné par eux sur les meilleures chances de se procurer du travail. Les travailleurs appellent ces déplacements le *trimard*, et celui qui voyage dans ces conditions le *trimardeur*.

Pour parvenir à ses fins, l'association nomme un président et un secrétaire appointés - car il faut s'attendre qu'aucun patron ne veuille embaucher ces gens-là ! - ainsi qu'un comité, qui perçoit les cotisations hebdomadaires et veille à leur emploi conformément aux buts de l'association.

Des que cela était possible et utile, les travailleurs de différents districts se groupaient aussi en fédération et tenaient, à certaines époques de l'année, des assemblées [30] de délégués. À plusieurs reprises, les compagnons d'un même corps de métier tentèrent de s'organiser en une seule grande ligue s'étendant à toute l'Angleterre et - en 1830 pour la première fois - de créer une association générale de tous les travailleurs du royaume, où chaque corps de métier avait son organisation propre. Toutefois, ces associations ne subsistèrent jamais bien longtemps qui plus est, elles ne fonctionnaient jamais au même moment, étant donné que seule une effervescence extraordinaire et générale est en mesure de rendre une telle fédération possible et efficace ¹⁹.

Pour atteindre leur but, ces associations emploient généralement les moyens suivants : si un des patrons (ou plusieurs) refuse de payer le salaire fixé par l'association, on lui envoie une délégation ou une pétition (cela démontre que les ouvriers savent que leur patron est souverain tout-puissant et absolu dans son petit État). Si cela ne suffit pas, l'association donne l'ordre aux ouvriers de cesser le travail, et tous les ouvriers rentrent chez eux. Cet arrêt du travail (ou grève) est soit partiel, soit général, selon qu'un ou plusieurs patrons, ou bien tous ensemble, refusent de fixer les salaires d'après les propositions de l'association. L'association utilise des moyens légaux, jusque-là, à

¹⁹ À un stade plus avancé de la lutte de classe, l'organisation permet, aux périodes de reflux, de résister et, en général, de mener le combat autrement qu'en réponse improvisée à l'attaque de l'adversaire. Marx proposera au Conseil général de l'Internationale de créer de nouvelles organisations « que le public considère ensuite comme étant nées spontanément ».

condition toutefois que la grève se produise après dépôt d'un préavis, ce qui n'est pas toujours le cas. Mais il se trouve que ces moyens légaux sont très peu efficaces tant que des ouvriers restent en dehors de l'association, ou qu'ils s'en laissent séparer par des avantages éphémères, concédés par -le bourgeois. Dans les grèves partielles surtout, le fabricant peut facilement recruter parmi ces brebis galeuses (briseurs de grève, ou même ouvriers qui travaillent pour un salaire moindre que celui fixé par convention générale), afin de réduire à néant les efforts des ouvriers organisés. En général, les ouvriers organisés utilisent alors la menace, l'invective, les coups ou même la violence et l'intimidation sous toutes ses formes à l'encontre des jaunes. Plainte est alors déposée, et comme la bourgeoisie, si avide de légalité, dispose toujours du pouvoir, elle trouve [31] moyen presque à chaque fois de briser, -au premier acte contraire à la loi, la puissance de l'association, en déposant simplement plainte contre ses membres devant les tribunaux.

L'histoire de ces associations est une longue suite de défaites ouvrières, interrompue par quelques victoires isolées. Il est évident que tous ces efforts ne peuvent modifier la loi économique qui règle les salaires en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Autrement dit : ces associations sont impuissantes contre toutes les grandes causes qui déterminent le rapport entre cette offre et cette demande. Lorsque sévit la crise des affaires, l'association elle-même est contrainte, ou bien de réduire les salaires, ou bien de se dissoudre complètement. De même, lorsque la demande en ouvriers augmente fortement, elle ne peut faire monter les salaires à un taux beaucoup plus élevé que celui que détermine de toute façon la concurrence entre capitalistes.

En revanche, elles ont effectivement la force d'agir sur les causes qui ont un effet particulier. Si le fabricant n'avait pas à tenir compte d'une opposition massive et concentrée de la part des ouvriers, il réduirait toujours plus les salaires à son profit qui plus est, la lutte qu'il doit soutenir contre la concurrence des autres fabricants l'y forcerait même, et les salaires tomberaient bientôt à un minimum. Mais cette concurrence des patrons entre eux est, dans les conditions normales moyennes, freinée par l'opposition des ouvriers. Chaque fabricant sait qu'une grève serait la conséquence d'une réduction de salaires non justifiée par des conditions auxquelles ses concurrents

sont eux aussi soumis. Or, elle lui causerait un préjudice certain, du fait que son capital resterait inactif pendant tout ce temps et que ses machines se rouilleraient, d'autant qu'en pareil cas il n'est même pas sûr de pouvoir imposer aux ouvriers sa réduction de salaire, alors qu'il sait d'avance que, s'il y parvient, ses concurrents l'imiteront, en comprimant le coût de leurs produits, de sorte qu'ils lui retireraient aussitôt le bénéfice de son opération.

En outre, sitôt que la crise est terminée, les associations parviennent effectivement à relever les salaires plus rapidement que cela ne se ferait autrement. En effet, le patron a intérêt à ne pas augmenter les salaires avant [32] qu'il n'y soit contraint par la concurrence des autres patrons, tandis que les ouvriers eux-mêmes réclament un salaire plus élevé, maintenant que le marché s'améliore et que les conditions leur permettent de contraindre les patrons à un relèvement grâce à un arrêt de travail, puisque le nombre des travailleurs disponibles est faible.

Mais, comme dit, les associations sont impuissantes à contrecarrer les causes principales qui modifient le marché du travail. Lorsque celles-ci se manifestent, la faim pousse graduellement les ouvriers à reprendre le travail à n'importe quelle condition, et il suffit de la reprise de quelques-uns pour que la force de l'association soit brisée, car cette poignée de briseurs de grève et les quelques stocks de marchandises restés sur le marché permettent à la bourgeoisie de neutraliser les conséquences les plus graves du dérèglement des affaires. Les fonds de l'association sont rapidement épuisés par la masse des gens à secourir quoiqu'il ne soit accordé que moyennant de gros intérêts, le crédit est à la longue refusé aux ouvriers par les boutiquiers - et la misère force les grévistes à retourner sous le joug de la bourgeoisie.

En résumé, dans leur propre intérêt, les fabricants doivent éviter toutes les réductions de salaire inutiles, parce que l'opposition des ouvriers fait que c'est leur intérêt en revanche, à chaque baisse de salaire déterminée par la conjoncture, les ouvriers subissent une aggravation de leur situation, ce qui les oblige à se défendre du mieux qu'ils peuvent, mais fait que la plupart des grèves ont lieu dans de mauvaises conditions et tournent au désavantage des ouvriers.

On peut dès lors se demander pourquoi les ouvriers cessent de travailler dans des conditions où, de manière évidente, leur initiative s'avère inutile. C'est simple : ils sont *obligés* de protester contre la diminution de leur salaire, et même contre la nécessité de cette diminution. Ils ne peuvent pas ne pas proclamer que ce n'est pas à eux, qui sont les hommes, de se régler sur les conditions matérielles, mais à ces conditions de se régler sur *eux*. En outre, se taire équivaldrait à accepter ces conditions, à reconnaître le droit dont jouit la bourgeoisie d'exploiter les ouvriers pendant les périodes de bonnes affaires, et de les laisser mourir de faim aux époques de mauvaises affaires.

Les ouvriers doivent s'élever contre cette situation, tant [33] qu'ils n'ont pas encore perdu tout sentiment humain et s'ils protestent *de cette façon* et non d'une autre, c'est parce qu'ils sont anglais, gens pratiques, qui manifestent leur protestation par un *acte* et ne vont pas, comme les théoriciens allemands, se coucher tranquillement une fois leur protestation dûment enregistrée et portée aux archives pour y dormir aussi tranquillement que les protestataires.

Quoi qu'il en soit, l'acte de protestation de l'Anglais a son effet : il maintient dans certaines limites l'âpreté au gain de la bourgeoisie, et entretient vivace l'opposition des ouvriers contre la toute-puissance sociale et politique des classes possédantes. Qui plus est, il leur arrache en fin de compte l'aveu qu'il *faut quelque chose de plus que des syndicats ouvriers et des grèves pour briser la domination de la bourgeoisie*.

Il n'en reste pas moins que les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale, parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers *pour supprimer la concurrence*. Ils impliquent, en effet, la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers. Et s'ils sont si dangereux pour l'ordre social établi, c'est précisément parce qu'ils s'en prennent - quoique par un biais seulement et de façon fort limitée encore - à la concurrence, ce nerf vital de la société actuelle. Mais l'ouvrier ne saurait attaquer la bourgeoisie et, avec elle, toute l'organisation sociale existante à un point plus vulnérable. Si la concurrence entre les travailleurs est détruite, si tous les ouvriers sont résolus à ne pas se laisser exploiter plus longtemps par la bourgeoisie,

c'en est fait du règne de la propriété. Le salaire ne dépend du rapport entre offre et demande et de la situation fortuite du marché du travail, que parce que les ouvriers se sont laissé traiter jusqu'à présent comme des choses qu'on vend et achète. Qu'ils décident de ne plus se laisser acheter et vendre, qu'ils s'imposent, dans la détermination de la valeur proprement dite du travail, comme des *êtres humains*, qui, en plus de leur force de travail, ont aussi une volonté, - et c'en, est fait de toute l'économie politique moderne et des lois régissant le salaire.

Cependant, les lois du salaire se remettraient à la longue en vigueur, si les ouvriers en restaient à la suppression de [34] la concurrence *entre eux*. Mais ils ne peuvent en rester là, sans abandonner tout ce qui a été leur mouvement jusqu'ici. La nécessité les contraint à supprimer non seulement une *partie* de la concurrence (celle qui se déroule entre eux), mais encore la concurrence en général - et c'est ce qu'ils feront.

Dès maintenant les ouvriers se rendent compte chaque jour davantage de ce que la concurrence signifie pour eux mieux que les bourgeois, ils savent qu'en suscitant les crises commerciales, la concurrence pèse aussi sur les ouvriers, et qu'il faut donc éliminer celle-ci. Ils ne tarderont pas à comprendre *comment* ils peuvent y parvenir ²⁰.

Est-il besoin de dire que ces associations contribuent fortement à nourrir la haine et le ressentiment des ouvriers contre les classes possédantes ? Lors des périodes d'effervescence extraordinaire, c'est de ces associations que partent - avec ou sans la connivence des membres dirigeants - des actes isolés qui ne s'expliquent que par une haine poussée jusqu'au désespoir et une passion sauvage rompant tous les barrages. Nous avons déjà cité des cas d'arrosage au vitriol et toute une série d'autres. Ainsi, en 1831, au cours d'une violente agitation ouvrière, un jeune fabricant de Hyde près de Manchester – Ashton -

²⁰ La première démarche historique des ouvriers est de s'organiser en un seul corps pour mettre autant que possible un terme à la concurrence et aux hiérarchies qui en résultent au sein de la classe ouvrière puis, de renverser l'appareil politique bourgeois qui défend et maintient de force l'ordre et les privilèges capitalistes dans la société enfin, d'éliminer la concurrence dans la production en brisant la compétition entre les entreprises ou groupes d'entreprises, bref en organisant rationnellement la production à l'échelle de la collectivité tout entière.

fut tué d'un coup de revolver, un soir alors qu'il traversait les champs. On ne retrouva jamais trace du meurtrier. Il s'agit indubitablement d'une vengeance ouvrière... Que disent de cette histoire nos braves Allemands ²¹ ?

[35]

La classe possédante - notamment sa fraction industrielle qui est en contact direct avec les ouvriers - s'emporte violemment contre ces associations et s'efforce sans cesse d'en démontrer l'inanité par des arguments qui sont tout à fait justes en économie politique, mais, par cela même, faux et absolument inopérants sur une conscience ouvrière. Le simple zèle de la bourgeoisie démontre déjà qu'elle n'est pas désintéressée dans l'affaire : abstraction faite des dommages immédiats que lui cause une grève, il se trouve que l'argent qui passe dans les poches du fabricant doit nécessairement sortir des mains de l'ouvrier. Même si les ouvriers ne savaient pas que leurs associations refrènent quelque peu la rage d'émulation qu'ont les patrons de réduire les salaires, ils persisteraient à faire grève, ne serait-ce que parce qu'ils font ainsi tort au patron, leur adversaire. A la guerre, le mal de l'un fait

²¹ « Quelle sorte de « sauvage justice » n'y a-t-il pas dans le cœur de ces hommes, qui les porte, délibérant de sang-froid, assemblés en conclave à juger tel de leurs frères ouvriers ayant déserté sa classe et trahi sa cause, à le condamner à la mort des traîtres et déserteurs, puis à le faire exécuter, faute d'un juge et d'un bourreau public qui le fassent, par l'un d'entre eux ? Voilà que, sous nos yeux étonnés, vos vieilles cours de la Sainte-Vehme ou ce tribunal secret de la chevalerie ressuscitent soudain sous une forme nouvelle, portant non plus cottes de mailles, mais vêtements de travail, et se réunissant non point dans les forêts de Westphalie, mais sur le pavé de la Gallowgate de Glasgow ! - Faut-il que ce sentiment soit largement répandu et virulent dans les masses pour qu'il puisse prendre une telle forme extrême chez quelques-uns ! » (CARLYLE, *Chartism*, Londres, 1840, p. 4). [Note d'Engels.]

Le terrorisme individuel n'est pas forcément un acte privé. Il peut être lié à la volonté et aux intérêts d'un groupe social à un certain niveau de la lutte de classe ou dans un rapport de forces défavorable, c'est l'expression limitée d'une masse qui n'a pas encore pris ses propres affaires en main. C'est pourquoi, au moment où les masses ouvrières sont solidement organisées, Engels rejette les actions individuelles, soutenant qu'il est du devoir des organisations ouvrières, conscientes et organisées, de défendre les intérêts physiques et moraux de la classe, avec les moyens adéquats qui incluent évidemment la violence. (Cf. MARX-ENGELS, « Écrits militaires », *L'Herne*, 1970, p. 655, note 204.)

le bien de l'autre. En effet, comme les ouvriers sont en état de guerre contre leurs patrons, tout se passe exactement comme lorsque ces hauts potentats en viennent mutuellement aux mains ²²...

Ces sages bourgeois font exactement comme certains gouvernements : l'origine de tous les mouvements qu'ils ne comprennent pas, ils l'attribuent à l'influence de méchants agitateurs, de mécréants, de démagogues, de braillards, de jeunes. Ils affirment que les agents appointés de ces associations ont intérêt à l'agitation, parce qu'ils en vivent - comme si la bourgeoisie ne rendait pas cet [36] appointement nécessaire puisqu'elle ne veut pas employer ces gens-là ²³ !

L'incroyable fréquence des grèves démontre le mieux à quel point la guerre sociale a déjà envahi l'Angleterre. Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans qu'une grève n'éclate en quelque endroit - en raison tantôt d'une réduction, tantôt d'un refus d'augmentation de salaire, tantôt de l'emploi de jaunes, tantôt du refus de supprimer certains abus ou des installations défectueuses, tantôt de l'application de nouvelles machines, bref pour cent motifs différents.

Ces grèves ne sont d'abord, il est vrai, que des escarmouches d'avant-postes, mais parfois ce sont des engagements plus importants. Elles ne peuvent absolument pas arracher la décision, mais elles sont la preuve la plus certaine que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Les grèves sont pour les ouvriers l'école de guerre où ils se préparent au grand combat qui est inéluctable ²⁴ ; elles

²² C'est en temps de paix et vis-à-vis du prolétariat que la bourgeoisie se défend d'être violente et s'appuie sur une théorie morale pacifiste. Il suffit que la guerre entre États ou entre classes éclate, pour que la bourgeoisie cesse d'être hypocrite et n'ait plus, pour théorie de la violence, que l'efficacité la plus grande possible dans la lutte contre l'adversaire.

²³ La bourgeoisie a su apprendre, par l'expérience, qu'elle peut appointer les fonctionnaires syndicaux et les employer à ses fins, d'où les subventions aux syndicats modernes, etc. Engels décèle un tournant dans l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis des syndicats dès les années 1850-60 en Angleterre.

²⁴ Pour la théorie marxiste de la violence, la guerre n'est pas le prolongement de la politique (Clausewitz), mais de l'économie (des sociétés de classes), la politique étant elle-même déjà violence organisée. La stratégie militaire du prolétariat prend donc ses racines, comme Engels le dit ici, dans les luttes économiques (syndicales) de la classe ouvrière. En ce sens, les *Écrits* de Marx-Engels sur le syndicalisme prennent place à côté et même

sont l'acte par lequel les ouvriers proclament leur refus d'obéir, d'abord dans une branche d'industrie puis dans plusieurs, et adhèrent au grand mouvement ouvrier. Si l'on suit les numéros de cette année du *Northern Star*, le seul journal qui rende compte de tous les mouvements du prolétariat, on trouvera que tous les ouvriers des villes et de l'industrie rurale se sont déjà groupés en associations et, à certains moments, se sont élevés contre la domination bourgeoise, en faisant grève ensemble. Comme école de guerre, les grèves ont une action incomparable. Le courage bien anglais s'y développe.

On dit sur le continent que les Anglais, et particulièrement les ouvriers, manquent de courage, qu'ils ne sont pas capables de faire une révolution, parce qu'ils ne font [37] pas, comme les Français, des émeutes à tout bout de champ et parce qu'ils ont l'air de s'accommoder tranquillement du régime de la bourgeoisie. C'est tout à fait faux ! Les ouvriers d'Angleterre ne le cèdent en courage à aucune nation : ils sont tout aussi remuants que les Français, mais ils luttent d'une autre manière.

Ayant une nature foncièrement politique, les Français luttent même contre les maux sociaux avec des moyens politiques les Anglais, aux yeux desquels la politique n'existe qu'en fonction de l'intérêt et du monde bourgeois, au lieu de lutter contre le gouvernement, luttent directement contre la bourgeoisie, et cela ne peut d'abord se faire que par la voie pacifique ²⁵.

La crise industrielle - et la misère qui s'ensuivit - suscita en 1834 à Lyon une émeute pour instaurer la République et en 1842, à Manchester, une grève générale pour réclamer la Charte du peuple et des salaires plus élevés. Il va de soi que, pour une grève, il faut aussi du courage, beaucoup de courage. Il faut souvent même plus de courage, de décision, d'audace et de fermeté que pour une émeute. A la vérité, il n'est pas facile à l'ouvrier, qui connaît la misère par

pour certains aspects, parmi leurs *Écrits militaires*.

²⁵ La lutte *directe* contre la bourgeoisie correspond à une phase peu avancée, tout à fait partielle et locale, de la lutte des classes, celle où les ouvriers s'opposent directement à leur patron. Cependant, sitôt que les bourgeois industriels participent au pouvoir politique, ils poussent eux-mêmes à l'élargissement de cette lutte, en faisant intervenir contre les grévistes les forces de l'ordre (politique et social) : d'économique, la lutte devient politique de pacifique, elle devient violente.

expérience, de décider d'aller au-devant d'elle avec femme et enfants, de supporter des mois durant la faim et la misère, et de rester tout de même ferme et inébranlable. Qu'est-ce que la mort ou les galères qui guettent le révolutionnaire français, en face du dénuement croissant, du spectacle quotidien d'une famille affamée, de la certitude qu'un jour ou l'autre la bourgeoisie se vengera, ce que l'ouvrier anglais préfère plutôt que de se soumettre au joug de la classe possédante ?

Nous verrons plus loin un exemple de ce courage opiniâtre et insurpassable de l'ouvrier anglais, qui ne se résout à la violence que lorsque toute résistance est devenue inutile et insensée. C'est dans cette endurance inébranlable et cette fermeté patiente, dont chaque jour apporte cent preuves, que l'ouvrier anglais déploie le côté le plus digne d'estime de sa personnalité. S'il sait endurer tant de maux [38] pour faire fléchir un seul bourgeois, c'est qu'il sera aussi en mesure de briser le pouvoir de la bourgeoisie tout entière.

Mais, même en dehors de cela, l'ouvrier anglais a souvent fait preuve de courage. Si la grève de 1842 ne fut pas suivie de résultats, c'est en partie parce que les ouvriers y avaient été acculés par la bourgeoisie, en partie parce qu'ils n'étaient eux-mêmes ni bien fixés ni unanimes sur le but à atteindre. Mais par ailleurs ils ont fait assez souvent preuve de leur courage lorsqu'ils poursuivaient des buts *sociaux* bien déterminés. Nous ne parlerons pas ici de l'insurrection galloise de 1839 j'ai vu, pendant mon séjour à Manchester en mai 1843, s'y livrer une bataille en règle...

À ce propos, quelques mots sur le caractère sacré qu'a la loi en Angleterre. La loi est tout naturellement sacrée pour le bourgeois, car elle est son œuvre propre, promulguée avec son accord en vue de sa protection et de son avantage. Il sait que, même si telle ou telle loi devait lui causer un préjudice particulier, l'ensemble du système de lois protège néanmoins ses intérêts. Mais c'est surtout le respect sacré de la loi et l'intangibilité de l'ordre établi une fois pour toutes en vertu de la volonté exprimée explicitement par une partie de la société, implicitement par l'autre, qui sont les soutiens les plus solides de sa position sociale. C'est parce que le bourgeois anglais se retrouve lui-même dans sa loi comme dans son dieu, qu'il la tient pour sacrée. Grâce à tout cela, il pense que le bâton du policeman - autrement dit : son propre bâton - a un pouvoir miraculeux d'apaisement.

Mais il en va tout autrement de l'ouvrier. Celui-ci sait trop bien, et l'a trop souvent éprouvé, que la loi, c'est la trique que le bourgeois y a attachée s'il n'y est pas obligé, il ne s'adresse pas à la loi. Il est ridicule de prétendre que les ouvriers anglais ont peur de la police : à Manchester, ils rossent des policiers chaque semaine et, il y a un an, les ouvriers tentèrent même de prendre d'assaut une gare défendue par des portes de fer et de lourds contrevents. Lors de la grève de 1842, la force de la police résida dans l'irrésolution des ouvriers.

Comme on le voit, les ouvriers ne respectent pas la loi ils ne font que laisser s'exercer sa force quand eux- [39] mêmes ne sont pas assez forts pour la changer. Cependant il est tout à fait naturel qu'ils fassent au moins des pétitions pour la modifier et veuillent mettre une loi du prolétariat à la place de la loi bourgeoise. Ce projet de loi des prolétaires, c'est la *Charte du peuple*, oui dans sa forme est purement politique et réclame une base démocratique à la chambre des Communes. Le *chartisme* est une forme condensée de l'opposition à la bourgeoisie.

Dans les associations et les grèves, l'opposition était toujours restée isolée, des ouvriers ou des groupes d'ouvriers luttant isolément contre des bourgeois privés. Lorsque la lutte devenait générale, c'était rarement de par la volonté des ouvriers, et lorsque cette volonté existait, elle se fondait sur le chartisme. En effet, dans le chartisme, c'est la classe ouvrière *tout entière* qui se dresse contre la bourgeoisie et plus particulièrement le pouvoir politique de celle-ci, autrement dit : le mur de lois dont elle s'entoure ²⁶.

²⁶ Bien qu'il y ait historiquement liaison et cohérence entre la lutte économique et politique du prolétariat, entre syndicat et parti, il ne peut y avoir fusion des deux organisations. Le chartisme systématise, concentre et radicalise les revendications des syndicats anglais au point qu'il semble y avoir continuité parfaite, sinon osmose, entre ces deux types d'organisations. Cependant, le parti ne considère pas seulement les intérêts économiques professionnels, comme le font les syndicats. Il représente toute la gamme des conditions et des activités du prolétaire et intègre les intérêts économiques (syndicaux) de la classe ouvrière : c'est à son niveau que s'opère l'unité de classe.

De ce fait, le parti a une vision et une fonction plus larges que les syndicats, même si ses effectifs sont bien plus restreints. Le parti doit donc, par définition, être centralisé, et admettre dans son sein tous ceux qui reven-

[40]

Le chartisme est issu du parti *démocratique* qui s'est développé depuis 1780 *à la fois aux côtés et dans* le prolétariat²⁷, a pris de la force pendant la Révolution française, s'est manifesté après la paix sous forme de parti « radical », ayant son siège principal à Birmingham et Manchester comme auparavant il l'avait eu à Londres. En s'unissant à la bourgeoisie libérale, il arracha le *reform bill* à l'oligarchie de l'ancien Parlement, et depuis il s'est constitué de façon de plus en plus nette en parti ouvrier, face à la bourgeoisie.

diquent le socialisme et sont prêts à lutter pour sa réalisation avec les moyens adéquats.

Les syndicats, en revanche, ont une forme d'organisation de type fédératif où l'adhérent - qui doit avoir tel métier - n'est pas relié directement un centre unique, mais à un organisme ayant une nature particulière, calquée sur la division du travail au sein de la production, et formant une unité propre. L'ensemble de ces organismes du premier degré forme la base de la centrale syndicale, cependant que l'appartenance aux organismes de premier degré détermine et caractérise l'action des adhérents.

C'est en ce sens qu'aujourd'hui encore le Parti travailliste anglais est de type fédératif. De même, un parti basé sur le système des cellules d'entreprise ne peut être un véritable parti politique et centralisé au sens marxiste. Tout naturellement, les travailleurs d'une usine donnée seront portés à ne discuter que des questions particulières de caractère économique et professionnel, et lorsqu'ils agiront de concert avec d'autres ouvriers, ils ne pourront dépasser les barrières professionnelles. Cf. *Bilan*, Bulletin théorique mensuel de la fraction de gauche du P. C., N° 4, février 1934, p. 138, et *Fil du Temps*, N° 8, sur le Parti.

²⁷ « Le parti démocratique s'est formé parallèlement à la révolution Industrielle. En 1769, J. Horne Tooke fonda la *Society of the Bill of rights*, dans laquelle on discuta d'abord des principes démocratiques dans une vision républicaine. Comme en France, les démocrates étaient uniquement des gens ayant une formation philosophique. Mais ils se rendirent bientôt compte que les classes moyennes et supérieures leur étaient hostiles et que leurs idées ne trouvaient d'écho que dans les classes laborieuses. Parmi celles-ci ils trouvèrent dès 1794 un parti relativement fort, quoique pas assez, pour pouvoir agir autrement que par à-coups, Il ne fut plus question de lui de 1797 à 1816 au cours des années agitées de 1816 à 1823, il redevint actif, mais il retomba en léthargie jusqu'à la révolution de juillet 1830. Depuis lors, il a conservé son importance aux côtés des vieux partis et il progresse régulièrement. » (ENGELS, « La Situation anglaise », in *Vorwärts !*, septembre 1844.)

En 1838, une commission de l'*Association générale des travailleurs*, ayant William Lovett à sa tête, rédigea la *Charte du peuple*, comprenant les « Six Points » suivants :

1. suffrage universel pour tout homme majeur, sain de raison et qui n'est convaincu d'aucun crime
2. renouvellement annuel du Parlement
3. indemnités parlementaires afin que des candidats sans fortune puissent aussi accepter un mandat
4. scrutin à bulletins secrets pour éviter la corruption et l'intimidation de la part des bourgeois
5. redécoupage des circonscriptions électorales pour assurer une représentation équitable
6. abolition de l'éligibilité exclusive - d'ailleurs illusoire - réservée aux propriétaires fonciers d'au moins 300 livres sterling, de façon que tout électeur soit éligible.

Bien qu'ils s'appliquent tous uniquement à la chambre des Communes, ces six points sont, tout innocents qu'ils paraissent, suffisants pour bouleverser la Constitution anglaise, royauté et chambre haute comprises. L'élément dit « monarchique et aristocratique » ne peut se maintenir que parce que la bourgeoisie trouve un intérêt à son maintien [41] purement *apparent*. Or, tous deux n'ont plus rien d'autre qu'un semblant d'existence. Dès lors que toute l'opinion publique se tiendra derrière la chambre des Communes et que celle-ci exprimera non plus seulement la volonté de la bourgeoisie, mais celle de toute la nation, elle concentrera si complètement en elle tout le pouvoir que disparaîtra le reste d'aura sacrée entourant le monarque et l'aristocratie. L'ouvrier anglais ne respecte ni les lords ni la reine en revanche, la bourgeoisie, qui n'en tient aucun compte dans ses affaires, met leurs personnes au rang des dieux. Politiquement le chartiste est républicain, bien qu'il n'ait jamais, ou rarement, à la bouche le mot de République. En fait, il sympathise avec les partis républicains de tous les pays, et se nomme lui-même plus volontiers démocrate. Cependant, c'est plus qu'un simple républicain, et sa démocratie n'est pas simplement politique.

D'une manière effective, le chartisme fut, dès son début en 1838, un mouvement agissant principalement parmi les ouvriers, mais il n'était pas encore nettement séparé de la petite bourgeoisie radicale. Le radicalisme ouvrier marchait main dans la main avec le radicalisme bourgeois, la Charte étant leur commun mot d'ordre de reconnaissance en même temps que la pierre de touche de chacun d'eux. Ils tenaient ensemble leur « convention nationale » chaque année et paraissaient ne former qu'un parti. À cette époque, la petite bourgeoisie était d'humeur batailleuse et sanguinaire, du fait qu'elle avait été déçue des résultats du *reform bill* et avait souffert des mauvaises affaires de 1837 à 1839. Bref, elle vit d'un très bon œil la violente agitation chartiste.

On n'a aucune idée en Allemagne de la violence de cette agitation. On invita le peuple à s'armer, et tout uniment à s'insurger. On se mit à fabriquer des piques, comme au temps de la Révolution française. En 1838, il y avait entre autres dans le mouvement un certain Stephens - prêtre méthodiste - qui harangua en ces termes le peuple de Manchester rassemblé : « Vous n'avez pas à craindre la force du gouvernement, des soldats, des baïonnettes et des canons dont disposent vos oppresseurs. Vous disposez d'un moyen bien plus puissant, une arme contre laquelle baïonnettes et canons ne peuvent rien et qu'un enfant de dix ans pourrait manier : il vous suffit de prendre quelques allumettes et une botte de paille trempée [42] dans la poix, et je voudrais voir ce que le gouvernement et ses cent mille soldats feraient contre cette seule arme, si elle est employée avec audace. » Nous avons vu comment les ouvriers se saisirent de ce conseil ²⁸.

Mais déjà se manifestait le côté spécifique - *social* - du chartisme ouvrier. Le même Stephens disait devant deux cent mille personnes rassemblées sur la lande de Kersall, au lieu-dit « Mont Sacré » de Manchester : « Le chartisme, mes amis, n'est pas une question politique où il s'agisse de savoir si vous aurez le droit de vote, etc. Le chartisme est, au contraire, une question *de couteau et de fourchette* la charte, cela veut dire logement décent, boire et manger satisfaisants, bien-être et journée de travail moins longue. »

²⁸ Cf. E. DOLLEANS, *Le Chartisme* (1831-1848), Rivière, Paris, 1949, p. 92, 17.

Aussi, depuis lors, l'agitation contre la nouvelle loi d'assistance aux pauvres et le mouvement en faveur de la loi de la journée de travail de dix heures furent-ils en liaison la plus étroite avec le chartisme. Le tory Oastler participait à tous les meetings de cette époque à côté de la pétition nationale pour la Charte du peuple adoptée à Birmingham, des centaines de pétitions furent votées en faveur de l'amélioration des conditions sociales des travailleurs. En 1839, l'agitation restait encore vive mais, lorsqu'à la fin de l'année, elle commença à décroître quelque peu, Bussey, Taylor et Frost s'empressèrent de susciter une émeute simultanément dans le nord de l'Angleterre, le Yorkshire et le pays de Galles. Leur projet ayant été trahi, Frost dut déclencher son action plus tôt, si bien qu'elle échoua la nouvelle de cet échec arriva assez tôt dans le Nord pour que la consigne de l'action y fût levée deux mois plus tard - en janvier 1840 - plusieurs émeutes suscitées par des agents provocateurs à la solde de la police éclatèrent dans le Yorkshire, par exemple à Sheffield et Bradford ²⁹. L'agitation diminua peu à peu.

Entre-temps la bourgeoisie se lança dans des projets plus pratiques et plus profitables pour elle, à savoir les lois céréalières. L'association contre les taxes à l'importation [43] des céréales fut fondée à Manchester et eut pour effet de relâcher les liens entre la bourgeoisie radicale et le prolétariat. Les ouvriers se rendaient compte qu'une abolition des taxes sur les céréales importées ne leur procurerait que très peu d'avantages, tandis qu'elle serait très profitable à la bourgeoisie : ils ne se rallièrent donc pas uniment à ce projet.

La crise éclata en 1842 et l'agitation redevint aussi vive qu'en 1839. Mais cette fois la riche bourgeoisie industrielle y prit part elle aussi, du fait qu'elle eut beaucoup à souffrir de la crise. Dès lors, la *Ligue contre les lois céréalières*, comme s'appelait l'Association créée par les fabricants de Manchester, adopta une tendance radicale prononcée. Ses journaux et agitateurs tinrent un langage ouvertement révolutionnaire, qui s'expliquait au reste par le fait que le parti conservateur était au pouvoir depuis 1841.

²⁹ Dès la formation du mouvement ouvrier, la bourgeoisie emploie les méthodes de corruption et de provocation qu'elle généralise et organise systématiquement dans les pays de capitalisme développés, exigeant en retour du parti ouvrier, s'il est révolutionnaire, une vigilance et une discipline croissantes.

Comme auparavant les chartistes, ils en appelaient directement à la révolte, et les ouvriers, qui avaient le plus à souffrir de la crise, ne restèrent pas non plus inactifs, comme le montre la pétition nationale de cette année-là avec ses trois millions et demi de signatures. Enfin, après qu'ils se soient quelque peu différenciés, les deux partis radicaux s'allièrent de nouveau. Lors d'une réunion commune entre libéraux et chartistes le 15 février 1842, une pétition réclamant à la fois l'abolition des lois sur les céréales et l'adoption de la Charte fut rédigée, et adoptée le lendemain par les deux partis. Une violente agitation et une misère toujours plus profonde marquèrent le printemps et l'été de 1842. La bourgeoisie était résolue à obtenir l'abolition des lois céréalières, en exploitant la crise, la misère et l'agitation générale. Comme les conservateurs étaient au pouvoir, elle se permit même d'abandonner à moitié le terrain légal : elle voulut révolutionner, mais avec l'aide des ouvriers. Ceux-ci devaient tirer les marrons du feu et se brûler les doigts pour le plus grand profit de la bourgeoisie. Déjà on adoptait dans les cercles les plus divers l'idée déjà antérieurement (1839) suggérée par les chartistes, d'un « mois saint », d'une grève générale de tous les ouvriers³⁰. Mais cette fois ce ne furent [44] pas les ouvriers qui voulurent arrêter le travail ce furent les fabricants qui proposèrent de fermer leurs usines, d'envoyer les ouvriers dans les communes rurales et les propriétés de l'aristocratie foncière, afin de forcer ainsi le Parlement conservateur et le gouvernement à abolir la législation sur les céréales. Naturellement tout cela eût abouti à une émeute, mais la bourgeoisie se tenait en toute sécurité à l'arrière-plan et pouvait attendre l'issue, sans même se compromettre, si les choses tournaient mal.

À la fin de juillet, ce fut le début de la reprise des affaires : il était grand temps ! Pour ne pas laisser passer l'occasion, trois entreprises de Stalybridge décidèrent une baisse de salaire *alors que la conjoncture s'améliorait* (cf. les rapports commerciaux de Manchester et Leeds,

³⁰ L'idée d'une grève générale durant jusqu'à ce que le gouvernement bourgeois tombe est liée à une étape tout à fait primitive du mouvement ouvrier anglais, celle du grand syndicat national fondé par Owen et Fielden en 1833. L'étape *owenienne* fut dépassée dans les années 1840 par les chartistes. Aujourd'hui les anarcho-syndicalistes ont repris « ce vieux cheval de bataille anglais de la grève expropriatrice » (Engels), en tant que moyen et fin de la lutte ouvrière. Cette arme n'entame même pas le pouvoir d'État bourgeois, puisqu'elle l'ignore.

fin juillet et début août). Peu importe de savoir s'ils le firent de leur propre initiative ou de concert avec les autres fabricants, notamment avec la ligue. Les deux premiers reculèrent, mais les autres - William Bailey et frères - s'entêtèrent et dirent aux ouvriers qui protestaient que si cela ne leur plaisait pas ils feraient bien d'aller se faire voir ailleurs. Les ouvriers accueillirent par des hourras cette invective : ils quittèrent l'usine, parcoururent la ville et invitèrent tous les ouvriers à faire grève avec eux. En quelques heures, toutes les usines étaient arrêtées, et les ouvriers se dirigèrent en rangs serrés vers Mottram Moor afin d'y tenir un meeting. C'était le 5 août. Le 8, plus de 5 000 ouvriers marchèrent sur Ashton et Hyde, arrêtèrent tout travail dans les usines et les mines, et organisèrent des meetings non pas pour faire abolir les lois sur les céréales comme l'espérait la bourgeoisie, mais pour obtenir « un salaire honnête pour une journée de travail honnête ».

Le 9, ils se rendirent à Manchester sans que les autorités, toutes de tendance libérale, ne les en empêchent, afin d'y faire arrêter les usines. Le 11, ils allèrent à Stockport, où on leur opposa pour la première fois une résistance, lorsqu'ils assaillirent l'ouvrier des indigents, cet enfant chéri de la bourgeoisie. Le même jour, il y eut un arrêt de travail général et des troubles à Bolton, sans [45] que les autorités puissent opposer de résistance. Bientôt, la révolte gagna tous les districts industriels toutes les activités furent suspendues, à l'exception des travaux de récolte et de l'industrie alimentaire.

Cependant, les ouvriers restaient calmes, même en étant ainsi révoltés. En effet, ils avaient été poussés à cette révolte sans le vouloir. A l'exception d'un seul - le tory Birley de Manchester -, les patrons n'avaient pas réagi à la grève, *contrairement à leur habitude de toujours*. L'affaire avait commencé sans que les ouvriers aient eu un but défini. Certes, ils étaient tous bien d'accord pour ne pas se faire massacrer pour le plus grand profit des industriels antiprotectionnistes mais pour le reste, certains voulaient l'application de la Charte du peuple, et d'autres, qui tenaient cette revendication pour prématurée, voulaient simplement arracher un taux de salaire correspondant à celui de 1840. Toutes ces indécisions firent échouer l'insurrection.

Si, dès le début, l'insurrection ouvrière avait été consciente de ses intentions et de ses buts, elle eût effectivement réussi. Mais des

masses poussées dans la rue par leurs patrons sans l'avoir voulu et sans but précis ne pouvaient rien obtenir. Entre-temps, la bourgeoisie, qui n'avait pas remué le petit doigt pour confirmer l'alliance du 15 février, s'aperçut bien vite que les ouvriers n'étaient pas disposés à lui servir d'instrument, et que l'abandon inconséquent du terrain légal de sa part risquait de devenir dangereux pour elle. Elle revint donc à sa bonne légalité traditionnelle et se rangea du côté du gouvernement contre les ouvriers qu'elle avait d'abord poussés puis forcés à la révolte.

Elle s'engagea, elle et ses fidèles laquais, dans les forces spéciales, et même les négociants allemands de Manchester se mirent de la partie et paradèrent bien inutilement avec leurs grosses cannes, le cigare à la bouche, à travers la ville. A Preston, elle fit tirer sur le peuple. De la sorte, la révolte involontaire du peuple trouva subitement devant elle, non seulement les forces armées du gouvernement, mais encore toute la classe possédante.

Les ouvriers, qui de toute façon ne poursuivaient pas de but précis, se dispersèrent peu à peu, et la révolte s'apaisa sans conséquences graves. Lorsque tout fut achevé, la bourgeoisie continua d'être infâme : elle essaya de sortir blanchie de l'aventure, en manifestant pour les violences du peuple une horreur qui s'accordait mal avec son verbe [46] révolutionnaire du printemps. Elle rejeta la responsabilité de l'insurrection sur des « agitateurs » et « meneurs » chartistes, alors qu'elle-même avait fait bien plus qu'eux pour déclencher l'insurrection. Bref, elle reprit avec une impudence sans pareille sa traditionnelle position de respect sacré pour la loi. En s'efforçant d'exploiter une occasion, les chartistes, qui n'avaient pas suscité l'insurrection, n'avaient pas agi autrement que la bourgeoisie. Cependant, ils furent jugés et condamnés, tandis que la bourgeoisie s'en tirait sans dommage, et avait même vendu avantageusement ses stocks pendant l'arrêt du travail.

L'insurrection eut pour effet de séparer complètement le prolétariat de la bourgeoisie. Les chartistes n'avaient jamais caché qu'ils poursuivraient la réalisation de leur charte par tous les moyens, et même par une révolution. Or, la bourgeoisie sentit subitement que tout bouleversement violent menacerait sa position, et elle ne voulut plus entendre parler de « violence physique ». C'est par la « force morale » qu'elle prétendit désormais parvenir à ses propres fins, comme si

celle-ci était autre chose que la menace directe ou indirecte d'une violence physique. Tel fut le premier point de dissension. Cependant, des chartistes déclarèrent par la suite qu'eux non plus ne faisaient pas appel à la « violence physique », et ne sont-ils pas après tout aussi dignes de foi que la bourgeoisie libérale ?

Mais le second, le plus important, des points de dissension - la question des lois céréalières - fit précisément apparaître le chartisme dans toute sa pureté. La bourgeoisie y avait le plus grand intérêt, mais non le prolétariat. Le parti chartiste se scinda ici en deux partis, dont les principes politiques formellement déclarés concordent entièrement, mais sont en fait absolument distincts et inconciliables.

Au congrès national de Birmingham de janvier 1843, Sturge, le représentant de la bourgeoisie radicale, demanda de supprimer le terme de *Charte* dans les statuts de l'association, sous prétexte que l'insurrection avait lié ce nom à des souvenirs de violences révolutionnaires - liaison qui, du reste, existait depuis de longues années et contre laquelle M. Sturge n'avait rien eu à objecter jusque-là. Les ouvriers n'acceptèrent pas d'abandonner ce nom, et Sturge, ayant été désavoué par la majorité, quitta la salle avec la minorité et, devenu subitement un loyal quaker, il fonda l'« Association pour le suffrage complet » avec des éléments de la bourgeoisie radicale. Les « souvenirs » étaient devenus si [47] choquants pour ce bourgeois, la veille encore jacobin, qu'il changea le nom de suffrage *universel* en son ridicule *suffrage complet* ! Les ouvriers se moquèrent de lui et poursuivirent tranquillement leur chemin.

Dès lors, le chartisme représenta une cause purement ouvrière, étant libéré de tous les éléments bourgeois. Les journaux « complets » - *Weekly Dispatch*, *Weekly Chronicle*, *Examiner*, etc. - tombèrent progressivement dans la douce torpeur des autres feuilles libérales, qui préconisent la liberté de commerce, attaquent la loi de la journée de travail de dix heures et toutes les revendications purement ouvrières, ne laissant plus guère apparaître de radicalisme.

Dans tous les conflits, la bourgeoisie radicale s'unit aux libéraux contre les chartistes et fit de la question céréalière, qui est pour les Anglais celle de la libre concurrence, la première de ses revendications. Elle tomba ainsi sous la dépendance de la bourgeoisie libérale de sorte qu'elle joue aujourd'hui un rôle des plus lamentables.

En revanche, les ouvriers chartistes, redoublèrent d'ardeur dans toutes les luttes du prolétariat contre la bourgeoisie. La libre concurrence a fait assez de mal aux ouvriers pour qu'ils l'abhorrent : ses représentants - les bourgeois - sont leurs ennemis déclarés. L'ouvrier ne peut attendre que préjudice de la libération complète de la concurrence³¹. Qui [48] plus est, c'est directement contre la concurrence et la liberté de commerce que se dirigent jusqu'ici toutes leurs revendications : loi des dix heures, protection de l'ouvrier contre le capitaliste, bons salaires, garantie de l'emploi, abolition de la nouvelle loi sur les pauvres, toutes choses qui font partie intégrante du chartisme au même titre, sinon plus, que les « six points ». Il n'est donc pas étonnant - même si la bourgeoisie anglaise est incapable de le comprendre - que les ouvriers ne veuillent rien entendre de libre concurrence, de liberté du commerce, d'abolition des lois sur les céréales et manifestent vis-à-vis de ces dernières pour le moins une

³¹ Contrairement à la revendication des six points tout à fait démocratiques et bourgeois de la Charte, qui donnent en principe les mêmes droits à tous, la revendication de l'abrogation des taxes sur les céréales ne profite qu'à la bourgeoisie et, qui plus est, elle heurte les intérêts immédiats des ouvriers. Dans son *Discours sur le Libre-échange* (1848), Marx traite de cette question qui déborde l'économie et implique une vision politique et sociale d'ensemble pour trouver une réponse : « Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire, et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente diminuerait. [...] Les ouvriers anglais ont fait sentir aux libre-échangistes qu'ils n'étaient pas dupes de leurs illusions et de leurs mensonges. Si *malgré tout* ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs. En effet, les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer la loi sur la journée de travail de dix heures, que ces derniers avaient vainement demandée depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des taxes sur les céréales. »

Dans le même texte, Marx explique que le libre-échange fut le moyen pour l'Angleterre, d'étendre sa domination « impériale » à d'autres nations. « Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens d'un autre, nous ne devons pas en être étonnés. En effet, ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. » (*Discours sur le libre-échange*, 1848.)

grande indifférence, *encore qu'ils aient plus d'animosité à l'encontre de leurs défenseurs*. C'est précisément sur cette question que le prolétariat s'est séparé de la bourgeoisie le chartisme, du radicalisme. Une intelligence bourgeoise ne peut évidemment pas saisir cela, puisqu'elle est incapable de comprendre le prolétariat.

C'est en quoi réside aussi la différence entre démocratie chartiste et tout ce qui a été jusqu'ici démocratie politique bourgeoise. *Le chartisme est de nature essentiellement sociale*. Si, pour le bourgeois, les « six points » forment une unité et un tout, et provoqueront à la rigueur quelques réformes constitutionnelles, ils ne sont qu'un moyen pour le prolétariat. En effet, le mot d'ordre électoral clairement énoncé aujourd'hui par les chartistes est : « Le pouvoir politique est notre moyen, le bonheur social notre but. »

Si en 1838 la « question de couteau et de fourchette » du prédicateur Stephens était une vérité pour une partie des chartistes seulement, elle l'est en 1845 pour tous. Il n'y a plus de politiciens purs et simples parmi les chartistes. Même si leur socialisme n'est pas encore bien défini, comme le montre leur remède principal contre la misère, à savoir le morcellement de la propriété foncière (remède dépassé par le développement de l'industrie moderne), ainsi que, d'une façon générale, la plupart de leurs propositions pratiques (par exemple, la protection du travailleur) sont en apparence réactionnaires, il n'en reste pas moins que, d'une part, ces mesures mêmes impliquent nécessairement, [49] ou bien que l'on retombe sous le coup de la concurrence et de restaurer le vieil état de choses, ou bien que l'on parvienne à éliminer la concurrence en général.

Quoi qu'il en soit, le programme encore peu clair des chartistes actuels ainsi que leur séparation d'avec le parti purement politique font précisément que le chartisme est désormais contraint de souligner ses *caractères spécifiques*, qui résident dans sa nature sociale. Il ne peut manquer de se rapprocher du socialisme si, au plus tard en 1847³² et peut-être même déjà plus tôt, survient la crise qui, après l'actuelle activité fiévreuse de l'industrie et du commerce, doit dépasser toutes les précédentes en violence et en intensité, de sorte que les ouvriers, par suite même de leur misère, seront toujours davantage orientés vers les moyens plutôt sociaux que politiques. Les ouvriers réaliseront leur

³² Dans l'édition de 1892 : « la crise est arrivée à point nommé. »

charte tout naturellement, mais d'ici là ils se rendront compte qu'elle leur permettra de réaliser bien d'autres objectifs encore dont ils n'ont guère conscience à l'heure actuelle...

Rôle économique immédiat des syndicats

[Retour à la table des matières](#)

L a *valeur de la force de travail* constitue la base rationnelle et déclarée des syndicats, dont il importe de ne pas sous-estimer l'importance pour la classe ouvrière³³. Les syndicats ont pour but d'empêcher que le *niveau* des salaires ne descende *au-dessous* du montant payé traditionnellement dans les diverses branches d'industrie, et que le *prix* de la force de travail ne tombe au-dessous de sa valeur.

Ils savent, certes, que si le rapport entre l'offre et la demande change, le prix de marché change aussi. Mais un tel changement est loin d'être le simple fait unilatéral de l'acheteur, dans notre cas, du capitaliste en outre, il [50] existe une grande différence entre, d'une part, le montant du salaire déterminé par l'offre et la demande (c'est-à-dire le montant résultant de l'opération « honnête » de l'échange de marchandises, *lorsque acheteur et vendeur traitent sur un pied d'égalité*) et, d'autre part, le montant du salaire que le vendeur - l'ouvrier - est bien forcé d'accepter, lorsque le capitaliste traite avec chaque ouvrier *pris isolément* et lui impose un bas salaire, en exploitant la détresse exceptionnelle de l'ouvrier isolé, indépendamment du rapport général de l'offre et de la demande.

En conséquence, les ouvriers *se coalisent* afin de se placer en quelque sorte sur un pied d'égalité avec le capitaliste *pour ce qui est du contrat de vente de leur travail*. Telle est la *raison* (la base logique) des syndicats³⁴. Ce qu'ils recherchent, c'est d'éviter que, sous la pression directe d'une détresse qui lui est particulière, l'ouvrier ne soit contraint de se satisfaire d'un salaire inférieur à celui qui était fixé auparavant par l'offre et la demande dans la branche d'activité déterminée, de sorte que la valeur de la force de travail tombe au-

³³ Cf. Marx, extrait de *Archiv Marksa i Engelsa*, vol. II (VII). « Kapital. Erstes Buch. Der Produktionsprozess des Kapitals. Sechstes Kapitel. Resultate des unmittelbaren Produktionsprozess », Moscou, 1933.

³⁴ Cf. T. J. DUNNING, secrétaire de l'association des relieurs londoniens : *Trade's Unions and Strikes*, Londres, 1860, p. 6 et 7. (Marx.)

dessous de son niveau traditionnel dans cette industrie. Remarquons que cette valeur de la force de travail « représente pour l'ouvrier lui-même le minimum de salaire, et pour le capitaliste le salaire uniforme et égal pour tous les ouvriers de l'entreprise ³⁵ ».

[51]

Les syndicats ne permettent donc jamais à leurs membres de travailler au-dessous de ce minimum de salaire. Ce sont des sociétés de sécurité créées par les ouvriers eux-mêmes.

L'exemple suivant montre comment ces organisations formées par les ouvriers eux-mêmes s'y prennent pour défendre la *valeur* de la force de travail. Dans toutes les entreprises de Londres, il existe ce qu'on appelle des *sweaters*. Un *sweater*, c'est quelqu'un qui se charge de fournir à un premier entrepreneur une certaine quantité de travail

³⁵ On comprend que les capitalistes dénoncent ce *taux uniforme* du travail comme une atteinte à la liberté individuelle de l'ouvrier, et comme un obstacle qui empêche le capitaliste de suivre l'élan de son cœur en récompensant le talent particulier de tel ou tel ouvrier. M. Dunning, dont l'ouvrage susmentionné, non seulement touche au cœur de la question, mais en traite avec une ironie sereine, répond que les syndicats ne permettent pas au capitaliste de « payer autant qu'il lui plaît une spécialisation exceptionnelle ou une habileté particulière au travail », mais qu'ils l'empêchent d'abaisser les 99 % de la masse salariale, c'est-à-dire le salaire de l'ouvrier moyen de son industrie, au-dessous du « minimum de salaire ». Bref, ils l'empêchent d'abaisser la valeur traditionnelle de la force de travail moyenne. Il est normal que les associations d'ouvriers contre le despotisme du capital soient dénoncées par un journaliste d'Édimbourg (cf. *On Combination of Trades*, Londres, 1834, p. 42) comme un esclavage auquel les Britanniques, libres de par leur naissance, se soumettent volontairement avec un incroyable aveuglement ! L'adversaire ne souhaite-t-il pas, dans la guerre, que les armées d'en face ne se soumettent pas au despotisme de la discipline ? Mais notre journaliste, en proie à l'indignation morale, découvre pire encore. Les syndicats sont un sacrilège, car ils portent atteinte aux lois du *libre commerce*.

Quelle horreur ! Dunning répond entre autres : « On n'aurait donc pas un libre-échange de coups, si l'une des parties avait un bras lié ou invalide, tandis que l'autre dispose de ses deux bras. [...] L'employeur désire traiter un par un avec ses ouvriers, afin qu'il puisse donner aux *sweaters* le prix de leur travail chaque fois que cela lui plaît. Lorsqu'ils marchandent, leur bras droit est lié dans la vente par leurs besoins. C'est ce qu'il appelle le libre commerce, la liberté étant tout entière de son côté. Qu'on appelle cela du commerce si l'on veut, mais ce n'est pas du libre-échange » (loc. cit., p. 47). (Marx.)

au salaire habituel en le faisant exécuter par d'autres à un prix moindre, de sorte que la différence - son profit - est *prise sur la sueur* des ouvriers qui en fait exécutent l'ouvrage.

Ce profit ne représente rien d'autre que la différence entre la valeur de la force de travail *payée* par l'entrepreneur et le prix *inférieur* à la valeur de la force de travail payée aux ouvriers par l'intermédiaire qui fait suer ceux qui travaillent ³⁶.

[52]

Syndicats et socialisme

[Retour à la table des matières](#)

La théorie de la population a, entre autres, pour argument qu'elle peut *diminuer* la concurrence parmi les ouvriers ³⁷. Les coalitions ouvrières, elles, ont pour but de *l'éliminer* en lui substituant *l'association entre les travailleurs*.

³⁶ « On a créé à Londres une association philanthropique ayant pour but de conclure des contrats d'achat pour l'habillement militaire. Elle fixe le même prix que celui que le gouvernement paie actuellement à ses adjudicataires, mais paie aux couturières affamées 30 % de plus que leurs salaires actuels. Elle obtient ce résultat en éliminant les « intermédiaires », dont le profit revient maintenant au « matériel humain » à qui il était enlevé jusqu'ici. Avec tous les avantages consentis par cette Association, une couturière ne peut pas gagner plus de 1 sh pour 10 heures de travail ininterrompu de confection de chemises pour les militaires, à savoir pour deux chemises par jour. Pour d'autres pièces d'habillement, elles ne gagnent guère plus de 1 sh 6 d par jour, pour un travail de 12 heures. Dans les conditions actuelles de contrat, leurs salaires oscillent entre 5 et 8 d pour un travail de 10 heures, et encore doivent-elles fournir le fil », etc. (Cf. *Times*, 13 mars 1860.) (Marx.)

³⁷ Cf. MARX, manuscrit sur le *salaire*, en annexe de [Travail salarié et capital](#) (1849).

Tout le dernier chapitre sur les *Grèves et coalitions des ouvriers* qui conclut la [Misère de la philosophie](#), aurait sa place Ici. Nous n'avons pas voulu le reprendre dans notre recueil, étant donné qu'il est bien connu et facilement accessible. Marx y développe, à partir des actions économiques du prolétariat, comment le prolétariat passe progressivement - nous sommes au niveau économique où tout se passe de manière suivie - à une organisation de parti, puis au socialisme lui-même. En ce sens, ce chapitre est tout à fait essentiel.

Les économistes n'ont pas tort lorsqu'ils opposent aux syndicats les critiques suivantes :

1. Les frais qu'ils occasionnent aux ouvriers dépassent souvent les augmentations de salaires qu'ils cherchent à obtenir. A la longue, ils ne peuvent résister aux lois de la concurrence. En effet, ces coalitions suscitent l'introduction de nouvelles machines, une division du travail accrue, le déplacement des travailleurs d'un lieu de production à un autre, le tout entraînant une diminution des salaires.

2. Si les coalitions parvenaient à élever durablement les salaires dans un pays en y faisant baisser sensiblement le profit par rapport au profit moyen des autres pays, ou en y arrêtant le capital dans sa croissance, la stagnation et le recul de l'industrie qui s'ensuivraient entraîneraient la ruine des ouvriers et de leurs patrons. En effet, la situation de l'ouvrier est telle qu'elle s'aggrave par bonds lorsque le capital productif s'accroît, et qu'il est ruiné lorsque le capital diminue ou reste stationnaire ³⁸.

[53]

3. Comme nous l'avons dit toutes ces objections des économistes bourgeois sont exactes, mais uniquement de leur point de vue. S'il ne s'agissait vraiment pour ces associations que de ce qui les fait agir en apparence, à savoir la fixation des salaires, si le rapport capital-travail était éternel, ces coalitions échoueraient piteusement devant le cours inéluctable des choses. En fait, elles représentent un moyen d'unifier la classe ouvrière qui se prépare ainsi à renverser la vieille société tout entière avec ses contradictions de classe.

³⁸ En surmontant la concurrence entre ouvriers, les syndicats commencent par retourner cette concurrence contre les capitalistes. Toute augmentation réelle du salaire tend à réduire la plus-value, et par contrecoup l'accumulation du capital. Certes, toute la plus-value n'est pas réinvestie, en outre, elle est, de nos jours, investie en grande partie dans des branches d'industrie inutiles, voire antisociales.

Cependant, Marx montre ici qu'à un niveau donné les revendications économiques du prolétariat peuvent compromettre le développement, voire l'existence même du capitalisme : le mot d'ordre économique doit se changer alors en mot d'ordre politico-économique : abolition du salariat et instauration du règne du travail.

De ce point de vue, les ouvriers ont bien raison de se moquer des conseillers bourgeois si futés qui leur font les comptes de ce que cette guerre civile leur coûte en morts, blessés et sacrifices d'argent : qui veut battre son adversaire ne discute pas avec lui des frais de guerre !

Et ce qui démontre aux économistes que les prolétaires ne sont pas pusillanimes, c'est que les ouvriers d'usine les mieux payés sont les premiers à organiser des coalitions c'est que les ouvriers emploient tout ce qu'ils peuvent prélever sur leur maigre salaire pour former des associations politiques et industrielles et couvrir les frais de ces organisations.

Et si messieurs les bourgeois et leurs économistes, ces philanthropes hypocrites, sont assez bons pour inclure un peu de thé ou de rhum, de sucre et de viande dans leur minimum de salaire ³⁹ - en fait, un minimum vital -, il doit leur sembler aussi scandaleux qu'incompréhensible que les ouvriers prélèvent sur ce minimum une partie des frais de leur guerre contre la bourgeoisie, et qu'ils attendent de leur activité révolutionnaire la suprême satisfaction de leur vie.

De par son simple développement ⁴⁰, l'industrie moderne fait nécessairement pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste et au détriment de l'ouvrier, la production capitaliste tendant en général à rabaisser, et non à élever, le niveau moyen du salaire, c'est-à-dire à *ramener plus ou moins la valeur du salaire à sa limite minimale*. Mais si telle est bien la tendance des choses dans ce système, [54] est-ce à dire que la classe ouvrière doit renoncer à résister aux empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher une amélioration passagère de sa situation dans les occasions qui peuvent se présenter ? Si elle le faisait, elle se *dégraderait* au niveau d'une masse informe, paupérisée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir démontré que les luttes pour des salaires normaux sont des épisodes inséparables du système du salariat dans son ensemble, que dans 99 cas sur 100 ses

³⁹ Afin d'éviter toute confusion entre ce *minimum de salaire* et la loi d'airain du salaire de Lassalle, Engels a ajouté une note significative à l'édition allemande de la [Misère de la philosophie](#), chap. I, 2.

⁴⁰ Cf. MARX, [Salaire, prix et profit](#), 1865.

efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée du travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est inhérente à la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme marchandise.

Lâcher pied, sans courage, dans ce conflit quotidien avec le capital, ce serait perdre irrémédiablement la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste.

Cependant, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le système du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Ils ne doivent pas oublier qu'ils combattent les effets et non les causes, qu'ils ne peuvent que ralentir la chute mais non en changer la direction, qu'ils appliquent des palliatifs, mais ne guérissent pas le mal.

Ils ne doivent donc pas se laisser absorber complètement par ces escarmouches inévitables qui naissent sans arrêt des empiétements du capital ou des oscillations du marché. Ils doivent comprendre que le système actuel, avec toute la misère qu'il leur inflige, engendre en même temps les *conditions matérielles* et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société.

Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un juste salaire quotidien pour une juste journée de travail » , *ils doivent inscrire sur leur bannière le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat.*

Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent entièrement lorsqu'ils se contentent de mener une guerre d'escarmouches contre les effets du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer, en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir une fois pour toutes le salariat.

[55]

Préambule des statuts de la 1^{re} Internationale ⁴¹

CONSIDÉRANT

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux ⁴², et pour l'élimination de tout régime de classe

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes, la misère sociale, l'abaissement intellectuel et la dépendance politique

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité et d'unité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières de divers pays

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la

⁴¹ Texte élaboré par Marx, septembre 1864.

⁴² Marx parle à contrecœur de *droit* et de *devoir*, comme en témoigne sa lettre à Engels, du 4 novembre 1864 :

« J'ai été obligé d'accueillir dans le Préambule des Statuts, deux tirades sur le *droit* et le *devoir*, ainsi que *la vérité, la morale et la justice*, mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage. » Le 20 octobre 1882, Engels écrivait à ce sujet à Bernstein : « Les Considérants *communistes* de 1880 sont remplacés (chez Malon et Brousse) par ceux des Statuts de l'Internationale de 1864 qui durent être ainsi rédigés parce que les proudhoniens français étaient tout à fait arriérés et ne pouvaient cependant être exclus du mouvement ».

société moderne, et nécessite pour sa solution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et d'unifier le plus tôt possible les efforts encore épars

Pour ces raisons,

l'Association internationale des travailleurs a été fondée.

[56]

[57]

2

INTERNATIONALE, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE PRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[58]

Dans les années 1864 à 1871, Marx et Engels soumettent leur programme révolutionnaire à l'épreuve du feu, et nous assistons à la formation consciente et organisée de la classe ouvrière par-delà les frontières nationales, avec la naissance du parti politique de classe de tout le prolétariat : la Ire Internationale.

Dans la vague de faits qui entoura cet événement, nous verrons plus particulièrement le rôle que Marx et Engels ont attribué aux syndicats dans l'organisation internationale du prolétariat, c'est-à-dire dans la naissance et le développement d'une nouvelle classe sur la scène mondiale.

L'une des conditions pour le déroulement révolutionnaire de la lutte de classe jusqu'à la victoire, c'est l'existence d'une Internationale de la classe ouvrière qui plonge des racines solides dans la production et les conditions de vie matérielles du prolétariat, grâce à ce que Marx appelle « l'organisation de la classe ouvrière par le moyen des syndicats ».

L'organisation syndicale de classe, extérieure au parti politique du prolétariat, mais solidement liée à lui, représente la prémisses objective à une action fructueuse de ce dernier. Le parti de classe a pour tâche principale de pénétrer, d'organiser et de diriger les syndicats, sans limiter son action aux frontières de telle nation, ni à telle ou telle branche d'activité particulière. Conscient du développement social et international du capitalisme, il développe son action sur le plan international en se basant économiquement sur les centres industriels les plus développés et politiquement sur les conditions de tous les autres pays. Ainsi, aux yeux de Marx, la direction de l'action révolutionnaire ne sera pas le privilège du prolétariat ou du parti de la nation économiquement la plus avancée – l'Angleterre du siècle dernier -, mais sera confiée à la direction de l'Internationale qui, seule, peut défendre efficacement les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire : « Ce serait pure folie, pour ne pas dire un crime, que de laisser [ce grand levier de la révolution prolétaire que sont les syndicats] entre des mains purement anglaises ».

Ce n'est pas là une prétention exorbitante, ni une soif abusive de pouvoir du red terror doctor Marx. Pour que le prolétariat triomphe, il faut unifier toutes ses luttes, en un développement cohérent, de façon à ce qu'elles aient un objectif et une méthode communs, grâce à quoi seulement on peut parler d'une classe, par-delà les situations [59] locales, les diverses catégories professionnelles, les frontières et les races.

Cette unité est le fruit d'efforts historiques et ne se réalise qu'au travers d'une modification de l'action spontanée des individus ou groupes, grâce à l'action et aux directives du parti, de sorte que les masses éprouvent le sentiment et la conscience de constituer véritablement un seul et même corps, en ayant un but et un programme communs : l'abolition du salariat, comme le répètent inlassablement Marx et Engels. Même si le parti ne regroupe physiquement qu'une fraction de travailleurs, c'est cependant par lui que se réalise l'unité du prolétariat, en ce sens que les ouvriers de différents métiers, de diverses localités et nationalités y participent sur le même plan, avec la même finalité, les mêmes méthodes et les mêmes règles d'organisation.

Cette union est purement formelle avec la fédération des syndicats des divers métiers ou industries, voire avec l'alliance des partis politiques ouvriers, même s'il en résulte des effectifs supérieurs à ceux du parti de classe. Toutes ces formes d'organisation ne satisfont pas au postulat fondamental de l'union de tous les ouvriers, parce qu'elles n'ont ni cohésion ni unicité des buts et des méthodes.

Cependant, telle quelle, l'organisation syndicale est le premier stade de la conscience et de la pratique associatives des ouvriers, du fait qu'elle les oppose aux patrons, même si ce n'est que localement et partiellement.

En outre, justement parce qu'elle est un stade premier de conscience et d'organisation des masses, c'est elle qui les conduit sur le terrain de la lutte concentrée et centralisée contre le régime capitaliste, car elle rassemble les ouvriers, en raison de leur condition commune d'exploitation économique, et les rapproche de ceux qui se trouvent dans d'autres localités ou d'autres métiers, contribuant ainsi à former une conscience de classe. Étant transition, l'organisation syndicale doit être unifiée, et il est absurde de la

scinder en raison d'une conception particulière du programme d'action général du prolétariat. De même, il est absurde de demander aux ouvriers qui s'organisent pour la défense de leurs intérêts quelle est leur vision générale de la lutte prolétarienne, quelle est leur opinion politique. L'ouvrier peut ne pas avoir de positions politiques, ou en avoir de fausses, sans que cela soit incompatible avec l'action du syndicat c'est au contraire de celle-ci qu'il tirera les éléments de son orientation politique ultérieure. Or, plus [60] l'organisation est vaste, plus le champ de l'expérience et de la conscience est propice.

C'est ce qui explique que les marxistes révolutionnaires soient par définition contre la scission des syndicats, lorsque la majorité des adhérents ou la direction opportuniste leur donnent une orientation peu révolutionnaire. De même, ils travaillent à réunification des organisations syndicales lorsqu'elles sont divisées, et tendent à avoir dans chaque pays - sinon dans tous - une centrale syndicale unique. Quelle que puisse être l'influence des chefs opportunistes, l'unité syndicale est un coefficient favorable à la diffusion de l'idéologie et de l'organisation révolutionnaire de nature politique, et c'est au sein du syndicat unique que le parti de classe recrute le mieux, comme il peut y développer le mieux sa campagne contre des méthodes de lutte erronées que d'autres proposent au prolétariat.

Ceux qui freinent les luttes revendicatives, en prônant des grèves articulées et partielles, sont ceux-là mêmes qui défendent l'autonomie des syndicats, leur spécificité et leur diversité. Ils craignent que la généralisation de la lutte ne radicalise les revendications et les sentiments des masses, et portent celles-ci sous les directives révolutionnaires du parti de classe.

C'est pourquoi, avant même que l'unité ne se réalise, les marxistes révolutionnaires soutiennent énergiquement la nécessité de l'action d'ensemble de tout le prolétariat. Pour éviter que l'unité ne se fasse que d'une manière purement formelle, sans contenu révolutionnaire, le processus d'unification doit aller de pair avec un élargissement et un approfondissement des luttes revendicatives. En effet, si le but final est unique, la tactique doit tendre à le devenir aussi, car les différences de tactique et de méthode de lutte se ramènent finalement à des frottements, des hésitations, un manque de continuité et une perte d'énergie dans une lutte contre un patronat toujours uni lorsqu'il est menacé par son ennemi de classe.

En termes modernes : c'est du front unique du prolétariat syndicalement organisé que se développera l'union du prolétariat sur le programme politique du parti de classe, après avoir démontré, dans les luttes mêmes, que tout autre programme est pour le moins insuffisant. Mais c'est une équivoque extrêmement grave que de confondre la formule du front unique qui se propose l'unification des luttes et des organisations syndicales, et celle qui se propose la [61] formation d'un bloc de partis « prolétariens », c'est-à-dire la direction de l'action des masses par un comité issu d'un compromis entre divers partis ou courants, Comme l'expérience l'a montré, la seconde formule - celle du bloc des partis prolétariens - empêche l'unification du mouvement ouvrier, manque son but dans la lutte contre le fascisme et aboutit à la thèse de la pluralité des partis après la « conquête » du pouvoir politique, soit à une simple copie conforme du parlementarisme et du régime bourgeois.

Il est tout simplement absurde d'affirmer que plusieurs partis « ouvriers » puissent unifier le prolétariat en une seule classe par un seul but véritable - non démagogique et mensonger -, par exemple pour l'abolition du salariat, soit le socialisme. Dans le Manifeste, Marx et Engels attribuaient une fonction vitale au parti, celle de constituer le prolétariat en classe autonome, avec sa manière d'être et son but spécifiques. Durant toute leur vie, Marx et Engels n'ont pas admis de partage avec d'autres partis sur le plan politique et social, mais se sont attachés, au contraire, à dissoudre les sectes et pseudo-partis socialistes et à lier les syndicats au seul parti politique communiste, en réalisant l'union des luttes revendicatives et des luttes politiques.

Pour faire triompher son programme, bien distinct de celui de tous les autres, le parti marxiste doit non seulement lancer des mots d'ordre clairs et radicaux, mais encore dénoncer nettement les trahisons des socialistes (ou communistes dévoyés), et même les erreurs syndicalistes et anarchistes.

Seul le parti marxiste peut souhaiter véritablement (parce qu'il s'agit pour lui d'un principe programmatique et d'une nécessité pratique vitale) l'unification de la classe ouvrière, et donc des syndicats et organisations économiques ouvrières. Au cours des interminables discussions sur l'unité syndicale en France, l'accent a toujours été mis sur des questions morales de bonne ou de mauvaise

foi. Mais le problème est objectif. Les réformistes ou laquais de la bourgeoisie ne peuvent pas réaliser l'unité de la classe ouvrière, parce que celle-ci n'est possible que sur le terrain de classe, c'est-à-dire révolutionnaire et anticapitaliste. En effet, en restant sur le terrain bourgeois, la classe ouvrière ne peut s'unifier, étant pratiquement déchirée en corps de métier et d'industrie, catégories, hiérarchies qui correspondent à l'économie bourgeoise. L'unité non révolutionnaire [62] des syndicats, si elle était réalisable, serait purement formelle et non effective.

L'expérience a montré que ce sont toujours les partis réformistes qui provoquent les scissions syndicales. Dans la situation actuelle, les syndicats sont tout à fait divisés, et cette situation correspond à une situation de dégénérescence profonde du mouvement de la classe ouvrière qui, selon la formule de Marx, est révolutionnaire ou n'est rien.

La révolution n'est pas une question d'organisation, disait Marx, au sens où, avant de la déclencher, il faudrait disposer obligatoirement de la direction des syndicats unifiés ou d'un réseau fidèle de conseils ouvriers (soviets) ou de 50 % + 1 des membres de la classe ouvrière. En effet, la révolution est provoquée par les contradictions de la société bourgeoise, notamment de l'appareil productif. L'unification de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous les travailleurs individuels, ne sera réalisée qu'après plusieurs décennies de socialisme : la question syndicale continue donc de se poser après la conquête du pouvoir. Auparavant, l'unification politique par le moyen du parti au travers des organisations syndicales ne rassemble évidemment que les éléments décisifs dans la lutte contre le capitalisme et suppose une masse certes combative, mais qui ne peut avoir le niveau de conscience du militant. Il est donc possible qu'une partie des syndicats reste entre les mains des réformistes le jour de la révolution ; en revanche, ce qui est impossible, c'est que les éléments décisifs et, au travers d'eux, la masse ouvrière soient sous leur emprise, car cela signifierait que la révolution a déjà échoué. La condition essentielle n'est pas « la révolution éclatera-t-elle ? », mais « vaincra-t-elle ? ». La réponse marxiste est la suivante : « Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que

Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848 ». (Engels à Trier, 18-12-1889.)

Le parti est donc la question première et fondamentale, parce que c'est celle du programme et du socialisme. Ce parti historique ne peut cependant exister formellement que s'il agit concrètement au sein de la classe ouvrière pour arracher partout - jusque dans les syndicats réactionnaires - les ouvriers aux directions contre-révolutionnaires. Marx et Engels nous ont fourni un modèle brûlant [63] de cette liaison avec la 1^{re} Internationale dans ses rapports avec les syndicats, les coopératives et les sociétés ouvrières de toute sorte. Mieux que nos mots, la polémique d'Engels avec les possibilistes (cf. les textes de 1890-92 à la fin de ce volume) illustre l'attitude à prendre vis-à-vis des syndicats réformistes, en cas de lutte d'influence avec un parti « ouvrier » non révolutionnaire. Partant du programme maximum, Marx et Engels n'ont donc pas admis de partage. Grâce à cela, en dix années de vie opérante de la 1^{re} Internationale, les premières sociétés de résistance des ouvriers urbains et agricoles se transformèrent en organisations de combat du prolétariat qui se pressait de plus en plus autour de son parti international de classe et de son programme révolutionnaire, intervenant dans tous les secteurs. Marx et Engels en feront une puissance - non pas numérique, mais socialement explosive - devant laquelle trembleront les grands États européens.

L'histoire de l'Internationale est un exemple admirable de conjonction de la classe et de son parti ; dans cette union fertile, le « paupérisme » devient une classe, le philanthropisme d'Owen et des sociétés de secours mutuel se transforme en instruments organisés et conscients de la lutte de classe ; en se fondant avec le politique, l'économique prend un caractère social et révolutionnaire.

L'Internationale est à la tête de tout le mouvement ouvrier et marque de son empreinte chaque lutte, même si elle n'y est pas physiquement présente avec ses sections et ses militants. Pour Marx et Engels, la guerre entre prolétariat et capitalisme se traduit en fin de compte par une guerre entre parti révolutionnaire de classe et tous les autres partis, pour gagner l'influence sur le mouvement ouvrier. Celui qui réussit à l'emporter dans cette guerre s'assure, au moment de la crise, la victoire dans le gigantesque heurt social.

C'est en posant parfaitement le problème de la conquête de la grande masse des ouvriers comme objectif de l'Internationale que Marx et Engels ont œuvré à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs en même temps qu'à leur organisation et préparation révolutionnaires. C'est en prêtant la plus grande attention aux luttes économiques et aux intérêts généraux de la classe ouvrière qu'ils ont posé la question syndicale dans toute son acuité, au cœur de l'action révolutionnaire. Cette position contraste avec celle des partis réformistes, toujours à l'affût de succès électoraux, [64] qui, pour gagner de l'influence sur d'autres couches de la société - alors que les larges masses laborieuses demeurent solidement sous l'influence des partis plus ou moins bourgeois - établissent des programmes de réforme avantageant les non-salariés : les compromis et les dosages remplacent alors les méthodes de lutte qui, seules, transforment réellement les conditions sociales.

Dans les périodes de crise sociale aiguë, les masses ont tout naturellement tendance à créer des organisations économiques capables d'entamer la lutte pour une renaissance productive au moyen du contrôle exercé par les travailleurs sur la production. Depuis 1917, certains admettent que les conseils ouvriers ou soviets sont seuls capables de remplir une fonction révolutionnaire et que les syndicats ont cessé de jouer ce rôle. Telle n'a pas été la position de Lénine et de l'Internationale communiste, qui ont établi la hiérarchie d'organisations suivante : parti (international), soviets, syndicats, ces derniers étant les plus proches de la production et de son évolution. Aux côtés des syndicats qui existent essentiellement dans l'industrie, c'est-à-dire surtout dans les pays développés, les soviets sont, en période prérévolutionnaire, un type d'organisation embrassant les masses laborieuses indépendamment de leur métier et du niveau de leur culture politique. Lorsque le prolétariat a conquis le pouvoir politique, les soviets sont les organisations d'État de la classe ouvrière et des paysans pauvres, autrement dit le premier degré du réseau administratif, qui culmine dans le gouvernement des soviets, dirigé par le parti communiste. Ce caractère politico-économique à l'échelle régionale, car ils forment l'assise territoriale de l'État, leur confère le second degré dans la hiérarchie, celui qui correspond à ce que Marx définit si bien dans La Guerre civile en France : « Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le

temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne. [...] Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris : ces délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes qui restaient encore au gouvernement [65] central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement... » (Ed. soc., 1953, p. 43.)

Il faut absolument distinguer entre la phase pré- et post-révolutionnaire, mais ce qui importe toujours le plus, c'est l'autonomie des organisations économiques, quelles qu'elles soient, vis-à-vis de la politique des partis et de l'État bourgeois, autrement dit leur liaison avec le socialisme révolutionnaire. Le processus révolutionnaire ne peut être mené à terme que par une action collective et centralisée du prolétariat, en subordonnant toutes les mesures adoptées à l'intérêt général de classe et au sort final du socialisme. Dans ce but, les organisations rassemblant des groupes de prolétaires et reflétant leurs intérêts particuliers (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs) doivent être subordonnées aux directives lancées par l'Internationale ou, dans le pays où le prolétariat a triomphé, par le système des soviets politiques qui, de par leur nature et leur constitution, sont plus à même de représenter les intérêts généraux. Il n'y a pas, en effet, de coïncidence directe entre les intérêts particuliers des groupes et associations de travailleurs issus du système technico-économique de la production capitaliste et les intérêts généraux et collectifs du prolétariat. Cette coïncidence tendra à se réaliser seulement à un stade très avancé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et toutes les activités particulières qui la constituent, harmonieusement subordonnées et inspirées par les intérêts généraux et collectifs. Avant ce stade, durant toute la phase de transition du capitalisme au communisme, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation continuelle, et leurs intérêts peuvent

parfois se heurter aux intérêts généraux et collectifs du mouvement tout entier.

Les conseils d'usine, soviets, etc., ne surgissant qu'en période de crise sociale aiguë, ont un double avantage apparent sur les syndicats : d'une part, ils semblent révolutionnaires par essence, alors qu'en réalité ils sont plus fragiles et exigent, pour rester révolutionnaires, que le parti soit bientôt au pouvoir ; d'autre part, ils forment un réseau ou forme d'organisation qu'il est relativement facile d'étendre à toute la population industrielle ou agricole, libérale ou commerciale, bureaucratique ou militaire. Le risque en est alors double que ce réseau veuille se substituer au Parti qui défend les intérêts généraux, futurs et internationaux [66] du prolétariat, et délaisse tout ce qui n'est pas économique, alors que les tâches révolutionnaires, militaires et politiques sont primordiales, surtout au lendemain de la victoire dans un seul pays.

Le contrôle de la production par les syndicats - dans la mesure où ils existent et sont favorables à la révolution - a, en revanche, l'avantage de faire cesser, de manière plus satisfaisante, la concurrence entre les unités de production qui, entre les mains de chaque comité d'usine, continueraient de se concurrencer. De fait, les syndicats favorisent moins le transfert de la propriété à des groupes particuliers et concurrents même s'il s'agit d'ouvriers, voire à une classe particulière. Ainsi, Marx disait : « Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs. » (MARX, « La Nationalisation de la terre », trad. française dans Fil du temps, n° 7, p. 167-170.)

Enfin, les syndicats permettent une solution plus satisfaisante, à l'échelle de la société, du contrôle de la production des échanges et de la distribution des produits (machines, matières premières, moyens de subsistance, etc.)

Les syndicats représentent des unités plus vastes que les conseils d'usine et, de ce fait, sont plus capables - en principe - de représenter un pas vers les intérêts généraux de la classe ouvrière, même et surtout à l'échelle internationale. La 5^e thèse des résolutions du II^e Congrès de l'Internationale communiste sur Le Mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines dit en conséquence : « Les conseils ouvriers de fabrique ne sauraient remplacer les syndicats. [...] Les

syndicats ont organisé les masses ouvrières dans le but d'une lutte pour la hausse des salaires et pour la réduction des journées de travail, et l'ont fait sur une large échelle. Les conseils d'usine s'organisent pour le contrôle ouvrier de l'industrie et la lutte contre la désorganisation économique ; ils englobent toutes les organisations ouvrières, mais la lutte qu'ils soutiennent ne peut revêtir que très lentement un caractère politique général. Mais ce n'est que dans la mesure où les syndicats arriveront à surmonter les tendances contre-révolutionnaires de leur bureaucratie et deviendront des organismes conscients de la révolution que les communistes auront le devoir de soutenir les conseils d'usine dans leur tendance à devenir des groupes syndicaux industriels ».

Ces préoccupations et ces thèses en général correspondent [67], comme on le verra dans les pages de Marx-Engels qui suivent, aux principes formulés par le programme marxiste originel et fondamental. Malgré la prétendue nouveauté du mouvement des conseils ouvriers et paysans, le phénomène est aussi vieux que les révolutions où interviennent les travailleurs. Des conseils ont surgi chez les soldats au temps de Charles I^{er} d'Angleterre, dans les districts et sections de Paris en 1793, en Allemagne en 1849, durant la Commune de 1871, en Russie en 1917, etc. Mais l'essentiel n'est pas dans la nouveauté ou l'ancienneté du phénomène ; il est dans le rôle de ces mouvements spontanés dans le cycle général de la révolution socialiste, et ce rôle, le marxisme l'a établi sans ambiguïté possible.

[68]

« Le Congrès déclare que tous les ouvriers doivent s'efforcer avec énergie de créer des syndicats dans les différents métiers.

« Lorsque de tels syndicats auront été formés, les sections, les groupes affiliés et les centrales devront en être informés, afin qu'ils puissent s'attacher à la création de fédérations nationales de syndicats. Ces fédérations seront chargées de rassembler tout ce qui concerne leur branche d'industrie, de débattre en commun des mesures à prendre afin d'œuvrer à leur application et à leur succès jusqu'à ce que l'actuel système de salariat soit remplacé par l'association du libre travail.

« Le Congrès charge le Conseil général d'assurer la liaison internationale entre les syndicats. »

(Résolution du IV^e Congrès de l'Association internationale des travailleurs, Bâle, 1869.)

Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats

[Retour à la table des matières](#)

A. *Leur passé*. Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle ⁴³. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens altéré qu'on lui connaît dans une société où les conditions matérielles sont d'un côté, et l'énergie vitale productive de l'autre.

La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la force du nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence

⁴³ Cette résolution a été élaborée par Marx et adoptée au 1^{er} Congrès de l'Internationale à Genève en septembre 1866.

inévitable qu'ils se font les uns aux autres. Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves.

[69]

L'objet immédiat des syndicats était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot, aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que dure le système actuel ; qui plus est, *les syndicats ouvriers doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays* ⁴⁴.

D'un autre côté, les syndicats ouvriers ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Age en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée *pour supprimer et remplacer le système du travail salarié* ⁴⁵.

B. *Leur présent*. Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital. Ils ne sont pas assez conscients de tout ce qu'ils peuvent faire contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont tenus trop à l'écart des mouvements plus généraux et des luttes politiques. Néanmoins, dans ces derniers temps, ils ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Donnons-en pour exemple leur participation, en Angleterre, aux récents mouvements politiques ; l'idée qu'ils se font de leur fonction aux États-Unis ; et la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield :

⁴⁴ Souligné par nous.

⁴⁵ Idem.

« Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les efforts faits par l'Association internationale des travailleurs pour unir dans une confédération fraternelle les ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les sociétés représentées de s'affilier à cette organisation, dans la conviction que l'Association internationale forme un élément nécessaire au progrès et à la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

C. *Leur avenir*. À part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent [70] maintenant agir comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction.

En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas encore organisés ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où les circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, ils feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Syndicats et grèves

Le Congrès déclare ⁴⁶

1. Que les grèves ne sont pas un moyen d'émanciper complètement le travailleur, mais qu'elles sont une nécessité dans la situation actuelle de lutte entre le travail et le capital.

2. Qu'il convient de soumettre les grèves à certaines règles d'organisation, d'opportunité et de légitimité.

3. En ce qui concerne l'organisation des grèves : dans les branches de production où il n'y a pas encore de syndicats, de sociétés de

⁴⁶ Résolution du III^e Congrès de l'A.I.T., élaborée par Marx et adoptée à Bruxelles en septembre 1868.

résistance, de secours mutuel, il importe d'en créer, puis de solidariser entre eux tous les syndicats de toutes les professions et de tous les pays, en instituant, dans chaque fédération locale, une caisse destinée à soutenir les grévistes. En un mot, il faut continuer dans ce sens l'œuvre entreprise par l'Association internationale des travailleurs et s'efforcer de faire entrer le prolétariat en masse dans cette Association.

4. En ce qui concerne l'opportunité et la légitimité des grèves, il importe de nommer dans la fédération une commission de délégués des différents syndicats et sociétés [71] ouvrières qui jugerait s'il y a lieu d'organiser une grève. Au reste, il est nécessaire de laisser, pour le mode de formation de ce conseil d'arbitrage, une certaine latitude aux différentes sections, suivant les mœurs, les habitudes et les législations particulières.

5. Le Congrès sera nanti chaque année d'un rapport sur les syndicats émanant de chaque groupe ou de chaque section, afin de se rendre compte de ses progrès.

Question de la séparation du Conseil général d'avec le Conseil régional pour l'Angleterre

Longtemps avant la fondation de *l'Égalité*, cette proposition [de séparer le Conseil général de l'A.I.T. et le Conseil régional] se faisait périodiquement au sein même du Conseil général par un ou deux membres anglais⁴⁷. Elle a toujours été rejetée presque unanimement⁴⁸

Quoique l'initiative révolutionnaire partira probablement de France⁴⁹, l'Angleterre seule peut servir de levier à une révolution

⁴⁷ Extrait du texte rédigé le 1^{er} janvier 1870 par Marx.

Sous le titre « Le Conseil général au Conseil fédéral de la Suisse romande », il fut incorporé au pamphlet sur *Les Prétendues Scissions dans l'Internationale*, Genève, 1872.

⁴⁸ Cf. les protocoles de séance du Conseil général de l'A.I.T., in *Documents of the First International*, Progress Publishers, Moscow, Lawrence et Wishart, London, en 6 volumes.

⁴⁹ Marx et Engels n'ont jamais pensé que la révolution éclaterait en premier dans le pays où les contradictions capitalistes sont le plus développées. Gramsci, par exemple, était si fermement persuadé du contraire qu'il crut que la révolution russe de 1917 constituait une exception au marxisme. En

sérieusement *économique*. En effet, c'est le seul pays où il n'y ait plus de grandes masses paysannes et où la propriété foncière soit concentrée en peu de mains. C'est le seul pays où la *forme capitaliste*, c'est-à-dire le travail combiné sur une grande échelle sous la domination de capitalistes, se soit emparée de presque toute la production. C'est le seul pays où *la grande majorité de la [72] population consiste en ouvriers salariés*. C'est le seul pays où la lutte des classes et *l'organisation de la classe ouvrière par le moyen des syndicats* aient acquis un certain degré de maturité et d'universalité.

À cause de sa domination sur le marché mondial, c'est le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doive réagir immédiatement sur le reste du monde. Si le landlordisme et le capitalisme ont leur siège classique dans ce pays, par contrecoup *les conditions matérielles de leur destruction* y sont aussi les plus mûres.

Le Conseil général étant placé dans la *position heureuse d'avoir la main directement sur ce grand levier de la révolution prolétaire* - les syndicats -, quelle folie, pour ne pas dire quel crime, que de le laisser tomber dans des mains purement anglaises !

Les Anglais ont toute la *matière* nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c'est *l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire*. C'est seulement le Conseil général qui peut y suppléer et accélérer ainsi le mouvement vraiment révolutionnaire dans ce pays, et en conséquence *partout*.

Les grands effets que nous avons déjà produits dans ce sens sont attestés jusque par les journaux les plus intelligents et les mieux accrédités auprès des classes dominantes, comme par exemple la *Pall Mall Gazette*, la *Saturday Review*, le *Spectator* et la *Fortnightly Review*, pour ne pas parler des membres, prétendus radicaux, de la chambre des Communes et de celle des Lords qui, il y a peu de temps, exerçaient encore une grande influence sur ceux qui dirigent les

fait, la crise frappe toujours plus violemment les petites entreprises et les pays moins développés, car les gros disposent de plus de réserves et surmontent donc mieux la crise ; mieux, ils en profitent pour absorber les plus petits. La révolution serait un processus mécanique, si la forteresse centrale était ébranlée avant que ne le soient les avant-postes.

Au reste, Marx précise que le maniement de l'arme politique est un facteur d'accélération du processus révolutionnaire, tandis que l'arme économique en assure le triomphe final.

ouvriers anglais. Ne nous accusent-ils pas publiquement d'avoir empoisonné et presque éteint l'esprit anglais de la classe ouvrière, et de l'avoir poussée dans la voie du socialisme révolutionnaire ?

La seule manière de produire ce changement est d'agir comme l'a fait le Conseil général de l'Association internationale. En tant que Conseil général, nous pouvons prendre l'initiative de mesures (par exemple, la fondation de la *Land and Labour League*⁵⁰), qui plus tard, aux yeux du [73] public, se produisent dans l'exécution comme des mouvements spontanés de la classe ouvrière anglaise.

Si un *Conseil régional* était formé en dehors du Conseil général, quels en seraient les effets immédiats ?

Placé entre le *Conseil général* et le Conseil général des syndicats, le *Conseil régional* n'aurait aucune autorité. En outre, le *Conseil général de l'Internationale* perdrait le maniement du *grand levier*. Si à notre action sérieuse et souterraine nous voulions substituer l'éclat des tréteaux, nous serions amenés à commettre la faute de répondre publiquement à la question de l'« Égalité » : pourquoi le *Conseil général* « subit ce cumul si fâcheux de fonctions » ?

L'Angleterre ne doit pas être traitée comme un pays parmi d'autres pays. Elle doit être considérée comme la *métropole du capital*.

Lorsque Marx fonda l'Internationale⁵¹, il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de

⁵⁰ La *Ligue de la terre et du travail* fut fondée en octobre 1869 à Londres grâce à l'action du Conseil général. Le comité exécutif de la Ligue comprenait plus de dix membres du Conseil général. Eccarius en élabora le programme d'après les directives de Marx : outre les revendications de caractère général (réforme de l'impôt et de la finance, questions d'éducation, etc.), la Ligue réclamait la nationalisation de la terre, la réduction du temps de travail, ainsi que l'instauration du suffrage universel et la formation de colonies agricoles.

En reprenant en quelque sorte les revendications chartistes, Marx espérait contribuer à une prise de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise. La Ligue devait, à ses yeux, ouvrir la voie à un parti prolétarien en Angleterre. Cependant, l'influence des éléments bourgeois y prévalut dès l'automne 1870. La Ligue finit par perdre toute attache avec l'Internationale.

⁵¹ Cf. Engels à Florence Kelley-Wischnevetzky, 27 janvier 1887.

cette époque pussent y participer : proudhoniens, pierre-lerouxistes, et même la partie la plus avancée des *syndicats* anglais⁵². Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle est : le [74] moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes dont la soudaine apparition dans les différents pays n'a été que la réaction violente de la bourgeoisie contre la Commune, et c'est pourquoi nous pouvions les laisser tranquillement décliner - ce qui arriva effectivement.

Si, de 1864 à 1873, nous avons tenu à ne collaborer qu'avec ceux qui reconnaissent ouvertement notre programme, où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense que notre pratique a montré qu'il est possible de travailler avec le mouvement général de la classe ouvrière à chacune de ses diverses étapes, sans abandonner ni cacher notre position distincte, voire notre organisation.

⁵² Pour Engels, les syndicats anglais n'ont donc pas fait partie, au sens propre, de l'Internationale. Marx explique qu'il s'est efforcé de les rattacher à l'organisation politique internationale des travailleurs en « élargissant » les possibilités d'adhésion, sans pour autant qu'il y ait fusion. En fait, les syndicats furent rattachés à l'Internationale par l'adhésion de dirigeants syndicalistes. Engels déclara tout net à la séance du Conseil général, le 31 octobre 1871 : « On ne peut soutenir le moins du monde que les syndicats aient formé des branches de l'Internationale. Ces branches doivent, en effet, soumettre leurs statuts à l'approbation du Conseil général, alors que les syndicats ont leurs propres règlements sans qu'aucun contrôle ne s'exerce sur eux. En outre, ils engagent des actions sans consulter l'Association. Autre chose encore : ils n'ont pas payé une aussi forte cotisation que les membres, mais ont versé des contributions globales. »

Engels précise d'ailleurs que Marx avait « élargi » ce programme (qui devait nécessairement se « rétrécir » avec le développement de l'A.I.T.) dans le but : 1° de dissoudre certaines sectes ; 2° de *collaborer* avec certains syndicats et les influencer.

Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

L'inhabituel sérieux avec lequel la presse anglaise, et notamment londonienne, traite de l'Association internationale des travailleurs et de son Congrès de Bruxelles (le *Times* à lui tout seul a consacré 4 éditoriaux à ce thème) a provoqué une véritable danse du sabbat dans la presse bourgeoise allemande⁵³. Elle, presse allemande, se met en devoir d'enseigner aux journaux anglais qu'ils commettent une erreur en croyant à l'importance de l'Association internationale des travailleurs en Angleterre ! Elle découvre que les syndicats anglais qui, par le truchement de l'Association internationale des travailleurs, ont envoyé des subsides considérables aux ouvriers de Paris, de Genève et de Belgique en lutte contre le capital, n'ont absolument *aucune* liaison avec cette même Association internationale des travailleurs !

« Apparemment tout' cela se fonde, nous écrit-on de Londres, sur l'assertion d'un certain M. Hirsch⁵⁴ que Schulze-Delitzsch a envoyé spécialement à Londres pour [75] préparer un petit scandale. M. Hirsch le dit, et M. Hirsch est un personnage honorable ! Cet honorable Hirsch éveilla la méfiance des unionistes (membres des *trades unions*, autrement dit : des syndicats) de Londres, parce qu'il ne disposait d'*aucune* lettre d'introduction de la part de l'Association internationale des travailleurs. Ceux-ci se fichèrent tout simplement de lui. Pas étonnant que M. Hirsch accumulât dès lors les gaffes ! En effet, si on l'avait pris tant soit peu au sérieux, on lui aurait communiqué sans faire preuve de confiance excessive ce que tout le monde sait à Londres, et notamment que le Conseil général des

⁵³ Article de Marx publié dans *Demokratisches Wochenblatt*, 17 octobre 1868.

⁵⁴ Référence au Dr Max Hirsch, le « fameux » économiste de la *Volkszeitung* de Duncker. Jusqu'à son voyage exploratoire dans les régions inconnues pour lui d'Angleterre, on ne semble pas avoir eu à Londres la moindre idée de l'existence de ce nouveau sauveur de la société. [note de Marx]

syndicats⁵⁵ siégeant à Londres se compose de 6 à 7 membres, dont 3 font partie du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs : *Odger* (secrétaire de la direction centrale et délégué des cordonniers), *R. Applegarth* (délégué du syndicat des charpentiers et menuisiers) et *Howell* (délégué du syndicat des maçons et secrétaire de la Ligue pour la Réforme).

En outre, il eût découvert que le reste des syndicats affiliés (il y en a 50 rien que pour Londres, sans compter les syndicats de province) est représenté au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs par *cinq* autres membres : *R. Shaw*, *Buckley*, *Cohn*, *Hales* et *Maurice*, sans parler de ce que chaque Union a le droit - et en use - d'envoyer des délégués au Conseil général dans certaines circonstances déterminées. De plus, les organisations anglaises suivantes sont représentées au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs :

[76]

- les sociétés coopératives, qui ont envoyé 3 délégués au Congrès de l'Internationale à Bruxelles, par *Weston* et *Williams* ;

⁵⁵ Le Conseil général des syndicats de Londres fut créé en mai 1860 lors d'une Conférence de délégués syndicaux qui représentaient plusieurs milliers de syndicalistes. Ce Conseil dirigea les manifestations d'ouvriers anglais contre l'intervention envisagée par le gouvernement anglais contre les Nordistes durant la guerre de Sécession (cf. MARX-ENGELS, *La Guerre civile aux États-Unis, 1861-1865*, 10/18, 1970, 'p.139-214), en faveur de l'Indépendance de la Pologne et de l'Italie, et, plus tard, pour la reconnaissance légale des syndicats. Les dirigeants des syndicats les plus puissants qui siégeaient aussi au Conseil général de l'A.I.T., y jouèrent un rôle prédominant : le syndicat des charpentiers (Cremer, puis Applegarth), des cordonniers (Odger), des maçons (Coulson et Howell) et des mécaniciens (Allan, qui, seul ne faisait pas partie du Conseil général de l'A.I.T.).

Le 14 janvier 1867, le Conseil général des syndicats de Londres adopta une résolution selon laquelle il se ralliait aux principes de l'Internationale, mais s'opposait à toute fusion organisationnelle. La liaison entre les deux organisations fut assurée par les dirigeants syndicalistes qui faisaient partie du Conseil général.

- la *Ligue pour la Réforme* par *Dell*, *Cowell* *Stepney* et *Lucraft*, tous trois membres de la commission exécutive de la Ligue ;
- *l'Association pour une Réforme nationale*⁵⁶, créée par l'agitateur feu *Bronterre O'Brien*, et représentée au Conseil général par son président *A. E. Walton* et *Milner* ;
- enfin le mouvement populaire *athéiste*, par la célèbre oratrice *Mrs Harriet Law* et *Mr Copeland*.

Comme on le voit, il n'est pas d'organisation importante du prolétariat britannique qui ne soit pas directement représentée par ses propres dirigeants, au sein du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs. Enfin, le *Bee-Hive*, sous la direction de *George Potter*, l'organe officiel des syndicats anglais, est en même temps l'organe officiel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, dont il fournit chaque semaine le compte rendu de séance.

Les découvertes de l'honorable *Hirsch* et les cris de joie consécutifs de la presse bourgeoise d'Allemagne ont fourni pour leur part une ample matière au correspondant londonien de la *Weser Zeitung* et de la *Augsburger Allgemeine Zeitung*. Cette personne - c'est une seule et même personne qui fait l'affaire pour les deux journaux - habite, pour des raisons connues d'elle seule, dans un coin perdu, à quelques heures de Londres. Elle y mijote ses extraits éhontés du *Times*, *Morning Star* et *Saturday Review* en y incorporant une esthétique sauce de poisson selon le goût de son public. De temps en temps, comme c'est le cas ici, elle remâche le salmigondis de la presse allemande sous une fausse date pour la *Weser Zeitung* et la *Augsburger Zeitung*.

⁵⁶ La Ligue nationale pour la Réforme fut créée en 1849 à Londres par des dirigeants chartistes, tels que *Bronterre O'Brien*, *Reynolds*. Elle lutta pour le suffrage universel et des réformes sociales. En 1866, elle s'affilia à l'A.I.T. Elle travailla sous la direction du Conseil général, après sa transformation en branche de la Ligue pour la Réforme, fondée à l'initiative du Conseil général de l'A.I.T. au début 1865, pour inciter les syndicats à abandonner autant que possible leur apolitisme traditionnel.

Ledit correspondant n'est autre que le fameux lumpen-prolétaire et littérateur Elard Biscamp. Exclu depuis longtemps [77] de tout milieu décent, l'infortuné cherche dans la bouteille un remède à son cœur brisé à la suite de l'annexion par la Prusse de sa patrie, la Hesse électorale, et de son ami Edgar Bauer.

La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants

[Retour à la table des matières](#)

Trente mille personnes au moins assistaient à la manifestation ; plus de la moitié portait un ruban vert ou une feuille verte à la boutonnière afin de mettre en évidence sa nationalité irlandaise, le reste était composé d'Anglais, d'Allemands, de Français⁵⁷. La foule était trop nombreuse pour pouvoir suivre les discours, et c'est pourquoi on organisa une autre assemblée à côté de la première pour que d'autres orateurs puissent développer les mêmes arguments à tous. On adopta des résolutions énergiques qui réclamaient l'amnistie générale ainsi que l'abolition des lois d'exception qui imposaient à l'Irlande un état de siège permanent. Vers 5 heures, les cortèges se formèrent, et la foule quitta Hyde Park, après avoir foulé aux pieds les ordonnances du ministère Gladstone.

C'est la première fois qu'une manifestation irlandaise eut lieu à Hyde Park. Son succès fut total : la presse bourgeoise de Londres elle-même ne put le nier. C'est la première fois que des éléments anglais et irlandais de notre population ont manifesté de concert. Ces deux fractions de la classe ouvrière, dont l'inimitié mutuelle servait essentiellement les intérêts du gouvernement et des classes riches se tendent désormais la main. Ce splendide résultat, nous le devons avant tout à l'ancien Conseil général de l'Internationale qui a toujours fait

⁵⁷ Cf. ENGELS, « Lettres de Londres. La manifestation à Hyde Park », *La Plèbe*, 17 novembre 1872.

On sait que pour l'Angleterre, l'Irlande représente plus qu'un pays étranger : une colonie. Sa position est tout à fait comparable à celle de l'Algérie vis-à-vis de la France, avant l'indépendance, et même après, pour les ouvriers émigrés.

porter tous ses efforts sur la préparation de l'alliance entre les ouvriers des deux nations sur la base d'une égalité complète. La manifestation du 3 novembre inaugure une ère nouvelle pour le mouvement ouvrier de Londres...

[78]

Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T.

[Retour à la table des matières](#)

Le citoyen Engels dit que le sens véritable de cette motion ⁵⁸, une fois dépouillée de tout son voile d'hypocrisie, est de placer les sections irlandaises sous la sujétion du Conseil fédéral britannique, ce à quoi les sections irlandaises ne se résoudront jamais et ce que le Conseil général n'a ni le droit ni le pouvoir de leur imposer. Conformément aux Statuts et aux Règlements, ce Conseil n'a pas non plus le pouvoir de forcer une section ou une branche à reconnaître la suprématie d'un quelconque Conseil fédéral. Certes, il a le devoir, avant d'admettre ou de rejeter toute nouvelle branche qui se trouve sous la juridiction d'un

⁵⁸ Extrait du *Protocole* de la séance du Conseil général du 14 mai 1872. Le citoyen Hales propose : « Dans l'opinion du Conseil la formation de branches *irlandaises* nationalistes en Angleterre est en opposition aux Statuts généraux et aux principes de l'Association ». Il ajoute qu'il ne présente pas cette motion dans un esprit antagonique vis-à-vis des membres irlandais ; il estime que la politique qu'elle vise présenterait les plus graves périls pour l'Association, abstraction faite de ce qu'elle serait en opposition avec ses Statuts et principes. En effet, le principe fondamental de l'Association est de détruire toute velléité de doctrine nationaliste, et de détruire toutes les barrières qui séparent un homme de l'autre : la formation de branches irlandaises ou anglaises quelconques ne pourrait que retarder le mouvement, au lieu de le servir. La formation de branches *irlandaises* en Angleterre ne pourrait qu'aviver cet antagonisme national qui a malencontreusement existé si longtemps entre les peuples de ces deux pays. (Extrait du *Protocole* de la même séance.)

Il est évident que, sous une phraséologie internationaliste de caractère humanitaire, Hales ne tolérait que des sections *anglaises* en Angleterre, bref refusait aux Irlandais le droit à une existence au même titre que les Anglais.

quelconque Conseil fédéral, de consulter ce Conseil, mais le citoyen Engels soutient avec force que les sections irlandaises en Angleterre ne se trouvent pas plus sous la juridiction du Conseil fédéral britannique que les sections françaises, allemandes, italiennes ou polonaises. Les Irlandais forment à tous égards une nationalité propre, distincte de toutes les autres, et le fait qu'ils usent de la langue anglaise ne saurait en aucune façon les dépouiller de droits valables pour tous.

Le citoyen Hales a dépeint les rapports entre l'Angleterre et l'Irlande sous un jour tout à fait idyllique, comme si la plus grande harmonie régnait entre elles. Or ce sont [79] exactement les mêmes rapports qui ont existé entre la France et l'Angleterre au moment de la guerre de Crimée, lorsque les classes dominantes des deux pays ne trouvaient pas assez de mots pour se congratuler, et que tout respirait l'harmonie la plus parfaite. Mais le cas est tout différent. Il y a le fait de sept siècles de conquête et d'oppression de l'Irlande par l'Angleterre. Or tant que durera cette oppression, c'est insulter les ouvriers irlandais que de leur demander de se soumettre à un Conseil fédéral anglais. La position de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre n'est en rien celle de l'égalité, mais bien plutôt celle de la Pologne vis-à-vis de la Russie. Que dirait-on si le Conseil général exigeait des sections polonaises qu'elles reconnaissent la suprématie du Conseil fédéral russe de Petersburg, ou s'il demandait aux sections de la Pologne prussienne, du Schleswig septentrional et de l'Alsace de se soumettre au Conseil fédéral berlinois ? Or, c'est exactement ce que l'on demande aux sections irlandaises.

Lorsque les membres de l'Internationale appartenant à une nation conquérante demandent à ceux appartenant à une nation opprimée, non seulement dans le passé, mais encore dans le présent, d'oublier leur situation et leur nationalité spécifiques, d'« effacer toutes les oppositions nationales », etc., ils ne font pas preuve d'internationalisme. Ils défendent tout simplement l'assujettissement des opprimés et tentent de justifier et de perpétuer la domination du conquérant sous le voile de l'internationalisme. En l'occurrence, cela ne ferait que renforcer l'opinion déjà trop largement répandue parmi les ouvriers anglais selon laquelle, par rapport aux Irlandais, ils sont des êtres supérieurs et représentent une sorte d'aristocratie, comme les

Blancs des États esclavagistes américains se figuraient l'être par rapport aux Noirs.

Dans un cas comme celui des Irlandais, le véritable internationalisme doit nécessairement se fonder sur une organisation nationale autonome : les irlandais, tout comme les autres nationalités opprimées, ne peuvent entrer dans l'Association ouvrière internationale qu'à égalité avec les membres de la nation conquérante et en protestant contre cette oppression. En conséquence, les sections irlandaises n'ont pas seulement le droit, mais encore le devoir de déclarer dans les Préambules à leurs Statuts que leur première et plus urgente tâche, en tant qu'Irlandais, est de conquérir leur propre indépendance nationale.

[80]

L'antagonisme entre les ouvriers anglais et irlandais a toujours été l'un des moyens les plus puissants pour maintenir la domination de classe en Angleterre. Que l'on se souvienne du temps où Feargus O'Connor et les chartistes anglais ont été expulsés par des Irlandais de la Salle des sciences à Manchester. Or, à présent, il existe pour la première fois une bonne occasion de faire œuvrer de concert travailleurs anglais et irlandais en vue de leur émancipation commune, ce qui est un résultat qu'aucun autre mouvement n'a jamais atteint dans un quelconque pays. Or, avant même que l'on se soit assuré de ce résultat, on nous demande de dire et d'imposer aux Irlandais de ne pas prendre eux-mêmes les choses en main et de se soumettre à la direction d'un Conseil anglais ! En fait, cela reviendrait à introduire dans l'Internationale l'assujettissement des Irlandais par les Anglais. Si les initiateurs de cette motion sont à ce point remplis d'un authentique esprit internationaliste, qu'ils en fassent donc la preuve en transférant le siège du Conseil fédéral britannique à Dublin et en le plaçant sous la direction d'Irlandais !

En ce qui concerne les prétendus heurts entre branches irlandaises et branches anglaises, ils ont été suscités uniquement par les membres du Conseil fédéral anglais qui ont tenté de s'immiscer dans les affaires des sections irlandaises dans le but de les amener à renoncer à leur caractère national spécifique et à se soumettre à la direction du Conseil anglais. Si elles se laissaient faire, les sections irlandaises d'Angleterre ne seraient plus reliées aux sections irlandaises d'Irlande.

Il n'est pas possible de faire dépendre certains Irlandais d'un Conseil fédéral de Londres, et d'autres d'un Conseil fédéral de Dublin. Les sections irlandaises en Angleterre sont notre base d'opération vis-à-vis des ouvriers irlandais en Irlande. Ils sont plus progressistes, parce qu'ils disposent de conditions plus favorables et que le mouvement ne peut être propagé et organisé en Irlande que par leur truchement. Or, faut-il délibérément anéantir soi-même cette base d'opération et renoncer au seul moyen grâce auquel l'Irlande peut être gagnée efficacement pour l'Internationale ?

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas perdre de vue que les sections irlandaises n'accepteraient jamais - et elles ont parfaitement raison - de renoncer à leur organisation nationale autonome pour se subordonner au Conseil anglais.

Tout se ramène donc à l'alternative : doit-on permettre [81] aux Irlandais d'être leurs propres maîtres, ou les chasser de l'Association ? Si la motion était acceptée, le Conseil général devrait informer les ouvriers irlandais qu'après la domination de l'aristocratie anglaise sur l'Irlande, qu'après la domination de la bourgeoisie anglaise sur l'Irlande, ils doivent s'attendre maintenant à une domination de l'aristocratie ouvrière anglaise sur l'Irlande.

Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande

[Retour à la table des matières](#)

... La domination de classe est possible aussi longtemps seulement que les opprimés sont préservés de la misère la plus extrême⁵⁹. Or,

⁵⁹ Cette *Adresse*, élaborée par Marx, fut publiée en brochure en 1869. S'appuyant sur les statistiques de l'évolution des revenus des diverses classes sociales en Angleterre, Marx mit en évidence, au début de ce texte, que la classe ouvrière dans son ensemble a subi une diminution importante de son standard de vie et une dégradation générale de son statut social. Cette démonstration chiffrée étant parallèle à celle que Marx a faite dans l'*Adresse inaugurale* de la I^{re} Internationale dans sa polémique bien connue avec Gladstone, nous l'avons écartée et n'en donnons ici que les conclusions.

dans leurs meilleures années, les classes dominantes n'ont pas réussi à protéger les ouvriers salariés de l'industrie de la misère et de la mort par inanition. Leurs mesures ont totalement échoué, et leurs promesses ne se sont pas réalisées. Elles avaient promis de réduire les dépenses publiques ; au lieu de cela, elles les ont augmentées de manière gigantesque. Elles avaient promis de décharger les ouvriers d'un fardeau fiscal exagéré ; cependant, les riches ne paient qu'une fraction des impôts encore augmentés, le reste étant prélevé sur les articles de première nécessité - les billets de gage eux-mêmes sont imposés -, et tout cela pour entretenir une armée permanente qui est constituée par des hommes tirés de vos propres rangs et qui doit servir à vous tirer dessus dès lors que vous donnez des signes de mécontentement.

Elles avaient promis de ramener le paupérisme à un minimum ; cependant elles ont fait de la pauvreté et de la misère le lot de votre vie quotidienne : la fameuse grosse miche de pain s'est réduite comme une peau de chagrin. Chaque moyen qu'elles ont appliqué n'a fait qu'aggraver [82] encore vos malheurs, et elles n'ont plus rien à proposer. Leur règne est donc voué à la ruine.

Continuer ainsi, ce serait mener tout le monde à la faillite. Il n'y a plus qu'un seul recours : le secours est en vous-mêmes ! Et vous ne devez plus supporter davantage cette condition horrible. Agissez d'après votre propre jugement, et vous mettrez fin à cet état de choses ⁶⁰.

Il y a quelques semaines, un groupe d'ouvriers londoniens a délibéré de cette question. Les ouvriers en vinrent à la conclusion que la racine de tous les maux se trouve dans les bases mêmes de l'actuelle société, qu'il n'est pas d'autres recours qu'un bouleversement de l'ordre social et politique existant, et qu'une telle révolution ne peut être effectuée que par les millions d'ouvriers eux-mêmes. Ils formulèrent leurs conclusions dans une série de résolutions et convoquèrent une conférence de représentants ouvriers, conférence à laquelle ils soumièrent leurs résolutions. Dans trois réunions successives, ils

⁶⁰ Aux yeux de Marx, il n'y a aucune opposition entre, d'une part, l'autodécision et l'initiative ouvrières, et d'autre part, l'organisation concertée des syndicats et du parti. Les organisations ouvrières ont pour but de défendre et d'animer les actions du prolétariat en tant que classe autonome et indépendante de toutes les autres.

discutèrent ces résolutions et les adoptèrent à l'unanimité. Pour les réaliser, ils fondèrent une nouvelle organisation ouvrière, la *Ligue de la terre et du travail*.

De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés

[Retour à la table des matières](#)

La condamnation d'une partie de la classe salariée à l'oisiveté n'impose pas seulement à l'autre un surcroît de travail qui enrichit certains capitalistes individuels, mais du même coup elle maintient, au bénéfice de la classe capitaliste tout entière l'armée industrielle de réserve en rapport avec les besoins de l'accumulation progressive ⁶¹...

Dans l'ensemble, le taux général des salaires ne varie pas exclusivement en fonction de *l'expansion et de la contraction de l'armée de réserve industrielle* au cours des différentes phases du cycle industriel. Autrement dit, il n'est [83] pas déterminé *par l'évolution de la masse absolue de la population ouvrière*, mais par le *rapport variable* dans lequel la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, par l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, par le degré où elle se trouve tantôt absorbée, tantôt dégagée à nouveau...

Pendant les périodes de stagnation et d'activité moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur l'armée active, pour en refréner les prétentions pendant la période de surproduction et de paroxysme productif. *La surproduction relative forme donc l'arrière-plan sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail, et elle limite la marge de jeu de la frénésie d'exploitation et du despotisme du capital* qui autrement ne connaîtraient plus aucun frein.

C'est le lieu ici de parler de ce que les économistes et apologistes du capital présentent comme un haut fait. On se souvient [cf. la *Théorie de la compensation*, chap. XV, partie VI] qu'à l'occasion de l'introduction de machines nouvelles ou de l'agrandissement du parc de machines existantes, lorsqu'une partie du capital variable se transforme en capital constant, l'apologiste du capital interprète à rebours cette opération qui « fixe » du capital et « libère » des

⁶¹ Cf. MARX, *Le Capital*, I, chap. XXV, IV. Le texte allemand différant assez considérablement du français, nous en donnons une traduction nouvelle.

travailleurs. En effet, ils affirment qu'elle libère du capital *pour les travailleurs*. Nous avons montré qu'aucune partie de l'ancien capital ne devient alors disponible pour les ouvriers déplacés, mais qu'eux-mêmes deviennent, au contraire, disponibles pour des capitaux nouveaux, s'il y en a.

C'est à présent seulement que l'on peut se rendre compte de l'impudence de ces apologistes. Les travailleurs qui sont directement rendus disponibles, ce ne sont pas seulement ceux qui sont directement chassés par les machines, mais encore ceux qui, sans l'introduction de ces machines, eussent normalement été absorbés par cette industrie dans son état ordinaire d'extension. Ils sont maintenant tous « libérés », et tout capital en quête d'emploi nouveau peut en disposer. Qu'il les attire, eux, ou qu'il en attire d'autres, l'effet produit sur la demande générale du travail restera toujours nul, tant que ce capital est juste suffisant pour retirer du marché autant de bras que les machines qui le composaient, y ont jetés. S'il en emploie moins, le nombre des ouvriers en excédent augmentera encore ; s'il en emploie davantage, la demande générale du travail ne s'accroîtra que de l'excédent des bras qu'il « engage » sur ceux qu'il a [84] « dégagés ». L'impulsion que les capitaux additionnels en quête d'emploi auraient autrement donnée à la demande générale de bras se trouve donc en tout cas neutralisée, jusqu'à concurrence des bras jetés par les machines sur le marché du travail.

En d'autres termes donc, le mécanisme de la production capitaliste lui-même fait que *l'accroissement absolu du capital ne s'accompagne pas d'une augmentation correspondante de la demande générale de travail*. Et c'est ce que les apologistes du capital appellent une compensation pour la misère, les souffrances et la ruine possible des ouvriers déplacés pendant la période de transition où ils sont cantonnés dans l'armée industrielle de réserve !

La demande de travail ne va pas de pair avec l'accroissement du capital, ni l'offre de travail avec l'accroissement de la classe ouvrière : ces deux facteurs agissent indépendamment l'un de l'autre. Les dés sont pipés. En effet, le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente d'un côté, la demande de travail, elle, augmente, de l'autre côté, l'offre de travailleurs en les « libérant », alors qu'au même moment la pression des chômeurs contraint ceux qui travaillent à mettre en mouvement plus de travail ; bref, elle rend

dans une certaine mesure *l'offre d'emplois indépendante de l'offre de travailleurs*. Dans ces conditions, la loi de l'offre et de la demande de travail va parachever le despotisme du capital.

Aussi, quand les ouvriers commencent à s'apercevoir - comme cela se produit maintenant - que plus ils travaillent, plus ils enrichissent leurs patrons, et que plus leur force productive augmente, plus leur fonction de simples instruments de valorisation du capital devient précaire ; quand ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns les autres dépend entièrement de la pression exercée par les travailleurs en surnombre ; quand ils organisent, grâce à leurs syndicats, un plan d'action commune entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, afin d'atténuer les effets funestes de cette *loi « naturelle » de la production capitaliste* sur l'ensemble de la classe ouvrière - à ce moment-là -, le capital et son sycophante, l'économiste, se mettent à crier au sacrilège, à la violation de la loi « éternelle » et, pour ainsi dire, « sacrée » de l'offre et de la demande. *E n effet, toute concertation entre ouvriers occupés et ouvriers inoccupés trouble le jeu « pur » de cette loi.*

[85]

Il est vrai que, dans les colonies, par exemple, lorsque la formation d'une réserve industrielle est freinée par des circonstances particulières, de sorte que la *dépendance absolue* de la classe ouvrière vis-à-vis des capitalistes s'en trouve atténuée (comme c'est le cas aux États-Unis), le capital et ses défenseurs stipendiés vitupèrent eux-mêmes contre cette loi « sacrée » et demandent à l'État d'intervenir afin d'en modifier les effets les plus gênants pour les capitalistes.

Syndicats et associations de production des travailleurs

[Retour à la table des matières](#)

Dans les publications de l'Association fraternelle des ouvriers s'entremêlent ⁶², en un fouillis inextricable, des idées exposées dans le *Manifeste communiste*, des réminiscences et revendications datant des vieilles corporations, des bribes du système de Proudhon et de Louis Blanc, des théories protectionnistes, etc. ; bref, on voulait de tout partout. On lança des grèves, des coopératives ouvrières, des associations de production, en oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord, par des victoires *politiques*, un terrain sur lequel seulement tout cela pouvait être réalisé à long terme ⁶³.

Lorsque les victoires de la réaction firent comprendre aux dirigeants de l'*Association fraternelle des ouvriers* qu'il était nécessaire d'intervenir directement dans la lutte révolutionnaire, ils furent naturellement abandonnés par la masse confuse de ceux qu'ils avaient regroupée autour d'eux.

Comme la monarchie de juillet fut obligée en apparence de s'entourer d'*institutions républicaines*, la république de février (1848) dut s'entourer d'*institutions sociales*. Le prolétariat parisien arracha aussi cette Concession ⁶⁴.

Un ouvrier – Marche - dicta le décret par lequel le [86] Gouvernement provisoire, à peine formé, s'engageait à assurer l'existence des travailleurs grâce au travail, à fournir du travail à tous

⁶² Cf. ENGELS, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, 1885.

⁶³ Les textes suivants abordent la question des associations ou coopératives de production par lesquelles les producteurs tentent de reconquérir le contrôle, la propriété et la direction de la production. C'est la question toute moderne de la gestion ouvrière, des conseils ouvriers d'entreprise, des soviets et de l'extension du rôle des syndicats qui, de sociétés de résistance, tendent à reconquérir la direction de l'appareil de production.

⁶⁴ Cf. MARX, *Les luttes de classe en France, 1848-1850*, chap. I.

les citoyens, etc. Or, comme quelques jours après, il avait déjà oublié ses promesses et semblait avoir perdu de vue les revendications du prolétariat, une masse de 20 000 ouvriers marcha sur l'Hôtel de Ville aux cris de : « Organisation du travail ! Constitution d'un ministère spécial du Travail ! » A contrecœur et après de longs débats, le Gouvernement provisoire nomma une Commission spéciale permanente, chargée de découvrir les moyens d'améliorer la situation des classes laborieuses ! Cette commission fut formée de délégués des corps de métiers de Paris et fut présidée par Louis Blanc et Albert. On lui assigna comme siège le Luxembourg. *De cette façon, les représentants de la classe ouvrière étaient bannis du siège du Gouvernement provisoire, la fraction bourgeoise de celui-ci conservait dans ses seules mains le pouvoir d'État réel et les rênes de l'administration.* Bref, à côté des ministères des Finances, du Commerce, des Travaux publics, à côté de la Banque et de la Bourse, s'éleva une *synagogue socialiste* dont les grands prêtres - Louis Blanc et Albert - avaient pour tâche de découvrir la Terre promise, de proclamer le nouvel évangile et de procurer du travail au prolétariat parisien.

À la différence de tout pouvoir d'État ordinaire, ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucun pouvoir exécutif. C'est avec l'esprit qu'ils devaient renverser les piliers de la société bourgeoise. Tandis que le Luxembourg cherchait la pierre philosophale, l'Hôtel-de-Ville battait la monnaie sonnante et trébuchante.

C'est de concert avec la bourgeoisie que les ouvriers avaient fait la révolution de février. C'est *aux côtés* de la bourgeoisie qu'ils cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'était à côté de la majorité bourgeoise qu'ils avaient installé un ouvrier dans le Gouvernement provisoire même ⁶⁵.

⁶⁵ « Après février 1848, les démocrates socialistes français (« Réforme », Ledru-Rollin, Louis Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs qui prétendaient l'y représenter. » (Engels à Turati, 26-1-1894.) Cf. MARX-ENGELS, [La Commune de 1871](#). Lettres et déclarations pour la plupart inédites, 10/18, Paris, 1971, p. 249-250.

[87] *Organisation du travail* ! Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise, actuellement existante, du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise.

Un ministère spécial du Travail ! Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail *bourgeois* ? A côté d'eux, un ministère du Travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Vains Désirs : une Commission du Luxembourg.

Comme les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, ils pensaient pouvoir accomplir une révolution prolétarienne à côté des autres nations bourgeoises, à *l'intérieur des frontières nationales* ⁶⁶ de la France.

Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de syndicats

[Retour à la table des matières](#)

Ci-joint la lettre que von Schweitzer m'a adressée. Que dois-je répondre à ce rusé de Schweitzer ⁶⁷ ? Tu as pu constater, en lisant [dans le *Sozialdemokrat*] les débats du Congrès de l'Association générale des ouvriers allemands, que les lassalliens « orthodoxes » ont flairé que leur Monsieur le Président abandonne les eaux lassalliennes en

⁶⁶ Souligné par nous.

⁶⁷ Cf. Marx à Engels, 19 septembre 1868.

La polémique avec von Schweitzer et les lassalliens fait passer la question théorique des coopératives sur le plan pratique et organisationnel. L'aspiration d'une appropriation collective (coopérative) des moyens du travail est encore particulièrement vivace chez les artisans qui détiennent individuellement leurs moyens de production, mais sont menacés de les perdre par l'évolution capitaliste, ainsi que chez les couches ouvrières encore proches de cet état (paysans parcellaires prolétarisés). La liaison de von Schweitzer avec Bismarck explique, d'une part, qu'il faisait miroiter aux yeux de ses partisans l'octroi de crédits d'État pour créer des coopératives et, d'autre part, qu'ayant pris ainsi pied dans le mouvement ouvrier (le plus rétrograde) il cherchait maintenant à créer des syndicats ouvriers, inféodés à l'État, pour battre de vitesse les marxistes, Liebknecht, Bebel, etc., dans la tâche d'organisation de la classe ouvrière allemande.

convoquant une espèce de Congrès pour la création de syndicats et la réglementation des grèves. Ce n'est qu'en menaçant de démissionner de son poste qu'il obtint l'autorisation [88] d'entreprendre cette agitation indépendamment de l'Association générale des ouvriers allemands.

Son but est, naturellement, de battre Liebknecht de vitesse (dans la course pour former des syndicats). En outre, il s'est aperçu que le développement en Allemagne d'une *véritable* organisation ouvrière, fondée sur des syndicats, ficherait par terre tout son système artificiel de sectes. Ce qu'il vient maintenant de définir comme la somme des inventions lassalliennes dans son éditorial (n° 104), à savoir : « crédits d'État pour la création d'associations de production », est une copie littérale du programme du socialisme *catholique* français, exposé par Buchez dans *L'Atelier* à l'époque de Louis-Philippe.

Je devrai répondre à Schweitzer de manière diplomatique, et j'aimerais bien avoir ton opinion.

Je te renvoie ci-inclus la lettre de von Schweitzer⁶⁸. C'est une bourrique de croire qu'il puisse te corrompre avec une telle lettre. En faisant de toi le chef de l'« Europe » en général, il indique délicatement que ton Empire ne s'étendra donc sur aucun pays en particulier, ton règne n'étant pas à proprement parler de ce monde. Il t'élève à la papauté pour que tu le couronnes empereur d'Allemagne, Liebknecht glissant alors dans les oubliettes.

De toute façon, un point précieux c'est que *tu aies sa* lettre en main. À mon avis, tu feras observer d'abord à ce philistin que son Congrès ouvrier n'aura de sens que s'il s'agit d'un *véritable* congrès ouvrier, et non d'une simple reproduction de son Congrès de Hambourg⁶⁹ ; autrement [89] dit, si Schweitzer fait en sorte que des

⁶⁸ Réponse d'Engels, 21 septembre 1868, à la lettre précédente de Marx. Engels explique brillamment que l'unité dans l'organisation syndicale est la voie maîtresse pour le mouvement ouvrier.

⁶⁹ L'Association générale des ouvriers allemands (A.G.O.A.), de tendance lassallienne et sous la direction de von Schweitzer, organisa son congrès à Hambourg (22-26 août 1868). Les ouvriers se préoccupant toujours plus de luttes réelles, économiques et politiques, les dirigeants de l'A.G.O.A. *manœuvrèrent* afin de ne pas perdre leur influence. Aussi ce congrès aborda-t-il

éléments autres que lassalliens y soient aussi représentés. Jusqu'à présent, il ne semble pas qu'il veuille s'engager dans cette voie, car il n'a pris aucune mesure de ce genre. La question n'est pas du tout de savoir s'il peut ou non « se lier d'amitié » avec Liebknecht et les autres : dans *une telle affaire, il doit aller avec eux*. Ensuite, pour ce qui concerne les Statuts, tu pourrais lui écrire que l'important n'est pas dans ce qui s'y trouve inscrit, mais dans ce qui s'en trouve réalisé.

Il est tout à fait évident que cet animal cherche à évincer Liebknecht, Bebel, etc. Mais, pour cela, il voudrait pouvoir s'appuyer sur un écrit de toi. Cela doit beaucoup compter à ses yeux, sinon il ne t'aurait jamais écrit cette lettre qui le livre entièrement à ta merci pour toujours. Enfin, tu as raison de dire que les quelques formules lassalliennes ne sont plus du tout suffisantes et qu'il doit les étendre...

...D'abord, en ce qui concerne l'association de Lassalle, elle a été fondée durant une période réactionnaire⁷⁰. Après un sommeil de quinze ans, le mouvement ouvrier a été réveillé en Allemagne par Lassalle - tel est son mérite impérissable. Cependant, il commit de grosses fautes, se laissant par trop dominer par les circonstances. Il fit d'un point de départ insignifiant - son opposition à un nain tel que Schulze-Delitzsch - le point central de son agitation : aide de l'État. En échange de l'action autonome. Bref, il reprit simplement la formule

des problèmes qui n'avaient rien à voir avec le programme lassallien de l'A.G.O.A. C'est pourquoi von Schweitzer se heurta à une résistance farouche de ses partisans lorsqu'il proposa de convoquer un Congrès syndical à Berlin. C'est dans ces conditions que le Congrès de Hambourg prit des décisions importantes : il ratifia le principe des grèves, reconnu à l'unanimité que *Le Capital* de Marx avait rendu un service inappréciable à la classe ouvrière, et finalement qu'il était nécessaire d'engager des actions en commun avec les ouvriers des autres pays. En fait cependant, von Schweitzer et ses partisans empêchèrent l'affiliation de l'A.G.O.A. à l'Internationale et continuèrent à défendre leurs anciennes positions. Enfin, von Schweitzer empêcha l'organisation de Bebel et Liebknecht de participer au congrès syndical de Berlin, si bien qu'il brisa l'unité du mouvement ouvrier sur le plan syndical, unité à laquelle tendaient Bebel et Liebknecht en accord avec Marx. L'organisation de Bebel et Liebknecht s'affilia à l'A.I.T. en 1868 et constitua le Parti ouvrier social-démocrate à Eisenach en août 1869.

70

Marx à J.-B. von Schweitzer, 13 octobre 1868.

que Buchez chef du socialisme français *catholique*, avait lancée dès 1843 contre le mouvement ouvrier réel en France.

Trop intelligent pour considérer cette formule comme autre chose qu'un pis-aller transitoire, Lassalle ne put la justifier que par sa *prétendue* utilité immédiate. En vue de cela, il devait affirmer que cette formule pouvait se réaliser [90] dans un avenir immédiat. Or donc, l'État en général se transforma en l'État prussien. C'est ce qui l'obligea de faire des concessions à la royauté prussienne, à la réaction prussienne (parti féodal) et même aux cléricaux. Enfin, il combina la formule de Buchez - assistance de l'État aux sociétés ouvrières - à la revendication chartiste du suffrage universel, sans s'apercevoir que les conditions n'étaient pas les mêmes en Allemagne qu'en Angleterre : il oublia les leçons du Bas-Empire sur le suffrage universel français ⁷¹.

Comme tous ceux qui prétendent avoir dans leur poche une panacée pour les souffrances des masses, il donna d'emblée à son agitation une allure sectaire de type religieux. En effet, toute secte est religieuse. Précisément parce qu'il était le fondateur d'une secte, il nia, en outre, tout rapport naturel avec le mouvement antérieur d'Allemagne ou de l'étranger. Il tomba dans l'erreur de Proudhon, en ne cherchant pas la base de son agitation dans les éléments réels du mouvement de classe, mais en voulant prescrire à ce dernier sa marche d'après une recette doctrinale déterminée.

Ce que je dis ici après coup, je l'avais en grande partie prédit à Lassalle, lorsqu'il vint me rendre visite à Londres en 1862 et me demanda de me mettre avec lui à la tête de ce nouveau mouvement.

C'est dans votre propre personne que vous avez expérimenté l'opposition qui existe entre un mouvement de secte et un mouvement de classe. La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a de commun, au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa *recette particulière* qui la *distingue* de ce mouvement. Ainsi lorsque vous avez proposé à Hambourg de convoquer un congrès en vue de fonder des syndicats, vous n'avez pu briser la résistance des sectaires qu'en menaçant de démissionner de votre poste de président. En outre, vous avez été contraint de dédoubler votre personne, en déclarant que l'une agissait en tant que chef de secte, et l'autre en tant qu'organe de mouvement de classe.

⁷¹ Cf. note 14 dans le second volume p. 213.

La dissolution [par la police] de l'Association générale des ouvriers allemands vous a fourni l'occasion de réaliser un grand progrès et de déclarer - de prouver, s'il le fallait - qu'une nouvelle phase de développement venait [91] de s'ouvrir, que le mouvement sectaire était désormais mûr pour se dissoudre dans le mouvement de classe et pour mettre fin à tout « personnalisme ». Le contenu réel de la secte eût dû être transféré comme élément enrichissant dans le mouvement général, comme ce fut le cas de toutes les sectes ouvrières du passé. Au lieu de cela, vous avez en fait mis en demeure le mouvement de classe de se subordonner à un mouvement sectaire particulier. Ceux qui ne sont pas vos amis en ont conclu que vous teniez absolument à conserver votre « propre mouvement ouvrier ».

En ce qui concerne le Congrès de Berlin, le temps ne pressait pas, puisque la loi sur les coalitions n'était pas encore votée ⁷². Il vous eût donc fallu vous entendre d'abord avec les chefs *extérieurs* au cercle lassalien, afin d'élaborer un plan en commun avec eux, puis de convoquer le Congrès. Au lieu de cela, vous ne leur avez laissé qu'une alternative : se rallier publiquement à vous, ou faire front *contre vous*. Quant au Congrès, il n'apparaissait que comme une édition élargie du Congrès de Hambourg.

En ce qui concerne le projet de statuts, j'en tiens les principes pour fondamentalement faux, et je crois avoir autant d'expérience dans le domaine syndical que n'importe quel autre contemporain. Sans vouloir entrer ici dans les détails, j'observe simplement que *l'organisation centralisée*, qui s'applique si bien aux sociétés secrètes et aux sectes, est en contradiction avec la nature même des syndicats ⁷³.

⁷² Marx fait allusion à la loi accordant aux ouvriers le droit de coalition et de grève, loi votée le 29 mai 1869 par la Diète de l'Allemagne du Nord. Dans sa lettre du 8 octobre 1868 - donc avant le vote de cette loi -, von Schweitzer s'était adressé à Marx, en tant que « secrétaire de l'Internationale », pour se plaindre de Bebel et Liebknecht et pour proposer une action « dans le cadre légal ».

⁷³ Pour Marx, l'organisation des syndicats diffère donc de l'organisation centralisée du parti. Les syndicats tirent leur force de ce qu'ils mobilisent des masses immenses sur la base des intérêts matériels immédiats qui se calquent sur l'activité professionnelle. Seule une minorité plus décidée, plus disciplinée, plus consciente, bref un parti trempé dans la lutte, inflexible, sachant saisir l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, est en mesure de se

[92]

Même si elle était possible - *or je la tiens tout bonnement pour impossible* -, elle ne serait pas souhaitable, et surtout en Allemagne. En effet, les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure, si bien qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent à se tirer d'affaire tout seuls*.

Par ailleurs, votre plan manque de sens pratique. La « fédération » comprendrait trois puissances d'origines diverses : 1° *Le bureau* élu par les associations de métier. 2° *Le président*, élu au suffrage universel, soit un personnage tout à fait superflu ici. (Dans les statuts de l'Association internationale des travailleurs, il est également fait mention d'un président de l'association. En réalité, il n'a jamais eu d'autre fonction que de présider aux séances du Conseil général. J'ai refusé le poste de président en 1866 et proposé de le supprimer complètement en 1867 afin de le remplacer par un président de séance qui était choisi à chaque réunion hebdomadaire du Conseil général. Le

battre pour des intérêts plus lointains, essentiellement politiques et sociaux, qui se résument dans la destruction de l'État bourgeois. Contre von Schweitzer, Marx affirme que l'on mélange tout, si l'on donne une structure de parti aux organisations immédiates de la classe ouvrière. Qui plus est, on enlève toute efficacité à la lutte aussi bien économique (contre l'exploitation dans la production) que politique (la monopolisation par la bourgeoisie de la vie sociale).

Marx démontre sans peine que la dictature des chefs est le propre des partis ouvriéristes de masse, qui mélangent parti et syndicat en créant une organisation hybride. S'il y a dictature dans le parti, c'est celle des principes (qui sont acceptés volontairement par les militants, libres d'entrer ou de sortir de l'organisation). Or, les principes du programme sont le bien commun de tous, et non de la direction, qui a le devoir de les défendre et de les appliquer aux diverses situations. Les anarchistes reprendront plus tard les conceptions ouvriéristes et anticentralistes, et Engels leur répondra : « Au lieu et place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistique et de correspondance, qui ne saurait venir à bout de sections autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître d'autorité dirigeante née de leur propre consentement. Le comité - ou mieux : le bureau de statistique et de correspondance - ne devrait surtout pas défendre son existence, car ce serait instituer un type d'organisation hiérarchique et autoritaire, et surtout pas de sections disciplinées, surtout pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat ! Et ce, après la Commune ! » (Cf. Engels, « Le Congrès de Sonvilier et l'Internationale », *Volksstaat*, 10-1-1872.)

bureau londonien des syndicats n'a, lui aussi, qu'un président de séance. Son seul permanent est le *secrétaire*, qui se charge des affaires courantes.) 3° Le Congrès, élu par les sections locales. Cela signifie des heurts partout ; or, on prétend rechercher une « action rapide » ! Lassalle commît une lourde faute lorsqu'il emprunta à la Constitution française de 1852 le « président élu au suffrage universel », et précisément pour le mouvement syndical ! Or, celui-ci se préoccupe en grande partie de questions d'argent, et vous découvrirez bientôt que toute velléité de dictature s'arrête ici.

[93]

Cependant, quelle que soit l'erreur d'organisation, vous pouvez peut-être l'éliminer dans une grande mesure en agissant rationnellement. Comme secrétaire de l'Internationale, je suis prêt à jouer l'intermédiaire entre vous et la majorité de Nuremberg qui vous a directement exclu de l'Internationale : j'entends, bien entendu, agir sur une base rationnelle. J'ai écrit en ce sens à Leipzig (à Wilhelm Liebknecht). Je ne méconnais pas les difficultés de votre situation, et je n'oublie pas que chacun d'entre nous dépend plus des circonstances extérieures que de sa volonté.

Je vous promets en toute occurrence d'être impartial, comme c'est de mon devoir. Cependant je ne peux pas vous promettre qu'un jour je ne serai pas amené à critiquer ouvertement les superstitions lassalliennes comme je l'ai fait autrefois pour les proudhoniennes, dès lors que je préciserai mes *positions personnelles*, dictées absolument par l'intérêt du mouvement ouvrier.

En attendant, soyez assuré personnellement de ma meilleure volonté à votre égard.

votre dévoué K. M.

Marx à J.-B. von Schweitzer

Londres, le 13 février 1865

... Les coalitions qui donnent naissance aux syndicats ne sont pas seulement de la plus haute importance en tant que moyen d'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie, comme il ressort entre autres de ce que les ouvriers des États-Unis ne peuvent s'en passer, malgré le suffrage universel et la république ⁷⁴. En outre, en Prusse et en Allemagne en général, le droit de coalition bat en brèche le régime policier et bureaucratique, et met en pièces les survivances du servage et de l'économie féodale dans les campagnes, bref c'est une mesure d'émancipation des « sujets » que le parti du progrès, c'est-à-dire tout parti d'opposition bourgeois en Prusse, pourrait - s'il n'était pas débile - autoriser cent fois plus facilement que le gouvernement prussien, et surtout celui de Bismarck !

En revanche, l'aide aux sociétés coopératives de la part du royal gouvernement prussien - et quiconque est au [94] courant des conditions de la Prusse en sait d'avance l'insignifiance - est égale à zéro en tant que mesure économique, cependant qu'elle aggrave du même coup le régime de tutelle, corrompt une fraction de la classe ouvrière et émascule le mouvement ouvrier.

Le parti bourgeois s'est déconsidéré en Prusse et a été lui-même l'artisan de son actuelle déchéance parce qu'il croyait vraiment qu'avec la « Nouvelle Ère » le gouvernement lui était tombé du ciel par la grâce du prince régent. Mais le parti ouvrier se discréditerait bien plus encore s'il s'imaginait qu'avec l'ère de Bismarck ou une quelque ère prussienne les alouettes lui tomberont toutes rôties dans la bouche. Il ne fait absolument aucun doute qu'une déception suivra la funeste illusion de Lassalle croyant à une action socialiste d'un gouvernement prussien. La logique des choses le démontrera. Cependant, *l'honneur* du parti ouvrier exige qu'il repousse de telles chimères, avant que l'expérience n'en ait montré l'inanité. La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien...

74

Marx à J.-B. von Schweitzer, 13 février 1865.

Coopératives bourgeoises et patrie

[Retour à la table des matières](#)

Mazzini a décidé de conseiller à la classe ouvrière italienne de se grouper sous sa bannière pour former une ligue contre l'Internationale, en faisant confiance aux lendemains de l'Italie, en œuvrant pour l'avenir et la gloire de la patrie et en créant ses propres magasins de consommation (pas même des coopératives de production), enfin que tout le monde puisse obtenir le plus grand profit possible ⁷⁵.

Il importe que les ouvriers italiens prennent conscience de ce que le grand conspirateur et agitateur Mazzini ne leur adresse jamais qu'un seul conseil : *Éduquez-vous, instruisez-vous aussi bien que vous le pouvez* (comme si c'était réalisable sans moyens), *employez-vous à créer des coopératives de consommation* (pas même de production) et... faites confiance à l'avenir ⁷⁶ !!!

[95]

L'Internationale, couronnement des organisations et revendications économiques dans le but de la conquête du pouvoir politique

Après une lutte de trente ans, conduite avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière d'Angleterre, bénéficiant d'un désaccord momentané entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à conquérir la *loi de dix heures de travail* ⁷⁷. De tous

⁷⁵ Cf. ENGELS, extrait du protocole de séance du Conseil général, exposé sur les rapports de Mazzini et de l'Internationale, à la réunion du 25 juillet 1871.

⁷⁶ Cf. ENGELS, « La Prise de position de Mazzini contre l'Internationale », *Il Libero Pensiero*, 11 août 1871.

⁷⁷ Cf. MARX, *Adresse de l'Association internationale des travailleurs*, établie le 28 septembre 1864, dans une assemblée publique tenue à Londres,

côtés, on a reconnu les immenses avantages, physiques, moraux et intellectuels, qui en résultèrent pour les ouvriers, et les rapports semestriels des inspecteurs des fabriques en font état à chaque fois depuis lors. Qui plus est, la plupart des gouvernements du continent durent adopter la loi anglaise des fabriques sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais lui-même se voit contraint d'en étendre chaque année le domaine d'application.

Outre son importance pratique, le succès de cette mesure ouvrière eut encore un autre effet. Par ses porte-parole scientifiques les plus autorisés - le Dr Ure, le Pr Senior et autres sages de même acabit -, la bourgeoisie avait prédit et prouvé à l'envi que la moindre réduction légale du temps de travail sonnerait le glas de l'industrie anglaise, qui, tel un vampire, ne peut pas vivre sans sucer le sang, et surtout le sang des enfants. Jadis le sacrifice d'un enfant était un rite mystérieux du culte de Moloch, mais il n'était pratiqué qu'en des occasions particulièrement solennelles, peut-être une fois par an, et puis Moloch n'avait pas une prédilection particulière pour les enfants des pauvres.

La lutte pour la limitation légale fut d'autant plus acharnée qu'à part la menace qu'elle faisait peser sur la cupidité bourgeoise, elle portait sur la grande querelle entre l'aveugle loi de l'offre et de la demande qui forme l'essentiel de l'économie politique de la classe bourgeoise, et le contrôle de la production sociale par l'action et la prévision collectives, qui forme l'essentiel de l'économie politique de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que la loi de dix heures n'a pas été seulement un succès pratique, mais [96] encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, l'économie politique de la classe bourgeoise succombait au grand jour devant l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais une victoire plus grande encore de l'économie politique du travail sur l'économie politique du capital allait se produire.

Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des fabriques coopératives, organisées, avec bien des efforts et sans aide officielle aucune, par quelques bras audacieux. On ne saurait exagérer l'importance de ces grandes expériences sociales. Par des actes et non des arguments, elles ont prouvé que la production à une grande échelle et en harmonie avec les exigences de la science moderne peut

être effectuée sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de bras ; que les moyens de travail, pour porter des fruits, n'ont pas besoin d'être monopolisés pour dominer et exploiter le travailleur ; et que le *travail salarié* - tout aussi bien que le travail des esclaves et des serfs - n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé, exécutant sa tâche, de son plein gré, l'esprit alerte et le cœur content.

En Angleterre, la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen⁷⁸. Les expériences tentées par les travailleurs sur le continent sont en fait une application pratique de théories qui n'ont pas été inventées en 1848, mais seulement proclamées hautement alors.

En même temps, l'expérience de la période de 1848 à 1864 a démontré sans aucun doute possible *ce que les plus clairvoyants des chefs de la classe ouvrière ont déjà exprimé dans les années 1851 et 1852 à propos du mouvement coopératif en Angleterre*, à savoir : pour excellent qu'il soit en principe, et utile dans la pratique, le travail coopératif, s'il reste circonscrit dans un secteur étroit, lié à des tentatives et efforts isolés et épars de travailleurs, ne sera jamais capable d'arrêter la progression géométrique des monopoles, ni de libérer les masses, ni même d'alléger de manière sensible le poids de la misère.

[97]

C'est sans doute parce qu'ils l'ont compris, que les lords beaux parleurs, des bourgeois philanthropes et moralisateurs, voire certains froids économistes coquettent à présent avec ce système de travail coopératif qu'ils avaient dans le temps cherché vainement à tuer dans l'œuf, en le raillant comme une utopie de rêveurs ou comme un sacrilège de socialistes.

Pour pouvoir affranchir les masses laborieuses, le système coopératif doit être développé à l'échelle nationale, ce qui implique qu'il dispose de moyens nationaux. Mais jusque-là, les propriétaires de

⁷⁸ Owen a eu le mérite de démontrer : 1° que le travail associé permet l'utilisation des machines et des procédés techniques modernes ; 2° que le système capitaliste de propriété et de direction de la production peut être avantageusement remplacé par le travail associé des ouvriers ; 3° que la réduction générale de la journée de travail constitue le premier pas sur la voie de l'émancipation de la classe ouvrière : cf. Marx, *Salaires, prix et profit*.

la terre et du capital useront sans cesse de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Loin de favoriser l'émancipation des travailleurs, ils s'évertueront à semer sur sa voie tous les obstacles possibles et imaginables.

Lord Palmerston exprima le fond de leur pensée quand il interpella les partisans du projet de loi sur les droits des fermiers irlandais à la dernière session du Parlement en s'écriant : « La Chambre des Communes est une chambre de propriétaires fonciers ! »

Dans ces conditions, le grand devoir de la classe ouvrière, c'est de conquérir le pouvoir politique. Il semble que les ouvriers en prennent conscience. En effet, on assiste à une reprise du mouvement aussi bien en Allemagne qu'en France et en Italie, où l'on tente pareillement de restaurer le parti ouvrier. Un élément de son succès, c'est le *nombre*. Toutefois, le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par une claire conscience. L'expérience du passé a amplement démontré que si l'on dédaigne de nouer ce lien fraternel entre les travailleurs des différents pays afin de les entraîner à faire front ensemble dans leurs luttes pour l'émancipation, la sanction en sera l'échec commun de ses assauts désordonnés. C'est cette conviction qui a poussé les travailleurs de différents pays à fonder *l'Association internationale*, lors de l'assemblée publique tenue le 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall.

Que les ouvriers veuillent instaurer les conditions de la production coopérative à l'échelle de la société - et tout d'abord chez eux, à l'échelle nationale - cela ne signifie qu'une seule chose : les ouvriers œuvrent à la révolution des conditions de production actuelles. Cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives avec l'aide de [98] l'État⁷⁹. En ce qui concerne les sociétés coopératives actuelles, elles n'ont de valeur *que* dans la mesure où elles sont des créations

⁷⁹ Marx critique à l'avance la partie du programme social-démocrate de Gotha (1875) relative aux coopératives de production, notamment l'affirmation suivante : « Pour préparer la solution de la question sociale, le Parti ouvrier allemand réclame l'instauration de coopératives de production, avec l'aide de l'État et sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les coopératives de production doivent être créées en si grand nombre dans l'industrie et dans l'agriculture que l'organisation socialiste de toutes les activités en résulte. »

autonomes des travailleurs et ne sont protégées ni par le gouvernement ni par les bourgeois.

Travail coopératif

[Retour à la table des matières](#)

L'œuvre de l'Association internationale est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit⁸⁰. Par conséquent, le Congrès ne doit pas proclamer un système spécial de coopération, mais doit se limiter à l'énonciation de quelques *principes* généraux.

a) Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de l'actuelle société, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux.

b) Mais le système coopératif, restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements généraux sont indispensables. Ces changements ne seront jamais obtenus sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc, le pouvoir d'État, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les producteurs eux-mêmes.

[99]

c) Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la coopérative de production plutôt que la coopérative de consommation, celle-ci touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base.

⁸⁰ Résolution élaborée par Marx et adoptée par le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenu à Genève en septembre 1866.

d) Nous recommandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds à la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles sociétés coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse.

e) Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés par actions), tout ouvrier employé, qu'il soit *associé ou non doit recevoir le même salaire*. Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires.

Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Le but final du mouvement politique de la classe ouvrière est naturellement la conquête du pouvoir politique à son profit, ce qui implique de toute nécessité qu'au préalable une organisation suffisamment développée de la classe ouvrière naisse et grandisse à partir de ses luttes économiques mêmes ⁸¹.

Cependant, pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi, l'agitation est purement économique, lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est *politique*, lorsqu'ils arrachent de force (*erzwingen*) une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. ⁸².

⁸¹ Cf. Marx à F. Boite, 23 novembre 1871.

⁸² Lénine apporte la précision suivante sur ce point : « La classe ouvrière, pendant une grève politique, apparaît comme la classe dirigeante du peuple entier. Le prolétariat joue en de telles circonstances non seulement le rôle d'une des classes de la société bourgeoise, mais encore celui de force dominante, c'est-à-dire de dirigeant, de guide et d'avant-garde. Les idées politiques qui s'expriment dans un tel mouvement ont un caractère valable pour toute la nation, c'est dire qu'elles touchent aux conditions fondamentales les plus profondes de tout le pays. » (Cf. *Ökonomischer und politischer Streik*, 31 mai 1912, in *Lenin, Über Gewerkschaften*, Verlag für Literatur und Poli-

C'est de cette manière [100] que de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers se développe partout un mouvement *politique*, autrement dit un mouvement de *classe* en vue de réaliser ses intérêts sous forme générale qui ait force de contrainte pour la société tout entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation.

Là où la classe ouvrière n'est pas encore assez avancée dans son organisation pour lancer une campagne décisive contre la violence collective - le pouvoir politique - des classes dominantes, il faut en tout cas qu'elle soit éduquée⁸³ à cette fin par une agitation incessante contre la politique hostile des classes dominantes. Dans le cas contraire, elle reste un jouet entre les mains de ces dernières, comme l'a démontré la révolution de septembre en France et comme le démontre dans une certaine mesure le jeu qui, jusqu'ici, réussit encore à MM. Gladstone et Cie en Angleterre.

Le droit de coalition, avec tout ce qui s'y rattache, dérange trop le règne de la police, la réglementation servile, la noblesse terrienne qui distribue si vaillamment des coups de pied au cul et la tutelle bureaucratique en général⁸⁴. C'est pourquoi, dès que les citoyens - ou une partie d'entre eux - font mine de le revendiquer sérieusement, le

tik, 1927, Vienne et Berlin.)

À propos des grèves apolitiques, mais progressives durant la toute première période du mouvement ouvrier, cf. LÉNINE, *Le Parti socialiste et le révolutionnarisme sans-parti*, décembre 1905. in *Œuvres*, t. 10, p. 71-79. Pour Lénine, l'action économique possède alors aussi un caractère politique, mais ce dernier est bourgeois et profite à la bourgeoisie : « Le prolétariat russe exige à cette heure, immédiatement, non pas ce qui porte atteinte au capitalisme, mais ce qui l'épure, le fortifie et en hâte le développement. » (*Loc. cit.*, p. 73.)

⁸³ L'expression fameuse : « les syndicats sont l'école du socialisme » a un double sens : 1° les ouvriers y acquièrent une expérience des luttes revendicatives immédiates ; 2° le parti du prolétariat y apporte son expérience générale des luttes et « éduque » ainsi les masses dans le feu des luttes prolétaires. Marx adressait, le 10 novembre 1871, à K. Speyer la directive suivante pour le mouvement ouvrier américain : « Pour ce qui concerne les syndicats, vous devez chercher à les gagner à tout prix. » (Cf. *Correspondance Fr.Engels - K.Marx* publiée par F.-A.Sorge, Editions Costes, t. I, p. 55.)

⁸⁴ Cf. Marx à Engels, 13 février 1865.

gouvernement fait aussitôt volte-face : l'État prussien *ne peut pas* tolérer les coalitions et les syndicats. C'est absolument certain. En revanche, ce qui arrange bien ses sales affaires, c'est d'accorder des *subventions gouvernementales* [101] à quelques misérables sociétés coopératives. Cela permettra aux fonctionnaires de fourrer encore davantage leur nez partout, de contrôler ces « nouveaux » investissements, de corrompre les ouvriers les plus actifs, bref d'émasculer tout le mouvement. Cependant, étant donné l'impécuniosité générale de l'actuel gouvernement prussien, ces plans ne sont guère plus redoutables que la création d'un ordre honorifique pour dames patronnesses dans le bon vieux temps.

Là où je ne suis plus d'accord ⁸⁵, c'est lorsque vous affirmez que vous êtes avant tout un *parti économique*. Vous - ou certains d'entre vous - vous avez vanté jadis l'énorme supériorité du parti dans les questions économiques. Or, à la première question économique qui s'est pratiquement posée à vous - celle des droits de douane protecteurs -, vous avez eu les pires divergences. Si cela doit se renouveler à chaque question économique, à quoi bon toute la fraction parlementaire du parti ?

Du point de vue des principes, il faut voter contre [le projet de subvention à la navigation à vapeur]. C'est ce que j'ai dit très clairement à Liebknecht. Mais que faire si la majorité de la fraction devait voter pour ce projet ? Tout ce qui resterait à faire alors, c'est de lier de telles conditions à son vote qu'elle y trouverait une excuse, afin qu'elle ne soit pas ridiculisée aux yeux de toute l'Europe, ce qui est inévitable autrement. Toutefois, ces conditions sont, et doivent être, telles que le gouvernement ne puisse les accepter, si bien que la

⁸⁵ Engels à Bebel, 30 décembre 1884. Wilhelm Liebknecht publia dans le *Sozialdemokrat* du 8 janvier 1885 un article intitulé « A propos de la subvention de la navigation à vapeur », où il faisait allusion à l'autorité d'Engels pour combattre la majorité de la fraction parlementaire du Parti social-démocrate qui était disposée à voter les crédits pour la création d'une ligne de navigation maritime, prémices d'une politique coloniale de l'Empire allemand. Le gouvernement allemand avait eu l'« habileté » de faire miroiter aux yeux de la fraction social-démocrate la perspective de subventions ouvrières, et cela suffit à entraîner l'adhésion de la majorité de la fraction parlementaire social-démocrate ! Engels réussit finalement à contrecarrer ce projet, en intervenant auprès de Liebknecht et Bebel.

majorité de la fraction, si elle accepte de lier son vote à ces conditions, ne puisse voter pour le projet gouvernemental.

Il va de soi qu'il est impensable de voter sans conditions un projet impliquant que les ouvriers fassent cadeau de leur [102] argent à la bourgeoisie. Mais nous ne pouvons pas davantage poser à cette occasion la question politique de la scission du parti.

Dans toutes les questions de ce genre, où l'on veut tenir compte des préjugés petit-bourgeois de l'électeur, la meilleure voie à prendre est, à mon avis, de déclarer : En principe nous sommes contre, mais comme vous nous demandez de faire des propositions positives, et affirmez que ces problèmes intéressent aussi les ouvriers - ce que nous contestons, puisque seule une fraction microscopique en tirerait un avantage -, alors nous déclarons : soit, mais placez les ouvriers et les bourgeois sur un pied d'égalité 1 Pour chaque million que vous tirez, directement ou indirectement, de la poche des ouvriers pour le mettre dans celle des bourgeois, vous donnerez aussi un million aux travailleurs ; de même pour les subventions de l'État. Cela donnerait à peu près ceci (à titre d'indication seulement, car pour la forme précise qu'il faudrait adopter, je ne connais pas assez la législation particulière de l'Allemagne) :

1. Octroi de subventions et d'avances aux coopératives ouvrières, non pas tant pour en créer de nouvelles (car ce serait là un projet à la Lassalle avec toutes les défauts qui le caractérisent), mais plus particulièrement :

a) pour prendre à bail des domaines (ou, même d'autres biens-fonds) et les gérer en coopération ;

b) pour acheter et gérer en coopération des fabriques, etc., dont les propriétaires ont fermé les portes à la suite de la crise ou de la faillite, et commencer ainsi le passage graduel de toute la production à la forme coopérative.

2. Donner la préférence aux coopératives plutôt qu'aux entreprises capitalistes, lors de toutes les adjudications de travaux, à conditions égales ; autrement dit, en principe, adjuger autant que possible tous les travaux aux coopératives.

3. Supprimer tous les obstacles légaux qui continuent d'entraver le développement de coopératives libres ; autrement dit, rétablir avant tout pour la classe ouvrière le droit commun - si piètre soit-il - par l'abolition de la loi antisocialiste⁸⁶ qui ruine tous les syndicats et coopératives.

[103]

4. Liberté pleine et entière pour les syndicats et reconnaissance *de leur personnalité juridique* avec tous les droits que cela comporte.

En demandant cela, vous demandez simplement l'égalité de droit aussi bien pour l'ouvrier que pour le bourgeois, et si les dons faits aux bourgeois doivent accroître le développement industriel, ceux que l'on accorde aux travailleurs le feront encore bien plus. Sans une telle contrepartie je ne comprends absolument pas pourquoi la fraction social-démocrate voterait pour un tel projet. Si vous lancez de telles revendications parmi le peuple, les manœuvres relatives à l'aide de l'État pour l'industrie sous forme de dons cesseront bientôt, même auprès des électeurs. Toutes ces choses peuvent être introduites d'un jour à l'autre et mises en route au bout d'un an, et le gouvernement et la bourgeoisie seuls les empêchent. Quoi qu'il en soit, ce sont des mesures importantes que les ouvriers doivent aborder tout autrement que sous forme d'une subvention à la navigation à vapeur, de droits douaniers protecteurs, etc. Et les Français demandent en gros la même chose.

Mais, il y a encore autre chose qui se révèle à cette occasion seulement : il est possible que par leur vote les social-démocrates allemands décident de la voie dans laquelle s'engageront les partis ouvriers des autres pays. Vous vous couvririez de honte, si l'affaire de dons à la bourgeoisie se réalisait *grâce à vos suffrages* ! - et cela sans aucune contrepartie ! Je ne sais vraiment pas ce que je dirai alors aux Français et aux Anglais. Et quel triomphe chez les anarchistes, qui jubileraient : « Nous vous le disions bien, ce sont tous des philistins ! »

⁸⁶ Engels fait allusion à la loi d'exception contre les socialistes, votée le 19 octobre 1878 au Reichstag. Elle interdisait toutes les organisations du parti et des syndicats *poursuivant des objectifs socialistes*. La durée d'application de la loi prit fin le 30 septembre 1890.

Ma proposition relative à la création de coopératives de production sur les domaines de l'État ⁸⁷ n'avait pour but que d'indiquer à la majorité de quelle manière elle pouvait se tirer décentement du mauvais pas où elle s'était mise elle-même, en se montrant favorable à l'octroi de subventions aux compagnies maritimes. Mais, à mon avis, ma proposition est tout à fait correcte sur le plan des principes. En outre, il est tout à fait exact que nous ne devons faire que des propositions *réalisables*, si nous projetons quelque chose de positif. Mais, en substance, il n'est pas [104] nécessaire que nos propositions soient *réalisables* par le gouvernement existant. Je vais encore plus loin : si nous proposons des mesures - comme celle des coopératives - susceptibles de renverser la production capitaliste, alors ce ne doivent être que des mesures qui soient *effectivement réalisables*, bien que *le gouvernement existant soit dans l'impossibilité de les réaliser*. En effet, ce gouvernement ne ferait que gâcher toutes ces mesures, et s'il les réalisait ce serait uniquement pour nous ruiner. Quoi qu'il en soit, aucun gouvernement de hobereau ou de bourgeois ne réalisera jamais notre projet, car il ne lui viendra jamais à l'esprit d'indiquer ou d'ouvrir la voie au prolétariat agricole des provinces orientales afin qu'il détruise l'exploitation des hobereaux et des fermiers, en mettant précisément en mouvement la population qui fournit les régiments sur lesquels repose tout le règne de la Prusse, bref de détruire la Prusse de l'intérieur, et jusqu'à la racine ! C'est une mesure que nous devons absolument proposer tant que subsiste la grande propriété foncière, mesure que nous devons réaliser nous-mêmes *lorsque nous serons au pouvoir*, à savoir : transférer - d'abord en affermage - les grands domaines aux coopératives gérant la terre elle-même sous la direction de l'État, de sorte que l'État reste propriétaire de la terre ⁸⁸.

⁸⁷ Cf. Engels à Bebel, 20-23 janvier 1886.

⁸⁸ Engels parle ici des mesures de *transition au socialisme*, sous la dictature du prolétariat. La propriété se concentre progressivement en des unités plus importantes, les paysans individuels étant regroupés en coopératives locales, les coopératives locales en coopératives régionales, puis en branches de la production nationale. (Cf. MARX, *Le Capital*, III, Ed. soc., vol. VII, p. 105-106.)

Lénine estimait en 1917 : « Par un seul décret, le gouvernement prolétarien peut et doit transformer ces employés [des banques, des cartels, du commerce, etc.] en fonctionnaires de l'État, tout comme les chiens de garde du capitalisme, les Briand et autres ministres bourgeois, assimilent par un seul décret les cheminots en grève aux agents de l'État [...] Il suffit de

[105]

Cette mesure a le grand avantage d'être réalisable dans la pratique, mais aucun parti, en dehors du nôtre, ne peut s'y attaquer, ce qui veut dire qu'aucun autre parti ne peut la galvauder. Or, cette simple mesure suffirait à ruiner la Prusse, et plus vite nous la populariserons, mieux cela vaudra pour nous.

Ainsi donc, cette mesure n'a rien à voir avec ce que proposent Schulze-Delitzsch et Lassalle. En effet, tous deux prônaient la création de petites coopératives, l'un avec l'aide de l'État, l'autre sans elle ; mais tous deux estimaient que les coopératives ne devaient pas se substituer à la propriété *déjà existante* des moyens de production, mais réaliser de nouvelles coopératives à *côté* de la production capitaliste existante. Ma proposition tend à substituer la production coopérative à celle qui existe. *Il faut donner aux coopératives une terre qui autrement serait exploitée de manière capitaliste*, comme la Commune de Paris ⁸⁹ a exigé que les ouvriers fassent fonctionner en coopératives les usines arrêtées par les capitalistes. C'est là toute la différence.

Marx et moi, nous n'avons jamais douté que, pour passer à l'économie pleinement communiste, la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en

prendre la liste des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans *toute* la Russie ; auprès de chacun d'eux, l'État prolétarien, disposant de l'appareil des soviets, des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes) à rendre toute résistance *impossible*. » (Cf. *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, (*Œuvres*, t. 26, p. 102, 103.) Il est autrement difficile de contrôler les petits propriétaires innombrables « à cause du renouvellement spontané et continu, de la régénération du capitalisme et de la bourgeoisie par les petits producteurs de marchandises dans le pays *qui a renversé sa bourgeoisie* » *ibid.*, (Lénine, *La Maladie infantile*, etc., (*Œuvres*, t. 31, p. 66.)

⁸⁹ Dans le premier essai de rédaction de *La Guerre civile en France*. (La Commune. 1. - Mesures en faveur de la classe ouvrière), Marx parle de la transformation en coopératives ouvrières, des ateliers et manufactures abandonnés par les bourgeois. (Ed. soc., 1953, p. 199.) Cf. également, *ibid.*, p. 46, le projet de la Commune relatif aux « associations coopératives devant régler la production nationale selon un plan commun ».

prévoir l'organisation de sorte que la société - donc tout d'abord l'État - conserve la propriété des moyens de production et que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble ⁹⁰.

⁹⁰ Dans une note sur la *Nationalisation de la terre*, préparée pour le Congrès de l'Internationale de Bâle (1869), Marx fait la même distinction qu'Engels entre coopératives sous le régime capitaliste et sous le régime socialiste [en tant que stade intermédiaire au plein communisme] : « Nationaliser la terre sous un gouvernement bourgeois pour l'affermier par petites parcelles à des travailleurs isolés ou à leurs associations ne ferait que déchaîner une concurrence impitoyable entre eux, provoquer un accroissement progressif de la rente et donner à *ceux qui détiennent* le sol des possibilités nouvelles de vivre aux dépens des producteurs...

« Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs. La nationalisation de la terre (c'est-à-dire la propriété du sol entre les mains de l'État et son affermage aux coopératives) opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera enfin toute la production capitaliste dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors seulement que les différences et les privilèges de classe disparaîtront, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent, et la société se transformera alors en une association de « producteurs ». Vivre du travail d'autrui ne sera plus qu'un rapport du passé ! Il n'y aura plus alors ni gouvernement ni État en opposition à la société ! » (Cf. « Le Marxisme et la Question agraire (suite) », *Fil du temps*, N° 7, novembre 1970, p. 167-170.

[106]

[Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous les travailleurs](#)

[Retour à la table des matières](#)

Prolétaires !

Dans les correspondances que nous recevons, nous lisons que les membres de l'Association persévèrent dans la propagande de nos principes et augmentent le nombre des sections de l'Association, particulièrement en Suisse où la plupart de nos sections sont activement engagées dans l'établissement de sociétés de crédit et de secours mutuel, de coopératives de production, etc., qu'elles mettent en relation avec notre Association ⁹¹.

Après les massacres de Marchiennes ⁹², nos sections belges font les efforts les plus louables pour amener tous les prolétaires sous notre bannière.

Toutefois, dans d'autres pays, différentes causes ont entravé notre propagande.

L'Allemagne, qui, avant 1848, a manifesté un intérêt si profond pour l'étude des questions sociales, voit ses forces entièrement absorbées par le mouvement d'unification qui se déroule à l'intérieur.

Du fait du peu de liberté dont la classe ouvrière dispose en France, la généralisation de nos principes et l'extension de notre Association sont loin de correspondre dans ce pays à ce que nous pourrions espérer dans d'autres conditions. En effet, nous étions fondés à croire que les secours obtenus [107] par les sociétés ouvrières françaises

⁹¹ Marx a rédigé cette *Adresse*, qui fut approuvée par le Conseil général dans sa séance du 9 juillet 1867, à la veille du Congrès de l'Internationale à Lausanne. Lafargue fut chargé de traduire l'*Adresse* en français, parce que la direction proudhonienne de la section de Paris avait préparé son programme pour le Congrès en dehors du Conseil général.

⁹² En février 1867, la troupe ouvrit le feu, tuant et blessant de nombreux mineurs et ouvriers métallurgistes belges à Marchiennes.

(lors des grèves des ouvriers du bronze et des compagnons tailleurs de Paris en mars et février) de la part des syndicats ouvriers anglais grâce à notre intermédiaire, auraient pour résultat de gagner les ouvriers français à notre cause. Maintenant qu'en France la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière est entrée dans la phase que nous appelons « anglaise », autrement dit que la lutte a pris un caractère clairement marqué, les ouvriers comprendront sans doute bientôt que, pour combattre avec succès contre le pouvoir des capitalistes, il faut de toute nécessité une association puissante qui unisse dans ses rangs tous les éléments de la communauté ouvrière.

L'Angleterre, qui était absorbée par la réforme électorale, avait laissé un instant de côté l'agitation économique. Or, à présent que la question de la réforme est provisoirement réglée par l'enquête ouverte contre les syndicats⁹³ et que la puissance de la classe ouvrière s'est confirmée en même temps que les ouvriers ont pris conscience de leur force, nous pensons que l'heure est venue pour les sociétés ouvrières de comprendre l'utilité de notre Association. À diverses reprises déjà, on a reconnu comme il convient la valeur de notre Association dans les assemblées de délégués des sociétés et syndicats ouvriers, et de nombreuses sociétés se sont déjà formées dans notre sein. Grâce à la puissante organisation de la classe ouvrière, l'Angleterre est sans doute appelée à être l'une de nos plus fortes bases.

Les États-Unis d'Amérique semblent jouir d'une nouvelle jeunesse grâce à la guerre sanglante qu'ils viennent de traverser. La classe ouvrière est déjà largement centralisée, et son activité, s'exerçant sur le pouvoir bourgeois en vigueur actuellement, a déjà contraint divers États et Parlements à adopter la *loi de la journée de huit heures*. À l'occasion de l'élection du futur président, les divers partis politiques ont été obligés de faire leur profession de foi. Par la bouche de Wales, le parti radical a reconnu la nécessité de se consacrer plus particulièrement à la question du travail et du capital, et s'est clairement exprimé en faveur d'une transformation de la propriété du

⁹³ En février 1867, une commission royale fut chargée d'enquêter sur les syndicats anglais afin d'enrayer leur activité croissante, soit en les interdisant, soit en apportant des entraves à leur fonctionnement. Les syndicats répondirent en organisant des meetings dans tout le pays et en convoquant une réunion nationale du 5 au 8 mars 1867 à Londres. La Commission royale ne put rien entreprendre contre les syndicats.

capital et de la [108] terre. Comme la classe ouvrière de ce pays possède déjà une force appréciable grâce à son organisation, elle est déjà en mesure de faire valoir sa volonté.

À l'heure actuelle, la progression de la classe ouvrière s'effectue de manière satisfaisante dans tous les pays civilisés, et particulièrement là où, comme en Amérique et en Angleterre, l'industrie est la plus avancée, l'organisation de la classe ouvrière la plus dense, et la lutte contre la bourgeoisie la plus acharnée.

En face de la force du capital, la force humaine individuelle a disparu, et l'ouvrier n'est plus qu'un rouage de la machine dans les usines. Pour reconquérir leur individualité, les ouvriers doivent s'unir et constituer des syndicats pour défendre leur salaire et leur vie. Jusqu'ici ces associations ont gardé un caractère plus ou moins local ; seul le capital voit sa force croître quotidiennement grâce aux découvertes et progrès nouveaux de l'industrie, par quoi un grand nombre de syndicats nationaux entrent dans un état d'impuissance ; si l'on étudie les luttes de la classe ouvrière anglaise, on apprend que les patrons des fabriques, pour résister à leurs ouvriers, font venir de l'étranger des travailleurs pour leur faire produire des marchandises à des salaires moins élevés. Face à cette situation, la classe ouvrière, si elle veut poursuivre sa lutte avec quelques chances de succès, doit transformer ses associations nationales en associations internationales ⁹⁴.

⁹⁴ Les pages du *Manifeste* et de *Misère de la philosophie*, où Marx retrace le développement historique des syndicats depuis le début du capitalisme, sont trop connues pour que nous les reproduisons ici. Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'à l'instar de l'économie qui ne progresse que pas à pas, les syndicats sont des organismes d'une évolution extrêmement souple et malléable.

Dans *La Maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »), Lénine indique, sur la lancée de Marx, les mutations progressives des syndicats en liaison, d'une part, avec le développement productif et, d'autre part, avec l'instauration du socialisme après la conquête du pouvoir politique : « Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches de groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le *parti révolutionnaire du prolétariat* (qui ne méritera pas ce nom tant qu'il ne saura lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révè-

[109]

Que les ouvriers considèrent ce point nouveau de l'évolution de la question, en prennent bien conscience et comprennent que, s'ils se rassemblent sous notre bannière, c'est pour défendre leur pain et celui de leurs enfants.

[110]

lèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de classe. » (*Œuvres*, t. 31, p. 45.)

La conquête du pouvoir politique par le parti révolutionnaire du prolétariat permet aux syndicats de sortir de l'impasse et des contradictions où se trouvait l'économie capitaliste : « Le capitalisme laisse nécessairement en héritage au socialisme, d'une part, les vieilles distinctions professionnelles et corporatives, qui se sont établies durant des siècles entre ouvriers, et, d'autre part, des syndicats qui ne peuvent se développer et ne se développeront que très lentement, pendant des années et des années, en des syndicats d'industrie plus larges, moins corporatifs (s'étendant à des industries entières, et non pas simplement à des corporations, des corps de métiers et des professions). Par l'intermédiaire de ces syndicats d'industrie, on supprimera plus tard la division du travail entre les hommes ; on passera à l'éducation, à l'instruction et à la formation d'hommes universellement *développés*, *universellement préparés*, et sachant tout faire. C'est là que va, doit aller et arrivera le communisme, mais seulement au bout de longues années » (*Loc. cit.*, p. 44-45.) On retrouve ici les idées de Marx exprimées dès 1844 dans les *Manuscrits parisiens*.

« Aussi le parti doit-il, plus encore que par le passé, à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable « école du communisme », l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature, le groupement nécessaire des ouvriers, afin que la gestion de toute l'économie du pays passe graduellement d'abord aux mains de la classe ouvrière (ET NON DE TELLES OU TELLES PROFESSIONS), puis à l'ensemble des travailleurs » (*loc. cit.*, p. 45-46).

Reprenant exactement les conceptions d'Engels sur la valeur irremplaçable de l'action dans la révolution des structures économiques, politiques et sociales, Lénine relie solidement l'action des syndicats à celle du parti dans l'édification du socialisme : « La révolution n'est possible qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, de sorte qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes,

Nous, Conseil général, nous en appelons à tous pour que le prochain congrès qui s'ouvre le 2 septembre 1867 à Lausanne devienne une manifestation éclatante de la classe ouvrière.

Il est facile de prévoir quel serait le sort de la population travailleuse, si chacune de ses actions restait isolée et soumise à l'initiative des individus⁹⁵. L'implacable loi de l'offre et de la demande, si on ne la mettait pas en échec, réduirait les producteurs de toute richesse à un niveau de famine, puisque, dans les conditions

des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les propriétaires, apparaisse, du haut en bas, une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'État, dans toute l'édification de l'État, dans toute la direction de la vie nouvelle.

« C'est seulement lorsque cette nouvelle classe sera éduquée, non par les livres, non par les meetings, non par les discours, mais par l'expérience de la gestion de l'État, *c'est seulement lorsqu'elle entraînera dans cette œuvre les masses les plus larges de travailleurs*, c'est seulement lorsqu'elle élaborera les formes susceptibles de s'adapter facilement à la gestion de l'État et à la création d'une organisation de l'État, que la révolution socialiste PEUT ÊTRE SOLIDE, et c'est seulement à cette condition qu'elle ne peut manquer d'être solide...

« Telle est la psychologie nouvelle qui se crée dans la classe ouvrière, telle est la mission nouvelle d'une portée historique gigantesque, échue au prolétariat, et *qui doit avant tout pénétrer dans la conscience des syndicats et des militants du mouvement syndical*. Ce ne sont plus seulement des organisations professionnelles. Ce sont maintenant des syndicats, dans la mesure où ils sont unis aux seuls cadres possibles sous le vieux capitalisme et groupent le plus grand nombre de travailleurs. Leur rôle est de pousser en avant ces millions et ces dizaines de millions de travailleurs, à partir d'une activité plus simple vers une activité plus élevée, sans jamais se lasser de puiser de nouvelles couches dans la réserve de travailleurs, et sans jamais se lasser de les stimuler aux travaux les plus ardues ; de former de cette manière des masses de plus en plus vastes pour la gestion de l'État, de fusionner avec la lutte du prolétariat qui a pris la dictature entre ses mains, et qui la détient aujourd'hui à la face du monde, en attirant dans tous les pays, chaque jour, les uns après les autres, les détachements ouvriers industriels et de socialistes qui, hier encore, toléraient les directives des social-traîtres et des social-jusqu'au-boutistes, et qui maintenant se rapprochent de plus en plus du drapeau du communisme et de l'Internationale communiste. » (LÉNINE, « Rapport au IIe Congrès des syndicats de Russie », *Œuvres*, t. 28, p. 441, 448-49.)

Pour Marx comme pour Lénine, le but suprême est évidemment de relier en un tout homogène et indissoluble toutes les activités économiques, politiques et sociales du prolétariat de tous les pays, par-delà les frontières des

actuelles de la société, toute amélioration des forces productives et toute diminution du travail ouvrier ne tendent à rien d'autre qu'à faire baisser les salaires et à augmenter les heures de labeur. Cependant, il est certain que les pauvres qui travaillent et produisent toute la richesse ont une prétention humaine, immédiate et naturelle, sur les fruits de leur propre travail, mais cette revendication ne peut être affirmée et réalisée que par l'union de tous. Des efforts fractionnés sont d'un faible secours, et tout succès partiel n'est qu'éphémère. Seules une union profonde et une combinaison de toute la masse laborieuse de tous les pays peuvent donner une solution satisfaisante de la question du travail. Bien des [111] choses ont déjà été faites dans cette direction, mais il reste encore beaucoup à faire. Une réunion périodique de tous les délégués ouvriers des différents pays a pour effet de surmonter les antipathies nationales traditionnelles, de cimenter l'amitié et d'*ouvrir la voie à un mode de travail commun en direction d'un but commun.*

La forme future de l'association

[Retour à la table des matières](#)

Les associations spontanées ou même organisées tendaient jusqu'ici, en substance, à des fins économiques, mais ces fins étaient cachées et enfouies, sous un amas idéologique accessoire⁹⁶. La *polis* antique, la ville ou corporation du moyen âge, les liens féodaux de la noblesse terrienne avaient tous des buts idéologiques accessoires, qui sanctifiaient ces associations et qui - pour ce qui concerne les liens familiaux des patriciens et la corporation tout autant que l'antique

professions, catégories, nations et même des modes de production, précapitalistes, bourgeois et socialistes, pour ne plus avoir qu'une seule classe internationale, formant « une seule tête et un seul cœur » (*Le Capital*) face à toutes les autres classes.

⁹⁵ Cette dernière partie ne se trouve que dans la version anglaise de *l'Adresse*.

⁹⁶ Cf. ENGELS, page extraite du manuscrit préparatoire de [L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État](#), 1884.

polis - avaient surgi des souvenirs, traditions et modèles de la société gentilice. Il fallut attendre les compagnies d'affaires capitalistes pour que l'association devienne prosaïque et objective, quoique vulgaire. L'association du futur unira le prosaïsme et l'objectivisme de ces dernières au souci du bien-être social de toutes les associations du passé. C'est ainsi qu'elle pourra remplir son but.

[112]

[113]

3

ACTION SYNDICALE DE MARX-ENGELS DANS L'INTERNATIONALE

[Retour à la table des matières](#)

[114]

« En Posnanie - comme l'annonce Zabicki - des ouvriers polonais (charpentiers, etc.) ont victorieusement mené à terme une grève grâce à l'aide de leurs collègues de Berlin. Cette lutte contre Monsieur le Capital [en français dans le texte] - même sous la forme élémentaire d'une grève - balaie tout autrement les préjugés nationaux que toutes les déclamations pacifistes de messieurs les bourgeois. »

[Marx à Engels, 18 août 1869.]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical

[Retour à la table des matières](#)

Voici un exemple de cette aide. L'un des moyens qu'utilise le plus fréquemment le mouvement d'émancipation, c'est la grève ⁹⁷. Quand une grève éclatait jadis dans un pays, elle était étouffée par l'importation de main-d'œuvre étrangère. L'Internationale a pratiquement mis un terme à ces procédés. Après qu'on l'a informée de la grève qui se prépare, elle transmet la nouvelle à ses membres, qui apprennent ainsi que le lieu de la lutte est un terrain défendu. Ainsi les fabricants ne peuvent plus compter que sur leurs propres ouvriers. Dans la plupart des cas, les grévistes dont pas besoin d'une autre aide. Leurs propres fonds ou les collectes faites par d'autres associations auxquelles ils sont plus ou moins directement affiliés leur fournissent une assistance. Cependant, si leur situation devient trop difficile et si la grève a trouvé l'appui de l'Internationale, les ressources nécessaires sont tirées d'une

⁹⁷ Cf. KARL MARX, Interview au correspondant du *World*, in *Woodhull & Claflind's Weekly*, 12 août 1871.

caisse commune. C'est ainsi que la grève des ouvriers des usines textiles de Barcelone ⁹⁸ a été couronnée de succès il y a quelques jours.

Toutefois, l'Internationale n'a pas intérêt à fomenter des grèves : elle les soutient dans certaines conditions ⁹⁹. Elle [115] n'y gagne rien du point de vue pécuniaire, au contraire. Résumons tout cela en un mot. La classe ouvrière reste pauvre au milieu d'un accroissement de richesse et végète misérablement au milieu d'un luxe toujours croissant. La misère matérielle débilite l'ouvrier, moralement aussi bien que physiquement. La classe ouvrière n'a rien à espérer d'une autre classe. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'elle défende elle-même sa cause. Elle doit modifier son attitude envers les capitalistes et les propriétaires fonciers, et cela signifie qu'elle doit transformer toute la société. Tel est, pratiquement, le but général de toute organisation ouvrière ; les ligues ouvrières et paysannes, les syndicats et sociétés de secours mutuel, les coopératives de production et de consommation ne sont tous que des moyens pour atteindre ce but.

L'Association internationale des travailleurs a pour devoir de réaliser une solidarité authentique et effective entre ces organisations. Son influence commence à se faire sentir partout.

⁹⁸ Le correspondant du *World* a écrit par erreur : grève des cigariers. Or, celle-ci a eu lieu, en 1871, à Anvers et autres villes belges.

⁹⁹ Dans le passage précédent, Marx avait affirmé : « Les objectifs de l'Internationale doivent être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, ce serait les adapter aux besoins d'une seule section ou aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Mais alors comment demander à tous de s'unir pour atteindre les buts de quelques-uns ? Si notre Association agissait de la sorte, elle n'aurait plus le droit de s'appeler Internationale. L'Association ne dicte aucune forme déterminée aux mouvements politiques : elle exige seulement que ces mouvements tendent vers un seul et même but final. Elle embrasse un réseau de sociétés affiliées qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde surgissent des aspects particuliers du problème général, et les ouvriers doivent en tenir compte dans leurs actions et leurs revendications. »

Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de l'A.I.T.

[Retour à la table des matières](#)

À la séance du 21 février 1865 du Conseil général, lecture est donnée d'une lettre des ouvriers tuiliers demandant leur adhésion à l'Internationale ¹⁰⁰. Le 28 mars 1865, une délégation du Conseil général rend compte de sa visite à la conférence du syndicat des cordonniers qui se déclare d'accord avec les principes de l'Association internationale [116] des travailleurs et promet « de consacrer tous ses efforts à propager les excellentes idées de liberté parmi nos adhérents ». Le 1^{er} avril 1865, la confédération des charpentiers de Chelsey demande au Conseil général de lui envoyer un représentant afin de faire connaître les principes de l'A.I.T. Weston rend compte de la visite d'une délégation au syndicat des mineurs.

Le 25 avril 1865, on donne lecture d'une lettre des typographes de Leipzig qui informent le Conseil général de leur grève et expriment le vœu que les typographes de Londres leur apporteront une aide. Le Conseil général envoie une délégation formée de Fox, Marx et Cremer, qui doivent se rendre à la réunion du syndicat des typographes londoniens afin de l'informer de la lettre de Leipzig. A la séance du 9 mai, Fox rend compte de la visite faite chez les typographes londoniens qui ont déclaré qu'il leur était, hélas, impossible de prêter de l'argent pour un délai de 3 mois, de sorte que les efforts de la délégation sont restés sans résultat.

¹⁰⁰ Cf. Extrait du protocole des séances du Conseil général de l'A.I.T., d'après A. Losowsky, *Karl Marx und die Gewerkschaften*, p. 46-47, 65-66, 110-111. Il s'agit d'une liste tout à fait fragmentaire, mais néanmoins significative, des activités de Marx, Engels et du Conseil général. Il suffit, pour s'en rendre compte, de constater qu'elle omet certaines adresses, comptes rendus, etc., de Marx pourtant bien connus, que nous reproduisons dans ce volume.

Marx n'a pas attendu d'être à la tête de l'Internationale pour défendre les ouvriers en grève et faire connaître leur point de vue dans la presse ouvrière ou bourgeoise : cf. par exemple dans notre volume II, l'article du 17 octobre 1853.

Le 23 mai 1865, on lit une lettre de Lyon envoyée par les ouvriers d'une fabrique de tulle qui parlent d'une offensive contre leurs salaires. Le 25 juin 1865, c'est l'annonce de l'adhésion du syndicat des tisserands de Lille à l'A.I.T. On lit, dans la même séance, une lettre de Lyon annonçant que les ouvriers ont dû battre en retraite et interrompre leur grève parce qu'ils manquaient de moyens pour vivre.

Le 4 juillet 1865, on lit une lettre de Lyon, confirmant la réception de 400 cartes d'adhésion et donnant de plus amples détails sur l'échec de la grève.

Le 30 janvier 1866, le Conseil général discute des débats du syndicat londonien sur la question des chambres de conciliation. Le 27 mars 1866, le Conseil central est informé d'une grève des tailleurs londoniens et du projet des patrons de faire venir du continent des bri-seurs de grève. Le Conseil général décide d'informer les travailleurs de divers pays du continent de s'opposer à l'envoi de main-d'œuvre pendant toute la durée de la grève. Le 3 avril 1866, le comité exécutif du syndicat des tailleurs anglais remercie le Conseil général en termes chaleureux, et annonce son adhésion à l'A.I.T. Au même moment, les tisserands de Coventry annoncent leur adhésion.

Le 4 avril 1866, un délégué des tréfileurs remercie le Conseil général, qui s'est efforcé d'empêcher l'importation [117] de main-d'œuvre continentale en vue de briser leur grève. A la séance du Conseil général du 10 avril 1866, communication est donnée de l'envoi par le syndicat des cordonniers de la somme d'une livre sterling, ainsi que d'une demande de ce syndicat pour que le président du Conseil général, Odger, le représente au Congrès. Le 17 avril 1866, ce syndicat est admis dans l'A.I.T. comme groupe local. A la même date, on annonce que Weston et Young, membres du Conseil général, doivent représenter les stucateurs à la séance du Comité.

Le 1^{er} mai, Young informe le Conseil général de sa visite au groupe local du syndicat des ouvriers tuiliers, visite effectuée en compagnie de Lafargue. Ils furent accueillis dans l'enthousiasme, et on leur promit un soutien. Le 15 mai 1866, la section Darlington de l'association unifiée des tailleurs fut admise dans l'Internationale.

Le 22 mai, le Conseil général reçoit une lettre de Genève annonçant le début d'une grève des cordonniers et demandant que l'on en informe tous les ouvriers. Le même jour, on choisit une délégation qui

doit se rendre chez les tuiliers et les ébénistes qui ont promis d'adhérer à l'Internationale, non seulement en paroles, mais encore en acte.

Le 17 juillet 1866, le Conseil général est informé de ce que l'association Böttcher « Hand in Hand » est désireuse d'adhérer à l'Internationale et a promis de verser 1 shilling par membre pour le financement du Congrès de Genève. A la même séance, on apprend que l'assemblée de charpentiers a reçu une délégation de l'Internationale et a décidé de verser une livre sterling pour couvrir les frais du Congrès de l'A.I.T.

Le 17 août 1866, le Conseil général est informé de ce que l'association londonienne des typographes a désigné son secrétaire comme délégué au Congrès de Genève. L'Association unifiée des mécaniciens refuse l'envoi d'un délégué au Congrès et refuse à une délégation du Conseil général l'autorisation de prendre contact avec le groupe local des mécaniciens.

Le 28 septembre 1869, le Conseil général est informé par une lettre de Marseille d'un lock-out des vanniers qui demandent un secours. Le secrétaire est chargé de répondre que le Conseil général n'a pas les moyens d'envoyer une aide financière pour le moment, mais il s'adresse en même temps au syndicat des vanniers de Londres. Le même jour, le Conseil général reçoit une lettre des ouvriers d'une imprimerie [118] de New York, demandant que l'on empêche des briseurs de grève de les priver de leur travail durant la grève. Le même jour, le Conseil général reçoit une lettre des typographes et graveurs de Hildon, qui demandent un soutien pour leur grève.

Le 12 octobre 1869, le Conseil général est informé par Obery d'une grève des tisserands d'Elbeuf, qui demandent un soutien. Les tisserands demandent la fixation d'un tarif salarial ; des tisserands d'autres localités se sont joints au mouvement, et s'ils n'obtiennent pas satisfaction, la grève sera déclenchée dans les quinze jours.

Le 26 octobre, le Conseil général est informé d'un procès engagé contre les délégués de 28 branches professionnelles de Paris à l'occasion des événements sanglants d'Auban qui ont fait 42 tués et 36 blessés. Il est informé, en outre, des luttes des mineurs en France.

Le 2 novembre 1869, les ébénistes d'une entreprise genevoise se mettent en grève parce qu'on voulait leur imposer de faire des heures

supplémentaires. Le Conseil général est informé de ce que le gouvernement français a mis à la disposition des patrons de jeunes fillettes de l'Assistance publique afin qu'elles travaillent à la place des vendeuses des blanchisseries qui s'étaient mises en grève parce qu'elles refusaient de travailler le dimanche.

Le 9 novembre 1869, Jung informe le Conseil général de ce que 2 000 doreurs parisiens avaient décidé de refuser, quelles que soient les circonstances, de travailler au-delà de dix heures par jour. L'association des lithographes, comprenant 300 adhérents, et celle des Klemmer, comprenant 200 adhérents, sont admises dans l'Internationale.

Le 26 novembre, Marx informe le Conseil général qu'il a reçu une lettre de Hanovre lui annonçant que les mécaniciens font une grève qui dure déjà depuis six semaines pour protester contre une prolongation de leur temps de travail et une réduction de leurs salaires.

Le 4 janvier 1870, en réponse à une demande de prêt de la direction du Parti social-démocrate en faveur des mineurs en grève dans les charbonnages de Waldenburg, le secrétaire du Conseil général est chargé de rédiger une déclaration annonçant qu'« il n'y a aucune perspective de recevoir une aide de Londres ».

Le 11 janvier 1870, le Conseil général reçoit une lettre de Neville-sur-Saône lui demandant un soutien pour les imprimeurs de coton en grève. Le secrétaire est chargé de [119] prendre contact avec le syndicat correspondant de Manchester. Les ouvriers parisiens des ateliers de fabrication d'instruments chirurgicaux, s'étant mis en grève, demandent un soutien au Conseil général. Celui-ci décide de leur apporter son soutien et s'adresse aux professions similaires de Sheffield.

Le 6 avril 1870, Marx exprime le désir que l'on ajourne la publication d'une déclaration jusqu'à ce que les débats du tribunal du Creusot soient terminés. De toutes parts, les fonds affluent, et il ne faudrait pas donner l'impression que Londres ne prodigue que des paroles.

Le 10 avril 1870, le Conseil général reçoit une lettre de Paris, dans laquelle Varlin annonce qu'il revient de Lille où il a créé une section syndicale sous le contrôle de l'A.I.T. Un Conseil fédéral pourrait prendre la tête des différents syndicats. Il attire l'attention du Conseil général sur les condamnations très sévères à l'encontre des mineurs du Creusot incarcérés à la suite de grève, et demande que le Conseil gé-

néral prépare une Adresse à ce sujet. Dupont et Marx sont chargés de la rédiger.

Le 31 mai 1870, le Conseil général reçoit une délégation des fondeurs parisiens en grève. Il décide de mettre la délégation en contact avec le même corps de métier anglais et, pour faciliter le contact, choisit une délégation issue du Conseil général pour l'accompagner. Le 14 juin 1870, le secrétaire informe le Conseil général que l'association unifiée des mécaniciens a collecté parmi ses membres une contribution de 2 d. en faveur des fondeurs parisiens en grève. Le Conseil général décide d'envoyer le secrétaire de l'association des mécaniciens à Paris pour verser les fonds collectés aux fondeurs en grève, et ce non seulement pour assurer la remise des fonds, mais encore pour obtenir le meilleur effet moral.

Avertissement

[Retour à la table des matières](#)

Il y a peu de temps, les ouvriers tailleurs de Londres ont constitué une Association générale ¹⁰¹ pour faire valoir leurs revendications contre les maîtres tailleurs, qui sont [120] pour la plupart des capitalistes ¹⁰². Il s'agissait non seulement de mettre les salaires en équilibre

¹⁰¹ Marx rédigea cet *Avertissement* à la demande du Conseil central de l'Internationale, dans sa séance du 27 mars 1866, à l'occasion du recrutement de compagnons tailleurs allemands et danois pour des patrons écossais. Le 1^{er} mai 1866, Engels avait informé Marx de l'arrivée de 57 tailleurs allemands à Édimbourg et de l'annonce de deux autres cargaisons. Le Conseil central fut informé le même jour par un vieil ami de Marx – Lessner - que les patrons londoniens s'efforçaient de recruter de la main-d'œuvre allemande. Les tailleurs allemands de Londres formèrent alors un comité et décidèrent d'intervenir, en accord avec le Conseil central. Celui-ci envoya deux émissaires à Édimbourg qui réussirent à amener les immigrants à déchirer leur contrat et à retourner dans leur pays.

En mars 1866, les tailleurs londoniens en grève créèrent une association, dont le comité exécutif, en liaison avec le Conseil central, dirigea efficacement la grève. L'organisation s'affilia à l'Internationale en avril 1866, et un délégué des tailleurs participa aux travaux du Congrès de Genève de l'A.I.T.

¹⁰² Ce texte de Marx fut reproduit le 15 mai 1866 dans *Oberrheinischer Courier*.

avec le prix sans cesse croissant des denrées alimentaires, mais encore de faire cesser un traitement exceptionnellement brutal des travailleurs de ce corps de métier.

Les patrons tentèrent de briser cette association, en recrutant des ouvriers tailleurs, surtout en Belgique, en France et en Suisse. Les secrétaires du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs publièrent aussitôt un avertissement dans les journaux belges, français et suisses, dont le résultat fut un plein succès. La manœuvre des patrons londoniens échoua : ils durent s'incliner et satisfaire les justes revendications de leurs ouvriers.

Battus en Angleterre, les patrons essaient maintenant de préparer une contre-attaque à partir de l'Écosse. A la suite du mouvement londonien, ils furent en effet contraints d'accorder également une augmentation de salaire de 15 % d'abord à Édimbourg. Toutefois, en sous-main, ils envoyèrent des agents en Allemagne afin de recruter des ouvriers tailleurs, surtout dans la région de Hanovre et dans le Mecklembourg. La première cargaison en a déjà été expédiée à Édimbourg. Le but de cette importation est le même que celui qui est poursuivi avec l'envoi de coolies indiens vers la Jamaïque : perpétuation *de l'esclavage salarié*.

Si les patrons d'Édimbourg réussissaient, grâce à cette importation allemande, à annuler les concessions déjà faites, il se produirait inévitablement une réaction en Angleterre. *Nul n'aurait plus à en souffrir que les ouvriers allemands eux-mêmes*, dont le nombre est plus élevé en Grande-Bretagne que celui des ouvriers de toutes les autres nations du continent. Quant aux ouvriers fraîchement importés, ils [121] tomberaient bientôt au niveau des parias, étant donné qu'ils sont sans défense aucune dans un pays étranger.

C'est, en outre, un point d'honneur pour les travailleurs allemands que de démontrer à l'étranger qu'ils savent représenter l'intérêt général et commun de leur classe, comme l'ont fait leurs frères de France, de Belgique et de Suisse, et que, dans la lutte du capital contre le travail, ils ne sont pas disposés à être utilisés comme des *mercenaires dépourvus de conscience*.

Au nom du Conseil général
de l'Association internationale
des travailleurs, Karl Marx.

Londres, le 4 mai 1866.

Les ouvriers tailleurs allemands qui désirent avoir des renseignements plus précis sur la situation en Angleterre sont priés d'adresser leur courrier à la branche allemande de l'association des tailleurs de Londres, au nom de. Albert F. Haufe, Crown Public House, Hedden Court, Regent Street, London.

[Le lock-out des vanniers de Londres](#)

[Retour à la table des matières](#)

Le capital ne considère l'ouvrier que comme une machine à production, rien de plus ¹⁰³. Le dernier *lock-out* de Londres en offre un

¹⁰³ Extrait du *Rapport du Conseil général de l'Association internationale au Congrès de Lausanne. 1867*, élaboré par Marx et adopté par le Conseil général dans sa séance du 20 août.

Nous ne reproduisons, dans ce volume, qu'une petite partie seulement des adresses et appels, rédigés par Marx et Engels, à l'occasion de mouvements de grève. C'est à titre d'illustration que nous reproduisons parfois les discussions qui ont préparé au Conseil général l'élaboration d'un appel. C'est presque toujours à l'initiative de Marx que fut décidée au Conseil général l'aide aux grévistes.

Comme on le sait, Marx s'attacha à faire ou à parfaire l'éducation politique ou économique des membres anglais du Conseil général. Ainsi, dès juin 1865, après toute une polémique, Marx entreprit d'exposer, devant les membres du Conseil général, les idées directrices de la lutte syndicale, pu-

exemple frappant. Voici les faits. Les patrons vanniers de Londres déclarèrent à leurs ouvriers qu'ils [122] devaient dissoudre leur association et accepter une diminution de salaire dans un délai de trois jours, les informant que, faute de ce faire par eux, à l'expiration de ce délai, les ateliers leur seraient fermés.

Devant un fait aussi brutal, les ouvriers se révoltèrent et déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas ces conditions. Mais les patrons avaient prévu cette éventualité, car ils avaient envoyé des agents en Belgique pour ramener des ouvriers. [...] Ces ouvriers furent parqués sous les arches du chemin de fer, dans un quartier de Londres (Bermondsey). Là, ils devaient travailler, manger et dormir, sans sortir, afin d'éviter tout contact avec les autres ouvriers.

Mais le Conseil général parvint à franchir le cordon sanitaire institué par les patrons et, par un stratagème, s'introduisit auprès des ouvriers belges. Le lendemain, ces ouvriers ayant compris leur devoir retournaient en Belgique, indemnisés de leur temps perdu par la société des vanniers de Londres. Tandis qu'ils partaient, arrivait justement un autre bateau chargé d'autres ouvriers ; mais cette fois ils furent reçus par nous, et ils repartirent par le bateau suivant. Après cela, il fut impossible aux patrons de se procurer d'autres ouvriers : le résultat fut que les patrons se virent forcés de laisser les choses telles qu'elles étaient précédemment.

En conséquence de l'appel lancé par le Conseil aux sociétés anglaises, les bronziers de Paris reçurent un appui moral et matériel dans leur grève ; d'un autre côté, les tailleurs de Londres reçurent un appui semblable des ouvriers du continent.

Le Conseil intervint avec autant de succès dans la grève des terrassiers, treillageurs, coiffeurs, zingueurs et graveurs sur bois ¹⁰⁴.

[123]

bliées sous le titre *Salaires, prix et profits*, Éditions Sociales, Paris, 1960.

¹⁰⁴ Le 4 mai 1866, Marx écrivait à ce sujet à W. Liebknecht : « La propagande a pris un nouvel essor à Londres, et ce essentiellement parce que le succès des grèves des compagnons tailleurs et des treillageurs était dû à notre intervention, qui a empêché l'importation d'ouvriers français, suisses et belges, projetée par les patrons. Cette démonstration directement pratique et efficace de notre Association n'a pas manqué d'impressionner l'esprit pratique des Anglais. »

La grève de Charleroi

[Retour à la table des matières](#)

Les patrons des mines du bassin de Charleroi ¹⁰⁵, après avoir poussé à bout les ouvriers mineurs par leurs exactions incessantes, demandèrent au gouvernement de leur prêter l'armée contre la masse désarmée ¹⁰⁶. Lors de ces troubles, la section belge de l'Association internationale des travailleurs se rangea aux côtés des mineurs et défendit leur cause. Les bourgeois belges essayèrent en vain de faire de l'Internationale le bouc émissaire de leurs propres infamies. L'Internationale dénonça la misérable condition économique imposée aux mineurs, elle secourut les familles des morts et des blessés, et procura des défenseurs aux prisonniers, qui finalement furent tous acquittés. Après, l'affaire de Charleroi, le succès de l'Internationale était assuré en Belgique. Le ministre de la Justice, Bora, dénonça l'Internationale du haut de la tribune de la Chambre des députés et fit de son existence le motif principal du renouvellement de la loi contre les étrangers. Il menaça même d'empêcher que l'Internationale tienne son congrès à Bruxelles. Le gouvernement belge devrait comprendre que les petits États n'ont pas d'autre raison d'être en Europe que celle de servir d'asile à la liberté.

¹⁰⁵ En mars 1868, la troupe était intervenue contre les grévistes de Charleroi.

¹⁰⁶ Extrait du *Quatrième rapport annuel du Conseil général de l'A.I.T.* au Congrès de Bruxelles, septembre 1868. Ce rapport, élaboré par Marx, fut ratifié par le Conseil général dans sa séance du 1^{er} septembre 1868.

Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis !

[Retour à la table des matières](#)

En Angleterre, il ne se passe pas de semaine sans grèves - et des grèves magnifiques ¹⁰⁷. Si le gouvernement utilisait ces occasions pour lâcher ses soldats contre les ouvriers, ce pays des grèves deviendrait bientôt le pays du carnage ; mais cela ne pourrait durer des semaines, car après quelques [124] tentatives de violences brutales, l'actuel pouvoir d'État disparaîtrait.

Aux États-Unis, les grèves ne cessent de se multiplier et de s'étendre au cours de ces dernières années et ont parfois menacé l'ordre établi. Cependant le sang n'a pas coulé.

Dans plusieurs grands États militaires du continent européen, le début de l'ère des grèves coïncide avec la fin de la Guerre civile américaine, mais ici non plus, le sang n'a pas coulé.

Il n'existe qu'un seul petit pays du monde civilisé où les forces armées sont là pour massacrer des ouvriers en grève, où toute grève est saisie avec avidité et malignité comme prétexte pour massacrer officiellement les ouvriers. Ce petit pays unique et béni, c'est la *Belgique*, l'État modèle du constitutionnalisme continental, le confortable paradis et la chasse gardée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des curés. Comme la terre fait sa révolution annuelle, ainsi est-on assuré que le gouvernement belge effectue son massacre annuel d'ouvriers. La tuerie de cette année ne se distingue de celle de l'an passé ¹⁰⁸ que par le nombre plus effroyable encore des victimes de la boucherie, par de plus sauvages exactions de la soldatesque, par ailleurs ridicule, ainsi que par l'allégresse tapageuse de la presse, de la prêtreille et des capitalistes, et par l'inanité du prétexte qui a fait sévir les bouchers de l'État officiel.

¹⁰⁷ Cette *Adresse*, intitulée aussi « Les Massacres en Belgique. Manifeste du Conseil général de Londres. A tous les membres de l'A.I.T. », a été rédigée par Marx. Elle fut publiée dans *L'Internationale*, Bruxelles, 15 mai 1869, et en anglais sous forme de tract. La présente traduction est faite à partir du texte allemand publié dans les *Vorbote* de juin 1869. Marx évoqua cette question dans ses lettres du 8-5 à Engels et du 11 mai 1869 à Kugelman.

¹⁰⁸ Voir page 123, *La grève de Charleroi*.

Il s'avère désormais, même au travers des rapports impudemment publiés par la presse capitaliste, que la grève toute légale des ouvriers des fonderies de Cockerill à Seraing ne s'est transformée en émeute qu'à la suite de l'intervention de la cavalerie et de la gendarmerie qui y furent envoyées pour provoquer le peuple. Du 9 au 12 avril, ces valeureux guerriers ne s'attaquèrent pas seulement aux ouvriers sans défense avec leurs sabres ou leurs baïonnettes : ils tuèrent ou blessèrent sans distinction de paisibles passants, envahirent brutalement les maisons des particuliers et, à diverses reprises, s'amusèrent même à attaquer comme des déments les voyageurs qui se trouvaient à l'intérieur de la gare de Seraing.

Lorsque ces jours de frayeur furent passés, on se souvint que M. Kamp, le maire de Seraing, était un agent des usines Cockerill, que le ministre de l'Intérieur, un certain [125] Pirmez, était le principal actionnaire d'une mine de charbon voisine, également en grève, et que Sa Majesté Royale, le prince de Flandre, avait placé 15 millions de francs dans les usines Cockerill. D'où l'étrange conclusion que le massacre de Seraing était au niveau des sociétés par actions, une sorte de coup d'état, perpétré avec une joie maligne par la société Cockerill et le ministre de l'Intérieur à seule fin de terroriser leurs sujets.

Cette calomnie fut cependant démentie par les incidents qui se déroulèrent au Borinage - le district charbonnier - où ce même ministre, le fameux Pirmez, ne semble pas être le principal capitaliste. À la suite d'une grève quasi générale, des troupes nombreuses, pourvues d'un fusil de modèle nouveau, y furent concentrées. Celles-ci ouvrirent leur campagne à Frameries par une fusillade qui tua 9 mineurs et en blessa grièvement une vingtaine d'autres. Après ce petit prologue héroïque, on promulgua la loi contre les séditions, comiquement appelée « les sommations préalables », et l'on poursuivit la tuerie.

Divers politiciens attribuent à ces faits inouïs des motifs d'un patriotisme élevé. Ils prétendent qu'après avoir négocié avec le voisin gaulois sur certains points délicats, c'est le devoir du gouvernement de mettre hors de doute le courage de son armée. C'est grâce à un envoi d'armes minutieusement préparé que la cavalerie belge réalisa son irrésistible et fougueux assaut à Seraing et que l'infanterie belge fit montre de son ferme courage à Frameries. N'y a-t-il pas de moyen plus infallible, pour inspirer la crainte et le respect à l'étranger, que de mener à l'intérieur des batailles où l'on sait que l'on ne perdra pas en

ouvrant des champs de bataille dans sa propre maison, où des centaines d'ouvriers abattus, mutilés et faits prisonniers jettent une gloire éclatante sur les guerriers sains et saufs qui, jusqu'au dernier homme, s'en tirent sans une égratignure.

D'autres politiciens ont soupçonné les ministres belges d'être à la solde des Tuileries et d'avoir monté personnellement cet affreux spectacle d'un semblant de guerre civile pour donner à Bonaparte un prétexte : sauver la société en Belgique comme il l'avait sauvée auparavant en France. Mais a-t-on jamais accusé l'ex-gouverneur Eyre d'avoir organisé des massacres de Noirs à la Jamaïque pour arracher cette île à l'influence de l'Angleterre et pour la faire passer entre les mains du bourreau ? Pour nous, il ne fait pas de [126] doute que les ministres belges sont d'excellents patriotes, dans le genre d'Eyre. Comme il était l'instrument sans scrupules des planteurs, ils sont les instruments sans scrupules du capitalisme belge.

Le capitalisme belge s'est acquis une grande réputation dans le monde par sa passion de la prétendue « liberté du travail ». Il est si imbu de la liberté de ses ouvriers qu'il les fait travailler pour lui sans distinction d'âge ni de sexe, à toutes les heures du jour et de la nuit, si bien qu'il a toujours rejeté avec la plus vive indignation toute restriction de cette liberté par l'introduction d'une législation sur les fabriques. L'idée le fait frémir qu'un simple ouvrier puisse être assez scélérat pour tendre à un autre but que celui d'enrichir son patron et maître. Non seulement, il tient absolument à ce que son ouvrier reste un misérable domestique qui se tue à la tâche pour un salaire de famine, mais encore, comme tout esclavagiste, il veut que ses sujets rampent, fassent preuve de soumission en ayant des mœurs serviles, une religion d'humilité et le cœur contrit. C'est ce qui explique sa colère folle contre les grévistes, car la grève est pour lui un blasphème, une révolte d'esclaves et le signal d'un déluge social.

Si de tels hommes, cruels parce que lâches, ont entre leurs mains, sans partage et sans nul contrôle, le pouvoir absolu d'État, comme c'est le cas en Belgique, il ne faut pas s'étonner que le sabre, la baïonnette et le fusil soient utilisés pour faire baisser les salaires et monter les profits.

Mais à quels autres buts pouvait en fait servir l'armée belge ? Quand, sur l'ordre de l'Europe officielle, la Belgique fut déclarée un

État neutre, il aurait fallu avoir assez de bon sens pour lui interdire le luxe coûteux d'une armée, à l'exception peut-être d'une poignée de soldats de parade, indispensables aux jeux des marionnettes royales. Or, en fait, la Belgique renferme, dans les 30 507 kilomètres carrés qu'elle occupe, une armée plus importante que la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Le temps de service de cette armée se calculera fatalement en fonction de ses razzias contre la classe ouvrière.

Dans ces conditions, il est normal que l'Association internationale des travailleurs ne soit pas la bienvenue en Belgique. Excommuniée par les curés, diffamée par la presse bourgeoise, elle entra bientôt en conflit avec le gouvernement, et celui-ci mit tout en œuvre pour s'en débarrasser, en cherchant à la rendre responsable des grèves de Charleroi [127] de 1867 à 1868 - grèves qui, d'après la règle belge, s'achevèrent par une tuerie officielle et la poursuite des victimes devant les tribunaux. Non seulement cette cabale du gouvernement échoua, mais, grâce à l'intervention active de l'Association internationale des travailleurs, tous les ouvriers mis en accusation furent acquittés, tandis que le gouvernement belge fut déclaré coupable par un jury belge.

Ulcéré par cette défaite, le gouvernement belge se soulagea, en dénonçant violemment l'Association internationale des travailleurs du haut de la tribune de sa deuxième Chambre et en déclarant solennellement qu'il n'admettrait jamais que le Congrès général se réunisse à Bruxelles. Or ce Congrès se tint néanmoins à Bruxelles. Mais, finalement, il faut que l'Internationale succombe tout de même à la toute-puissance des 30 507 kilomètres carrés belges. En effet, sa coresponsabilité pénale dans les événements récents s'étale au grand jour. Les émissaires du Comité central belge et d'autres comités locaux ont été pris en flagrant délit de diverses atrocités : ils ont tenté d'apaiser les ouvriers et de les prévenir contre les pièges du gouvernement. Dans quelques localités, ils ont même réussi à éviter que le sang coule. Enfin, ces messagers du Mal ont fait une enquête sur place et ont soigneusement enregistré et fait certifier par des témoins ce qu'ils ont vu, et publiquement dénoncé les caprices sanguinaires des défenseurs de l'ordre. Par le simple procès de l'incarcération, les émissaires furent transformés d'accusateurs en accusés.

Dans ces conditions, les logements des membres du Comité bruxellois furent envahis brutalement, leurs papiers mis sous séquestre et certains d'entre eux arrêtés sous l'inculpation d'appartenir à une so-

ciété créée dans le but d'attenter à la vie et à la propriété des personnes. En d'autres termes, on les accusa d'appartenir à une société d'étrangleurs appelée Association internationale des travailleurs !... Excité par les capucinades des curés et les hurlements sauvages de la presse bourgeoise, le gouvernement nain des mégalomanes s'efforce anxieusement, après s'être roulé dans un bain de sang, de se noyer dans une mer de ridicule.

Le Comité central de Bruxelles a déjà révélé son intention d'effectuer une enquête complète sur les massacres de Seraing et du Borinage, et d'en publier les résultats. Nous diffuserons ces révélations dans les différentes langues et dans tous les pays, afin d'ouvrir les yeux du monde sur [128] la vantardise préférée des capitalistes belges : « La liberté, pour faire le tour du monde, n'a pas besoin de passer par ici. »

Le gouvernement belge, qui obtint un délai de grâce après les révolutions de 1848 et 1849, en devenant l'agent politique de la police des gouvernements réactionnaires, se flatte peut-être de pouvoir détourner le danger qui le guette aujourd'hui en devenant ouvertement le gendarme du capital contre le travail. Au lieu d'arrêter la catastrophe, il ne fait que l'accélérer. Si la Belgique devient pour les masses populaires le synonyme et le symbole de l'infamie, on aura levé le dernier obstacle qui s'oppose aux envies des despotes qui cherchent à rayer son nom de la carte européenne.

Le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs appelle tous les ouvriers d'Europe et des États-Unis à organiser des collectes pour soulager la misère des veuves, des femmes et des enfants, pour organiser la défense des accusés et soutenir l'enquête projetée.

Pour le Conseil général de l'Association
internationale des travailleurs :

R. Applegarth, président. J. Shaw, secrétaire pour l'Amérique. B. Bernard, secrétaire pour la Belgique. Eugène Dupont, secrétaire pour la France. Karl Marx, secrétaire pour l'Allemagne. Johannard, secrétaire pour l'Italie. A. Zabicki, secrétaire pour la Pologne. Cowell Stepney, caissier. J. Goerg Eccarius, secrétaire général. (Bureau du Conseil général, 256 High Holborn, London W.C.)

Londres, le 4 mai 1869.

La grève de Sotteville-lès-Rouen

[Retour à la table des matières](#)

Marx lut le rapport du sous-comité ¹⁰⁹. « On vient de nous informer qu'en France les manufacturiers du coton ont passé entre eux un accord afin de concurrencer les manufacturiers anglais en vendant moins cher qu'eux. Les fabricants français auraient reconnu qu'en dépit de la supériorité des machines et du capital dont disposent les fabricants [129] anglais ¹¹⁰, ils sont en mesure de les concurrencer, du fait des bas salaires qu'ils versent aux ouvriers en France. Qui plus est, ils espèrent vendre leurs produits meilleur marché que les Anglais en procédant à de nouvelles baisses de salaires.

M. Bertel, maire de Sotteville-lès-Rouen et l'un des plus grands fabricants de cette ville, a, le premier, ouvert cette nouvelle croisade contre la classe ouvrière. Il a proposé de baisser les salaires de 3 1/2 pence par jour. Les ouvriers qui avaient rejeté ces conditions, ont été mis à la porte et se sont adressés à l'Association internationale des travailleurs pour lui demander son aide.

Après discussion, la résolution suivante, proposée par le citoyen Appelgarth et soutenue par Marx, a été adoptée à l'unanimité ¹¹¹ :

¹⁰⁹ Extrait du protocole de la séance du Conseil général du 5 janvier 1869.

¹¹⁰ Marx fonde ses directives sur de minutieuses recherches économiques. En effet, il avait entrepris une étude comparative sur l'industrie textile en France et en Angleterre (cf. *Un chapitre inédit du « Capital »*, p. 288-95) où il arrivait à la conclusion suivante : « Ainsi donc, on trouve *plus* d'ouvriers [dans le textile] en France qu'en Angleterre, mais c'est uniquement parce que les statistiques anglaises ignorent les métiers à main. En revanche, les entreprises emploient en moyenne deux fois plus d'ouvriers en Angleterre qu'en France. [...] Par tête d'ouvrier, les fabriques anglaises ont bien plus de machines mécaniques ou automatiques et, dans un même temps, l'ouvrier anglais transforme donc plus de matières premières que le Français. »

Les réductions de salaires devaient donc compenser la faiblesse du capital français.

¹¹¹ Résolution publiée dans *The Bee-Hive*, 16 janvier 1869.

« Les patrons de Rouen, du Nord et des autres départements de France s'efforcent de réduire les salaires de leurs travailleurs dans le but avoué de concurrencer, par des prix plus bas, les manufacturiers d'Angleterre sur leur propre marché. Le Conseil général dénonce cette manœuvre qui mérite la réprobation des ouvriers et des employeurs de toutes les nations. Tout en reconnaissant les droits de la libre concurrence livrée par des moyens légitimes, nous condamnons formellement que l'on accroisse ses affaires en réduisant les salaires de travailleurs qui sont déjà sous-payés ¹¹².

C'est pourquoi nous décidons d'inviter les diverses sociétés à envoyer leurs délégués à la prochaine réunion du [130] Conseil, qui se tiendra le mardi 19 janvier à huit heures du soir, afin de mettre au point les moyens les meilleurs pour contrecarrer les tentatives inqualifiables des manufacturiers français, et pour apporter aux ouvriers concernés l'assistance dont ils peuvent avoir besoin. »

Dupont dit qu'à Vienne (Dauphiné) 400 fileurs ont été congédiés parce qu'ils n'avaient pas accepté la réduction de salaires.

Marx estime qu'il faut envoyer des secours immédiats aux ouvriers de Sotteville-lès-Rouen. Il propose que les 20 livres sterling prêtées par l'association des charpentiers et menuisiers aux ouvriers du bronze en grève à Paris pourraient être prêtées, sous notre garantie, aux ouvriers de Rouen, par les ouvriers du bronze de Paris ¹¹³.

Applegarth dit qu'à chaque fois que les syndiqués anglais ont avancé de l'argent à une société ouvrière du continent, ils l'ont fait sur recommandation de l'Internationale, en d'autres termes : ils considèrent que l'argent a été prêté à l'Internationale. Applegarth estime donc que

¹¹² Le capitalisme moderne utilise cette méthode de la réduction des salaires à l'échelle nationale en dévaluant la monnaie, afin de diminuer les prix de vente de ses produits à l'étranger pour rivaliser avec les autres pays capitalistes : les questions monétaires sont au fond des questions de production et de salaire.

¹¹³ À propos de la grève des ouvriers du bronze de l'entreprise Barbedienne de Paris en février 1867, Marx écrit : « Notre Internationale vient de remporter une grande victoire. Nous avons procuré aux ouvriers du bronze qui viennent de faire grève à Paris des fonds fournis par les syndicats de Londres. Aussitôt après, les patrons ont dû céder. L'affaire a fait grand bruit dans la presse française, et nous sommes désormais une puissance en France. » (A Engels, 2 avril 1867.)

nous sommes parfaitement justifiés à le transférer d'une société ouvrière à l'autre.

On adopta à l'unanimité la proposition : on demanderait aux ouvriers du bronze de Paris de transférer l'argent à Sotteville-lès-Rouen, et Johannard fut chargé de transmettre la résolution à Paris et de la communiquer aux ouvriers du bronze.

Jung dit ensuite qu'un grand nombre de fileurs ont été congédiés à Bâle, mais que l'information était encore si sommaire qu'il ne pouvait en dire davantage.

Marx dit que 200 ouvriers ont été renvoyés pour avoir pris un congé d'un quart de journée, comme cela se fait dans toute la Suisse. Il fait observer que ces ouvriers ont été renvoyés sans préavis, alors que l'usage veut, à Bâle, qu'on donne, de part et d'autre, un préavis de 14 jours. Marx propose ensuite que l'on vote une motion de censure contre le comité central de Suisse qui a laissé le Conseil central de l'A.I.T. sans information appropriée sur un sujet [131] aussi grave. La proposition, appuyée par Dupont, est adoptée à l'unanimité.

La réunion s'ajourne ensuite.

Johannard fait son rapport sur sa mission à Paris. Les ouvriers du bronze de Paris lui ont donné les 20 livres sterling, qu'il a portées à Rouen ¹¹⁴. Nos hommes, à Paris aussi bien qu'à Rouen, s'adonnent à une propagande active.

Johannard ajoute qu'à Paris aussi bien qu'à Rouen nos membres attendent avec impatience le programme du prochain Congrès.

Réunion du Conseil, le 26 janvier 1869 : lecture d'une lettre de remerciements envoyée de Rouen pour remercier le Conseil de ce qu'il a fait en faveur des fileurs congédiés.

Vers la fin de décembre 1868, le comité de Rouen s'adressa au Conseil général à un moment où sévissaient une détresse extrême dans tous les districts cotonniers de l'Angleterre, ainsi qu'une misère sans

¹¹⁴ Extrait du protocole de la séance du Conseil général, 19 janvier 1869.

pareille à Londres et une dépression générale dans toutes les branches de l'industrie anglaise ¹¹⁵. Cet état de choses dure encore. Malgré des circonstances aussi défavorables, le Conseil général estima que le caractère particulier du conflit rouennais forcerait les ouvriers anglais à agir. C'était une grande occasion pour montrer aux capitalistes que leur guerre internationale, soutenue grâce à l'abaissement des salaires tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, allait être enfin arrêtée par l'union internationale des ouvriers.

À notre demande, les ouvriers anglais répondirent immédiatement par une première contribution envoyée à Rouen ; et la direction des syndicats de Londres, d'accord avec le Conseil général de l'A.I.T., résolut de convoquer un meeting monstre en faveur de leurs frères normands. Mais la soudaine nouvelle de la cessation de la grève de Sotteville arrêta les préparatifs. L'insuccès matériel de cette révolte économique fut largement compensé par ses résultats [132] moraux. Elle enrégimenta les ouvriers cotonniers de la Normandie dans l'armée révolutionnaire du travail, elle donna naissance à des syndicats à Rouen, Elbeuf, Darnetal et les environs, et scella de nouveau le pacte d'alliance des classes ouvrières anglaise et française.

Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle

[Retour à la table des matières](#)

Les délégués des diverses sections vous feront un compte rendu détaillé sur les progrès de notre Association dans leurs pays respectifs ¹¹⁶. Le rapport de votre Conseil général a essentiellement traité à la guerre de guérilla entre capital et travail, c'est-à-dire aux *grèves* ayant agité le continent européen dans l'année qui vient de s'écouler et dont on prétend qu'elles n'ont surgi ni de la misère des ouvriers ni du des-

¹¹⁵ Extrait du rapport du Conseil général au IV^e Congrès international de l'A.I.T., tenu à Bâle en septembre 1869.

¹¹⁶ Ce rapport a été élaboré par Marx, et publié dans *Vorbote*, Zentralorgan der Sektionsgruppe deutscher Sprache der Internationalen Arbeiter Assoziation, N^o 9, septembre 1869.

potisme des capitalistes, mais des intrigues ourdies par notre Association.

Quelques semaines après la tenue de notre dernier Congrès, une grève mémorable a éclaté à Bâle parmi les rubaniers et les teinturiers de soie. Cette ville a conservé jusqu'à nos jours bien des traits d'une ville médiévale, avec ses traditions locales, ses préjugés surannés et mesquins, ses patriciens boursicoteurs et son rapport patriarcal entre patrons et ouvriers. Il y a quelques années à peine, un fabricant bâlois se vantait, en présence d'un secrétaire d'ambassade anglais, de ce que « la position respective du maître et de ses gens est bien plus favorable ici qu'en Angleterre », qu'« en Suisse un ouvrier qui abandonne son bon maître pour un salaire plus élevé est méprisé par ses propres collègues » et que « notre avantage par rapport à l'Angleterre consiste surtout dans le fait que le temps de travail est plus long et les salaires plus modérés ». On le voit, le régime patriarcal, dans sa forme modifiée sous l'influence moderne, se ramène à ce que l'ouvrier s'y sent comme un vassal féodal et travaille dur comme un esclave salarié moderne.

[133]

On peut juger, en outre, de ce patriarcalisme d'après une enquête suisse officielle sur l'emploi des enfants dans les fabriques et l'état des écoles publiques élémentaires. Il en ressort que « l'atmosphère des écoles bâloises est la plus irrespirable du monde, que si le gaz carbonique ne représente que 4 volumes sur 10 000 à l'air libre et ne doit pas dépasser 10 volumes sur 10 000 dans les locaux fermés, il atteint de 20 à 81 le matin, et de 53 à 94 l'après-midi dans les écoles ordinaires de Bâle ». À ce propos, M. Thurneisen, membre du Grand Conseil de Bâle, remarquait sans aménité : « Ne vous laissez pas effrayer. Les parents ont suivi l'école dans des locaux tout aussi mauvais que leurs enfants à présent, et ils vivent tout de même. »

On comprendra tout de suite qu'une révolte économique de la part des ouvriers bâlois fait époque dans l'histoire sociale de la Suisse. Rien n'est plus caractéristique que le point de départ de ce mouvement ! D'après la coutume ancestrale, les ouvriers de Bâle ont un quart de jour de congé, le dernier jour de la Foire d'automne. Or donc, lorsque, le 9 novembre 1868, les ouvriers de la rubanerie Debary et fils demandèrent comme de coutume à en bénéficier, l'un des patrons

de la fabrique leur déclara d'un ton sec et d'un air impératif : « Qui-conque s'en va et ne continue pas tout de suite son travail, est renvoyé définitivement ! »

Après de vaines protestations, 104 tisserands sur les 172 quittèrent la fabrique, sans croire d'ailleurs à un licenciement définitif, ne serait-ce que parce qu'il implique, d'après le contrat écrit, un délai de préavis mutuel de quinze jours. A leur retour, le lendemain matin, ils trouvèrent la fabrique cernée par des gendarmes, qui en interdisaient l'accès aux rebelles. Même les tisserands qui n'avaient pas pris le congé d'un quart de jour ne voulurent pas rentrer. Le mot d'ordre général fut : « Tout ou personne ! »

Déjà dépouillés de leur gagne-pain, les tisserands furent ensuite expulsés de leurs logements, que leur louaient les fabricants. Ces derniers envoyèrent aussitôt des circulaires aux bouchers, boulangers, épiciers, leur demandant de couper tout crédit aux rebelles pour l'achat de produits d'alimentation. La lutte ainsi ouverte dura du 9 novembre 1868 jusqu'au printemps 1869. Les limites de notre rapport ne nous permettent pas d'entrer dans d'autres détails. Mais suffit ! Le mouvement naquit d'un acte tout aussi frivole que haïssable du satrape capitaliste, d'un cruel [134] lock-out, et il aboutit à des grèves, interrompues de temps à autre par des compromis sans cesse de nouveau violés par les patrons, et culminant dans la vaine tentative du tout-puissant Grand Conseil bâlois d'intimider les ouvriers par des mesures militaires et une espèce d'état de siège.

Durant ce soulèvement, les ouvriers furent soutenus par l'Association internationale des travailleurs. Dans l'opinion des patrons, cette Association avait fait passer en contrebande dans la bonne vieille ville impériale de Bâle l'esprit de rébellion moderne. C'est pourquoi leur but fut désormais d'expulser de Bâle ces fâcheux envahisseurs. Ils tentèrent d'imposer comme condition de paix à leurs sujets de quitter l'Association. Mais en vain. Lorsqu'en général ils eurent le dessous dans leur guerre contre l'Internationale, ils manifestèrent leur mauvaise humeur par d'étranges prises de position. Ces républicains, propriétaires de grandes fabriques dans la ville-frontière badoise de Lörrach, toute proche de Bâle, incitèrent le magistrat de cette localité à dissoudre notre section, mesure qui fut cependant bientôt révoquée par le gouvernement de Bade.

Lorsque la *Gazette générale* d'Augsbourg se permit d'informer sans parti pris le public des événements de Bâle, nos « respectables » fabricants menacèrent dans des lettres démentiellles de suspendre leur abonnement. Ils envoyèrent à Londres un émissaire chargé d'une mission absurde : mesurer le volume de la caisse où le Conseil général cachait son argent. Si ces bons chrétiens orthodoxes avaient vécu aux premiers temps du christianisme, ils eussent fait espionner l'apôtre Paul à Rome pour savoir de quels crédits bancaires il pouvait bien disposer.

Leurs procédés maladroits et barbares leur valurent de la part de leurs confrères capitalistes de Genève quelques sermons ironiques sur la sagesse du monde. Quelques mois plus tard, les petits bourgeois de Bâle eurent la satisfaction de pouvoir rendre avec un fort intérêt la monnaie de leur pièce aux sages bourgeois de Genève.

En effet, au mois de mars, deux grèves éclataient à Genève, chez les ouvriers du bâtiment et chez les linotypistes, dont les deux associations font partie de l'Internationale. La grève des travailleurs du bâtiment fut provoquée par les patrons qui rompirent le contrat passé solennellement l'année précédente avec leurs ouvriers. La grève des linotypistes était le dernier argument d'un différend vieux de dix ans que les ouvriers avaient tenté de résoudre [135] vainement par le moyen de cinq commissions de conciliation successives. Tout comme à Bâle, les patrons transformèrent aussitôt leur querelle privée avec les ouvriers en une croisade du pouvoir d'État contre l'Association internationale des travailleurs.

Le Conseil d'État genevois utilisa ses laquais policiers pour accueillir sur le quai des gares les travailleurs importés de l'étranger par les patrons et pour leur éviter tout contact avec les grévistes. Il permit à la jeunesse dorée de Genève, armée de revolvers, d'agresser les ouvriers et les ouvrières dans les rues et autres places publiques, et lança ses propres voyous policiers contre les ouvriers à différentes reprises, notamment le 24 mai, lorsqu'on joua à Genève, à une échelle plus réduite certes, les scènes parisiennes que Raspail avaient stigmatisées comme *les orgies infernales des casse-tête* ¹¹⁷. S'étant réunis en assem-

¹¹⁷ En français dans le texte.

Cette connivence, secrète ou avouée, entre la police officielle et les bandes contre-révolutionnaires n'a fait que se développer plus tard. Sur un autre plan, mais encore plus terrible, l'histoire de l'opportunisme a confirmé

blée publique, les ouvriers genevois préparèrent une adresse au Conseil d'État, dans laquelle ils réclamaient une enquête sur les orgies infernales de la police, mais le Conseil d'État repoussa sèchement leur demande. On avait manifestement l'intention de pousser les ouvriers genevois à une émeute, afin de les écraser par la force, de balayer l'Internationale du sol suisse et de soumettre les prolétaires à un régime analogue à celui de décembre en France. Le plan échoua grâce aux mesures énergiques et à l'influence modératrice de notre comité fédéral suisse. Les patrons durent, finalement céder.

Écoutez quelques-unes des invectives des capitalistes genevois et de leur clique de la presse contre l'Internationale ! Dans les réunions publiques, ils lancèrent une Adresse au Conseil d'État dans laquelle on lit notamment : « On ruine le canton de Genève par décrets de Londres et de Paris ; on veut subjuguier tout travail et toute industrie. » Et une [136] feuille suisse d'écrire que les chefs de l'Internationale étaient « des agents secrets de l'empereur Napoléon, qui, le moment venu, s'érigeront en accusateurs publics contre notre petite Suisse ».

Et tout cela est dit par ces mêmes messieurs qui viennent tout juste de montrer qu'ils s'efforcent avec zèle de transplanter le régime de Décembre sur le sol suisse, par ces mêmes agents de la finance qui subjuguent Genève comme les autres villes suisses et dont toute l'Europe sait que ces citoyens de la République suisse se sont transformés depuis bien longtemps déjà en agents stipendiés du Crédit mobilier bonapartiste et d'autres associations internationales de filouterie.

Les massacres d'ouvriers par lesquels le gouvernement belge a répondu pendant le mois d'avril à la grève des puddleurs, de Seraing et des mineurs du Borinage, ont été dénoncés avec force dans une *Adresse du Conseil général aux ouvriers d'Europe et des États-Unis*. Nous considérons que cette Adresse est, d'autant plus urgente que,

le pronostic affreux d'Engels : « la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation, sans l'appui de la classe ouvrière » (*infra*, p. 187). D'où la nécessité, bien comprise par Lénine par exemple, de commencer la lutte contre la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière elle-même, contre les éléments jaunes ou roses. Cf. également notre tome II, p. 28.

dans cet État constitutionnel modèle, les massacres d'ouvriers ne sont pas le fait du hasard, mais une véritable institution.

L'horrible drame militaire fut aussitôt suivi d'une farce judiciaire. Au cours de l'enquête contre les membres de notre Comité général belge à Bruxelles, dont les domiciles furent brutalement envahis, plusieurs des nôtres furent arrêtés. Le juge d'instruction trouva une lettre d'un ouvrier où il était question de « 500 Internationale », et d'en conclure aussitôt qu'il avait demandé 500 casseurs comme renfort sur les lieux de combat. Or, ces « 500 Internationale » étaient tout simplement 500 exemplaires de *L'Internationale*, l'organe hebdomadaire du comité bruxellois. Il renifle ensuite un télégramme envoyé à Paris pour demander une certaine quantité de poudre. Après de longues perquisitions, on découvrit la dangereuse substance à Bruxelles : c'était de la mort aux rats.

Enfin, la police belge se flatte d'avoir fait main basse sur ce spectre de trésor qui hante les esprits des capitalistes du continent et dont le siège principal se trouverait à Londres, d'où les colis sont continuellement envoyés par mer vers tous les sièges centraux de nos sections. L'enquêteur officiel belge le croit caché dans une caisse en fer [137] dans un obscur sous-sol de Bruxelles. Ses hommes de main se précipitent sur la caisse, l'éventrent et trouvent... quelques boulets de charbon. Peut-être au contact d'une main policière, ce charbon se transformera-t-il aussitôt en pur or international.

Parmi les grèves qui éclatèrent en décembre 1868 dans les divers centres de l'industrie cotonnière française, la plus importante fut celle de Sotteville-lès-Rouen. Les fabricants du département de la Somme s'étaient réunis peu auparavant à Amiens pour délibérer sur la manière dont ils pourraient vendre leurs produits moins cher sur le marché anglais que leurs rivaux anglais eux-mêmes. Ils s'étaient mis d'accord pour constater qu'outre les droits de douane, c'était surtout les bas salaires qui avaient protégé la France contre les produits cotonniers anglais. Ils en conclurent tout naturellement qu'une réduction encore plus forte du salaire permettrait d'envahir l'Angleterre avec les produits cotonniers français. Ils ne doutèrent pas un seul instant que les ouvriers français du coton seraient fiers de payer les frais de la guerre

de conquête que leurs patriotes de patrons avaient décidé de mener outre-Manche.

On apprit peu après que les fabricants de Rouen et des environs, réunis en conclave secret, avaient conclu le même accord. Aussitôt après, il y eut subitement une importante réduction de salaire à Sotteville-lès-Rouen, et c'est alors que les tisserands normands se soulevèrent pour la première fois contre les empiétements du capital. Ils agirent sous l'impulsion du moment. Jamais auparavant ils n'avaient constitué de syndicat ni se s'étaient souciés de prévoir des moyens de résistance quels qu'ils soient. Ne sachant que faire, ils firent appel au Comité international de Rouen qui leur procura la première aide indispensable de la part des ouvriers de Rouen, des villes environnantes et de Paris.

Vers la fin décembre, le Comité de Rouen s'adressa au Conseil général, à un moment où les centres anglais de l'industrie cotonnière se trouvaient en proie à la misère la plus noire, où une détresse sans précédent régnait à Londres et une stagnation générale s'étendait à toutes les branches de la production. Cet état dure encore aujourd'hui en Angleterre.

Malgré ces circonstances tout à fait défavorables, le Conseil général estima que le caractère particulier du conflit [138] rouennais inciterait les ouvriers anglais à un effort exceptionnel. En effet, c'était la grande occasion pour démontrer aux capitalistes que leur guerre industrielle internationale, conduite grâce aux réductions de salaire tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, devait se briser à la fin sur l'association internationale des classes ouvrières. Les ouvriers anglais répondirent aussitôt à notre appel par une première contribution en faveur de Rouen, et le Conseil central londonien des syndicats résolut de concert avec nous de convoquer un meeting monstre en faveur de nos frères normands. La nouvelle de la brusque cessation de la grève de Sotteville empêcha toute action ultérieure.

L'échec matériel de cette révolte économique fut compensé par d'importants résultats moraux. Elle enrôla les ouvriers cotonniers de Normandie dans l'armée révolutionnaire du travail, donna le coup d'envoi à la création de syndicats à Rouen, à Elbeuf, Darnétal, etc., et scella de nouveau l'entente fraternelle entre les classes ouvrières française et anglaise. Durant l'hiver et le printemps 1869, notre propa-

gande en France fut paralysée par la répression qui s'abattit en 1868 sur notre comité parisien, les chicanes policières se firent nombreuses dans les départements, et l'intérêt se porta avant tout sur les élections générales.

À peine celles-ci furent-elles passées que de nombreuses grèves éclatèrent dans les districts houillers de la Loire, à Lyon et de nombreuses autres localités. Les tableaux hauts en couleur et tout à fait imaginaires de la prospérité des ouvriers sous le second Empire furent estompés par la nuée des dures réalités économiques que ces luttes entre capitalistes et ouvriers firent brusquement surgir. Les revendications des ouvriers étaient si modestes qu'il était pratiquement impossible de les rejeter. Aussi durent-elles être satisfaites, après quelques tentatives tout à fait éhontées de résistance. Il n'y avait absolument rien de remarquable à ces grèves, sinon que subitement elles explo- saient coup sur coup avec une rapidité inattendue après une période de calme plus apparent. Pendant les élections, les ouvriers s'étaient rebel- lés avec succès contre leur despote public. Quoi de plus naturel qu'ils se rebellent à présent contre leurs despotes privés ?

Les élections avaient mis les esprits en effervescence. Il est tout à fait normal que la presse gouvernementale, payée comme elle l'est pour falsifier les faits, ait trouvé la clé pour déchiffrer les mystérieux mots d'ordre du Conseil [139] général de Londres qui envoie ses émissaires d'une ville à l'autre pour apprendre aux ouvriers français, qui auparavant étaient parfaitement heureux et satisfaits de leur sort, que c'est une mauvaise chose de s'échiner au travail, d'être mal payé et traité avec brutalité. Dans son numéro du 3 août, un organe policier français qui paraît à Londres - *l'International* - révèle ainsi au monde quel est le mobile secret de notre néfaste activité :

« Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'on ait ordonné de dé- clencher des grèves dans les pays où la misère était encore loin de se faire sentir. Ces explosions inattendues arrivèrent si extraordinairement à point pour un certain voisin de la France qui avait justement à craindre une guerre, que beaucoup de gens se demandent si ces grèves n'ont pas surgi à la demande d'un Machiavel étranger, qui a su conqué- rir la faveur de cette Association toute puissante ». Au moment même où cette fripouille de policier français nous accuse de tracasser le gou- vernement français avec des grèves dans sa maison afin de décharger le comte Bismarck du poids d'une guerre étrangère, un journal de fa-

bricants de la Prusse rhénane insinue que nous ébranlons la Fédération d'Allemagne du Nord par des grèves qui paralysent l'industrie allemande au profit de fabricants étrangers.

Deux cas tout à fait typiques nous permettront d'éclairer les rapports qui existent entre l'Internationale et les grèves françaises. Dans un cas - celui de la grève de Saint-Etienne - comme dans le second - celui du massacre consécutif de Ricamarie -, le gouvernement français lui-même n'osera plus parler d'une immixtion quelconque des Internationaux.

Dans les événements de Lyon, ce n'est pas l'Internationale qui jeta les ouvriers dans la grève, mais au contraire les grèves qui jetèrent les ouvriers dans les bras de l'Internationale.

Les ouvriers des houillères de Saint-Etienne, de Rive-de-Gier et de Fumery avaient calmement, mais fermement, demandé aux directeurs des compagnies minières une révision des taux de salaires et une diminution de la journée de travail qui comptait 12 heures bien sonnées d'un dur travail effectué sous terre. N'ayant obtenu aucun résultat dans leur tentative d'arrangement amiable, ils annoncèrent qu'ils se mettraient en grève le 11 juillet.

[140]

C'était naturellement pour eux une question vitale de *s'assurer la collaboration de leurs camarades qui travaillaient encore*. Afin d'empêcher que ces derniers entrent eux aussi dans le mouvement de grève, les directeurs des mines demandèrent et obtinrent du préfet de la Loire une forêt de baïonnettes. Le 12 juin, les grévistes trouvèrent les houillères fortement occupées par la troupe. Afin de s'assurer du zèle des soldats que le gouvernement leur prêtait, les compagnies minières payèrent chaque soldat un franc par tête. Les soldats, en échange, firent prisonniers une soixantaine de mineurs qui avaient tenté de rejoindre leurs camarades dans les puits.

Ces prisonniers, escortés par 150 soldats du 4^e régiment de ligne, furent conduits dans l'après-midi du même jour à Saint-Etienne. Avant que la troupe des vaillants guerriers ne s'ébranle, un ingénieur de la compagnie Dorian leur distribua 60 bouteilles de cognac, et insista vivement auprès d'eux enfin qu'ils tiennent bien à l'œil les prisonniers.

Ces mineurs n'étaient-ils pas des sauvages, des barbares, d'anciens galériens ?

Cet alcool et ce sermon servirent d'introduction à la collision sanglante. Durant leur marche, suivis par une foule de mineurs accompagnés de leurs femmes et enfants, les soldats furent encerclés au moment où ils abordaient un couloir étroit dans les hauteurs de Moncel, quartier Ricamarie ; la foule leur demanda alors de relâcher les prisonniers ; ayant essuyé un refus elle se mit à jeter une grêle de pierres sur les soldats qui, sans sommation préalable, se mirent à tirer dans le tas, tuant quinze personnes, parmi lesquelles deux femmes et un bébé, et en blessant un grand nombre. Les tortures des blessés étaient atroces ; parmi eux se trouvait une pauvre fillette de 12 ans, Jenny Petit, dont le nom vivra pour toujours dans le martyrologe de la classe ouvrière. Elle avait été touchée de dos par deux balles, dont l'une resta enfoncée dans la hanche tandis que l'autre lui traversa le côté, lui brisa le bras et sortit par l'épaule droite : « Les chassepots avaient fait merveille ».

Mais, cette fois, le gouvernement découvrit bientôt qu'il n'avait pas seulement commis un crime, mais encore une faute. Il ne fut pas salué par la classe moyenne comme le sauveur de la société. Le conseil municipal de Saint-Etienne fit connaître publiquement sa réprobation dans un document accusant la soldatesque d'inhumanité et réclamant le transfert [141] du régiment dans une autre ville. La presse française poussa un cri d'horreur. Même les journaux conservateurs comme *Le Moniteur universel* firent des collectes pour les victimes. Le gouvernement dut retirer le régiment honni de Saint-Etienne.

Dans ces conditions difficiles pour le gouvernement, ce fut une idée lumineuse de sacrifier un bouc émissaire sur l'autel de réprobation publique : l'Association internationale des travailleurs. Lors des débats des tribunaux contre les prétendus instigateurs, l'acte d'accusation les divisa en dix catégories, nuancant très artistement le degré de leur culpabilité. La première classe, la plus sombre, était formée de 5 travailleurs, accusés notamment de préméditation, parce qu'ils auraient reçu leur mot d'ordre secret de l'extérieur, de l'Internationale. Les preuves étaient, bien sûr, tout à fait irréfutables, comme le montre l'extrait suivant de *La Gazette des tribunaux*. « L'audition des témoins n'a pas permis d'établir avec précision la participation de l'Association internationale.

« Les témoins assurent *simplement* qu'il y avait à la tête de la bande des *inconnus*, vêtus de camisoles et de casquettes blanches. Mais *aucun de ces inconnus* n'a été arrêté, et *aucun ne figure sur le banc des accusés*. À la question, « Croyez-vous à l'immixtion de l'Association internationale ? », le témoin répondit : « *J'y crois, mais je n'en ai absolument aucune preuve.* »

Après le massacre de Ricamarie, la valse des révoltes économiques s'ouvrit à Lyon par la section du dévidage de la soie, qui se compose essentiellement de femmes. Dans leur désarroi, elles firent appel à l'Internationale, qui surtout grâce à l'action de ses membres en France et en Suisse leur permit de vaincre. Malgré toutes les tentatives d'intimidation de la part de la police, elles déclarèrent publiquement qu'elles adhéraient à notre Association et y entrèrent formellement, en versant la cotisation statutaire au Conseil général. A Lyon comme à Rouen auparavant, les *ouvrières* ont joué un rôle éminent avec la plus grande générosité.

D'autres branches d'activité de Lyon suivirent bientôt le mouvement des dévideuses, de sorte que notre Association gagna en quelques semaines plus de dix mille partisans dans cette héroïque population qui, il y a plus de 30 ans, inscrivait sur la bannière du prolétariat moderne son mot d'ordre ; « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

[142]

Dans l'intervalle, le gouvernement français poursuivit ses misérables tracasseries contre les Internationalistes. A Marseille, il interdit à nos membres de se réunir pour choisir " délégué pour le congrès de Bâle. Il renouvela le même coup dans d'autres villes, mais les ouvriers du continent, comme les autres, commencent *enfin à se rendre compte que l'on conquiert le mieux ses droits naturels lorsqu'on les exerce sans autorisation, chacun à ses propres risques.*

Les ouvriers d'Autriche, notamment de Vienne, occupent déjà l'avant-scène, bien qu'ils ne soient entrés dans le mouvement qu'après les événements de 1866. Ils se rassemblèrent aussitôt sous la bannière du socialisme et de l'Internationale dans laquelle ils entrèrent en masse grâce à leurs délégués au récent Congrès d'Eisenach.

Plus que partout ailleurs, c'est en Autriche que la classe bourgeoise libérale oppose à la classe ouvrière ses instincts égoïstes, son infériorité intellectuelle et son ressentiment mesquin. Son pouvoir, ébranlé par la constitution du Reich allemand, se trouve menacé par la lutte des races et des nationalités, mais n'en continue pas moins à persécuter les ouvriers qui, seuls, proclament la fraternisation de toutes les races et nationalités. La bourgeoisie elle-même, qui ne doit pas sa position nouvelle à sa bravoure, mais uniquement aux malheurs qui se sont abattus sur l'armée autrichienne, est tout juste capable - et elle le sait fort bien elle-même - de défendre ses nouvelles conquêtes contre les attaques de la dynastie, de l'aristocratie et du clergé. Or cette bourgeoisie trouve moyen de gaspiller ses quelques forces dans la tentative misérable de priver la classe ouvrière du droit de coalition, de réunion publique et de la presse.

En Autriche, comme dans tous les États du continent, l'Internationale s'est substituée au *spectre rouge* d'antan. Lorsque, le 13 juin, un massacre d'ouvriers fut improvisé sur une petite échelle à Brünn, capitale cotonnière de Bohême, on expliqua l'événement par les manœuvres secrètes de l'Internationale, dont les agents sont bien entendu en possession d'une cape de fumée qui les rend invisibles. Lorsque certains chefs populaires viennois furent trainés devant les tribunaux, l'accusateur public les stigmatisa comme agents de l'étranger. Pour prouver combien il se fondait sur un dossier solide, il commit une petite erreur : il confondit la [143] *Ligue bourgeoise pour la paix et la liberté* de Berne avec l'*Internationale* prolétarienne.

Lorsqu'on poursuit le mouvement ouvrier en Autriche cisleithane, on lui fait la chasse ouvertement et sans vergogne en Hongrie. Le Conseil général dispose sur ce point de rapports les plus dignes de confiance venant de Pest et de Presbourg. Il nous suffit d'un exemple pour montrer comment les ouvriers hongrois sont traités par les autorités. M. de Wenckheim, ministre de l'Intérieur du gouvernement royal en Hongrie, a reçu à Vienne une délégation hongroise. Depuis plusieurs mois, les ouvriers de Presbourg n'ont plus le droit de tenir des réunions et on leur a même interdit d'organiser une fête dont les recettes devaient servir à la création d'une caisse de maladie. Il y a quelques jours, une délégation de plusieurs ouvriers de Presbourg, parmi lesquels le fameux agitateur Niemtzik, arrivait à Vienne pour présenter ses doléances au ministre de l'Intérieur. Elle prit beaucoup

de peine pour atteindre ce Monsieur si haut placé, et lorsque enfin la porte du bureau ministériel s'ouvrit, les ouvriers furent reçus d'une façon qui contredit toute bienséance : *Êtes-vous ouvriers ? Travaillez-vous avec zèle ?*, demanda le ministre, en tournant dans sa bouche un cigare fumant. *Vous n'avez à vous préoccuper de rien d'autre. Vous n'avez pas besoin d'associations, et si vous faites de la politique, nous saurons vous opposer les moyens adéquats. Je ne ferai rien du tout pour vous. Peu importe que les ouvriers maugréent !*

À la question de savoir si tout dépendait de la bonne grâce des autorités, le ministre répondit : *« Oui, sous mon ministère. »* Après de longues et vaines discussions, les ouvriers quittèrent enfin le ministère, après avoir fait la déclaration suivante : - *Étant donné que les conditions de l'État déterminent la situation des ouvriers, les ouvriers doivent s'occuper de politique, et ils le feront.*

En Prusse et dans le reste de l'Allemagne, l'année écoulée fut marquée par la création de syndicats dans tout le pays. Au récent Congrès d'Eisenach, les délégués de plus de 150 000 ouvriers de l'Allemagne proprement dite, de l'Autriche et de la Suisse fondèrent un nouveau Parti social-démocrate avec un programme qui reprend littéralement les principes directeurs de notre Association. La loi interdisant à leurs sections d'adhérer directement à notre Association, [144] on décida de réclamer des cartes d'adhésion individuelles au Conseil général.

De nouvelles branches se sont formées à Naples, en Espagne et en Hollande. Des feuilles hebdomadaires paraissent à Barcelone et Amsterdam.

Les lauriers du gouvernement belge cueillis sur les glorieux champs de bataille de Seraing et Frameries semblent troubler le sommeil de nos grandes puissances. Dès lors faut-il s'étonner que l'Angleterre puisse se vanter cette année aussi de son massacre d'ouvriers ? Les mineurs gallois du Leeswood Great Pit à proximité de Mold dans le Deubigshire ont été subitement informés d'une réduction de salaire par le directeur de la mine qui depuis longtemps se comporte comme un incorrigible tyranneau et est haï en conséquence. Les mineurs rassemblèrent les travailleurs des entreprises voisines, le chassèrent de sa

maison et transportèrent ses meubles jusqu'à la gare voisine. Dans leur candeur d'enfant, les malheureux crurent ainsi s'en être débarrassés pour toujours. Le 28 mai, deux dirigeants furent conduits au tribunal de Mold par la police et sous l'escorte d'une section du 4^e régiment, « the king own ». Durant le trajet, un groupe de mineurs tenta de les délivrer. S'étant heurtés à la résistance de la police et des soldats, ils les bombardèrent de pierres. Sans aucune sommation préalable, les soldats se mirent à mitrailler les mineurs. Cinq personnes, dont deux femmes et un enfant, furent tués, et il y eut, en outre, de nombreux blessés. Il y a jusqu'ici une grande analogie entre le massacre de Mold et celui de Ricamarie, mais elle s'arrête là. En France, les soldats ne sont responsables que devant leur commandant ; en Angleterre, il leur faut passer par le purgatoire d'un *Coroner's jury*. Or, le coroner était un vieil homme sourd et à moitié gâteux, à qui il fallut distiller les témoignages à travers un cornet acoustique ; en outre, le jury gallois était un jury de classe mesquin et plein de préjugés. L'assassinat fut qualifié de « meurtre autorisé ». En France, les dirigeants écopèrent de peines de prison allant de 3 à 18 mois, et furent amnistiés aussitôt après ; en Angleterre, ils furent condamnés à 10 ans de bagnes, et mis aux fers.

Dans toute la presse française, ce fut *un* cri de colère contre la troupe. En Angleterre, la presse n'eut que des murmures de satisfaction pour la soldatesque, et de réprobation [145] pour ses victimes. Néanmoins, les ouvriers anglais y ont gagné quelque chose, en perdant l'une de leurs plus grandes et plus dangereuses illusions. Ils se croyaient jusqu'ici plus ou moins protégés par la formalité de la loi sur les émeutes et la subordination des militaires aux autorités civiles. Ils en savent maintenant plus long sur ce point.

Mr Bruce, ministre libéral de l'Intérieur, déclara aux Communes que tout magistrat - le premier curé ou chasseur de perdreaux venu - peut faire tirer sur une foule qui lui semblera rebelle, sans même avoir besoin de lire au préalable les textes de loi sur les émeutes. En outre, les soldats peuvent tirer comme ils le veulent, sous prétexte d'autodéfense. Le ministre libéral a oublié seulement d'ajouter que, dans ces circonstances, *chacun devrait être armé aux frais de l'État en vue de son autodéfense contre les soldats*.

La résolution suivante fut adoptée le 30 août par le Congrès général des syndicats, tenu à Birmingham :

« Considérant que l'organisation locale du travail s'est pratiquement effacée devant l'organisation de caractère national ; que l'extension du principe du libre-échange suscite une concurrence accrue entre capitalistes si bien que, dans cette chasse internationale au profit, les intérêts des ouvriers sont perdus de vue et sacrifiés ; que l'Association ouvrière doit encore être étendue et rendue internationale ; considérant, en outre, que l'Association ouvrière internationale a pour but la représentation commune des intérêts ouvriers et que les intérêts des classes ouvrières sont *partout identiques* - ce Congrès recommande de tout cœur cette Association aux ouvriers du Royaume-Uni, et tout spécialement aux corps ouvriers organisés afin qu'ils lui apportent leur appui et s'affilient à cette Association. Le Congrès est également convaincu que la réalisation des principes de l'Internationale conduira à une paix durable entre les nations de la terre. »

La guerre a menacé d'éclater en mai dernier entre les États-Unis et l'Angleterre. Votre Conseil général a donc envoyé une Adresse à Mr Sylvis, président de la National Labour Union américaine, dans laquelle il demandait à la classe ouvrière des États-Unis de défendre la paix en face des hurlements belliqueux de ses classes dominantes...

[146]

Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève

[Retour à la table des matières](#)

Le citoyen Jung fit ensuite un exposé sur le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève ¹¹⁸. Après une brève récapitulation des faits ayant provoqué le lock-out, il précisa que le ministre de la Justice et de la Police, M. Camperio, avait été interpellé depuis lors par trois membres du Grand Conseil lui demandant ce qu'il comptait faire : il leur avait répondu qu'il ferait respecter la liberté du travail.

Un comité a été formé pour soutenir les ouvriers lockoutés : il est composé de membres d'autres corps de métiers, mais les lockoutés peuvent y intervenir. Les entrepreneurs du bâtiment sont passés à l'at-

¹¹⁸ Extrait du protocole de séance du Conseil général, 21 juin 1870.

taque et ont pris des mesures entravant la liberté de travail de ceux de leurs ouvriers qui veulent aller travailler dans d'autres secteurs d'activité.

Certains propriétaires qui avaient passé des contrats de construction avec les entrepreneurs du bâtiment ont invité les ouvriers à venir travailler comme à l'accoutumée : ce qui fut fait.

Il estime que la position des syndicats n'est pas assez favorable pour que l'on puisse s'attendre à un succès, si on lance un appel. Cependant, s'il n'était pas lancé, cela ferait mauvais effet. A présent que les Genevois ont fait leur devoir, il faut faire quelque chose.

Le président fait observer que le Conseil ne ferait pas son devoir, s'il ne lançait pas l'appel.

Le citoyen Harris dit qu'il n'est pas syndicaliste, mais que le Conseil général devait pour le moins lancer un appel aux syndicats d'Angleterre. Il propose que l'on adresse un appel aux organisations syndicales pour leur demander une aide.

M. Sarrel, délégué du syndicat des maçons, soutient cette proposition.

Le citoyen Weston pense que les grèves et lock-outs entravent l'action du Conseil général. Mais, comme il s'est formé un lien étroit avec les syndicats des différents pays, il ne peut pas ne pas admettre qu'il faut faire quelque chose, et donne son soutien cordial à la proposition.

Le président dit que le Conseil ne provoque *ni ne donne l'ordre* de grève et de lock-out, mais lorsqu'ils se produisent [147] il faut faire son devoir. C'est la première fois que le système anglais du lock-out est expérimenté sur le continent. Les constructeurs londoniens n'y ont rien gagné.

Le citoyen Jung exprime le désir que la proposition soit assez large pour y inclure les syndicats et branches de l'Association sur le continent et aux États-Unis.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le président suggère que le citoyen Marx soit chargé de rédiger l'*Adresse*, ce que Weston propose et ce que Lessner appuie. Adopté à l'unanimité.

Le citoyen Lullier fait observer que d'ici une quinzaine il présenterait des remarques et propositions afin de mener la lutte contre le capital sans recourir à la grève ¹¹⁹.

La grève des corps de métiers du bâtiment à Genève.

Appel du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des États-Unis.

[Retour à la table des matières](#)

Prolétaires !

Les entrepreneurs du bâtiment de Genève, après mûre réflexion, en sont arrivés à la conclusion que *la liberté* [148] *de travail illimitée* est le moyen le plus approprié pour promouvoir le bonheur de la population laborieuse ¹²⁰. Afin d'assurer ce bienfait aux ouvriers, ils ont décidé de mettre en pratique, le 11 juin, une découverte d'origine anglaise :

¹¹⁹ Dans son ouvrage *Karl Marx und die Gewerkschaften* (Moskau-Leningrad, 1934), A. Losovsky écrit à propos de la « théorie syndicale » de Proudhon : « On sait que Proudhon est le fondateur de l'anarcho-syndicalisme. Du moins c'est ce que disent et écrivent les anarcho-syndicalistes qui le placent plus haut que Marx qui avait le « culte de l'État ». Mais les anarcho-syndicalistes cachent que Proudhon était un ennemi acharné du droit de coalition et des grèves. Il détestait les grèves au point de justifier *l'assassinat des grévistes*. Dans son ouvrage, *Philosophie de la misère*, il écrivait en 1846 : « On peut tolérer que chaque ouvrier ait la libre disposition de sa personne et de ses bras, mais *la société ne peut permettre* que des bandes d'ouvriers, au mépris des grands intérêts sociaux et des prescriptions de la loi, créent des coalitions pour faire violence à la liberté et aux droits des entrepreneurs. Faire violence aux entrepreneurs, désorganiser les ateliers, arrêter le travail et mettre en danger le capital, cela signifie *provoquer une conjuration dans le but de la ruine générale*. Les autorités qui ont fait tirer sur les mineurs de Rive-de-Gier en étaient profondément malheureuses, mais elles ont agi comme le vieux Brutus en conflit entre son amour de la patrie et son devoir de consul : il dut sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita point, et la postérité ne s'arrogea pas le droit de le condamner. » (Cité d'après PROUDHON, *De la capacité politique des classes ouvrières*, Marcel Rivière, Paris, 1923, t. I, p. 323.)

décider la fermeture des chantiers à tous les ouvriers qui jusqu'ici travaillaient chez eux, bref le *lock-out*.

Les syndicats étant de formation récente en Suisse, ces mêmes entrepreneurs les avaient dénoncés avec indignation comme étant un produit importé d'Angleterre. Il y a deux ans, ils raillaient leurs ouvriers pour leur manque de patriotisme : ne voulaient-ils pas transplanter sur le sol suisse une plante aussi étrangère que la limitation de la journée de travail et la fixation d'un salaire horaire moyen ? Il ne faisait alors aucun doute pour eux que de malins agitateurs tiraient les ficelles de l'extérieur, puisque les travailleurs locaux, par leur propre mouvement, auraient trouvé tout naturel de se crever au travail de 12 à 14 heures par jour en échange de n'importe quel salaire que le bon cœur des entrepreneurs voudrait bien leur accorder. Aussi déclarèrent-ils publiquement que les ouvriers aveuglés ne pouvaient agir que sous la dictée de Londres et de Paris, à peu près comme les diplomates suisses sont habitués à exécuter les ordres de Saint-Petersbourg, de Berlin et de Paris.

Quoi qu'il en soit, ni les cajoleries, ni les sarcasmes, ni les menaces ne purent convaincre les ouvriers que la limitation de la journée de travail à dix heures et la fixation d'un salaire horaire entachaient la dignité d'un libre citoyen suisse ; ils ne se laissèrent pas davantage entraver par des provocations à des méfaits qui eussent fourni aux entrepreneurs un prétexte plausible pour appliquer des mesures de répression publiques contre les syndicats ouvriers.

En fin de compte, en mai 1868, M. Camperio, le ministre de la Justice et de la Police d'alors, mit au point un accord, selon lequel la journée de travail serait réduite à 9 heures en hiver et à 11 en été, et que les salaires oscilleraient entre 45-50 centimes l'heure. Cet accord fut contresigné, en présence du ministre, par les entrepreneurs du bâtiment et les ouvriers. Au printemps 1869, plusieurs entrepreneurs du bâtiment refusèrent de payer pour les 11 heures de travail un salaire supérieur à celui qu'ils [149] avaient payé pour les 9 heures en hiver. On chercha à remettre en question le compromis qui avait établi à 45 centimes le salaire horaire pour tous les corps de métiers du bâtiment. Bien que les plâtriers et les peintres aient été manifestement compris

¹²⁰ Adresse rédigée par Karl Marx et publiée en français, allemand et anglais.

dans ces conventions, ils furent obligés de continuer de travailler dans les conditions antérieures à 1868, parce qu'ils n'étaient pas assez organisés pour conquérir les conditions nouvelles.

Le 15 mai, ils demandèrent à être mis sur le même pied que tous les autres corps de métiers du bâtiment, mais, se heurtant tout net à un refus des entrepreneurs, ils arrêtaient le travail la semaine suivante. Le 4 juin, les entrepreneurs décidèrent que « si les plâtriers et les peintres ne retournaient pas, sans réserve aucune, à leur travail le 9 juin, tous les ouvriers du bâtiment seraient mis en chômage le 11 juin ». Et ils mirent leur menace à exécution. Non contents de ce lock-out de leurs ouvriers, les entrepreneurs du bâtiment firent poser des affiches demandant au gouvernement fédéral de dissoudre par la force l'Association internationale et de chasser les étrangers de Suisse ¹²¹. Leurs efforts bienveillants et véritablement libéraux pour rétablir *la liberté de travail illimitée* échouèrent devant un meeting monstre et une protestation des ouvriers locaux de métiers autres que le bâtiment.

Les syndicats genevois autres que ceux du bâtiment ont formé un comité pour défendre les intérêts des ouvriers mis en chômage. Certaines firmes qui avaient signé des accords avec les entrepreneurs pour la construction de bâtiments, considérant que leurs contrats ont été rompus, invitèrent les ouvriers qui y étaient employés à continuer de travailler comme si rien n'était arrivé. Ces propositions furent aussitôt acceptées. Les célibataires quittèrent Genève aussi rapidement que possible. Cependant il reste environ deux mille familles qui sont privées de leurs moyens d'existence. C'est pourquoi le Conseil général appelle tous les travailleurs et travailleuses du monde civilisé à venir en aide, par des moyens moraux et matériels, aux ouvriers [150] du bâtiment dans leur juste lutte contre le despotisme capitaliste.

¹²¹ Marx fait allusion à la déclaration, publiquement affichée, de l'Union des entrepreneurs du bâtiment du canton de Genève le 2 juin 1870. L'Internationale y était chargée de toute la responsabilité des grèves de Genève, et les entrepreneurs du bâtiment y exigèrent l'application d'un article de la Constitution autorisant le gouvernement fédéral à expulser « les étrangers qui compromettent la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse ».

Par ordre du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs :

B. Lucraft, président,
John Weston, trésorier,
J. George Eccarius, secrétaire général,
Hermann Jung, secrétaire pour la Suisse.

256, High Holborn,
Londres W.C., le 5 juillet 1870.

Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr

[Retour à la table des matières](#)

La presse capitaliste allemande ¹²² demande que vous laissiez tomber vos revendications relatives à la journée de huit heures et à une augmentation de 25 % des salaires, et que vous repreniez le travail afin que l'industrie allemande ne soit pas obligée d'importer son charbon d'Angleterre, autrement dit d'envoyer l'argent allemand à l'étranger au lieu qu'il serve à payer du travail allemand ¹²³.

Ce sont toujours les mêmes lamentations des bourgeois, sitôt que les ouvriers se dressent pour leur propre compte et s'efforcent d'arracher quelques concessions. En Angleterre, où cette rengaine se joue depuis plus de quarante ans, il n'y a plus personne pour y prendre garde. Mais, dans le cas précédent, il vaut la peine de démontrer que la presse capitaliste cherche délibérément à vous leurrer, lorsqu'elle vous raconte qu'il suffit aux propriétaires et aux patrons des fonderies d'écrire en Angleterre pour recevoir autant de charbon qu'ils le désirent.

Depuis 1869, la consommation de charbon a augmenté en Angleterre à un rythme sans précédent, en raison de l'essor général de l'industrie anglaise, de la multiplication des fabriques, des besoins crois-

¹²² Cf. KARL MARX, *Der Volksstaat*, 27 août 1872.

¹²³ La grève des mineurs de la Ruhr immobilisa 20 000 travailleurs. Elle commença le 13 juin 1872 et s'acheva au bout de cinq semaines par une défaite des grévistes. Marx et Engels poursuivront leur action de soutien aux ouvriers en grève après la fin de la 1^{re} Internationale, même en l'absence d'une organisation formelle.

sants des chemins de fer, de l'accroissement vertigineux de la navigation à vapeur, en [151] d'autres termes de l'extension énorme de la sidérurgie qui, au cours de ces trois dernières années, a dépassé de loin les progrès enregistrés lors de toutes les périodes antérieures de prospérité. Le *Daily News*, feuille capitaliste libérale, dit à ce propos dans son numéro du 15 juillet :

« L'une des causes essentielles de l'actuel renchérissement du charbon est indubitablement l'essor soudain et sans précédent de la sidérurgie. Le nord de l'Angleterre fournit à peu près le quart de tout le charbon extrait dans l'ensemble du pays. La majeure partie en est expédiée à Londres, dans le sud et dans l'est de l'Angleterre ; une grande quantité sert à la navigation à vapeur. Mais le tout récent essor de la sidérurgie dans le Cleveland (à proximité immédiate des mines) a créé une soudaine demande locale de charbon. Cette croissance d'une branche d'industrie, qui dépense aujourd'hui pour le moins *cinq à six millions de tonnes*, donne évidemment une impulsion gigantesque à l'extraction du charbon. A cela s'ajoute le rapide développement dans le district du minerai de fer hématiste, situé sur la côte Ouest. Les hauts fourneaux du Cumberland et du Lancashire tirent leur énergie presque exclusivement des bassins miniers de Durham et ont besoin, d'après une évaluation moyenne, d'un *million et demi de tonnes* par an. A eux seuls, les hauts fourneaux en construction dans le nord de l'Angleterre auront besoin de *trois quarts de million de tonnes* par an. A tout cela il convient d'ajouter les nouveaux laminoirs et hauts fourneaux de la côte Ouest. Aussi n'est-il pas étonnant que la question du charbon devienne une question vitale pour tout le nord de l'Angleterre, et l'on comprend que le prix du charbon ait monté rapidement. Dans le Sud-Staffordshire, en Écosse, dans les Galles du Sud, le Derbyshire, le West-Yorkshire et d'autres régions, les mêmes causes ont provoqué une montée des prix du charbon. »

Dans ces conditions, les mineurs anglais ont fait la même chose que vous : ils ont réclamé des salaires plus élevés et un temps de travail moins long. Les propriétaires anglais de mines, toujours supérieurs à leurs concurrents allemands en intelligence et en expérience du monde, n'opposèrent pas de résistance sérieuse, mais acceptèrent leurs revendications. Voyons ce que le *Daily News* en dit :

« De temps en temps les salaires ont été augmentés. [...] Les mineurs exigeaient en outre une diminution systématique du temps de

travail. Des experts affirment qu'un [152] mineur n'extrait plus que les 3/5 du quantum de charbon qu'il extrayait lorsque les affaires marchaient moins bien et que les salaires étaient bas. C'est pourquoi on pourrait embaucher plus de mineurs, mais il se trouve que ceux-ci ne sont pas disponibles pour le moment. Certes, on en a fait venir certains des districts agricoles, mais les mineurs ont besoin d'un long apprentissage, et le remède ne peut donc être que très lent et progressif. Pour l'heure, les mineurs ont *arraché*, dans certains districts, *la limitation du temps de travail à huit heures par jour*, tandis que *partout des augmentations de salaires se succèdent si rapidement* qu'il n'y a pas d'autre issue que l'augmentation du prix du charbon. »

À cela s'ajoute une autre circonstance. Les *veines carbonifères supérieures sont épuisées dans presque toute l'Angleterre*, et il faut aller travailler toujours plus profondément. Voyons encore l'article du *Daily News* :

« Les couches les meilleures de ces précieuses veines carbonifères du Sud-Staffordshire sont vidées de leur contenu. Dans beaucoup de districts de ce filon jadis si riche en charbon, les mines sont épuisées, et les haldes sont transformées sans cesse en terre de culture ou en pâturages, bien que des milliers d'acres restent toujours en friche. Cependant, les ressources auxiliaires du district ne sont pas encore épuisées. On ouvre des puits toujours plus profonds tout autour de l'ancienne région carbonifère. [...] Mais, dans ces conditions, les moyens les plus modernes d'extraction du charbon deviennent eux-mêmes de plus en plus onéreux, à quoi s'ajoute encore que les mines sont plus distantes des usines sidérurgiques. [...] Ce que nous avons dit du Sud-Staffordshire vaut également pour de nombreux autres districts. Il faut aller chercher le charbon à de plus grandes profondeurs et le transporter vers des destinations plus lointaines. »

La conséquence en est que le prix du charbon « a doublé au départ de la mine », comme le dit le *Daily News*, et qu'on fait face à une *véritable pénurie de charbon*, ce qui préoccupe le pays tout entier. Un autre journal - la principale feuille économique des capitalistes anglais, *l'Economist* - dit, le 13 juillet :

« Depuis le début de l'année, le prix du charbon a augmenté d'une manière inouïe : il est aujourd'hui de 60 à 100 % plus cher qu'il y a un an. [...] Avant une ou deux semaines, il se peut que l'augmentation at-

teigne 100 %, [153] sans que l'on observe à un signe sérieux quelconque que cela ne continuera pas de la même façon. En juin de cette année, l'exportation de charbon a dépassé de 4 %, soit 1 108 000 tonnes, celle de juin de l'année dernière, mais en valeur la différence a atteint 758 000 livres sterling, soit 53 %. Cette année, la valeur du charbon exporté en juin a été en moyenne de 13 sh 9 d [soit 4 talers 17 1/2 gr] contre 9 sh 4 d l'an dernier [soit 3 talers 3 1/3 gr]. »

Le *Spectator*, une troisième feuille capitaliste, mentionne également, le 10 juillet, qu'à Londres le bon charbon ménager est passé de 23 sh ou 7 talers 20 gr à 35 sh ou 11 talers 20 gr.

Ces faits montrent ce que valent les menaces des propriétaires allemands de mines et de fabriques qui prétendent importer leur charbon d'Angleterre. *M. Alfred Krupp peut promulguer autant d'ukases qu'il lui plaira, il devra payer le charbon anglais plus cher que le charbon de la Ruhr; et encore peut-on se demander s'il en recevra.*

En tant que secrétaire du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs pour l'Allemagne, j'ai estimé qu'il est de mon devoir de porter ces faits à votre connaissance.

Karl Marx.

Londres, le 21 juillet 1872.

Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au capital. ¹²⁴

[Retour à la table des matières](#)

Le Conseil général de l'A.I.T. appuiera, comme par le passé, la tendance croissante des syndicats d'un pays à se mettre en rapport avec les syndicats du même métier dans tous les autres pays. L'efficacité de sa fonction d'intermédiaire international entre les syndicats ouvriers nationaux dépendra essentiellement du concours que ceux-ci prêteront à l'Internationale dans l'élaboration de la statistique générale du travail.

¹²⁴ Ces résolutions de la Conférence de l'Association Internationale des travailleurs, réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871, ont été rédigées par Marx.

Les directions des syndicats de tous les pays sont invitées à communiquer au Conseil général les adresses de leurs sections locales.

[154]

VIII. Les producteurs agricoles

Les bureaux des sociétés de résistance [syndicats] de tous les pays sont invités à envoyer au Conseil général leur adresse.

1. La Conférence invite le Conseil général et les conseils ou comités fédéraux à préparer, pour le prochain Congrès, des rapports sur les moyens d'assurer l'adhésion des producteurs agricoles au mouvement du prolétariat industriel.

2. En attendant, les conseils ou comités fédéraux sont invités à envoyer des délégués dans les campagnes pour y organiser des réunions publiques, faire de la propagande pour l'Internationale et fonder des sections agricoles.

La grève des ouvriers agricoles anglais

[Retour à la table des matières](#)

Londres, le 20 avril 1872 ¹²⁵

Le mouvement ouvrier en Angleterre a fait un grand progrès ces derniers jours : il a plongé des racines solides parmi les ouvriers agricoles. On sait qu'en Grande-Bretagne toute la terre appartient à un nombre très limité de grands propriétaires, les plus « pauvres » d'entre eux touchant une rente annuelle de 100 000 livres, et les plus riches de plusieurs millions. Le marquis de Westminster jouit d'une rente annuelle de plus de dix millions.

Les terres sont divisées en grands lots travaillés pour le compte de grands fermiers par une poignée de paysans à l'aide de machines agri-

¹²⁵ Engels a envoyé cette correspondance à Bignami, afin qu'elle soit publiée par le journal *La Plèbe*. Le but évident en est d'informer les ouvriers agricoles, les Italiens, dont les conditions sociales se rapprochaient beaucoup de celles de l'agriculture anglaise, de l'expérience du mouvement syndical et socialiste d'Angleterre.

coles. Il n'y existe pas de petits paysans. Le nombre d'ouvriers agricoles, déjà petit en proportion à la superficie des terres cultivées, diminue chaque année par suite de l'introduction de machines nouvelles. Comme ils sont ignorants et asservis à la glèbe comme jamais paysans ne le furent, et en outre victimes de la concurrence, ils forment la classe la plus mal payée de la population.

À plusieurs reprises, ils se sont rebellés contre leur dur sort : en 1831, dans le sud de l'Angleterre, ils incendièrent [155] les granges de blé et de foin de leurs fermiers ¹²⁶ ; il y a quelques années, ils firent la même chose dans le comté de York ; de temps en temps, ils essaient de se grouper entre eux, grâce à des sociétés de résistance. Cependant, l'actuel mouvement a pris, en quelques semaines, une ampleur qui lui assure une réussite immense.

Ce mouvement a commencé chez les ouvriers agricoles du comté de Warwick, qui demandaient que leurs salaires hebdomadaires soient augmentés de 11 ou 12 shillings à 16 shillings, et pour obtenir satisfaction s'organisèrent en sociétés de résistance et se mirent en grève ¹²⁷. La consternation fut générale chez les grands propriétaires fonciers, les fermiers et les conservateurs du comté : les ouvriers agricoles, esclaves de corps et d'esprit, osaient se rebeller contre l'autorité de leurs maîtres et seigneurs, en place depuis plus de mille ans ! Et ils se rebelèrent effectivement, faisant grève avec tant de décision qu'au bout de deux à trois semaines, non seulement les ouvriers de tout le Warwick, mais encore tous ceux des huit comtés limitrophes se joignirent à la rébellion.

¹²⁶ Engels fait allusion au mouvement *swing* (partie supérieure mobile du fléau) dans les comtés du sud et sud-est de l'Angleterre. Les paysans en révolte furent écrasés sans pitié par la troupe dépêchée sur les lieux par le ministère whig de lord Grey.

¹²⁷ L'Union des ouvriers agricoles vit le jour dans le Warwickshire, en mars 1872. Elle prit aussitôt la tête d'une grève qui s'étendit rapidement aux comtés voisins. Les ouvriers des villes soutinrent activement l'agitation. L'aide financière des syndicats industriels, ainsi qu'une forte demande de main-d'œuvre dans les villes en raison de l'essor industriel, contribuèrent au succès du mouvement des ouvriers agricoles. En mai 1872, sous la présidence de l'ouvrier Joseph Arch, on fonda l'Union nationale des ouvriers agricoles, qui rassembla environ 100 000 travailleurs, fin 1873. Les grèves durèrent jusqu'en 1874 et s'achevèrent par une série de victoires.

Ce que l'Internationale est pour les gouvernements réactionnaires d'Europe : un spectre dont le seul nom les frappe de terreur, c'est ce qu'est devenue pour les propriétaires terriens et les fermiers épouvantés l'Union des ouvriers agricoles. Les patrons organisèrent leur opposition, mais en vain : l'Union, soutenue par les conseils et l'expérience des syndicats ouvriers de l'industrie, se consolida et s'étendit chaque jour ; qui plus est, elle trouva l'appui de l'opinion publique, même bourgeoise. Malgré son pacte d'alliance politique avec l'aristocratie terrienne, la bourgeoisie lui fait toujours en sous-main une sorte de petite guerre économique [156] et, comme elle se trouve en ce moment dans une phase de prospérité industrielle où elle a besoin d'une main-d'œuvre considérable, presque tous les ouvriers agricoles en grève furent transportés dans les villes, où ils sont employés et payés à des conditions bien meilleures que ne l'aurait pu l'agriculture. Ainsi donc, la grève a parfaitement réussi, de sorte que les propriétaires et les fermiers de toute l'Angleterre durent augmenter les salaires des ouvriers agricoles de 25 à 30 %. De cette première grande victoire date une nouvelle ère de la vie intellectuelle et sociale du prolétariat agricole qui entre désormais en masse dans le mouvement des prolétaires des villes en lutte contre la tyrannie du capital.

La semaine dernière, le Parlement anglais s'est préoccupé de l'Internationale. Un réactionnaire enragé - M. Cochrane - a accusé la terrible Association internationale des travailleurs d'avoir donné l'ordre à la Commune d'assassiner l'archevêque et d'incendier la cité ! Il demanda aussitôt des mesures de représailles contre le Conseil général, fixé actuellement à Londres. Naturellement, le gouvernement lui répliqua que les Internationalistes - comme tous les habitants de l'Angleterre - sont responsables devant la seule loi et, comme jusqu'alors ils ne l'ont pas violée, il n'y avait pas de raison de sévir contre eux. On peut être assuré que le Conseil général de l'Association répondra aux mensonges de M. Cochrane ¹²⁸.

128

Cf. la réponse de Marx dans *La Commune de 1871*, 10/18, p. 174-180.

L'Arcadie en grève

Londres, le 5 juin 1872.

Le mouvement socialiste chez les paysans du centre de l'Angleterre, dans le comté de Warwick qui renferme des villes comme Coventry et Birmingham, s'était assoupi un moment, mais donne des signes çà et là de réveil. Les *trop heureux travailleurs des champs*¹²⁹ ne connaissent pas leur bonheur, et réagissent. L'Arcadie en grève : quel spectacle étrange ! Une sorte de pastorale d'un genre tout nouveau, et d'une poésie singulière et poignante dans son [157] réalisme. Cela aussi est un signe des temps, et des plus graves : le paysan occupe son poste aux côtés de l'ouvrier dans le monde conscient et émancipé - ce qui ne s'était jamais vu.

Jusqu'ici, la protestation des gueux, des prolétaires, des affamés était restée passive. Le cortège interminable de familles déguenillées se profilait jour après jour à l'horizon doré de la *high life* anglaise, morne image reproduite par la lanterne magique horrible de la faim : c'étaient les *fenians* irlandais portés en terre par ceux qui pouvaient, un moment encore, se maintenir en vie chichement ; c'étaient les hommes abrutis par la misère rampante ; c'étaient les femmes qui maudissaient le pays qui les avait vues naître ; c'étaient les enfants qui n'avaient jamais appris à balbutier le nom de leur terre natale. C'était la protestation silencieuse de l'émigration.

Mais désormais la scène a bien changé : le paysan se souvient qu'il est et veut rester un homme, et il réclame sa part de pain, de bonheur et de vie.

Le mouvement, s'il se développe uniformément et simultanément, sera terrible, et puis on aura recours, qu'on le veuille ou non, à de sanglantes représailles contre les jacquous : l'arc de la patience des masses est déjà trop tendu... Attention, si on y ajoute la moindre pression, attention !

¹²⁹ Engels extrait cette expression des *Géorgiques* de Virgile, II, 458 : *0 fortunatos nimium, sua si bona norint, agricolas.*

En ce moment, un courant de sympathie pour leurs frères de la campagne gagne les ouvriers des villes. C'est l'aube de la marche finale qui s'annonce.

Le télégraphe se charge d'informer le monde entier chaque jour de la question de l'*Alabama*, et je n'en dirai donc pas un mot, puisque les nouvelles arrivent avant les commentaires. Mais ce qui vaut la peine d'être dit, c'est que les jours du ministère Gladstone sont comptés, et que Disraeli se réjouit déjà à l'idée de revenir au pouvoir.

Les paysans anglais et leur participation aux luttes politiques

Londres, le 5 juin 1877

Lors d'une réunion des délégués de l'Union agricole, qui s'est tenue il y a quelques jours à Exeter-Hall, Joseph Arch a exprimé fortement son opposition à la guerre, et il fut vigoureusement applaudi. Le chef du parti des travailleurs [158] des champs se déclare ouvertement un fauteur de paix, notamment parce que les sacrifices exigés par la guerre pèsent toujours plus lourdement sur les travailleurs que sur les autres classes sociales.

Les travailleurs agricoles d'Angleterre ne participent pas encore suffisamment à la vie politique de leur pays, mais leurs imposantes manifestations contre la guerre ne peuvent manquer d'avoir une certaine influence jusque sur les classes dont dépend la politique de la nation. Qui plus est, les paysans commencent à sentir le besoin d'avoir une part directe à cette politique, comme le démontrent la réunion d'Exeter-Hall et aussi l'élargissement des droits électoraux. Pourtant, ils constituent encore une caste de pauvres parias, non seulement sur le plan économique, mais encore sur le plan politique. C'est pourquoi ils frappent à la porte du Parlement et demandent à y entrer : ils ne veulent plus accepter leur condition d'antan.

Il est facile d'imaginer que ces revendications ne sont pas vues d'un bon œil par tous ceux - et ils ne sont pas rares, notamment dans le clergé - qui considèrent que l'assujettissement des travailleurs de la campagne constitue la base de tout le système politico-économique de l'Angleterre.

Cependant, l'opposition parlementaire bourgeoise se précipite déjà pour prendre la direction de ce mouvement des paysans afin de battre en brèche ses adversaires politiques, aujourd'hui au pouvoir. A la tête de cette opposition bourgeoise se trouve le libéral Bright, qui a pris la parole à Exeter-Hall, et - négligeant habilement la grande question économique-sociale - a fait un ronflant réquisitoire *politique* contre l'équipe qui est aujourd'hui au pouvoir.

Il est évident que le terrain économique-social est toujours difficile et brûlant pour la bourgeoisie, alors que l'aristocratie y évolue traditionnellement avec plus d'aisance en Angleterre, étant donné que sa position sociale ne l'oblige pas, comme la bourgeoisie, à spéculer sur tout et sur tous pour s'enrichir. C'est ce que les ouvriers comprennent parfaitement et, de fait, lorsqu'ils veulent arracher quelques concessions, ils se tournent avec plus d'espoir vers les nobles que vers les bourgeois, comme l'a encore démontré la récente pétition adressée à lord Beaconsfield. Or, tant que les choses en seront là et que les ouvriers pourront faire ce jeu de bascule entre bourgeois et aristocrates avec quelque profit pour eux, l'Angleterre n'aura certes pas de violentes [159] commotions socialistes, comme c'est le cas dans d'autres pays où les classes dirigeantes ne constituent encore qu'une grande masse réactionnaire, compacte et inexorable, face aux ouvriers.

Mais le jour où la classe ouvrière ne pourra plus tirer le moindre avantage de la concurrence rivale que se font les intérêts de l'aristocratie foncière et ceux de la bourgeoisie industrielle parce que cette concurrence n'existera plus, alors nous aurons aussi en Angleterre le début d'une véritable période révolutionnaire. Jusqu'à ce jour, l'aristocratie fait bon ménage avec les masses ouvrières grâce à des concessions philanthropiques. Or, c'est à présent la bourgeoisie qui tente cette manœuvre, en appuyant les tendances politiques des travailleurs et en s'efforçant de s'en emparer, afin d'en prendre la direction. Il y a encore des limitations dans le domaine du suffrage universel, et sur ce terrain la bourgeoisie s'apprête à faire des concessions politiques pour soutenir ses intérêts économiques à elle et pour distancer l'aristocratie.

Quoi qu'il en soit, tout le mécanisme de la vie des trois classes de la société - les prolétaires, les bourgeois et les propriétaires fonciers - implique que les prolétaires ne se comportent plus de manière puérile ou sentimentale, mais - comme l'a si bien dit un orateur d'Exeter-Hall -

que leurs rapports avec la bourgeoisie et l'aristocratie ne peuvent être que des relations d'intérêts.

On le voit, le mouvement social d'Angleterre est lent et procède par évolution plus que par révolutions, mais il avance tout de même.

L'Union agricole anglaise et le mouvement collectiviste dans les campagnes

Londres, le 14 juin 1877

Je m'aperçois que ma dernière correspondance est incomplète, c'est pourquoi je continue aujourd'hui.

Je vous ai parlé de l'Union agricole, fondée il y a six ans par le citoyen Arch, désormais célèbre en Angleterre pour cette initiative et les particularités de son art oratoire : c'est un véritable tribun, un peu rude, mais puissant par sa rudesse même.

[160]

Il a commencé sa propagande avec la question des salaires. Les ouvriers ne touchaient guère plus de 16 livres [italiennes] par semaine. Avec l'aide vigoureuse de quelques camarades, Arch fit qu'en 3 ou 4 années l'Union agricole compta plus de 50 000 adhérents et put organiser une grève de 30 000 ouvriers. La grève réussit, et les salaires augmentèrent dans les provinces de l'Est de 2 livres et 50 centimes par semaine. Au même moment, on adopta des mesures pour faire émigrer les paysans en Amérique, en Australie, ou pour les faire passer d'une province anglaise à une autre. Avec ces transferts, on entendait faire hausser les salaires là où la main-d'œuvre était insuffisante. Cette lutte fut expérimentée avec succès jusqu'en 1874.

Après cette date, la situation se modifia. On voulut en arriver à l'expropriation des terres au bénéfice de l'État, comme l'avait déjà proposé le célèbre économiste Stuart Mill. On souleva, en outre, les questions du suffrage universel et de l'instruction du peuple. Il faut noter un point très significatif : le mouvement en faveur de la propriété collective était l'œuvre presque exclusive de ceux qui s'étaient séparés du citoyen Arch, car celui-ci n'avait toujours que des questions ne touchant pas à la sacro-sainte propriété individuelle du sol. Cepen-

dant, face à ce fort mouvement collectiviste, il se montra disposé à prêcher une sorte de conciliation entre les paysans et leurs exploités. Mais, par rapport à l'idée révolutionnaire, il se sentait finalement conservateur, car il limitait son hostilité à la haute aristocratie.

Il crut utile de faire un peu la cour aux fermiers afin qu'ils ne deviennent pas ses ennemis acharnés lors des élections politiques ¹³⁰. Il n'est donc pas difficile de prévoir que nous verrons Arch à la Chambre des Communes : il existe déjà une certaine agitation en ce sens, et Arch est tout disposé à accepter une députation.

Néanmoins, tout cela n'empêche pas le mouvement collectiviste d'avancer : en fait, il en fut question même dans le récent meeting de l'Union agricole. Après avoir mis en évidence la nécessité de grandes améliorations dans l'agriculture, on y exprima le désir qu'une loi mette toute la terre cultivable entre les mains d'un Corps représentatif, après indemnisation des propriétaires : on souligna que cette [161] expropriation devrait s'effectuer au bénéfice du peuple travailleur entre les mains duquel se trouve tout l'avenir d'une agriculture prospère.

J'ai tenu à vous informer de tout cela, car il importe que les socialistes italiens aient une idée exacte de l'esprit de l'Union agricole et du mouvement qui s'agite autour d'elle.

[L'exemple de deux conseils municipaux](#)

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons promis à nos lecteurs de les tenir au courant du mouvement ouvrier aussi bien étranger qu'anglais ¹³¹. Il y a peu de temps, nous avons eu l'occasion de rapporter ici quelques nouvelles d'Amérique ; aujourd'hui, nous disposons de quelques informations de France, informations assez importantes pour mériter de figurer dans notre éditorial.

¹³⁰ C'est souvent en liaison plus ou moins directe avec le système électoral que la bourgeoisie introduit la corruption chez les dirigeants ouvriers des pays de capitalisme avancé.

¹³¹ Cf. ENGELS, *The Labour Standard*, 25 juin 1881.

On ne connaît pas en France les nombreux systèmes de votation qui sont traditionnellement en usage en Angleterre. Au lieu d'une forme de vote et d'élection pour le Parlement, d'une autre pour les conseils des villes et d'une autre pour les communes rurales, la règle y est partout le suffrage universel et le vote à bulletin secret. Lors de la fondation du Parti socialiste ouvrier en France, il fut décidé de présenter des candidats ouvriers non seulement aux élections à la Chambre, mais encore aux élections communales. Et de fait, le jeune parti triompha dans bon nombre de villes industrielles et rurales, surtout dans les communes des régions minières, lors du renouvellement des conseils municipaux en France, le 9 janvier de cette année. Il parvint non seulement à faire passer certains de ses candidats, mais dans diverses localités il obtint même la majorité du conseil, et au moins un conseil municipal est formé tout entier d'ouvriers, comme il ressort de ce qui suit.

Il y a peu de temps, les ouvriers d'usine déclenchaient une grève à Roubaix, à proximité de la frontière belge. Le gouvernement envoya aussitôt la troupe afin d'occuper la ville sous le prétexte de vouloir maintenir l'ordre (qui n'a jamais été troublé) ; il s'efforça de provoquer chez les grévistes des actes susceptibles de « justifier » l'intervention de la troupe.

[162]

Mais la population garda son calme, et l'une des raisons principales qui firent quelle résista aux provocations, ce fut l'attitude du conseil municipal. Celui-ci était formé en majorité d'ouvriers. On lui avait exposé les raisons de la grève, et il en avait discuté amplement. Le résultat fut que le conseil non seulement déclara que les grévistes avaient raison, mais *accorda encore aux grévistes la somme de 50 000 francs, soit 2 000 livres, à titre de secours*. Cette aide ne put leur être payée, étant donné que, selon le droit français, le préfet du département est habilité à annuler toute décision des conseils municipaux dès qu'il considère qu'elle outrepassé leurs droits. Néanmoins, la puissante aide morale dont la grève bénéficia ainsi de la part de la représentation officielle de la ville fut d'une très grande valeur pour les ouvriers.

Le 8 juin, la société minière de Commentry dans le centre de la France (département de l'Allier) licencia 152 travailleurs, qui avaient refusé de se soumettre à de nouvelles conditions de travail très désavantageuses. Comme cette mesure faisait partie de tout un système appliqué de longue date déjà pour introduire progressivement des conditions de travail plus mauvaises, quelque 1 600 mineurs soit la totalité du personnel ouvrier, se mirent en grève. Comme à son habitude, le gouvernement y dépêcha aussitôt la troupe, afin d'intimider les grévistes, voire de provoquer quelque incident. Mais ici aussi le conseil municipal intervint en faveur des ouvriers. Dans sa séance du 12 juin (qui plus est, un dimanche), il adopta la résolution suivante :

1. Considérant qu'il est du devoir de la société d'assurer l'existence de ceux grâce au travail desquels l'existence de tous est possible, et que les municipalités sont tenues de le faire quand l'État refuse d'accomplir son devoir, le conseil décide, sous la garantie des citoyens les plus imposés, de consentir un prêt de 25 000 francs (1000 livres) au profit des mineurs qui ont été obligés de se mettre en grève à la suite du licenciement injustifié de 152 des leurs.

Adopté à l'unanimité contre le seul veto du maire.

2. Considérant que, par la vente des précieux biens nationaux, l'État a cédé les mines de Commentry à une société par actions et du même coup livré les ouvriers qui y sont employés à la bonne grâce de ladite société, il a le devoir de veiller à ce que la pression exercée par la société sur [163] les mineurs n'atteigne pas un degré qui menace littéralement leur existence ; considérant que l'État, en mettant la troupe à la disposition de la société au cours de la présente grève, n'a même pas préservé sa neutralité, mais a pris directement parti pour la société minière,

- le Conseil, au nom des intérêts de la classe ouvrière qu'il a le devoir de protéger, demande au sous-préfet de l'arrondissement :

1. de retirer immédiatement la troupe, dont la présence, tout à fait déplacée, ne constitue rien d'autre qu'une provocation, et

2. de se présenter auprès de la direction de la société minière afin de l'amener à rendre caduque la mesure qui a suscité la grève.

Adopté à l'unanimité.

Dans une troisième résolution, adoptée également à l'unanimité, le conseil, craignant que le secours prévu ne puisse être versé du fait de la pauvreté de la commune, ouvre une souscription publique pour soutenir les grévistes et invite tous les autres conseils municipaux de France à envoyer des secours dans le même but.

Nous avons donc ici un exemple frappant de ce que signifie la présence d'ouvriers non seulement au Parlement, mais encore dans les conseils municipaux et tous les autres organismes. C'est de tout autre façon que finiraient bien des grèves en Angleterre, si elles avaient le soutien des conseillers municipaux locaux. Les conseils municipaux anglais et les comités locaux, qui sont pour la plupart élus par les voix ouvrières, se composent actuellement presque exclusivement d'entrepreneurs, de leurs agents directs ou indirects (avocats, etc.), et dans le meilleur des cas de boutiquiers. Dès qu'éclate une grève ou un lock-out, toute la force morale et matérielle des autorités locales est employée au profit des patrons contre les ouvriers. Même la police, payée avec l'argent des ouvriers, est utilisée comme en France pour provoquer les ouvriers à des actes illégaux afin de les tenir ensuite à leur merci.

Les caisses pour les pauvres refusent dans la plupart des cas de soutenir des hommes qui, à leurs yeux, pourraient travailler s'ils le voulaient vraiment. Pour cette espèce de gens, qui constituent les autorités locales avec l'accord des ouvriers, la grève est une rébellion ouverte contre l'ordre de la société, une révolte contre les droits sacrés de la propriété. C'est pourquoi aussi, à chaque grève et à chaque [164] lock-out, tout l'immense poids moral et physique des autorités locales sera jeté dans la balance pour les patrons tant que la classe ouvrière acceptera d'envoyer les patrons et les représentants patronaux dans les corps électifs locaux.

Nous espérons que la façon d'agir des deux conseils municipaux français ouvrira les yeux de beaucoup de gens. Que les ouvriers anglais le sachent bien : « En France, on fait mieux les choses sur ce

point. » Avec sa vieille et puissante organisation, ses libertés politiques anciennes, sa longue expérience de l'activité politique, la classe ouvrière anglaise jouit d'avantages énormes par rapport à tout autre pays du continent. Bien qu'ils n'aient rien de tout cela, les Allemands ont réussi à envoyer douze représentants de la classe ouvrière au Reichstag, et en Allemagne aussi bien qu'en France les représentants de la classe ouvrière disposent de la majorité dans de nombreux conseils municipaux.

Certes, le droit de vote est limité en Angleterre ; mais à présent la classe ouvrière constitue la majorité dans toutes les grandes villes et centres industriels. Il lui suffit de vouloir, et cette majorité potentielle deviendra aussitôt un pouvoir véritable dans l'État, un pouvoir dans toutes les localités où est concentrée une population ouvrière. Et dès lors que les ouvriers seront au Parlement, dans les conseils municipaux, les caisses de prévoyance locales, etc., il faudra peu de temps pour que vous ayez, vous aussi, dans ces organismes des représentants de la classe ouvrière, capables de jeter dans les jambes de vos arrogants despotes le bâton qu'ils utilisent si souvent aujourd'hui pour battre le peuple.

[La grève des mineurs de la Ruhr. 1889](#)

[Retour à la table des matières](#)

La grève des mineurs allemands est un événement important pour nous ¹³². Comme les mineurs anglais de l'époque chartiste, les ouvriers des mines de charbon ont rejoint les derniers le mouvement en Allemagne, et nous assistons maintenant à leur premier démarrage ¹³³.

¹³² Cet article, écrit par Engels sous forme de lettre au dirigeant ouvrier anglais James Keir Hardie, fut publié par ce dernier dans son journal *The Labour Leader* à la rubrique intitulée « Nouvelles sur les mineurs », N° 5, juin 1889.

¹³³ Pour le marxisme, les mouvements de revendications et de lutte réelle forment le champ de recrutement par excellence du parti révolutionnaire.

Dans un *Chapitre inédit du Capital* (10/18, p. 214-15), Marx explique qu'il y a une grande différence entre le versement des salaires en nature et leur versement en monnaie : « L'esclave reçoit en nature, les moyens de subsistance nécessaires à son entretien sous forme fixe, tant pour ce qui

[165]

L'agitation a commencé dans les mines du nord de la Westphalie - un district qui produit annuellement 45 millions de tonnes, quoiqu'il ne soit exploité qu'à moitié. Actuellement, on extrait le charbon d'une profondeur de 500 yards. Ces mineurs étaient jusqu'à présent de bons sujets, patriotes, obéissants et religieux, et ils constituaient les meilleurs soldats pour l'infanterie du VIIe corps d'armée (je les connais fort bien, puisque je suis né dans une localité située à 6 ou 7 milles au sud de ce bassin minier). Or voici qu'ils ont été violemment secoués par l'exploitation capitaliste.

Tandis que les mines - pour la plupart entre les mains de sociétés par actions - versaient d'énormes dividendes, le *salaire réel* des ouvriers baissait constamment. Certes, le salaire hebdomadaire nominal était maintenu, voire apparemment haussé dans certains cas, du fait que l'on amenait les mineurs à faire de nombreuses heures supplémentaires : au lieu de travailler par tournées de huit heures, ils faisaient des journées de 12 à 16 heures, si bien qu'ils effectuaient de 9 à 16 tournées de travail par semaine. Partout les patrons possèdent les magasins de vivres - camouflés en coopératives -, si bien que les ouvriers touchent pratiquement leurs salaires en nature ¹³⁴. La tromperie sur le

concerne la quantité que la qualité, bref, en *valeur d'usage*. L'ouvrier libre les reçoit en monnaie, en valeur d'échange, forme sociale abstraite de la richesse. Même si le salaire n'est que la forme *en or ou en argent, en cuivre ou en papier*, des moyens de subsistance, en lesquels il se résout toujours en fin de compte, l'argent n'étant ici qu'un *simple moyen de circulation*, forme purement fugitive de la valeur d'échange, il n'en reste pas moins que, dans l'*idée* de l'ouvrier, le but et le résultat de son travail sont toujours de la *richesse abstraite, valeur d'échange*, et non telle valeur d'usage limitée par la tradition et la localité.

La grève des mineurs de la Ruhr, engagée le 4 mai 1889, fut la grève la plus importante de l'Allemagne du XIXe siècle. Le 15 Mai, 90 000 mineurs étaient en grève. Cette grève, en pleine période de la loi antisocialiste, contribua fortement à sa levée.

¹³⁴ « L'ouvrier transforme lui-même son argent en valeurs d'usage, marchandises de son choix : comme possesseur d'argent et acheteur, il se trouve vis-à-vis des vendeurs de marchandises dans le même rapport que tous les autres acheteurs [...] Il se comporte en agent libre et doit s'en tirer tout seul : il est lui-même responsable de la manière dont il dépense son salaire. Il apprend à se dominer lui-même, contrairement à l'esclave qui a besoin de son maître. »

poids du charbon extrait par chaque mineur est pratique courante : des chargements de wagons entiers de charbon [166] extrait ne sont pas comptabilisés au compte des mineurs, sous prétexte qu'il s'agit de charbon de mauvaise qualité ou que les wagonnets ne sont pas remplis à mesure.

Depuis l'hiver dernier, les mineurs ont déclaré qu'ils feraient grève si la situation ne changeait pas ; mais, la direction ne donnant aucune suite à leurs revendications, ils finirent par se mettre en grève, après avoir rendu publique leur décision. Les patrons de mines mentent, lorsqu'ils affirment le contraire. En une semaine, 70 000 mineurs arrêtèrent le travail, et *les patrons de mine durent payer les grévistes*. En effet, ne payant qu'un seul salaire par mois et retenant toujours un mois de salaire, *ils durent payer maintenant* le mois échu. Ainsi, les patrons furent pris dans leurs propres filets.

Les mineurs envoyèrent, on le sait, une délégation auprès de l'empereur Guillaume II - un jeune imbécile, vantard et imbu de lui-même - qui les reçut avec des menaces : il ferait tirer sur eux sans pitié s'ils s'adressaient aux social-démocrates et outrageaient les autorités. (Et, de fait, c'est ce que l'on a tenté à Bochum, lorsqu'un *garnement de 19 ans* - un lieutenant en second - donna l'ordre à ses soldats de tirer sur les grévistes ; toutefois la plupart des soldats tirèrent en l'air.)

Quoi qu'il en soit, tout l'Empire se mit à trembler devant les mineurs en grève. Le gouverneur militaire du district - Emil von Albedyll - se rendit dans la Ruhr, accompagné du secrétaire d'État à l'Intérieur - E. L. Herrfurth -, et tout fut entrepris pour inciter les patrons des mines à faire des concessions. L'empereur lui-même leur conseilla d'ouvrir leurs caisses, et déclara en Conseil des ministres : « Mes soldats sont sur place pour assurer le maintien de l'ordre, non pour ménager des profits élevés aux patrons des mines. »

Grâce à l'intervention de l'opposition libérale (qui avait perdu un siège après l'autre au Parlement, parce que les ouvriers étaient venus à nous), on finit par mettre sur pied un compromis, et le travail reprit. Cependant, au moment même où les ouvriers retournaient à la mine, les patrons violèrent leurs engagements : certains meneurs de la grève furent congédiés (bien que la convention d'accord assurât à tous leurs anciens postes de travail), et ils refusèrent de s'entendre avec les ouvriers sur la question du temps de travail. La grève menaça de recom-

mencer, et je suis certain que le gouvernement, qui se trouve dans une situation [167] désagréable, incitera les patrons des mines à céder pour le moment. En effet, la grève s'est étendue aux bassins houillers n° 2 et 3, situés dans une région qui avait échappé jusqu'ici à l'influence socialiste, car quiconque eût voulu y faire de l'agitation était assuré d'écoper d'autant d'années de prison que de mois partout ailleurs en Allemagne, dès lors qu'il était pris dans les rets de la loi.

Certes, le gouvernement a fait des concessions, mais il faut attendre pour savoir si elles sont suffisantes. Car plus à l'est - dans les bassins houillers de Saxe et les deux bassins silésiens - les mineurs ont suivi le mouvement, si bien que cent vingt mille mineurs au moins ont fait grève au cours des trois dernières semaines en Allemagne. Même les mineurs de Belgique et de Bohême ont été gagnés par l'agitation, cependant qu'en Allemagne d'autres corps de métiers qui avaient envisagé de faire grève au printemps, ont d'ores et déjà arrêté le travail ¹³⁵.

Il ne fait donc absolument pas de doute que les mineurs allemands soutiennent leurs frères en lutte contre le capital. Or, ils constituent une magnifique phalange, et presque tous ont fait leur service militaire actif. Ils forment une importante force d'appoint dans nos rangs. Leur foi en l'empereur et le clergé a été ébranlée, et quoique le gouvernement puisse entreprendre, nul gouvernement ne pourra satisfaire leurs revendications, sans renverser le système capitaliste. Or, cela, le gouvernement allemand ne peut ni ne veut le faire.

C'est la première fois que le gouvernement affirme prendre une position impartiale dans une grève en Allemagne. Cela suffit à lui enlever son innocente virginité sociale pour toujours, et tous deux, Guillaume et Bismarck, ont dû plier devant les rangs serrés des 100 000 mineurs en grève. Cela seul est un merveilleux résultat.

¹³⁵ Malgré toutes les manœuvres et représailles, la grève des mineurs s'étendit, d'abord en Silésie, où la grève dura du 14 au 24 mai et toucha environ 20 000 mineurs ; en Saxe, 10 000 ouvriers se mirent en grève ; en Sarre, l'agitation gagna plusieurs houillères, et 12 000 mineurs étaient en grève le 23 mai ; les 8 000 mineurs de la région industrielle de Wurm se joignirent au mouvement et ne reprirent le travail que le 31 mai. Le mouvement gagna même le district de Cladno en Bohême. D'autres métiers suivirent : 20 000 maçons firent grève le 25 mai à Berlin, des cheminots arrêtaient le travail à Freienwalde, des maçons et charpentiers à Stettin et Königsberg, etc.

[168]

Les syndicats, début du mouvement de masse

Le mouvement aux États-Unis, tout comme ici en Angleterre et maintenant aussi dans les districts houillers d'Allemagne, ne se suscite pas uniquement par des prêches ¹³⁶. Les faits eux-mêmes doivent le faire entrer dans le crâne des gens. Dès lors, les choses vont vite, et naturellement le plus vite là où, comme en Allemagne, il existe déjà au sein du prolétariat, une fraction consciente des questions de théorie et d'organisation.

Les mineurs des houillères nous appartiennent, en puissance, par la force des choses : dans la Ruhr, le processus avance à grands pas ; puis ce seront les districts, houillers d'Aix-la-Chapelle et de la Sarre, ceux de Saxe et de Basse-Silésie, et enfin ceux de Haute-Silésie, qui sont à moitié polonais (*Wasserpöcker*). Avec la position qu'occupe notre parti en Allemagne, il suffit d'une impulsion venant des conditions de vie réelles, propres aux mineurs, pour que le mouvement naisse irrésistiblement.

Il en va de même en Angleterre. Le mouvement que je tiens à présent pour irrépressible surgit de la grève des dockers, et ce purement et simplement à partir de la nécessité absolue, pour les travailleurs de se défendre. Mais ici aussi le terrain était préparé par les multiples agitations de ces huit dernières années au point que les gens, sans être eux-mêmes socialistes, ne veulent plus avoir pour chefs que des socialistes. Sans même le remarquer eux-mêmes, ils s'engagent dans la voie théoriquement juste, mieux : *ils y sont poussés*, et le mouvement est si puissant, à mon avis, qu'il surmontera sans dommage essentiel les in-

¹³⁶ Cf. Engels à Sorge, 8 février 1890. Engels critique ici ce que l'on appellerait aujourd'hui le « volontarisme », ou « éducation révolutionnaire » de la classe ouvrière, séquelles de l'esprit défaitiste qui règne dans la classe ouvrière et surtout dans l'aristocratie ouvrière aux temps de prospérité du capital, à quoi l'on veut *réagir* en apprenant aux ouvriers que le système capitaliste les exploite et qu'il faut le renverser. Engels pose ici lui aussi, le problème de la « conscience », mais il l'envisage comme une affaire de *parti* et de *théorie dans un contexte de lutte*.

évitables gaffes et leurs conséquences, ainsi que les frictions entre les divers syndicats et dirigeants (sur quoi je reviendrai plus loin).

Je crois qu'il en ira de même chez vous en Amérique. Les originaires du Schlesvig-Holstein et leur descendance [169] en Angleterre et en Amérique ne peuvent être convertis par l'enseignement, il faut bien s'en rendre compte. C'est une bande, aussi bornée que prétentieuse, qui tient à apprendre dans sa propre chair. Et les occasions sont d'année en année de plus en plus nombreuses. De plus, elle est ultra-conservatrice, si bien qu'elle ne se débarrasse du vieux fatras d'idées traditionnelles qu'au travers de la pratique. C'est encore plus vrai en Amérique du fait que tout y est purement bourgeois et que l'on y est si fier de son organisation purement bourgeoise, en l'absence de tout passé féodal. En conséquence, *c'est avec les syndicats, etc., qu'il faut commencer si l'on veut avoir un mouvement de masse*. Mais, dès lors que le premier pas sera fait par-delà la conception bourgeoise, tout ira bien vite, comme tout ce qui se fait en Amérique, où la vitesse imprimée au mouvement par la force même des choses met le feu au derrière des Anglo-Saxons du Schlesvig-Holstein par ailleurs si lents, sans compter que les éléments étrangers à la nation se distinguent par une mobilité plus grande.

[170]

[171]

4

CRITIQUE DES LIMITES SYNDICALES

[Retour à la table des matières](#)

[172]

Dans cette dernière partie, Marx et Engels critiquent l'étroitesse et le conservatisme des syndicats, qui ne regroupent qu'une mince frange de la classe ouvrière et limitent leurs revendications à la défense des intérêts de cette aristocratie ouvrière, divisant ainsi la classe ouvrière en une fraction privilégiée d'une part, et une grande masse de délaissés et de pauvres hères, d'autre part.

Engels a des paroles terribles pour ces syndicats conservateurs : elles sont à la mesure de l'horreur des ravages qu'ils occasionnent dans le prolétariat et la société entière. En effet, à l'arrière-plan de la lutte de Marx et Engels contre la prédominance de l'aristocratie ouvrière sur la masse des ouvriers non encore organisés, mais révolutionnaires par instinct, se profilent le honteux abandon et la lâche trahison de la Seconde Internationale, qui livra le prolétariat international à la boucherie impérialiste de 1914-1918 et prépara le recul inouï du niveau de vie général des masses qui s'ensuivit. En effet, c'est dans ce contexte que se situent désormais la question syndicale et la lutte acharnée de Marx et Engels contre la corruption et les trahisons des chefs ouvriers, liées à la prospérité des pays capitalistes les plus évolués qui exploitent presque le monde entier.

Toute la démonstration de Marx et d'Engels dans la question syndicale se résume en une affirmation simple et claire : seule une position générale de classe, révolutionnaire sur le plan politique et social, permet aux syndicats de remplir leur but et même de défendre tout simplement les intérêts immédiats de tous les travailleurs.

Ainsi Marx et Engels demandent, par exemple, aux syndicats de lier le but final de l'abolition du salariat à la revendication immédiate de la journée de travail légale de huit heures, qui doit être revendiquée pour l'ensemble du prolétariat international et fixée, non par convention particulière avec chaque employeur ou catégorie d'employeurs, mais par une loi coercitive s'imposant à tous, employeurs et ouvriers, et ne liant pas le prolétariat au patronat dans un processus de contrats ou de conventions « librement souscrits ». En pratique, la se-

conde revendication est entièrement conditionnée par la première, car elle intéresse le prolétariat dans son ensemble et élimine la concurrence entre les ouvriers pour les heures de travail, plaçant chaque ouvrier ou chaque catégorie d'ouvriers sur le même pied, face au patronat. Outre que cette mesure unitaire, conquise [173] dans la lutte économique-politique, unifie le prolétariat en une classe révolutionnaire, elle prépare, en quelque sorte, l'organisation communiste de la société future : « Ce qui explique la résistance opiniâtre que les fabricants anglais opposèrent à la loi de dix heures, c'est qu'ils savaient fort bien qu'une diminution de travail de deux heures accordée aux femmes et aux enfants devait également entraîner une diminution du temps de travail pour les adultes, car il est dans la nature de la grande industrie que le temps de travail soit égal pour tous. Ce qui est aujourd'hui le résultat du capital et de la concurrence des ouvriers entre eux sera demain, si vous retranchez le rapport du travail au capital (en abolissant le salariat), le fait d'une convention basée sur le rapport de la somme des forces productives à la somme des besoins existants ¹³⁷. »

Le recul inouï dans les conditions et horaires de travail que nous enregistrons dans cet après-guerre est lié, entre autres, à un événement de politique générale : la guerre accompagnée de la collaboration de classe avec la grande bourgeoisie des principales puissances occidentales. C'est ainsi qu'on a vu les « communistes » participer au gouvernement, et que fut lancé aux mineurs du Nord en grève le mot d'ordre : « Retournez au travail et retrousses les manches » (pour reconstruire la société capitaliste qui venait de faire faillite une seconde fois à l'échelle sociale entière, en moins d'une génération). Il s'ensuivit tout naturellement une longue dépression générale de la condition ouvrière : abrogation, en pratique, de la journée de travail de huit heures précédemment acquise, relèvement odieux de l'âge de la retraite, accroissement des droits patronaux dans tous les domaines, et notamment au sein des entreprises où règne un despotisme de fabrique encore jamais vu, avec des rythmes de travail échevelés.

La dégénérescence politique et sociale des organisations ouvrières a déterminé la situation actuelle de recul général des conquêtes sociales, dont l'ampleur est frappante lorsqu'on confronte les revendica-

¹³⁷ Cf. MARX, *Misère de la philosophie*, I. 2. Voir, pp. 181-183, comment la lutte entre salaire et profit se prolonge directement en lutte pour le pouvoir politique et l'abolition du salariat.

tions actuelles avec celles que Marx et Engels lançaient il y a plus d'un siècle déjà.

Comme pour sanctionner ce recul, la C.G.T. a modifié l'article premier de ses statuts, celui-là même qui était [174] l'expression la plus directe de la conception marxiste révolutionnaire : « La C.G.T. a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat, et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels. »

Dans le nouvel article, « la C.G.T. s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ». Ce faisant, les dirigeants de la C.G.T. ont purement et simplement renié le communisme, qui est synonyme d'abolition du salariat, et c'est l'idéal de la société des démocraties populaires qui a incité les actuels dirigeants cégétistes à modifier le premier article des statuts : pour eux, le socialisme se ramène à un système général du salariat, celui-là même qu'Engels décrit comme étant l'ultime phase du capitalisme : « D. - Reconnaissance partielle du caractère social des forces productives s'imposant aux capitalistes eux-mêmes. Appropriation des grands organismes de production et de communication, d'abord par des sociétés par actions, puis par des trusts, ensuite par l'État. La bourgeoisie s'avère une classe superflue ; toutes ses fonctions sociales sont maintenant remplies par des agents rémunérés. » ([Anti-Dühring](#), Ed. Soc., 1950, p. 323.)

Un aveu de taille est ainsi arraché aux dirigeants cégétistes sous la pression des faits et - à bien y regarder - du prolétariat international, car comment les syndicats des pays capitalistes développés de l'Occident lutteraient-ils dès à présent pour l'abolition du salariat, alors que, dans les pays « socialistes », cette question n'est plus à l'ordre du jour officiel, bien qu'elle le reste sans doute dans les aspirations des larges masses ? En effet, dans ces curieux pays « socialistes », il existe, plus de cinquante ans après la révolution socialiste, une hiérarchie croissante des salaires, des différenciations infinies de qualification, des salaires proportionnels au rendement, en un mot toute la gamme des inégalités sociales qui constituent, dans la société capitaliste, non seulement les bases matérielles de la misère des ou-

vriers, mais encore les causes directes de leur division, de leur faiblesse, de leur aliénation.

L'erreur des dirigeants conservateurs de la C.G.T. est de croire que le prolétariat a cessé d'être révolutionnaire ; ils rejoignent ainsi l'erreur de certains « gauchistes » qui cherchent [175] les révolutionnaires ailleurs que dans la classe ouvrière, et proposent de désertier les syndicats. Selon l'expression d'Engels, le prolétariat révolutionnaire saura rejeter jusqu'à l'idée même de se laisser guider par des « gens pour lesquels le système du salariat vaut comme une institution éternelle et inébranlable », autrement dit pour lesquels le communisme est impossible, et le capitalisme éternel.

[176]

En France, le manque de formation théorique et de sens pratique est très sensible. En Angleterre, le seul mouvement qui progresse est celui des ouvriers agricoles. Quant aux ouvriers de l'industrie, ils doivent, avant tout, se débarrasser de leurs dirigeants actuels. Lorsque j'ai dénoncé ces individus au Congrès de l'Internationale à La Haye, je savais que je m'attirerais impopularité, calomnie, etc., mais cela ne m'impressionne pas. Ici et là, on commence à comprendre qu'en les dénonçant, je ne faisais que mon devoir.

Marx à Kugelmann, 18 mai 1874.

Contre les limitations du rôle des syndicats

[Retour à la table des matières](#)

M. Brentano répète inlassablement que la législation de protection ouvrière et les organisations syndicales sont en mesure d'améliorer le sort de la classe ouvrière, or cela, il ne l'a pas inventé ¹³⁸. De *La Situation des classes laborieuses en Angleterre* et de la *Misère de la philosophie* au *Capital* et à mes écrits les plus récents, Marx et moi nous l'avons dit cent fois, *mais avec de fortes restrictions*.

Premièrement, les effets favorables des sociétés de résistance notamment se limitent aux périodes où les affaires marchent bien ou très bien ; aux périodes de stagnation ou de crise, les syndicats échouent dans leurs efforts. L'affirmation de M. Brentano selon laquelle les syndicats « ont le pouvoir de paralyser les effets funestes de l'armée de réserve » est une ridicule vantardise.

Deuxièmement - abstraction faite d'autres limitations moins importantes -, ni la protection de la législation ouvrière, ni les organisations de métier n'éliminent l'essentiel de ce qui doit être éliminé, à savoir le système capitaliste, qui recrée sans cesse l'antagonisme entre la classe

¹³⁸ Cf. ENGELS, *Affaire Brentano contre Marx, à propos de prétendues fausses citations*, brochure parue aux éditions Otto Meissner, Hambourg, 1891, p. 1 et 2.

capitaliste et la classe ouvrière salariée. Ainsi, la masse des ouvriers salariés se trouverait condamnée à perpétuité au travail salarié et, qui plus est, à mesure que la grande industrie s'empare de toutes les branches de la production, l'abîme se creuse, en largeur et en profondeur, entre salariés et capitalistes.

[177]

Mais comme M. Brentano veut faire de l'ouvrier salarié un esclave *satisfait*, il faut qu'il exagère à l'infini les effets positifs de la protection ouvrière, des syndicats professionnels, de la législation sociale de rafistolage, etc. Or, comme ces exagérations ne peuvent absolument pas tenir devant les simples faits réels, il, se met en rage.

Les syndicats (I)

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre dernier article, nous avons considéré comment les syndicats exercent une action de force contre les patrons, afin de les obliger à appliquer la loi économique du salaire ¹³⁹. Nous revenons sur ce thème, car il importe au plus haut point que la classe ouvrière comprenne à fond cette question.

Nous pensons que, de nos jours, aucun ouvrier anglais n'a besoin qu'on lui apprenne que l'intérêt du capitaliste individuel aussi bien que collectif est de diminuer le plus possible les salaires. Comme Ricardo l'a prouvé de manière irréfutable, le produit du travail, après déduction de toutes les dépenses, se divise en deux fractions, la première représentant le salaire des ouvriers, et la seconde le profit des capitalistes. Or, comme le produit net du travail constitue dans chaque cas individuel une somme déterminée, il est évident que la fraction appelée profit ne peut augmenter sans que diminue la fraction appelée salaire. Nier que le capitaliste a intérêt à diminuer les salaires équivaudrait à affirmer qu'il n'a pas intérêt à accroître son profit.

¹³⁹ Cf. ENGELS, in *The Labour Standard*, organe des syndicats anglais, 28 mai et 4 juin 1881.

Nous savons fort bien qu'il existe d'autres moyens d'accroître immédiatement le profit ; mais, quoi qu'il en soit, ils n'affectent pas la loi générale, de sorte que nous pouvons ne pas en tenir compte ici.

Cependant, comment les capitalistes peuvent-ils abaisser les salaires, si le salaire moyen est réglé par une loi économique spécifique et bien déterminée ? La loi économique des salaires existe, et elle est formelle. Mais, nous l'avons vu, elle est élastique, en un double sens. Le salaire moyen peut être abaissé dans une branche particulière, soit directement par une graduelle accoutumance des ouvriers de cette [178] branche à un standard de vie plus bas, soit indirectement par l'augmentation du nombre d'heures de travail par jour (ou de l'intensité du travail durant un même temps de travail), sans qu'il en résulte une augmentation de salaire.

L'intérêt qu'a tout capitaliste individuel d'accroître son profit en abaissant les salaires de ses ouvriers est constamment stimulé par la concurrence entre capitalistes d'une même branche d'industrie. Chacun d'eux s'efforce de vendre moins cher que l'autre, afin de mettre son rival en difficulté, et s'il ne veut pas sacrifier son profit, il doit tenter d'abaisser les salaires. Ainsi, la concurrence entre capitalistes accroît considérablement, dans l'intérêt de chaque capitaliste individuel, la pression sur le salaire moyen. Ce qui était auparavant une simple question de profit plus ou moins élevé devient dans ces conditions une question de nécessité impérative.

Les ouvriers non organisés ne disposent d'aucun moyen de résistance efficace contre cette pression constante et répétée. C'est ce qui explique que, dans les branches où les ouvriers ne sont pas organisés, les salaires tendent sans cesse à baisser et le nombre d'heures de travail à augmenter. Lentement, mais sûrement, ce procès se poursuit. Les périodes de prospérité peuvent çà et là l'interrompre pour un temps, mais les périodes de dépression qui suivent l'accéléreront d'autant plus. Les ouvriers s'habituent progressivement à un standard de vie de plus en plus misérable. Tandis que la durée de la journée de travail tend à se rapprocher de plus en plus de son maximum, les salaires, eux, s'approchent de plus en plus de leur minimum absolu, de la somme au-dessous de laquelle il devient absolument impossible à l'ouvrier de vivre et de se reproduire.

Au début du XIX^e siècle, il y a eu en Angleterre une exception – momentanée - à cette règle. Le développement rapide du machinisme et de l'utilisation de la vapeur ne suffisait pas à satisfaire une demande encore plus rapide de ces produits. Dans ces branches d'industrie, les salaires - à l'exception de ceux des enfants vendus aux fabricants par les maisons du travail - étaient généralement élevés. Les salaires pour un travail qualifié - dont on ne pouvait se passer - étaient très élevés : un teinturier, un mécanicien, un tailleur et un fileur avaient alors des gains qui paraîtraient aujourd'hui mirobolants. Au même moment, les métiers supplantés par le machinisme étaient progressivement voués à disparaître. Mais les machines nouvellement [179] inventées ne tardèrent pas à supplanter à leur tour ces ouvriers bien payés. On inventa la machine à fabriquer des machines à un rythme tel que l'offre en machines non seulement égala, mais dépassa la demande. Lorsque la paix générale de 1815 eut rétabli le trafic normal, le cycle décennal de prospérité, surproduction et crise commença à se manifester. Tous les avantages que les ouvriers avaient conservés de l'ancien temps prospère, voire améliorés durant la période de frénésie surproductive, leur furent alors ravies du fait d'une période de mauvaises affaires et de panique. La population laborieuse d'Angleterre ne tarda pas à être soumise à la loi générale, selon laquelle les salaires des ouvriers non organisés tendent sans cesse vers le minimum absolu.

Dans l'intervalle cependant, les syndicats légalisés en 1824 entrèrent en action, et il était grand temps. Les capitalistes, eux, sont toujours organisés, et le plus souvent ils n'ont pas même besoin d'une organisation formelle avec statuts et fonctionnaires, etc. Leur nombre restreint en comparaison de celui des ouvriers, le fait de constituer une classe particulière et d'entretenir des relations sociales et commerciales suivies leur tiennent lieu d'organisation. Ce n'est que plus tard, lorsqu'une branche de production devint prédominante dans une région, par exemple l'industrie du coton dans le Lancashire, qu'un syndicat capitaliste formel s'avéra nécessaire.

En revanche, les ouvriers, dès le début, ne peuvent s'en tirer sans une organisation puissante, dotée de statuts bien définis et déléguant son autorité à des fonctionnaires et autres services. La loi de 1824 reconnut ces organisations, et de ce jour les ouvriers sont devenus une puissance en Angleterre. La masse, auparavant sans force parce que divisée en fractions opposées, n'était plus frappée d'impuissance. À la

force conférée par l'union et l'action commune, vint bientôt s'ajouter celle d'une caisse bien remplie : l' « argent de résistance », comme l'appellent suggestivement nos camarades français. Dorénavant, toute la situation se présentait autrement. Il devenait risqué pour le capitaliste d'essayer d'abaisser les salaires ou d'augmenter les heures de travail.

C'est ce qui explique les explosions de haine de la classe capitaliste de cette époque contre les syndicats. Cette classe ne considérait-elle pas depuis toujours ses pratiques vexatoires et exploiteuses vis-à-vis des ouvriers comme un droit [180] acquis et un privilège légal ? Or, il fallait désormais y mettre un frein. Il n'est donc pas surprenant que les capitalistes aient poussé les hauts cris, puisqu'ils se sentaient au moins autant lésés dans leur droit et leur propriété que les propriétaires fonciers irlandais de nos jours.

Soixante ans d'expériences de lutte les ont ramenés à plus de bon sens. A présent, les syndicats sont des institutions reconnues, et leur action est admise comme facteur de régulation des salaires ainsi que de la durée du travail, comme en témoigne la législation de fabriques. Qui plus est, les patrons cotonniers du Lancashire viennent tout récemment d'arracher une page du livre des ouvriers, en démontrant qu'ils savaient, si tel est leur intérêt, organiser une grève aussi bien, sinon mieux, que n'importe quel syndicat.

C'est donc grâce à l'action syndicale que la loi des salaires est imposée de force aux patrons capitalistes. En effet, les ouvriers de toutes les branches d'industrie bien organisées sont capables d'obtenir - tout au moins approximativement - la pleine valeur de la force de travail dont ils louent l'usage aux entrepreneurs, et, avec l'aide de la législation de l'État, le temps de travail est fixé pour qu'il n'excède pas trop la durée maximum au-delà de laquelle la force de travail s'épuise prématurément. C'est là, cependant, le maximum de ce que les syndicats - tels qu'ils sont actuellement organisés - peuvent espérer obtenir, et ce au travers d'une lutte opiniâtre et d'une immense dépense de force et d'argent ; et encore, les fluctuations économiques, une fois tous les dix ans au moins, anéantissent en un tournemain ce qui a été arraché de haute lutte, et la lutte doit être reprise par le commencement. C'est un cercle infernal auquel il n'y a pas d'issue. La classe ouvrière demeure ce qu'elle était, et ce que nos ancêtres chartistes ne craignaient pas d'appeler une *classe d'esclaves salariés*. Cela doit-il représenter à ja-

mais le but suprême des travailleurs anglais ? Ne doivent-ils pas plutôt s'efforcer au moins de briser ce cercle infernal, en se fixant comme but de leur mouvement *la lutte pour l'abolition du système salarial tout entier* ?

La semaine prochaine, nous verrons quel est le rôle des syndicats dans l'organisation de la classe ouvrière.

[181]

Les syndicats (II)

[Retour à la table des matières](#)

Même en considérant jusque dans le détail les fonctions assumées par les syndicats, nous avons vu qu'ils se bornent à régulariser le salaire moyen et à fournir aux ouvriers, dans leur lutte contre le capital, quelques moyens de résistance.

Nous disons bien la lutte des ouvriers contre le capital. En effet, cette lutte existe même si les apologistes du capital affirment le contraire. Elle subsistera tant qu'une réduction des salaires demeurera le moyen le plus sûr et le plus facile d'accroître le profit et, par-delà, tant que durera le système salarial en général. La simple existence des syndicats en est la preuve suffisante : s'ils ne luttaient pas contre les empiétements du capital, à quoi serviraient-ils ? A quoi bon tourner autour du pot ?

Aucun euphémisme ne peut cacher le fait désagréable que la société actuelle est, pour l'essentiel, divisée en deux grandes classes antagonistes : en capitalistes qui possèdent tous les moyens pour l'emploi du travail, d'un côté ; et en ouvriers qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, de l'autre. Le produit du travail de ces derniers doit être divisé entre les deux classes, et c'est autour de cette ligne de fracture que tourne une lutte incessante, chaque classe essayant d'obtenir une part aussi grande que possible. Le plus curieux est que la classe ouvrière, qui lutte pour obtenir seulement une fraction de son propre produit, soit bien souvent accusée de voler littéralement les capitalistes !

Quoi qu'il en soit, la lutte entre les deux grandes classes de la société devient nécessairement une lutte politique. Il en fut ainsi de la longue bataille entre la bourgeoisie (ou classe capitaliste) et l'aristocratie foncière, et il en est de même de la lutte entre la classe ouvrière et ces mêmes capitalistes.

Dans toute lutte qui oppose une classe à une autre, le but immédiat est la conquête du pouvoir politique : la classe dominante défend ses prérogatives politiques, c'est-à-dire sa majorité assurée dans les corps législatifs ; la classe inférieure lutte d'abord pour une part, puis pour la totalité du pouvoir, afin d'être en mesure de changer les lois existantes, conformément à ses intérêts et besoins propres.

Ainsi, durant des années, la classe ouvrière d'Angleterre a lutté avec ardeur et même avec violence pour la Charte [182] du peuple, qui devait lui assurer ce pouvoir politique. Elle subit une défaite, mais la lutte avait eu un effet tel sur la bourgeoisie victorieuse que, depuis lors, elle n'est que trop heureuse d'obtenir un armistice prolongé, au prix de concessions renouvelées au peuple travailleur.

Dans la lutte politique de classe contre classe, l'organisation est désormais l'arme la plus importante. Au fur et à mesure que l'organisation purement politique - le parti chartiste - était mise en pièces, l'organisation des syndicats devenait de plus en plus puissante et, à ce jour, elle a atteint un degré de force encore inégalé par aucune organisation ouvrière des autres pays. De grands syndicats, regroupant d'un à deux millions d'ouvriers, soutenus par des sections locales ou des associations plus petites, représentent une puissance dont le gouvernement de la classe dirigeante, qu'il soit libéral ou conservateur, ne peut pas ne pas tenir compte.

Conformément aux traditions de leur origine et de leur développement dans ce pays, ces puissantes organisations se sont jusqu'ici cantonnées presque exclusivement dans leur fonction de régulateur des salaires et du temps de travail, s'efforçant par ailleurs d'imposer l'abrogation de lois ouvertement hostiles aux ouvriers. Comme nous l'avons déjà dit, elles ont eu exactement le résultat que l'on pouvait escompter d'une telle action. Cependant, elles obtinrent quelque chose de plus : la classe dominante, qui connaît mieux leur force qu'elles-mêmes, leur a fait volontairement des concessions plus larges. En étendant le suf-

frage universel à tous les niveaux de l'administration ¹⁴⁰, Disraeli a donné le droit de vote à la plus grande partie de la classe ouvrière organisée. Mais l'aurait-il proposé s'il avait pensé que ces nouveaux électeurs manifesteraient une volonté politique et cesseraient d'être à la remorque des politiciens libéraux de la bourgeoisie ? Aurait-il pu faire passer cette loi, si la classe ouvrière, en organisant ces gigantesques organisations syndicales, n'avait pas démontré qu'elle était apte aux tâches administratives et politiques ?

[183]

Précisément cette mesure a ouvert de nouvelles perspectives à la classe ouvrière. Elle lui procura la majorité à Londres et dans tous les centres industriels, ce qui lui permettait d'entrer en lutte contre le capital avec des armes nouvelles, en envoyant au Parlement des hommes issus de la classe ouvrière. Et ici, il nous faut dire, hélas, que les syndicats ont oublié leur devoir d'avant-garde de la classe ouvrière.

La nouvelle arme se trouve entre leurs mains depuis plus de dix ans, mais ils l'ont rarement dégainée. Ils ne devraient pas oublier qu'ils ne pourront tenir à la longue la position qu'ils occupent maintenant, s'ils ne marchent pas véritablement à la tête de la classe ouvrière. Dès lors qu'elle a le pouvoir d'envoyer quarante à cinquante ouvriers au Parlement, il est contre nature qu'elle semble se contenter à tout jamais de s'y faire représenter par des capitalistes ou par les auxiliaires de ceux-ci, les avocats, journalistes, etc.

Qui plus est, de nombreux symptômes indiquent que la classe ouvrière de ce pays commence à se rendre compte qu'elle s'est engagée depuis quelque temps sur la mauvaise voie. En effet, elle commence à comprendre que l'agitation actuelle, parce qu'elle tourne exclusivement autour de questions d'augmentation de salaires et de diminution d'horaires de travail, la maintient dans un cercle vicieux sans issue, car le mal fondamental ne réside pas dans le bas niveau des salaires, mais dans le système du salariat lui-même. Si elle se répand largement au sein de la classe ouvrière, cette prise de conscience doit changer

¹⁴⁰ La Seconde loi du Parlement de 1867 abaissa le cens et étendit le droit de vote aux fermiers qui payaient au moins 12 livres sterling de fermage par an ; dans les villes, le droit de vote fut accordé à tous les propriétaires de maison, ainsi qu'aux locataires habitant au moins depuis un an dans la même maison et payant plus de 12 livres de loyer par an. Une grande partie des ouvriers qualifiés obtint ainsi le droit de vote.

considérablement la position des syndicats : ils ne jouiront plus longtemps du privilège d'être les seules organisations de la classe ouvrière. A côté ou au-dessus des syndicats de chaque branche d'industrie surgira une Union générale, une organisation politique de la classe ouvrière dans son ensemble.

En conséquence, les organisations syndicales feraient bien de considérer les deux points suivants : premièrement, le moment approche à grands pas où la classe ouvrière de ce pays réclamera, d'une façon claire et nette, sa pleine participation au Parlement ; deuxièmement, le moment approche aussi où la classe ouvrière aura compris que la lutte pour de hauts salaires et la réduction de la durée de travail - à quoi se résout toute l'action syndicale à l'heure actuelle - n'est pas une fin en soi, mais un moyen, certes très nécessaire et efficace, mais un moyen seulement parmi de [184] multiples autres pour tendre à une fin plus haute : *l'abolition du système salarial dans son ensemble*.

Pour que le travail soit pleinement représenté au Parlement et pour préparer l'abolition du système salarial, les syndicats doivent être organisés, non seulement, comme sections correspondant à chaque branche d'industrie, mais encore comme corps unique de la classe ouvrière. Et plus tôt ils le feront, mieux cela vaudra. Il n'est pas de pouvoir au monde qui puisse un jour résister à la classe ouvrière anglaise, organisée en un corps unique.

Organisation rétrograde des vieux syndicats

[Retour à la table des matières](#)

Une forte pression s'exerce sans discontinuer sur toutes les branches d'industrie décisives en Angleterre aussi bien qu'en France et en Amérique ¹⁴¹. C'est une situation inouïe, encore qu'elle soit la conséquence inévitable du système capitaliste lui-même : une surproduction si énorme qu'elle ne débouche même pas sur une crise. La surproduction de capital disponible en quête d'un placement est si forte que le taux d'escompte oscille effectivement en Angleterre entre 1 et 1,5 % par an, et qu'il est possible de se procurer des liquidités à court terme à moins de 1,2 % l'année, soit dans les conditions d'un paiement

¹⁴¹ Cf. Engels à Bebel, 28 octobre 1885.

au jour le jour ou à vue (*money on call*). Le fait que les banquiers préfèrent placer ainsi leur argent plutôt que de l'investir dans des entreprises industrielles nouvelles prouve qu'ils reconnaissent que toutes les affaires leur semblent véreuses. Cette crainte d'entreprendre des placements nouveaux et de spéculer à une large échelle qui s'est déjà manifestée lors de la crise de 1867, explique essentiellement pourquoi on n'aboutit pas à une crise aiguë.

Finalement, elle devra éclater cependant, et il faut espérer qu'elle mettra fin alors aux vieux syndicats. Ceux-ci ont tranquillement conservé les caractéristiques corporatives de leurs débuts, et celles-ci deviennent de jour en jour plus insupportables. Vous croyez peut-être que n'importe quel ouvrier de la profession peut adhérer sans façon aux syndicats de mécaniciens, de charpentiers, de maçons, etc. ? Absolument pas. Pour pouvoir adhérer, il faut avoir été [185] attaché comme apprenti pendant un certain nombre d'années (le plus souvent sept) à quelqu'un qui appartient au syndicat. Cette mesure, qui devait limiter le nombre des ouvriers, s'est cependant avérée tout à fait inefficace, sans parler du fait que le maître de l'« apprenti » touchait un argent pour lequel il ne travaillait pas. Cela pouvait se concevoir à la rigueur jusqu'en 1848. Mais il y a eu depuis un essor inouï de l'industrie, qui a produit une classe d'ouvriers aussi nombreuse, sinon plus, que celle des ouvriers « qualifiés » des syndicats. Or, ces ouvriers nouveaux sont aussi actifs, sinon plus, que les ouvriers « qualifiés », mais ne peuvent faire partie des syndicats.

Les ouvriers « qualifiés » se développent littéralement en vase clos, grâce aux règlements corporatifs des syndicats. Tu t'imagines sans doute que ces syndicats pensent qu'il faut abolir toutes ces stupidités ? Pas le moins du monde. Je n'ai pas souvenir d'avoir jamais lu la moindre proposition en ce sens à un quelconque congrès syndical. Ces têtes folles, au lieu de suivre le développement de la société, veulent que la société s'adapte à eux. Ils s'accrochent à leurs superstitions traditionnelles, qui ne font que leur nuire à eux-mêmes, au lieu de se débarrasser de tout ce fatras, en doublant du même coup leur nombre et leur puissance, afin de redevenir effectivement ce qu'ils sont de moins en moins chaque jour, à savoir : des associations regroupant contre les capitalistes tous les ouvriers du métier. Tout cela te fera mieux comprendre bien des choses dans l'attitude de ces ouvriers privilégiés.

Angleterre 1845 et 1885.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quarante ans, l'Angleterre faisait face à une crise que la violence seule semblait appelée à dénouer ¹⁴². Le développement rapide et gigantesque de l'industrie avait largement dépassé la capacité d'absorption des marchés étrangers, la demande. Le cours de la production était brutalement interrompu tous les dix ans par une crise commerciale générale, suivie, après une longue période de dépression chronique, de quelques brèves années de prospérité [185] qui s'achevaient toujours par une surproduction fiévreuse et un nouvel effondrement.

La classe capitaliste réclamait bruyamment le libre-échange des céréales, et menaçait de l'arracher de force, en renvoyant la population affamée des villes dans les campagnes d'où elles étaient venues. Cependant, comme le dit John Bright : elle n'y alla pas « en mendiant son pain, mais en prenant ses quartiers en territoire ennemi, comme une armée ».

En effet, les masses ouvrières des villes réclamaient leur part du pouvoir politique, avec la *Charte du peuple* ; elles étaient soutenues par la plupart des petits bourgeois, mais ce qui les séparait, c'était de savoir si la Charte devait être instaurée par la violence ou par des moyens légaux. C'est alors que survint la crise économique de 1847 et la famine irlandaise, et avec elles la perspective de la révolution.

La Révolution française de 1848 sauva la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français victorieux effrayèrent les petits bourgeois anglais et désorganisèrent les rangs des ouvriers anglais, dont les revendications avaient un caractère certes plus limité, mais plus directement pratique. Au moment même où le chartisme devait se déployer dans toute sa force, il s'affaissa de lui-même avant qu'il ne fût écrasé par les forces extérieures le 10 avril 1848 ¹⁴³. L'acti-

¹⁴² Cf. ENGELS, in *Die Neue Zeit*, juin 1885

¹⁴³ Les chartistes décidèrent de tenir, le 10 avril 1848, un meeting monstre dans la plaine de Kennington, et de se rendre au Parlement afin d'y déposer la troisième pétition pour l'adoption de la Charte du peuple. Le gouvernement rassembla une foule de policiers spéciaux, recrutés à cette occasion et

tivité politique de la classe ouvrière se trouva reléguée à l'arrière-plan, et la classe capitaliste triompha sur toute la ligne.

La Réforme parlementaire de 1831 avait été la victoire de l'ensemble de la classe capitaliste sur l'aristocratie qui possédait la terre. L'abolition des taxes céréalieres représentera la victoire des capitalistes *industriels*, non seulement sur la grande propriété foncière, mais encore sur les fractions capitalistes dont les intérêts s'identifiaient ou se rattachaient plus ou moins à ceux des propriétaires terriens : banquiers, boursicoteurs, rentiers, etc.

[187]

Introduire le libre-échange, c'était bouleverser toute la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre sur le plan financier et commercial, conformément aux intérêts des capitalistes industriels, de la classe qui dorénavant représentait la nation. Et cette classe se mit sérieusement à la besogne.

Elle écarta impitoyablement toutes les entraves à la production industrielle. Les taxes douanières et le système fiscal furent entièrement refondus. Tout fut subordonné à un but unique, essentiel pour les capitalistes industriels : rendre bon marché toutes les matières premières, et particulièrement tous les moyens d'existence de la classe ouvrière, en maintenant à un bas niveau - voire en abaissant - les salaires. L'Angleterre devait devenir « l'atelier du monde », autrement dit, tous les pays devaient devenir pour l'Angleterre ce qu'était déjà l'Irlande : des marchés pour les produits de ses manufactures, des sources d'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires pour son industrie. Quelle grandiose perspective : l'Angleterre, le grand centre industriel d'un monde agricole, avec un nombre sans cesse croissant de satellites producteurs de blé et de coton et gravitant autour du soleil industriel !

Les capitalistes industriels s'appliquèrent à réaliser ce vaste programme avec le vigoureux bon sens et le mépris des principes traditionnels, qui les ont toujours distingués de leurs concurrents philistins

armés de triques, qui grossirent les 100 000 hommes commandés par le duc de fer, Wellington. Seuls 30 à 40 000 manifestants furent au rendez-vous ; dans ces conditions, les chartistes freinèrent eux-mêmes la manifestation. La classe ouvrière anglaise resta dès lors à l'écart du grand mouvement révolutionnaire de 1848-49.

du continent. Le chartisme se mourait. Le retour, normal et quasi automatique, à la prospérité économique dès lors que le krach de 1847 était achevé, fut porté exclusivement au compte du libre-échange.

La conséquence de ces deux événements fut que la classe ouvrière anglaise devint politiquement la queue du « grand Parti libéral », dirigé par les industriels. Une fois cet avantage acquis par la bourgeoisie, il s'agissait de le conserver à tout jamais. Cependant, les chartistes s'étaient moins opposés au libre-échange qu'à la volonté de la bourgeoisie de transformer le libre-échange en seule question vitale pour la nation : cela avait suffi à faire comprendre aux industriels - et chaque jour ils le comprenaient mieux - que la bourgeoisie est incapable de dominer, politiquement et socialement, la nation sans l'appui de la classe ouvrière.

Aussi vit-on se modifier progressivement l'attitude des deux classes à l'égard l'une de l'autre. La législation des [188] fabriques, jadis épouvantail de tous les industriels, fut désormais non seulement respectée de bon gré, mais encore étendue pour ainsi dire à toute l'industrie. Les syndicats, honnis comme œuvres du diable il y a peu de temps encore, furent désormais courtisés et protégés par les industriels comme des institutions hautement légitimes et des moyens utiles de propager parmi les ouvriers de saines idées économiques. Même les grèves, vouées à l'exécration avant 1848, furent désormais considérées à l'occasion comme tout à fait utiles, particulièrement quand messieurs les industriels les suscitaient eux-mêmes au moment favorable pour eux. On abolit les lois - du moins les plus révoltantes - qui avaient ravi aux ouvriers l'égalité de droits vis-à-vis des patrons.

Ainsi, la Charte du peuple, jadis si redoutée, devint alors, pour l'essentiel, le programme politique de ces mêmes industriels qui s'y étaient opposés encore tout récemment. *L'abolition du cens électoral* et le *vote secret* furent instaurés par la loi. Les réformes parlementaires de 1867 et 1884 se rapprochent fort du *suffrage universel*, du moins tel qu'il existe actuellement en Allemagne. Le projet - actuellement en discussion au Parlement - sur le *découpage des circonscriptions électorales* crée l'égalité en ce domaine, ou du moins dans l'ensemble une inégalité pas plus grande que celle qui existe en France et en Allemagne. On considère que, dans un proche avenir, on obtiendra une indemnité pour les parlementaires et une *réduction de leur man-*

dat, à défaut d'élections annuelles au Parlement. Et néanmoins certains affirment que le chartisme est mort.

La révolution de 1848, comme nombre de celles qui l'ont précédée, a connu un sort étrange. Ceux-là mêmes qui l'ont écrasée, sont devenus - comme Marx avait coutume de le dire - ses exécuteurs testamentaires. Ainsi Louis Napoléon fut-il contraint de créer une Italie une et indépendante, et Bismarck, à sa manière certes, de faire une révolution en Allemagne et de rendre une certaine indépendance à la Hongrie. Quant aux industriels anglais, ils n'eurent rien de mieux à faire que de donner force de loi à la Charte du peuple.

Les effets de cette domination des capitalistes industriels sur l'Angleterre furent stupéfiants au début. L'industrie prit un nouvel essor et s'étendit à un niveau inouï, même pour ce berceau de l'industrie moderne. Les résultats considérables, enregistrés jusqu'ici grâce à l'application de la vapeur [189] et des machines, s'évanouissent en face de l'essor immense de la production au cours des vingt années qui vont de 1850 à 1870. C'est à des hauteurs vertigineuses que s'élevèrent le montant des importations et des exportations, l'amoncellement des richesses aux mains des capitalistes et la concentration des forces du travail humain dans les villes géantes. Certes, la progression fut interrompue, comme auparavant, par le retour d'une crise tous les dix ans : en 1857 comme en 1866. Mais on considère désormais ces à-coups comme des phénomènes normaux et inévitables par lesquels il faut bien passer et qui finissent par se résorber.

Quelle fut la situation de la classe ouvrière durant cette période ? Par moments, il y eut une amélioration, même pour la grande masse. Mais celle-ci finit toujours par être ramenée à l'ancien niveau, en raison de l'afflux de la grande masse des travailleurs sans emploi, de l'éviction constante d'ouvriers par les machines nouvelles, et de l'exode vers les villes des ouvriers agricoles, eux aussi remplacés de plus en plus par les machines.

On ne trouve une amélioration durable que pour deux catégories protégées de la classe ouvrière. La première est celle des ouvriers des fabriques. La fixation légale en leur faveur d'une journée de travail normale - sinon relativement rationnelle - leur a permis de rétablir dans une certaine mesure leur santé physique, et leur a conféré une supériorité morale, encore renforcée par leur concentration dans les

viles. Leur condition est indubitablement meilleure qu'avant 1848. La preuve en est que, sur dix grèves, neuf sont provoquées par les industriels eux-mêmes, qui le font dans leur propre intérêt, comme seul moyen de limiter la production. En effet, vous n'amènerez jamais les fabricants à s'entendre pour diminuer le temps de travail, quelques difficultés qu'ils éprouvent à vendre leurs produits ; mais amenez les ouvriers à faire grève, et les capitalistes ferment leurs usines jusqu'au dernier.

La seconde de ces catégories est celle des ouvriers organisés dans les grands syndicats, il s'agit d'organisations des branches de production où le travail d'*hommes adultes* est seul utilisable ou du moins prédominante. Ni la concurrence du travail des femmes et des enfants, ni celle des machines n'ont été jusqu'ici en mesure de briser leur force organisée. Les mécaniciens, les charpentiers et menuisiers, les ouvriers du bâtiment constituent, chacun pour soi, une puissance telle qu'ils ont pu s'opposer victorieusement à l'introduction [190] de machines, comme le démontrent les ouvriers du bâtiment. Leur condition s'est, à n'en point douter, remarquablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que, depuis plus de quinze ans, non seulement leurs patrons sont satisfaits d'eux, mais eux-mêmes sont très contents de leurs patrons. Ils forment une aristocratie au sein de la classe ouvrière. Ayant réussi à conquérir une condition relativement confortable, ils acceptent cette situation comme définitive. Ce sont les ouvriers modèles de MM. Leone Levi et Giffen (ainsi que de notre brave philistin de Lujo Brentano), et effectivement ce sont des gens très gentils et nullement intransigeants pour un capitaliste intelligent en particulier, et pour la classe capitaliste en général.

Mais pour ce qui est de la grande masse des ouvriers, leur degré de misère et d'insécurité est aussi bas, sinon plus bas aujourd'hui que jamais. Le quartier Est de Londres est un marais toujours plus vaste où croupissent, dans la misère, le désespoir et la faim, ceux qui ne travaillent pas et, dans l'avilissement moral et physique, ceux qui travaillent. Et, à la seule exception de la minorité privilégiée d'ouvriers, il en va de même dans toutes les autres grandes villes, et jusque dans les villes de moindre importance et dans les campagnes. La loi selon laquelle la valeur de la force de travail correspond au prix des moyens de subsistance nécessaires, et celle complémentaire, selon laquelle le prix moyen de la force de travail tombe, en règle générale, au mini-

mum de ces moyens de subsistance, ces deux lois agissent sur les masses ouvrières avec la force irrésistible d'une machine automatique qui les écrase entre ses rouages.

Telle fut donc la situation créée par la politique de libre-échange de 1847 et par vingt années de domination des capitalistes industriels. Mais les choses se mirent à changer. En effet, la crise de 1866 fut suivie en 1873 par un faible essor industriel qui ne dura pas. Certes, au moment où on l'attendait - 1877 ou 1878 - la crise ne fut pas totale, mais depuis 1876 toutes les branches essentielles d'industrie connaissent un état d'enlèvement chronique. On ne voit venir ni l'effondrement complet, ni la phase de prospérité longtemps souhaitée des affaires, sur laquelle on se croyait en droit de compter, tant avant qu'après le krach. Une pression mortelle et une saturation chronique de tous les marchés pour toutes les industries, telle est la situation que nous subissons depuis près de dix ans. D'où cela vient-il ?

[191]

La théorie du libre-échange reposait sur l'hypothèse selon laquelle l'Angleterre devait devenir le seul grand centre industriel d'un monde par ailleurs agricole. L'évolution a entièrement démenti cette hypothèse : les conditions de l'industrie moderne - force-vapeur et machinisme - peuvent être créées partout où il existe du combustible, notamment du charbon. Or, d'autres pays que l'Angleterre ont du charbon : la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Amérique, et même la Russie. Et les peuples de ces pays n'étaient pas d'avis qu'il fût de leur intérêt de devenir des métayers faméliques à la mode irlandaise, uniquement pour la plus grande gloire et richesse des capitalistes anglais. Ils se mirent à produire des articles industriels, non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le reste du monde, et la conséquence en fut que le monopole industriel, détenu par l'Angleterre durant près d'un siècle, est maintenant irrémédiablement ruiné.

Or, il se trouve que le monopole industriel de l'Angleterre est le pivot du système social anglais. Même durant la période où subsistait ce monopole, les marchés ne pouvaient suivre le même rythme d'accroissement que la productivité de l'industrie anglaise, et la conséquence en était les crises décennales. De nos jours, les nouveaux marchés se font si rares qu'il faut imposer aux Noirs du Congo la civilisation qui dé-

coule des cotons de Manchester, des poteries du Staffordshire et des produits sidérurgiques de Birmingham.

Qu'advient-il si les marchandises du continent, et surtout d'Amérique, affluent en masses toujours croissantes, si la part du lion qui échoit encore aujourd'hui aux fabriques anglaises dans l'approvisionnement du monde, se réduit d'année en année ? Réponds, ô Panacée du libre-échange !

Je ne suis pas le premier à évoquer cette éventualité. Dès 1883, lors d'une réunion à Southport de la British Association, M. Inglis Palgrave, président de la commission économique, affirma sans ambages « que le temps des hauts profits était révolu pour l'Angleterre, et qu'un arrêt était survenu dans le développement de diverses branches de la grande industrie. On pourrait presque affirmer, disait-il, que l'Angleterre en arrive à une situation où il n'y aurait plus de progrès ».

Mais comment tout cela finira-t-il ? La production capitaliste *ne peut pas* devenir étale : elle doit s'accroître et [192] se développer, sinon c'est la mort. Dès à présent, la simple réduction de la part du lion empochée par l'Angleterre dans l'approvisionnement du marché mondial entraîne une stagnation dans les affaires, la misère et la surabondance de capitaux, d'une part ; un excédent de travailleurs sans emploi, de l'autre. Qu'en sera-t-il lorsque la production annuelle aura complètement cessé de s'accroître ? Nous touchons là le point vulnérable, le talon d'Achille, de la production capitaliste. Sa condition vitale, c'est de toute nécessité une expansion continuelle, or celle-ci devient maintenant impossible¹⁴⁴. La production capitaliste s'engage donc dans une impasse. Chaque année rapproche l'Angleterre de cette

¹⁴⁴ Il est exact que la production capitaliste tend effectivement à s'effondrer lorsqu'elle a atteint le paroxysme de la prospérité, mais si le prolétariat n'intervient pas activement, le capital se régénère : « Une destruction périodique de capital est devenue une condition nécessaire de l'existence de tout taux de profit moyen. Si on les considère sous cet angle, ces épreuves épouvantables que nous envisageons habituellement avec tant d'appréhension et d'inquiétude, et que nous brûlons tellement de détourner de nous, peuvent n'être rien d'autre que le correctif naturel et nécessaire d'une opulence excessive et boursouflée. C'est la *vis mediatrix*, la force grâce à laquelle notre système social, tel qu'il existe actuellement, a le pouvoir de se soulager de temps en temps d'une pléthore sans cesse renouvelée, qui menace son existence, afin de retrouver une condition saine. » (FULLARTON, cité par Marx dans les *Fondements*, etc., t. II, p. 399-400.)

alternative : ou bien la nation, ou bien la forme capitaliste, va périr. Laquelle des deux y passera ?

Et la classe ouvrière ? On sait qu'elle connut aussi des périodes de misère durant l'essor inouï du commerce et de l'industrie de 1848 à 1868, car même alors sa grande masse bénéficia tout au plus d'une amélioration passagère de sa condition, et seule une petite minorité privilégiée et protégée jouit d'avantages durables. Or donc, qu'en sera-t-il si la conjoncture éclatante prend définitivement fin, si la présente stagnation pesante non seulement s'aggrave, mais si cet état aggravé de pression mortelle devient l'état durable, normal, de l'industrie anglaise ?

La vérité, la voici : aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Certes, ces avantages se répartissaient fort inégalement en son sein : la minorité privilégiée en empocha la plus grande partie, mais même la grande masse en avait, du moins par-ci par-là, sa portion. C'est ce qui explique [193] qu'il n'y a plus eu de socialisme en Angleterre depuis la mort de l'owenisme ¹⁴⁵.

Avec la ruine de la suprématie industrielle, la classe ouvrière d'Angleterre va perdre sa condition privilégiée. Dans son ensemble, y compris donc sa minorité privilégiée et dirigeante, elle se verra alignée au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est pourquoi le socialisme renaîtra en Angleterre.

¹⁴⁵ Au moment où le chartisme se décomposait sous l'effet de la prospérité industrielle du capitalisme anglais, Engels écrivait à Marx, à propos des tentatives d'alliance d'un ancien chef chartiste avec la bourgeoisie : « Au reste, il me semble que la dernière manœuvre de Jones s'apparente aux tentatives plus ou moins fructueuses d'antan pour réaliser une telle alliance (avec la bourgeoisie), mais tout cela est déterminé par le fait que le prolétariat anglais est embourgeoisé au point que la plus bourgeoise de toutes les nations veut finalement en arriver à posséder une aristocratie (terrienne) bourgeoise, et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Cela s'explique d'ailleurs d'une certaine manière pour une nation qui exploite le monde entier. Seules quelques années foncièrement mauvaises peuvent y remédier, et il semble qu'elles ne soient pas à portée de main depuis les découvertes de l'or. Il faut tout de même observer que je ne saisis pas encore clairement le mécanisme grâce auquel la bourgeoisie a réussi à intégrer les masses qui étaient excédées par le surtravail et avaient suscité la crise : on n'a encore jamais vu un reflux aussi rapide après une tempête aussi violente. » (7 octobre 1858.)

Syndicats et aristocratie ouvrière.

[Retour à la table des matières](#)

Verrycken dit qu'une résolution sur la fédération des syndicats a déjà été prise au Congrès de Bâle ¹⁴⁶, que cette forme d'organisation existe déjà, mais seulement pour les métiers d'un même pays. Il a mandat de demander à la Conférence de décider que la fédération des métiers soit internationale. Il est porteur d'un mandat des mécaniciens de Belgique pour faire fédération avec ceux d'Angleterre. Il y a cette lacune que toutes les fédérations n'ont pas adhéré à l'Association internationale.

Marx croit que cette résolution n'a pas été prise au Congrès de Bâle. Après vérification, il reconnaît qu'une décision y a été prise en ce sens, mais que ce n'est qu'un vœu pieux. Lui-même croyait, à ce moment-là, que la chose [194] était possible, mais il est persuadé que les syndicats n'accepteront pas aujourd'hui cette fédération. En Angleterre, les syndicats existent depuis un demi-siècle, et la grande majorité des ouvriers est en dehors des syndicats, qui forment une minorité aristocratique. Les ouvriers les plus pauvres ne peuvent en faire partie : la grande masse des ouvriers, que le développement économique chasse chaque jour vers les villes, reste longtemps en dehors des syndicats, et la masse la plus malheureuse n'en fait jamais partie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers des campagnes, mais encore leurs familles qui n'ont pas d'argent pour former des syndicats. Il en est de même pour les ouvriers nés dans le quartier Est de Londres : un sur dix appartient aux syndicats. Les paysans, les journaliers ne font jamais partie de ces sociétés.

À eux tout seuls, les syndicats sont impuissants et resteront une minorité. Ils n'ont pas la masse des prolétaires derrière eux, alors que l'Internationale agit directement sur eux. L'Internationale n'a pas forcément besoin de l'organisation des syndicats pour gagner à elle les ouvriers ; les idées de l'Internationale enthousiasment directement les

¹⁴⁶ Protocole des débats de la Conférence de l'Association Internationale des travailleurs, réunie à Londres du 17 au 23 septembre 1871.

masses. C'est la seule organisation qui inspire pleine confiance aux ouvriers.

La langue s'oppose également à une union internationale avec les syndicats. La division du travail est l'une des causes principales de la division des ouvriers.

Marx ne partage pas les craintes de Steens relativement aux syndicats : ils n'ont jamais pu faire quoi que ce soit sans s'adresser à nous, même les mieux organisés, même ceux qui ont des branches aux États-Unis. Ils sont restés en dehors du plus grand mouvement révolutionnaire d'Angleterre.

Depuis que l'Internationale existe, c'est différent : s'ils veulent faire usage de leur force, ils peuvent tout faire avec notre aide. Leurs statuts contiennent un paragraphe qui leur interdit de se mêler de politique. Ce n'est que sous l'influence de l'Internationale qu'ils ont entrepris des actions politiques. Le Conseil général a été durant plusieurs années en rapport avec les syndicats. Il existait un comité de liaison. Actuellement encore, il entretient une liaison avec les syndicats de trois grandes villes : Manchester, Birmingham et Sheffield.

[195]

Le 4 mai à Londres.

[Retour à la table des matières](#)

Mais Vienne a été surpassée par Londres le 4 mai ¹⁴⁷. Et je considère comme la partie la plus importante et la plus magnifique de toutes ces commémorations que, le 4 mai ¹⁴⁸, *le prolétariat anglais se soit réveillé d'un sommeil hivernal de 40 ans et se soit de nouveau engagé dans le mouvement de classe*. Pour le comprendre, il faut évoquer les faits qui ont précédé le 4 mai.

À la fin de l'année dernière, le quartier ouvrier le plus grand et le plus misérable du monde - le quartier Est de Londres - entra progressivement dans le mouvement. Le 1^{er} avril 1889, ce fut la création du syndicat des gaziers et des manœuvres (*Gas Worker's and General Labourer's Union*) qui compte à l'heure actuelle environ 100 000 adhérents ¹⁴⁹. C'est surtout sous l'impulsion de ce dernier syndicat - dont les adhérents sont en grande partie gaziers l'hiver et dockers l'été - que la grande grève des dockers se déclencha et que la couche la plus basse des prolétaires de l'Est londonien se mit en mouvement. En effet, c'est alors qu'un syndicat après l'autre se créa parmi les ouvriers les moins qualifiés ; quant à ceux qui y existaient déjà et ne faisaient que végéter, ils s'épanouirent rapidement.

Cependant, ces nouveaux syndicats diffèrent grandement des anciens. Ceux-ci ne comprenant que les ouvriers « qualifiés » pratiquent l'exclusivisme : ils n'admettent pas les ouvriers qui n'ont pas appris réglementairement un métier, et créent de la sorte une situation corpora-

¹⁴⁷ Cf. ENGELS, in *Arbeiter-Zeitung*, 23 mai 1890. Nous avons omis le début de cet article où Engels félicite les social-démocrates autrichiens, car ce sont eux qui, sur le continent, ont célébré avec le plus d'éclat la Fête du travail : « Qui prétendra que Paris ne peut faire ce que Vienne a fait ? »

¹⁴⁸ Les partis socialistes fêtèrent pour la première fois en 1890 le 1^{er} mai, conformément à la décision du Congrès international des ouvriers socialistes de Paris, de juillet 1889. Le but était la journée de travail de huit heures.

¹⁴⁹ Le *syndicat des gaziers et des manœuvres* fut le premier syndicat anglais d'ouvriers non qualifiés. La fille de Marx, Eléanore, et son mari, Edward Aveling, jouèrent un rôle important dans l'organisation de ce syndicat.

tive sans concurrence. Ils sont riches, et plus ils sont riches, plus ils dégénèrent en de simples caisses de maladie et de décès. Ils sont conservateurs et ne veulent rien avoir à faire avec le socialisme, du moins pour autant et aussi longtemps qu'ils le peuvent.

[196]

En revanche, les nouveaux syndicats « non spécialisés » admettent *n'importe quel* ouvrier de telle branche de métier : ils sont essentiellement - et même les gaziers le sont exclusivement - des syndicats et des caisses de solidarité, et si les travailleurs qui les composent ne sont pas de purs socialistes, du moins ne veulent-ils pour dirigeants que des socialistes, à l'exclusion de tout autre. En fait, la propagande socialiste a été très active durant ces dernières années dans l'est de Londres, et c'est notamment Mme E. Marx-Aveling et son mari Edward qui ont découvert depuis 4 ans dans les « clubs radicaux », formés presque uniquement d'ouvriers, le meilleur terrain de propagande qu'ils ont d'ailleurs travaillé avec opiniâtreté et, comme on le constate aujourd'hui, avec le plus grand succès.

Durant la grève des dockers, Mme Aveling a été l'une des trois femmes qui s'occupèrent de la distribution des secours et qui, en guise de remerciement, furent calomniées par M. Hyndman, le déserteur de Trafalgar Square ¹⁵⁰, parce qu'elles se seraient fait payer 3 livres sterling par semaine par la caisse de grève. C'est encore Mme Aveling qui, pratiquement seule, dirigea l'hiver dernier la grève de Silvertown ¹⁵¹ dans les quartiers Est, et représente, dans le Comité du syndicat gazier, une section féminine qu'elle y a créée.

Les gaziers avaient conquis de haute lutte la journée de travail de huit heures cet automne à Londres, mais, dans les quartiers Sud, ils l'avaient de nouveau perdue après une grève malheureuse, démontrant clairement que cette conquête n'était nullement assurée pour toujours dans la partie Nord de Londres. Est-il étonnant dans ces conditions qu'ils aient accepté très volontiers la proposition faite par Mme Ave-

¹⁵⁰ Hyndman n'assista pas à la manifestation de masse organisée par les socialistes anglais le 13 novembre 1887, où les heurts avec la police furent si violents que ce jour resta gravé dans les annales du mouvement ouvrier anglais comme le « dimanche sanglant ».

¹⁵¹ Cette grève dura de septembre à décembre 1889. Elle fut entreprise par des ouvrières d'une usine de câbles et de caoutchouc. La grève échoua, ne bénéficiant pas du soutien des autres syndicats.

ling : faire commencer à Londres l'action proposée par le Congrès de Paris en faveur de la journée de travail légale de huit heures ? En commun avec les quelques groupes socialistes, les clubs radicaux et les autres syndicats de l'Est, ils formèrent un Comité central qui fut chargé d'organiser [197] une grande manifestation dans ce but à Hyde Park. Comme il s'avérait que toute tentative de tenir la manifestation le jeudi 1^{er} mai devait nécessairement échouer cette année, on décida de la reporter au dimanche 4 mai.

Afin que *tous* les ouvriers londoniens puissent y participer, le Comité central invita aussi, en toute naïveté, la Centrale syndicale de Londres. Il s'agit d'un corps de délégués des syndicats londoniens, et surtout des syndicats « spécialisés » les plus anciens, corps dans lequel on peut même s'attendre à ce que les éléments antisocialistes forment la majorité. Mais la Centrale syndicale s'aperçut qu'elle risquait d'être dépassée par la journée de travail de huit heures. Certes, les vieux syndicats se prononcent également pour une journée de travail de huit heures, mais ils ne tiennent pas à ce qu'elle soit fixée par la loi. Par journée de travail de huit heures, ils entendent qu'un salaire journalier normal - tant par heure - soit payé pour huit heures, mais qu'il soit permis de travailler chaque jour, un nombre quelconque d'heures supplémentaires, étant admis que chaque heure supplémentaire est payée plus cher, disons autant qu'une heure et demie ou deux heures normales.

Il s'agissait donc pratiquement d'entraîner la manifestation dans le sillage de la revendication d'une journée de travail à fixer, après une chaude lutte, au moyen d'une « libre » convention, et non d'une loi du Parlement, obligatoire pour tous. La Centrale syndicale s'allia dans ce but à la Fédération social-démocrate du susmentionné M. Hyndman, une société qui fait mine d'être la seule église procurant le salut socialiste en Angleterre et qui, en conséquence logique, a conclu une alliance à la vie, à la mort avec les possibilistes français ¹⁵². Observons que le congrès de ces derniers a décrété à l'avance que la fête du 1^{er} Mai, décidée au congrès marxiste, devait être considérée comme un péché contre le Saint-Esprit. La Fédération social-démocrate se trou-

¹⁵² Les possibilistes formèrent un courant sous la direction de Brousse, Malon, etc., après avoir fait scission du parti ouvrier en 1882. Les dirigeants développèrent la théorie réformiste, selon laquelle le but du mouvement était le possible.

vait donc elle aussi dépassée par le mouvement : s'associer au Comité central signifiait se placer sous la direction des « marxistes » ; en revanche, si la Centrale syndicale prenait l'affaire en main et si la manifestation avait lieu le 4 au lieu du 1^{er} mai, ce n'était plus du tout [198] le méchant 1^{er} Mai « marxiste », et l'on pouvait donc y participer. Bien que la Fédération social-démocrate réclamât dans son programme la journée *légal*e de huit heures, elle s'empara avec joie de la main tendue par la Centrale syndicale.

Les deux alliés, camarades de lit si étranges qu'ils fussent, montèrent aussitôt un coup contre le Comité central, coup qui dans la pratique politique de la bourgeoisie anglaise n'est pas seulement permis, mais est même considéré comme très habile, encore que les ouvriers européens et américains le tiendraient certainement pour extrêmement vil. Les organisateurs de manifestations populaires à Hyde Park doivent à l'avance communiquer leur projet au ministère des Travaux publics et se mettre d'accord avec lui sur les détails d'organisation ; bref, ils doivent demander une autorisation pour faire passer sur l'herbe les voitures devant servir de tribunes. La coutume veut que, si une manifestation a été prévue, une seconde ne puisse plus avoir lieu le même jour. Le Comité central n'avait pas encore fait une pareille demande, mais à peine les organisations alliées contre lui l'apprirent-elles, qu'elles firent la déclaration d'une manifestation le 4 mai au Park et se firent accorder sept tribunes, tout cela dans le dos du Comité central.

Ce faisant, la Centrale syndicale et la Fédération crurent avoir loué le Park pour le 4 mai et avoir la victoire en poche. La première convoqua donc une réunion des délégués syndicaux, parmi lesquels aussi les deux délégués du Comité central ; trois délégués de celui-ci, dont Mme Aveling, répondirent à la convocation. La Centrale syndicale montra avec ostentation qu'elle était maîtresse de la situation. Elle déclara que *seuls* les syndicats pouvaient participer à la manifestation et porter des drapeaux. Autrement dit, les associations socialistes ou les clubs politiques en étaient exclus. Comment dans ces conditions la Fédération social-démocrate pouvait-elle manifester elle aussi ? C'est ce qui demeure un mystère. Elle avait à l'avance rédigé les résolutions à présenter à la réunion, et on put constater que la revendication de la journée de travail *légal*e de huit heures *en était éliminée*. La proposition de l'y inclure de nouveau ne fut admise ni à la discussion ni au

vote. Enfin, elle refusa d'admettre Mme Aveling comme déléguée, parce que ce n'était pas une travailleuse manuelle (ce qui est faux), et bien que son propre président, M. Shipton, n'ait plus travaillé de ses mains depuis plus de 15 ans.

[199]

Les ouvriers du Comité central étaient indignés du mauvais tour qu'on venait de leur jouer. La manifestation semblait irrémédiablement glisser des mains des deux organisations qui ne représentent que de très faibles minorités parmi les ouvriers de Londres. Il ne restait, semble-t-il, plus d'autre antidote que d'exécuter la menace des gaziers : prendre d'assaut les tribunes de la Centrale syndicale.

Cependant, Edward Aveling alla au ministère et, malgré le règlement qui empêche deux manifestations de se tenir le même jour, y arracha l'autorisation pour le Comité central d'amener, lui aussi, sept tribunes sur le Park. C'était l'échec de la tentative d'escamotage de la manifestation au profit de la minorité : la Centrale syndicale rentra ses cornes et fut toute contente de pouvoir négocier sur un pied d'égalité avec le Comité central sur l'agencement de la manifestation.

Il faut évidemment connaître tous ces faits préalables pour se rendre compte du caractère et de l'importance de la manifestation. Suscitée par les ouvriers des quartiers de l'Est nouvellement entrés dans le mouvement, la manifestation trouva partout un écho tel que les deux éléments, si opposés lors de l'organisation de la manifestation, furent contraints de s'allier, afin d'arracher à eux deux la direction et d'exploiter en ce sens la manifestation. D'un côté, les syndicats conservateurs qui prêchent l'égalité de droit pour le capital et le travail et, de l'autre, la Fédération social-démocrate aux allures radicales, qui dans toutes les occasions non dangereuses exhibe la révolution sociale, - et tous deux s'allièrent en vue d'un mauvais coup : se constituer un capital en exploitant une manifestation qu'au fond tous deux honnissaient.

En raison de ces incidents, la manifestation du 4 mai fut divisée en deux parties : d'une part, les ouvriers conservateurs, dont l'horizon ne dépasse pas le système du salariat, ayant à leurs côtés une secte socialiste rachitique, mais avide de dominer ; d'autre part, la grande masse des ouvriers entrant tout juste dans le mouvement, qui ne veulent plus rien entendre des théories manchestériennes de la libre concurrence

des vieux syndicats, et s'efforcent de conquérir par la lutte leur émancipation pleine et entière, en choisissant leurs alliés eux-mêmes, et non sous la dictée d'une minuscule coterie socialiste. D'un côté, la stagnation représentée par les syndicats qui ne se sont pas encore libérés de l'esprit corporatif, ainsi que par une secte mesquine qui s'appuie sur les plus misérables alliés ; de l'autre côté, [200] le mouvement libre et vivant du prolétariat anglais qui s'éveille de nouveau.

Et, dans cette double manifestation, le spectateur le moins averti voyait clairement de quel côté se trouvait la fraîcheur de la vie, et de quel côté la stagnation. Autour des 7 tribunes du Comité central se groupaient à perte de vue les colonnes de plus de cent mille manifestants entraînés par la musique et les drapeaux, auxquels vint se joindre un nombre presque aussi grand de manifestants venus isolément. Partout régnaient l'unanimité et l'enthousiasme, en même temps que l'ordre et l'organisation.

En revanche, dans les tribunes des alliés réactionnaires, tout semblait terne. Leur cortège, bien moins puissant que l'autre, était mal organisé, désordonné et retardé au point que, par endroits, on y commençait seulement, alors que les manifestants du Comité central avaient déjà fini.

Tandis que les dirigeants libéraux de certains clubs radicaux et les fonctionnaires de divers syndicats se joignirent à la Centrale syndicale, les membres de ces associations, et même quatre sections de la Fédération social-démocrate marchèrent avec le Comité central. Malgré tout cela, la Centrale syndicale recueillit un succès d'estime, mais le Comité central obtint un triomphe.

Mais ce que les nombreux politiciens bourgeois, venus en observation, ramenèrent chez eux comme impression globale, c'est que le prolétariat anglais, après avoir été durant ces quarante dernières années la queue du grand Parti libéral ainsi que son bétail électoral, s'était enfin réveillé à une vie et à une action autonomes et nouvelles. Il n'est absolument plus possible d'en douter : le 4 mai 1890, la classe ouvrière anglaise est entrée dans la grande armée internationale. C'est là un événement qui fait date dans l'histoire.

Le prolétariat anglais se fonde sur le développement industriel le plus avancé, et c'est pourquoi il dispose de la liberté de mouvement politique la plus grande. Son long sommeil hivernal - conséquence,

d'une part, de l'échec du mouvement chartiste de 1838-1850, d'autre part, du formidable essor industriel de 1848-1880 - est enfin interrompu. Les petits-fils des vieux chartistes montent sur le champ de bataille. Depuis huit ans, cela bouge dans les larges masses, tantôt ici, tantôt là. Des groupes socialistes ont surgi, mais aucun d'eux n'a pu dépasser le stade de la secte : les agitateurs et les prétendus chefs de parti - parmi [201] lesquels se trouvaient aussi de simples spéculateurs et ambitieux - tous, ils restèrent des officiers sans troupes. Cela rappelle presque la fameuse colonne de Robert Blum lors de la campagne badoise de 1849 : un colonel, onze officiers, un clairon et un simple soldat. Et, au sein de cette colonne, les chamailleries sur la direction de la future armée prolétarienne étaient rien moins qu'édifiantes ! Mais maintenant, tout cela va bientôt cesser comme en Allemagne et en Autriche.

Le gigantesque mouvement des masses sonnera le glas de toutes ces sectes, de ces petits détachements, en leur faisant absorber les soldats, de sorte que les dirigeants obtiendront la place qui leur revient. Si cela n'est pas du goût de tel ou tel, qu'il se retire. Cela n'ira pas sans frictions, mais avant longtemps l'armée prolétarienne anglaise, qui est tout aussi unie, aussi organisée et aussi décidée que n'importe quelle autre, sera accueillie avec des cris d'allégresse par tous ses camarades du continent et d'Amérique.

Le congrès ouvrier international de 1891.

[Retour à la table des matières](#)

Au Congrès des syndicats anglais à Liverpool (septembre 1890), le Conseil national du Parti ouvrier belge a invité les syndicats au Congrès international qui doit se tenir l'an prochain en Belgique ¹⁵³.

¹⁵³ Cf. ENGELS, message confidentiel, écrit entre le 9 et le 15 septembre 1890, en réponse à une lettre de Charles Bonnier, qui avait attiré l'attention d'Engels sur la manœuvre qui s'esquissait. On retrouve des éléments de cette réponse dans la lettre d'Engels à Paul Lafargue, 15 septembre 1890. (Cf. F. ENGELS, P. et L. LAFARGUE, *Correspondance*, t. II, p. 410-412, Ed. soc., Paris, 1956) et à F.-A. Sorge, 27 septembre 1890 (cf. *Correspondance Fr. Engels-K. Marx et divers* publiée par F.-A. Sorge, t. II, Ed. Costes, Paris, 1950, p. 213-216.)

Les Belges ont été chargés, par le Congrès des possibilistes, de convoquer un Congrès international en Belgique. Le Congrès marxiste (j'utilise cette épithète pour être concis) avait donné pour mission *aux Belges ainsi qu'aux Suisses* de ne convoquer le Congrès *qu'en commun* ; le lieu du Congrès n'a pas encore été fixé.

Dans la mesure où il ne s'agit pas d'une ambiguïté intentionnelle, les Belges ont donc invité les Anglais au congrès des possibilistes, le seul congrès qu'ils aient été [202] chargés de préparer. Et les Anglais ont accepté avec enthousiasme.

Il sera impossible de faire comprendre aux jeunes syndicats de simples travailleurs manuels qu'on a abusé de leur confiance, qu'il y aura deux congrès en 1891 : l'un bon, l'autre mauvais, et qu'ils ont promis de se rendre justement au mauvais. Ce n'est pas seulement mon opinion personnelle, mais aussi celle de personnes qui se sont le plus préoccupées d'attirer les syndicats dans le mouvement international. La campagne que le *Sozialdemokrat* a engagée en 1889 contre les amis des possibilistes en Angleterre ¹⁵⁴, ne pourrait être recommencée aujourd'hui avec le même succès. Puisqu'il y aura deux congrès, pourquoi ne nous a-t-on pas invités aussi à l'autre, afin que nous puissions choisir ? Maintenant il est trop tard. C'est en tout cas ce que diront ces gens de sens pratique. Ils ont accepté l'invitation des Belges, et ils iront au Congrès qui aura lieu en Belgique. C'est absolument certain, à moins que les Belges et les possibilistes ne les repoussent en faisant des sottises invraisemblables, ce qui est pour le moins improbable.

Cette situation est la conséquence inévitable de l'erreur commise par le congrès marxiste : on a laissé sans réponse la question la plus importante, à savoir celle du prochain Congrès. Pire encore, on en a rendu presque impossible toute solution, en confiant la convocation du Congrès à *deux* comités nationaux, le belge et le suisse, sans avoir pu entreprendre la moindre démarche pour obtenir leur accord préalable. C'est le moyen le plus sûr pour que rien ne soit entrepris. En outre, les Belges se sont laissé guider, cette fois-ci, comme après le Congrès de La Haye ¹⁵⁵, par leurs propres intérêts, au lieu de s'en tenir au cadre de la mission qui leur était confiée. Ils ont voulu s'assurer un [203]

¹⁵⁴ Engels fait allusion à la campagne lancée par les possibilistes lors de la convocation du Congrès International des ouvriers socialistes de Paris et notamment à deux pamphlets, rédigés par Bernstein à la demande d'Engels, pour dénoncer les intrigues possibilistes.

congrès en Belgique, et ils le convoquent sans se préoccuper de ceux qui étaient chargés de la même mission, les Suisses. Je n'ai nullement l'intention de mettre en doute la sincérité et les bonnes intentions du Comité national belge, mais en fait, par son attitude, il favorise le projet des possibilistes à nos dépens. Mais, au lieu de s'en prendre aux autres, nous devons reconnaître que c'est la conséquence de nos propres erreurs. (Ne les blâmons pas trop : le mandat que nous leur avons donné les a littéralement incités à ne pas l'exécuter à la lettre.)

Nous nous sommes engagés d'une certaine manière dans une impasse, dans une situation où nous ne pouvons plus bouger, tandis que nous rivaux agissent. Comment sortir de là ?

Tout d'abord, il ne fait pas de doute que ce n'est pas seulement d'un côté que l'on tentera d'éviter le « scandale » de deux congrès ouvriers rivalisant entre eux. Mais nous avons le plus grand intérêt à ce que la responsabilité de ce « scandale » - s'il devait se reproduire - retombe sur les possibilistes et leurs alliés. Il suffit d'avoir la moindre expérience du mouvement international pour savoir qu'en cas de scission celui qui l'a provoquée - ou semble l'avoir provoquée - aura toujours tort aux yeux des ouvriers. Au cas où il y aurait deux congrès en 1891, il faut donc agir en sorte que l'on ne puisse nous en attribuer la faute.

S'il ne fait pas de doute qu'il y aura de telles tentatives d'union, faut-il les attendre passivement ? Ce que nous risquerions alors, c'est que les possibilistes et leurs alliés nous présentent à la dernière minute un ultimatum truffé de pièges (bien connus de nous), des pièges qui, sous un flot de paroles assourdissantes, sont dissimulés de manière que le large public n'y voie rien de mal, mais que nous ne puissions les accepter. Nous nous trouverions alors dans la situation désagréable où nous devrions, ou bien accepter la proposition et tomber les yeux grands ouverts dans le filet, ou bien la rejeter et endosser devant les

155 La Conférence internationale des socialistes se tint à La Haye le 28 février 1889. Les représentants du mouvement socialiste d'Allemagne, de France, de Belgique, de Hollande et de Suisse y participèrent. La conférence avait été préparée à la demande d'Engels par les dirigeants social-démocrates allemands afin de préparer les conditions de convocation du Congrès socialiste international à Paris. Les possibilistes refusèrent de prendre part à la Conférence, bien qu'ils y eussent été invités. Ils n'acceptèrent donc pas les décisions de la Conférence, et se séparèrent du mouvement ouvrier international.

ouvriers la responsabilité d'avoir empêché l'unité socialiste par notre inexplicable obstination !

Bref, la situation est insupportable pour nous. Nous devons trouver une issue. Mais comment ? En agissant. Nous ne nous fierons plus au mandat confié aux Belges et aux Suisses, et prendrons nous-mêmes l'affaire en main.

Faudrait-il regretter l'unification des deux congrès ? Examinons la question.

[204]

Nous pouvons compter avec certitude sur : 1° les collectivistes et blanquistes français (même si le nombre de ces derniers a diminué : certains sont passés dans le camp des boulangistes) ; 2° les Allemands ; 3° les Autrichiens ; 4° les socialistes espagnols ; 5° les « révolutionnaires » danois ; 6° les Suédois, et peut-être quelques Norvégiens ; 7° les Suisses, les émigrés russes et polonais.

Le congrès rival serait composé par : 1° les possibilistes français ; 2° les syndicats anglais qui seraient représentés en masse, et la Fédération social-démocrate, qui a profité de l'essor général du mouvement en Angleterre ; 3° les Belges ; 4° les Hollandais ; 5° les syndicats espagnols de Barcelone ; 6° probablement, les syndicats portugais ; 7° les Italiens ; 8° les « réformistes » danois, soit les 4/5 des socialistes du Danemark, qui attireraient peut-être quelques Norvégiens.

Selon les circonstances, les Belges et les Hollandais pourraient aussi envoyer leurs délégués chez nous ; en revanche, on peut supposer que les Suisses enverraient quelques délégués au Congrès possibiliste.

Il s'ensuit que les possibilistes auraient cette fois-ci une armée bien plus respectable qu'en 1889. Si nous avons les Allemands, les possibilistes compenseront cela par les Anglais, qui ont été perdus pour nous par suite de notre passivité et de notre maladresse ; pour tout le reste, ils auront autant de nationalités que nous, sinon plus. Et, étant donné leur virtuosité dans la fabrication de mandats et de délégués fictifs, ils nous surpasseront de loin. Ajoutons à cela que nous continuions à pratiquer le système passif adopté jusqu'ici, et la faute de la scission retomberait certainement sur nous, ce qui aurait pour conséquence une nouvelle diminution du nombre des participants à notre Congrès.

Admettons maintenant que l'unité soit réalisée. Dès lors, nos forces seraient renforcées de tous les éléments qui ont été incités jusqu'ici par le « scandale » de la scission à rester neutres : les Belges, les Hollandais et les Italiens. Ils attireront inmanquablement à nous les nouveaux syndicats anglais, avec leur montant élevé d'adhérents qui ne sont pas encore très entraînés dans la lutte contre le capital, mais sont bien disposés et actifs. Nous y avons déjà plongé nos racines : le contact avec les collectivistes français et les Allemands suffirait à les inciter à se rapprocher encore davantage de nous, d'autant plus qu'ils abhorrent les allures [205] dictatoriales de la Fédération social-démocrate, alliée fanatique des possibilistes.

Les Belges ne veulent rien d'autre qu'un congrès où ils puissent jouer les premiers rôles, et ils tiennent plus que tout à avoir un *grand* congrès à Bruxelles. Si nous les aidons pour que l'unité se réalise *chez eux*, les Flamands - le meilleur élément dans leurs rangs - passeront de notre côté et compenseront la tendance possibiliste des Bruxellois. Les Hollandais sont de fanatiques partenaires de l'unité, mais ils sont loin d'être des possibilistes.

Quelles sont pour nous les conditions indispensables ?

1. Que le congrès commun soit convoqué par les mandataires des deux congrès de 1889. Les Belges le convoqueront en vertu du mandat possibiliste, et les Belges et les Suisses le convoqueront en commun, en vertu de notre mandat. La forme reste à déterminer.

2. Que le congrès soit son propre maître. Les règlements, les ordres du jour et les résolutions des précédents congrès n'existent pas pour lui. Il détermine lui-même son règlement, le mode de contrôle des mandats et son ordre du jour, sans se laisser lier les mains par quelque précédent que ce soit. Nul comité - qu'il soit nommé par un congrès précédent ou qu'il se soit constitué au cours des débats d'unification - n'a le droit de lier le congrès à quoi que ce soit.

3. Les conditions pour la représentation des différentes sociétés ouvrières et les proportions dans lesquelles elles seront représentées doivent être fixées à l'avance (il serait souhaitable de faire des propositions concrètes sur ce point, mais ce n'est pas à moi de les faire).

4. Un comité, dont la composition est à déterminer, sera chargé de préparer un projet de règlement et mode de contrôle des mandats ainsi qu'un projet d'ordre du jour qu'il faudra soumettre à l'approbation du congrès.

Chers camarades,

Le Congrès de Glasgow des syndicats anglais a adopté dans sa séance du 8 septembre une résolution que les socialistes du continent européen ne peuvent laisser passer sous silence ¹⁵⁶.

[206]

Le comité de Zurich qui, conformément aux décisions du Congrès de Bruxelles de 1891, fut chargé de la préparation du prochain Congrès de l'Internationale en 1893, avait envoyé une invitation au Congrès des syndicats ¹⁵⁷. Malgré les demandes répétées du secrétaire du syndicat des gaziers, le camarade Will Thorne, cette lettre ne fut pas lue lors des trois premières journées de session du Congrès, si bien que le Congrès n'eut pas l'occasion de se prononcer sur l'invitation du comité de Zurich.

Finalement, Matkin proposa une résolution, selon laquelle le comité parlementaire du Congrès des syndicats devait être chargé de convoquer un congrès international afin de discuter de l'introduction, à l'échelle internationale, de la journée de travail légale de huit heures, et d'adopter une résolution en ce sens.

Les camarades Parnell (qui participa au Congrès de Paris en 1889) et Quelch répondirent que, pour 1893, deux congrès ouvriers étaient déjà convoqués – l'un à Zurich, l'autre à Chicago ¹⁵⁸ -, que le comité provisoire de Zurich avait invité le Congrès des syndicats et qu'il

¹⁵⁶ Lettre d'Engels au Comité national du Parti ouvrier socialiste d'Espagne, 16 septembre 1892.

¹⁵⁷ Engels s'efforce de contrecarrer les tentatives de sabotage du 3e Congrès de la II^e Internationale par les syndicalistes réformistes anglais qui cherchaient à diviser le mouvement ouvrier international. Dans sa réponse, le Comité national espagnol informa Engels qu'il protesterait contre les agissements des syndicats anglais.

¹⁵⁸ Le Congrès de la Fédération américaine du travail eut lieu à Chicago en décembre 1893. Ce Congrès reconnut la nécessité de l'action politique de la classe ouvrière et revendiqua la journée légale de huit heures.

convenait d'accepter l'invitation de Zurich plutôt que de convoquer un troisième congrès.

Les représentants des vieux syndicats conservateurs rétorquèrent à cela que les Congrès de Zurich et de Chicago n'avaient pas été convoqués par les syndicats, que les ouvriers du continent étaient mal organisés, faibles et impuissants en comparaison des ouvriers anglais, que les Anglais n'avaient pas à endosser la responsabilité de toutes les folles théories (*wild theories*) du socialisme sur le continent, etc. C'est alors seulement qu'on donna lecture de l'invitation de notre comité de Zurich.

Finalement, l'invitation du comité de Zurich fut rejetée par 189 voix contre 97, et la proposition adoptée de convoquer « immédiatement » un congrès international qui discuterait de l'introduction à l'échelle internationale de la [207] journée de travail légale de huit heures et adopterait une résolution en ce sens.

Ces deux résolutions constituent une insulte pour le prolétariat socialiste des organisations de tout le continent européen. Nous espérons que les éléments les plus avancés du prolétariat anglais, qui sont déjà socialistes de par leurs *sentiments*, mais craignent pour l'heure encore cette étiquette, et qui se sont laissé circonvenir par les vieux conservateurs, bref que les éléments les plus conscients et les plus résolus sauront de nouveau réparer leur erreur au prochain congrès.

Cependant, il serait nécessaire que les ouvriers du continent défendent leur honneur contre les insultes que renferment les résolutions ci-dessus mentionnées. J'ai informé nos amis en France et en Allemagne des événements de Glasgow, et j'espère qu'ils se mettront d'accord sur la ligne d'action à adopter et à laquelle ils se tiendront. Comme les camarades français tiendront dans quelques jours leur congrès à Marseille, ils pourront déjà donner une première réponse aux syndicats.

A titre d'ancien correspondant pour l'Espagne au sein du Conseil général de l'Internationale de glorieuse mémoire, je considère qu'il est de mon devoir d'informer le comité national espagnol de cet événement qui n'intéresse pas moins les camarades espagnols que les camarades des autres pays.

Salut et révolution sociale !

Certes, il ne faut pas prendre l'affaire au tragique ¹⁵⁹. Les syndicalistes nouveaux étaient si ravis de ce que les vieux adoptent la journée de travail légale de huit heures qu'ils se sont laissé duper dans l'affaire de la convocation du Congrès international. La plupart d'entre eux le regrettent déjà, et tous le regretteront sans doute lorsqu'ils se rendront compte de ce qu'ils ont fait. À mon avis, c'est aux continentaux qu'il revient de leur en faire prendre conscience et, s'ils agissent tous ensemble, l'affaire peut mal tourner pour les « vieux ».

1. La France et l'Allemagne doivent agir de concert, et tout le reste suivra. Par le truchement de Laura [208] Lafargue ¹⁶⁰ je propose donc aujourd'hui aux Français de se mettre en relation avec vous, pour que vous adoptiez une résolution semblable, si possible même *littérale-ment*, à vos Congrès de Marseille et de Berlin. Pour autant que j'aie pu jusqu'ici en juger (je n'ai pas encore vu Aveling qui était présent à Glasgow, et n'ai délibéré avec personne), le mieux serait que vous *re- jetiez* catégoriquement, en termes résolus, mais calmes et dépourvus d'animosité, l'idée d'un nouveau congrès pour la journée de huit heures, et que vous renouveliez votre invitation aux divers syndicats d'assister au Congrès de Zurich. (Le comité de Zurich devrait faire également ce geste, sous forme de circulaire. Tussy ¹⁶¹ vous écrira également à ce sujet, mais un coup de pouce de votre part est toujours utile.)

2. Mais si l'on voulait aller plus loin et charger de charbons ardents la tête des jeunes incapables qui ne savent pas ce qu'ils font, il faudrait y déléguer *un* Français et *un* Allemand, afin de leur expliquer la situation, et déposer une protestation contre la résolution de Glasgow. Chacun de ces délégués devrait être mandaté par la Direction de la Centrale syndicale et devrait être ou avoir été un authentique ouvrier, car sinon *il ne serait pas admis*.

Si Marseille et Berlin sont unanimes, l'Autriche, l'Espagne et l'Italie suivront. La Suisse est sûre, car elle a reçu le coup le plus direct ; la Belgique suivra certainement, de même les Scandinaves. Dès lors,

¹⁵⁹ Cf. Engels à Bebel, 11 septembre 1892. Il s'agit de la même affaire du Congrès des syndicats anglais de Glasgow.

¹⁶⁰ Laura Lafargue était la fille de Marx.

¹⁶¹ Tussy était le surnom d'Eléonore, fille de Marx.

M. Nieuwenhuis, les possibilistes et les blanquistes pourront passer aux syndicats, et ils seront alors vraiment en dehors du grand mouvement européen.

Voilà pour l'heure mon opinion. J'écrirai de nouveau sitôt que j'aurai d'autres nouvelles. Dans l'intervalle, vous pouvez réfléchir sur cette affaire. En tout cas, grâce à l'arrogance des « vieux » et la mollesse des « nouveaux », vous tenez une superbe occasion de mettre au clair notre position pour les Anglais, en leur montrant qu'il ne vient même pas à l'idée du prolétariat conscient du continent d'accepter la direction de gens pour lesquels le système du salariat vaut comme une institution éternelle et inébranlable. [...] Vos congrès syndicaux se doivent aussi de protester.

[209]

Les ouvriers anglais sont contaminés par l'esprit parlementaire de compromis, au point qu'ils ne peuvent avancer d'un pas sans reculer aussitôt de 3/4 ou de 7/8 de pas ¹⁶². C'est pourquoi ce brusque enthousiasme pour la journée de huit heures (qui était tenue, comme tu le sais, pour une impossibilité il y a trois ans encore par ceux-là mêmes qui la revendiquent le plus bruyamment aujourd'hui) donne presque un caractère réactionnaire à cette revendication. La journée de huit heures doit être la panacée universelle, la seule et unique préoccupation. Dans la joie de s'être assuré si vite une majorité aussi grande et inattendue, la masse des partisans de la journée de travail de huit heures sacrifie maintenant tout ce qui va au-delà de cette revendication pour plaire aux « vieux » syndicalistes fraîchement convertis aux huit heures. On peut se permettre d'autant plus facilement ce sacrifice que les éléments « nouveaux » ne sont pas unis et n'ont pas d'organisation commune, ne se connaissent pas personnellement les uns les autres et n'ont pas encore eu le temps de former des gens qui jouissent de la confiance de tous. Comme tu le sais, en Grande-Bretagne, on ne peut obtenir cela qu'à *force de se montrer en public*, selon le mot de Ruge, ce qui veut dire qu'il faut parader sans cesse et pendant des années sur la scène publique, comme l'ont fait Shipton, Cremer, Howell, etc.

¹⁶² Cf. Engels à Laura Lafargue, 11 septembre 1892.

Quoi qu'il en soit, le fait est là. En votant délibérément par 189 voix contre 97, soit à peu près par deux voix contre une, le Congrès des syndicats s'est placé en dehors du mouvement ouvrier international et a décidé de faire bande à part. C'est de la manière la plus injurieuse qu'il a foulé aux pieds notre invitation. Le Comité parlementaire n'a même pas été prié de faire une réponse polie. On n'a même pas mis aux voix, pour la bonne forme, une résolution répondant à notre invitation, pas plus qu'on n'a déposé une contre-résolution. C'est sous forme d'amendement que l'on a été contraint de glisser l'invitation, sinon elle serait passée tout à fait inaperçue. En lisant le compte rendu intégral que je t'enverrai, tu verras quel mal Thorne a dû se donner *pour qu'elle soit simplement présentée devant le congrès*. Vraiment, l'insulte ne saurait être plus grave.

[210]

Comme les syndicats anglais ne reconnaissent que des ouvriers authentiques ¹⁶³, et encore uniquement ceux qui sont organisés dans les syndicats, il serait de la plus haute importance que non seulement le Congrès du parti ouvrier, mais aussi et surtout celui des chambres syndicales françaises, qui se réunit quelques jours avant le nôtre, se prononçât carrément contre la prétention des Anglais à vouloir ignorer le mouvement international existant pour en susciter un autre sous leur direction et dans leur sens. A n'en point douter, les syndicalistes français protesteront contre ce qu'on a dit à Glasgow sur leur compte et celui des autres ouvriers du continent.

Le député Woods dit que « les organisations existant sur le continent européen étaient fort peu efficaces, mais qu'il était convaincu que, si la puissante organisation anglaise voulait bien tendre une main cordiale, sympathique et fraternelle (excusez du peu !) à ses amis du continent, ceux-ci éprouveraient moins de difficultés », etc.

Le mineur Foster, de Durham, « a été très touché par les remarques de M. Woods, selon lequel les efforts déployés en Angleterre ont été contrecarrés dans une certaine mesure par les camarades ouvriers des autres pays, qui sont moins bien organisés qu'en Angleterre : leur posi-

¹⁶³ Cf. Engels à Paul Lafargue, 17 septembre 1892.

tion dans la lutte sociale ne se compare pas à la nôtre. [!!!] [...] Si l'on pouvait amener les camarades ouvriers du continent à faire preuve de la même unanimité que les travailleurs anglais, lorsqu'ils décidèrent d'engager une action particulière (il s'agit de la journée de travail de huit heures. Or, vous savez jusqu'à quel point ces mêmes Anglais l'ont combattue, alors que le continent était déjà unanime - ce qui ne les empêche, individuellement, de crier si fort maintenant !), ils se rendraient compte alors que la puissance de la classe ouvrière lui permettrait d'atteindre son but », etc.

Le tisserand de coton Holmes, de Burley, fraîchement converti à la journée de travail de huit heures et avide de démontrer que son changement de position n'a pas fait de lui un bouffeur de socialiste : « Existe-t-il seulement, ce mouvement de progrès ou, comme ils disent, socialiste, dans lequel on voudrait nous entraîner [à Zurich] ? » Il demande à ces Messieurs « s'ils désiraient, au nom de notre organisation, aller à ce congrès où sont défendues, comme [211] on ne le sait que trop bien, tant de folles théories qui ont cours sur le continent » ?

Conner, de Londres : « Bien que deux congrès internationaux soient déjà prévus [à Zurich et Chicago], ni l'un ni l'autre n'ont été *organisés par le Congrès des syndicats, ni sous son autorité* [!!] ».

Voilà. Ces insultes devraient suffire à faire bouillir le sang des syndicalistes français.

Je le répète : en ce qui concerne *l'effet moral ici en Angleterre*, une résolution du Congrès des syndicats qui repousserait la tentative de division contenue dans la résolution de Glasgow serait bien plus importante que celle d'un *Congrès socialiste*. Faites donc pour le mieux. Tussy a envoyé le compte rendu d'un journal à Delcluze.

Saluez les camarades de ma part. Faites du bon travail, comme à Lille, où Tussy dit avoir assisté au congrès ouvrier le plus préoccupé d'efficacité qu'elle ait jamais vu.

Le congrès des syndicats qui s'est tenu à Marseille *avant* celui du Parti ouvrier a décidé de ne pas participer au congrès pour la journée de travail de huit heures convoqué par les syndicats anglais réunis à Glasgow ; en revanche, ils ont demandé à ces syndicats de venir à Zu-

rich ¹⁶⁴. Le congrès du Parti ouvrier, annonce Lafargue, adoptera la même résolution. Si vos syndicats prenaient des résolutions dans le même sens, cela ferait son effet ici en Angleterre, car il se trouve que les résolutions des congrès ouvriers politiques ne sont pas pleinement valables pour ces messieurs en baudruche des vieux syndicats !

Unité du parti et syndicats.

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas étonnant que Malon ait un grand public pour son pauvre bouillon des considérants sans programme ¹⁶⁵. Or, il n'y a plus de parti du tout, dès lors que l'on fonde un parti sans programme, dont tout le monde peut être. Les vieux sectaires, pour qui Malon-Vollmar ont [212] de si tendres égards, ont depuis des années prouvé leur impuissance ; le mieux est de les laisser tranquillement se mourir. Si l'on compte comme parti ouvrier les *chambres syndicales* ¹⁶⁶ et les associations de grève qui luttent exclusivement, comme les syndicats anglais, pour un haut salaire et une réduction du temps de travail, mais par ailleurs se moquent du mouvement, on forme en réalité un parti pour la *conservation* du salaire, et non pour son abolition. Et comme me le dit Marx, la plupart de ces chambres syndicales sont plus incolores encore que les syndicats anglais eux-mêmes. Supprimer tout programme de parti, pour plaire à de telles gens, n'est pas le moyen de les pousser en avant. A-t-on jamais vu un parti sans programme, un parti dont les considérants délavés (tout à fait dans le genre du communiste Miquel qui, lui aussi, croit à la « possibilité » du communisme dans cinq cents ans) ont pour conclusion que chaque groupe fabriquera son programme particulier à lui !

Que tire Malon des chambres syndicales ? Elles ne paient pas de cotisations ; elles n'envoient pas de délégués au Conseil fédéral : avant la scission, elles faisaient nominalement partie de l'Union fédérative et elles y sont restées nominalement ; elles sont, comme le dit Lafargue,

¹⁶⁴ Cf. Engels à Victor Adler, 27 septembre 1892.

¹⁶⁵ Cf. Engels à Bernstein, 28 novembre 1882. Le phénomène anglais se reproduit à peu de chose près en France, et le jugement d'Engels est le même.

¹⁶⁶ En français dans le texte.

complètement platoniques ¹⁶⁷. Elles ne sont là que pour la figuration. Quels sont les autres groupes de Malon ? Voilà ce qu'en dit Lafargue : « Dans le XVII^e arrondissement, nos amis ont organisé, après le congrès, un groupe qui immédiatement s'est trouvé composé de 29 membres. Pour nous faire pièce, les possibilistes ont *subdivisé* leur groupe qui, à ce que l'on me dit, ne se composait que d'une vingtaine de membres, en *cinq sous-groupes*, réunis par un comité fédéral de quartier. Le tour est joli, mais ne trompe que les indifférents et ceux qui sont éloignés. » C'est tout à fait ce que faisaient les bakouninistes. D'après Lafargue, les possibilistes ne sont réellement forts qu'à Montmartre, où ils sont bien organisés.

Il vaut toujours mieux être momentanément dans la minorité avec le vrai programme - *quo ad organisation* - que d'avoir apparemment une grande clientèle, mais presque nominale, sans programme. Toute notre vie, nous avons été dans la minorité et nous nous en sommes très bien trouvés. La force moindre (au cas où elle le serait réellement, ce [213] qui est pour moi loin d'être évident - les possibilistes n'ont pas osé aller à la conférence contradictoire des « Roannais » sur les deux congrès), la force moindre dans l'organisation de Paris est compensée en double et au triple par l'influence de la presse.

Il est pour moi tout à fait incompréhensible comment vos correspondants de Paris peuvent voir dans les gens de Saint-Etienne le « véritable parti ouvrier ». Premièrement, ils ne sont pas un parti du tout, et moins que tout un parti *ouvrier*, pas plus qu'ils ne sont les « ouvriers » d'ici. En revanche, ils sont en germe ce que ceux d'ici sont devenus en plein : *la queue du parti radical bourgeois* ! Tout ce qui les unit, c'est le radicalisme bourgeois ; ils n'ont aucun programme ouvrier. Les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail d'ouvriers en vue des élections au profit des radicaux, commettent à mes yeux une *véritable trahison*.

Au Conseil fédéral anglais, Hales a causé un grand scandale en collant à Marx un vote de blâme parce qu'il avait affirmé que les chefs ouvriers anglais étaient vendus ¹⁶⁸. Mais les sections anglaise et irlan-

¹⁶⁷ Idem.

¹⁶⁸ Cf. Engels à F.-A. Sorge, 21 septembre 1872. Le compte rendu de séance (3 septembre 1872) du Congrès de La Haye mentionne à ce propos :

daïse de Londres ont déjà protesté, et donnent raison à Marx. Les gaillards - Hales, Mottershead, Eccarius, etc. - sont furieux parce qu'on leur a enlevé le Conseil général.

Les innombrables petits congrès minables, que l'on prend au sérieux simplement parce que le *Bee-Hive*, qui est vendu à la bourgeoisie, les présente comme sérieux, n'ont pas d'autre but que celui de préparer les élections législatives imminentes ¹⁶⁹. Toutes les associations pour la Réforme que l'on y énumère sont absolument dépourvues de toute importance, et se composent souvent des *mêmes personnes*. Et lesquelles ? A de rares exceptions près, il s'agit précisément [214] des chefs ouvriers que Marx a stigmatisés à La Haye parce qu'ils sont vendus à la bourgeoisie. Sur le continent, on ne peut s'imaginer ce qu'est le mouvement anglais en se fondant sur le *Bee-Hive* et le *Reynold's*. Il ne suffit pas que certains syndicalistes participent à de tels congrès pour que les syndicats se politisent, ce que d'ailleurs ils ne *pourraient* faire sans bouleverser de fond en comble leurs statuts, du moins pour ce qui est de la plupart d'entre eux ou des plus importants. En réalité, le mouvement anglais est plus misérable que jamais, comme il faut d'ailleurs s'y attendre, étant donné la prospérité de l'industrie britannique.

Hales a déclenché ici contre Marx et moi une vaste campagne de calomnie qui, d'ailleurs, se retourne déjà contre lui-même, sans que nous ayons à bouger le petit doigt ¹⁷⁰. Le prétexte en a été la déclaration [à La Haye] de Marx au sujet de la corruption des chefs ouvriers anglais. Certaines sections de Londres et tout Manchester ont déjà protesté très énergiquement, et Hales a perdu son ancienne majorité au Conseil fédéral, si bien qu'il en sera bientôt totalement éjecté.

« Marx répond [à Mottershead] que cela ne regarde personne de savoir qui les sections choisissent comme délégué au Congrès. D'ailleurs, il est tout à l'honneur de Barry de ne pas être un des prétendus chefs des travailleurs anglais, car tous sont plus ou moins vendus à la bourgeoisie et au gouvernement. On a attaqué Barry [au Congrès] uniquement parce qu'il ne voulait pas se faire l'instrument de Hales. »

¹⁶⁹ Cf. Engels à Adolf Hepner, le 30 décembre 1872.

¹⁷⁰ Engels à F.-A. Sorge, 5 octobre 1872.

Depuis un certain nombre d'années, le mouvement ouvrier anglais s'agite sans trouver de solution dans le cercle étroit de grèves pour obtenir une augmentation de salaires et une diminution des heures de travail, et ce non pas comme moyen de lutter contre la misère ou comme moyen de propagande et d'organisation, mais comme but ultime ¹⁷¹. Qui plus est, les syndicats excluent même par principe, dans leurs statuts, toute action politique et, de ce fait, s'interdisent de participer à toute activité générale de la classe ouvrière en tant que classe.

Sur le plan politique, les ouvriers se divisent en conservateurs et en radicaux libéraux, en partisans du ministère Disraeli (Beaconsfield) et en partisans du ministère Gladstone. On ne peut donc parler ici de véritable mouvement ouvrier, puisque les grèves qui se déroulent ici, qu'elles soient victorieuses ou non, ne font pas avancer le mouvement d'un seul pas. À mon avis, elles ne peuvent être que [215] nuisibles les grèves qui, dans cette situation, ont assez souvent été suscitées intentionnellement par les capitalistes au cours des dernières années de mauvaises affaires, afin d'avoir un prétexte pour fermer leurs usines, ou les grèves qui ne font pas avancer d'un pouce en direction de luttes ayant une portée universelle et historique, bref de grèves qui se font dans la « liberté » telle qu'elle existe ici. On ne peut se dissimuler qu'il n'existe pas ici en ce moment de véritable mouvement ouvrier, au sens où on l'entend sur le continent. C'est pourquoi j'estime que vous ne perdez pas grand-chose si vous n'obtenez pas en ce moment de comptes rendus sur les agissements des syndicats anglais.

À moins d'un événement inattendu, il n'y aura pas ici de véritable mouvement ouvrier général tant que les ouvriers n'éprouveront pas eux-mêmes que le monopole mondial de l'Angleterre est en pièces ¹⁷². *La base économique de la nullité politique des ouvriers anglais était - et est encore - leur participation à la domination du marché mondial.* Bien que ne formant que la queue de la bourgeoisie dans l'exploitation économique de ce monopole, ils n'en participent pas moins aux avantages de celle-ci, si bien qu'ils sont tout naturellement aussi la queue politique du « grand Parti libéral » qui, au reste, leur fait la cour

¹⁷¹ Engels à Bernstein, 17 juin 1879.

¹⁷² Cf. Engels à A. Bebel, 30 août 1883.

pour des questions de détail, en reconnaissant les syndicats et les grèves comme des facteurs légitimes, en renonçant à lutter pour la durée illimitée de la journée de travail et en concédant le bulletin de vote à la masse des ouvriers jouissant d'une situation avantageuse. Mais tu seras témoin d'événements surprenants lorsque l'Amérique et la concurrence unie des autres États industriels auront percé une large brèche dans ce monopole (et on en est assez près dans la sidérurgie, mais beaucoup moins dans l'industrie cotonnière).

Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la question coloniale ¹⁷³. Eh bien, exactement la même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général, [216] soit exactement ce qu'en pensent les bourgeois : il n'existe pas ici de parti ouvrier, mais uniquement des conservateurs et des radicaux libéraux, et les ouvriers mangent allégrement leur part du monopole anglais sur le marché mondial et les colonies.

¹⁷³ Cf. Engels à Kautsky, le 12 septembre 1882. Non seulement une fraction de la classe ouvrière peut constituer l'aristocratie ouvrière, mais toute la classe ouvrière d'un pays peut occuper cette position privilégiée et corrompue. Marx et Engels n'expliquent pas seulement cette situation par l'avance technique et industrielle qu'un pays peut avoir acquise par rapport aux autres, mais encore par la possession d'un empire colonial.

La question syndicale n'est donc pas étrangère à tout cela, du moins pour Marx et Engels. La question de la corruption de l'aristocratie ouvrière se relie finalement à la guerre impérialiste, et au reniement du socialisme révolutionnaire par une social-démocratie qui, en 1914, réalisa l'union sacrée avec sa bourgeoisie respective : la farce nationaliste de l'aristocratie ouvrière se transforma alors en tragédie et massacre pour les masses prolétariennes du monde :

« À propos de la délégation syndicale : lorsqu'au congrès des possibilistes, les Français ont entonné la Marseillaise en leur honneur, l'honorable Shipton et consorts crurent qu'il fallait leur rendre la pareille, et ils entonnèrent d'une seule voix le *God save the Queen*. » (Engels à Marx, le 8 décembre 1882.)

[217]

**LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME I. Tactique dans la révolution permanente**

TABLE

[218]

[219]

INTRODUCTION [5]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]
2. Internationale, syndicats et associations de production [57]
3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]
4. Critique des limites syndicales [171]

Karl Marx et Friedrich Engels

LE SYNDICALISME.

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES VOLUMES I ET II

Volume I : Théorie, organisation, activité

INTRODUCTION [5]

Syndicalisme et environnement [5]

Syndicalisme et revendications [8]

Syndicalisme et politique [11]

1. Histoire et théorie des syndicats [17]

La concurrence [19]

Phases successives du mouvement ouvrier [26]

Rôle économique immédiat des syndicats [49]

Syndicats et socialisme [52]

Préambule des statuts de la 1^{re} Internationale [55]

2. Internationale, syndicats et associations de production [57]

Présentation [58]

Résolution de l'Association internationale des travailleurs sur les syndicats [68]

Attache des organisations ouvrières anglaises à l'Association internationale des travailleurs [74]

La solidarité avec les ouvriers des pays dépendants [77]

Sur les relations entre les sections irlandaises et le Conseil général de l'A.I.T. [78]

Adresse de la Ligue de la terre et du travail aux ouvriers et ouvrières de Grande-Bretagne et d'Irlande [81]

De l'action combinée des travailleurs occupés et non occupés [82]

Syndicats et associations de production des travailleurs [85]
Sur l'agitation de J.-B. von Schweitzer en vue de la création de
syndicats [87]
Coopératives bourgeoises et patrie [94]
L'Internationale, couronnement des organisations et revendica-
tions économiques dans le but de la conquête du pouvoir poli-
tique [95]
Travail coopératif [98]
Remarque sur le caractère politique des luttes syndicales [99]
Adresse du Conseil général de l'Association internationale des
travailleurs aux sections, aux sociétés coopératives et à tous
les travailleurs [106]
La forme future de l'association [111]

3. Action syndicale de Marx-Engels dans l'Internationale [113]

Aide de l'Internationale au mouvement syndical [114]
Activité syndicale de Marx et Engels et du Conseil général de
l'A.I.T. [115]
Avertissement [119]
Le lock-out des vanniers de Londres [121]
La grève de Charleroi [123]
Aux ouvriers d'Europe et des États-Unis ! [123]
La grève de Sotteville-lès-Rouen [128]
Rapport annuel du Conseil général au Congrès de l'A.I.T. de Bâle
[132]
Le lock-out des ouvriers du bâtiment de Genève [146]
La grève des corps de métier du bâtiment à Genève. Appel du
Conseil général de l'Association internationale des tra-
vailleurs aux travailleurs et travailleuses de l'Europe et des
États-Unis [147]
Aux ouvriers en grève dans la vallée de la Ruhr [150]
Rapports internationaux des sociétés ouvrières de résistance au
capital [153]
La grève des ouvriers agricoles anglais [154]
L'exemple de deux conseils municipaux [161]
La grève des mineurs de la Ruhr. 1889 [164]
Les syndicats, début du mouvement de masse [168]

4. Critique des limites syndicales [171]

Présentation [172]

Contre les limitations du rôle des syndicats [176]

Les syndicats (I) [177]

Les syndicats (II) [181]

Organisation rétrograde des vieux syndicats [184]

Angleterre 1845 et 1885 [185]

Syndicats et aristocratie ouvrière [193]

Le 4 mai à Londres [194]

Le Congrès ouvrier international de 1891 [201]

Unité du parti et syndicats [211]

Volume II

Contenu et portée des revendications syndicales

INTRODUCTION [5]

Actualité des textes de Marx-Engels [5]

Salaire, prix... et profit [11]

Salaire. Prix. Profit et aristocratie ouvrière [19]

Aristocratie ouvrière. Agriculture et colonialisme [23]

1. Différence de salaires et classes [30]

La démission de la bourgeoisie [30]

La grève des dockers londoniens [36]

Classes sociales nécessaires et superflues [37]

Effets de l'épargne sur le salaire [41]

Les illusions du salaire aux pièces [50]

La théorie du salaire de la Ligue anticréalière [55]

Hierarchie des salaires [60]

Effets de l'introduction des machines sur le salaire [68]

Détermination du salaire dans le capitalisme développé [69]

Travail simple et éducation professionnelle [74]

L'enseignement général dans la société moderne [76]

Instructions pour les délégués du Conseil central provisoire à propos de diverses questions [79]

L'abolition du salariat [84]

2. Réduction de la journée de travail [91]

Réduction de la journée de travail [92]

Temps de travail capitaliste et communiste [99]

Généralisation du travail manuel [104]

Lutte pour la journée de travail normale. Limitation légale coercitive du temps de travail. La législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864 [108]

Limitation de la journée de travail et avantages pour la classe capitaliste [118]

De la manufacture et du travail à domicile à la grande industrie [127]

L'effet du machinisme [133]

L'effet de la réduction du temps de travail [139]

La loi anglaise de la journée de travail de 10 heures [140]

Conjoncture économique et niveau des luttes revendicatives [152]

Le clergé et la lutte pour la loi des 10 heures [157]

La lutte pour la loi de 10 heures [160]

La lutte pour la journée de travail normale. Contrecoup de la législation anglaise sur les autres pays [163]

Législation de fabrique appropriée par les capitalistes [169]

La législation de fabrique au profit du prolétariat [173]

Législation de fabrique : clauses n'ayant pas trait à la durée du travail [174]

Statistique ouvrière [181]

3. Droits du travail [191]

Légalité et évolution économique du capitalisme [192]

Droit de grève et État [194]

La situation anglaise [198]

Effet des luttes revendicatives sur le développement de l'État et de l'idéologie capitalistes [204]

La Constitution anglaise [207]

Un acte d'administration bourgeoise [217]

Légalité bourgeoise et droit d'association [221]

Caisses d'assurance et de retraite [223]
Rapport du Conseil général de l'A.I.T. sur les sociétés d'assurance mutuelle des mineurs des houillères de Saxe [225]
La grève des ouvriers de la verrerie lyonnaise [233]
Grève générale et barricades [234]

4. Index [237]

FIN